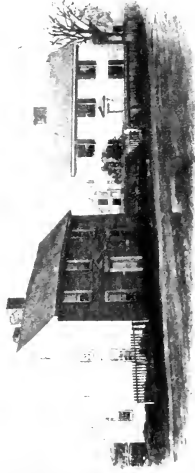


John Adams Library,



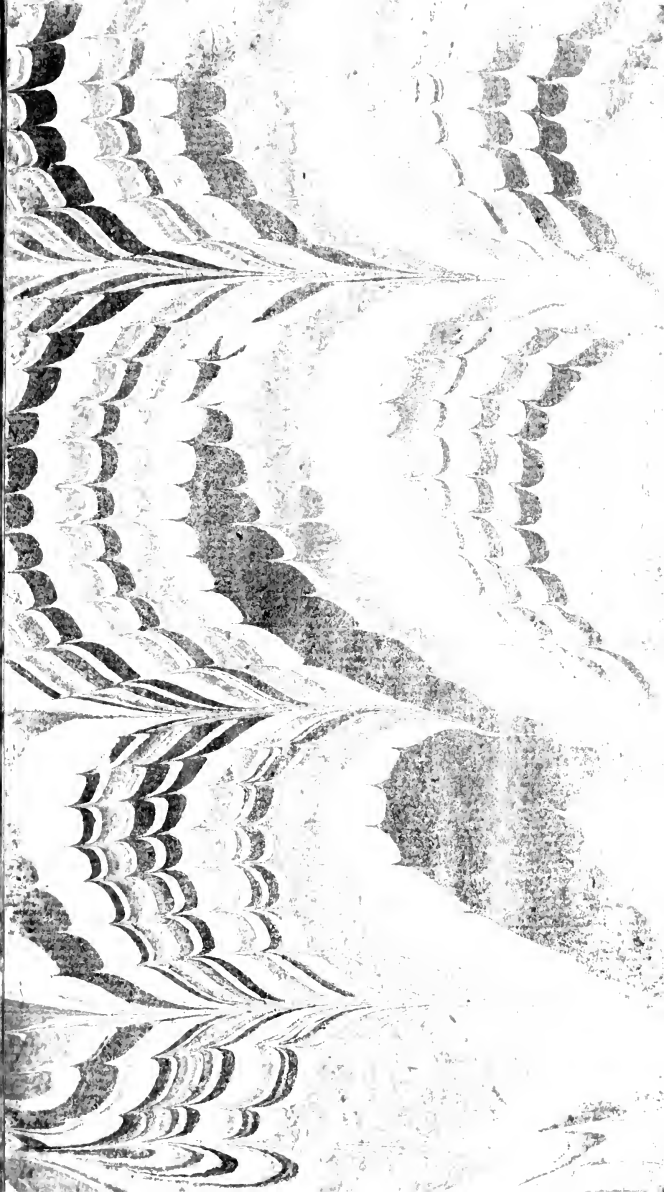
IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o

182.14

11/13



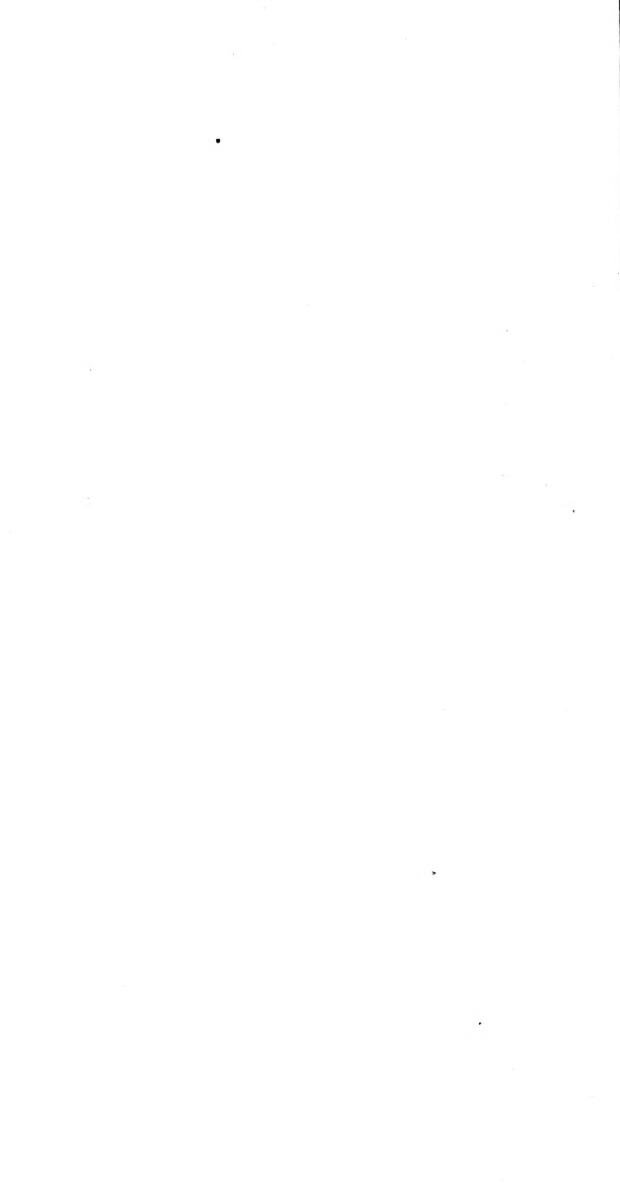






LES
INTERETS PRÉSENTS
DES
PUISSANCES
DE
L'EUROPE.

TOME HUITIÈME.



L E S

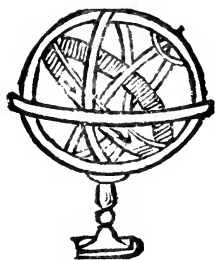
D E S

D E

Fondez sur les Traitez conclus depuis la Paix
d'Utrecht inclusivement, & sur les Preuves
de leurs Prétentions particulieres.

Par Mr.

*Membre de la Societé Royale des Sciences de
Berlin, &c.*



Chez

Libraire,

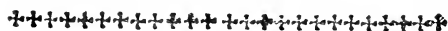
M. D C C. XXXIV.

10. H. 182.14

2.8



LES INTERETS
P R E S E N S
D E S
PUISSANCES SOUVERAINES
de l'Europe.



[N N N .]

1713. TRAITE' de Navigation &
de Commerce entre la France & les
Etats Généraux des Provinces-Unies,
conclu à Utrecht en 1713. Actes de
la Paix d'Utrecht.



Le Traité de Paix, qui a été con-
clu aujourd'huy entre le Roi
Très-Chrétien & les Seigneurs
Etats Généraux des Provinces-
Unies, faisant cesser tous les sujets de mé-
contentement, qui avoient alteré pendant
Tome VIII. A quel-

2 LES INTERETS PRESENS

quelque tems l'affection que S. M. a toujours eüe pour leur bien & leur prospérité suivant l'exemple des Rois ses prédecesseurs, & lesdits Seigneurs Etats Généraux rentrant aussi dans la même passion, qu'ils ont ci-devant témoignée pour la grandeur de la France & dans les sentimens d'une sincere reconnoissance pour les obligations & les avantages considérables qu'ils ont ci-devant reçus, la Majesté ne veut rien obmettre de ce qui peut l'affermir, & lesdits Etats Généraux ne souhaitant pas moins de la perpetuer, ont estimé, qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus assuré moyen, que d'établir une libre & parfaite correspondance entre les sujets de part & d'autre, & pour cet effet regler leurs interêts particuliers en fait de Commerce, Navigation & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres a prevenir tous les inconveniens qui pourroient affoiblir la bonne correspondance. Sadite Majesté satisfaisant au désir desdits Etats Généraux, auroit ordonné le Sieur Nicolas, Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne; le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de Saint Michel, ses Ambassadeurs Extraordi-

traordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée de la négociation de la Paix ; Et lesdits Seigneurs Etats Généraux , les Sieurs Jacques de Randwyck , Seigneur de Rossem , & Burggrave de l'Empire & Juge de la Ville de Nimegue ; Guillaume Buys , Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam : Bruno vander Dussen , ancien Bourguemaître , Sénateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda , Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland , Dijckgraef de Crimpenewaerd ; Corneille van Gheel , Seigneur de Spanbroek ; Bulkestein , & Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse , Surintendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat ; Frederic-Adrien Baron de Rheede , Seigneur de Renfwoode d'Emminkhuysen & Moerkerken , & Président de la Noblesse de la Province d'Utrecht ; Sicco de Gossinga Grietman de Franequeraardeel , Curateur de l'Université de Franequer , Charles Ferdinand , Comte de Inhuysen & de Kniphuysen , Seigneur de Vreedewold &c. Deputez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldres , de Hollande & de Westfrise , de Zelande , d'Utrecht , de Frise , & de la Ville de Groningue & Ommelandes ; & leurs Ambassadeurs Extraordinaires

4 LES INTERETS PRESENS
& Plenipotentiaires audit Congrès de
Paix, de conférer & convenir en vertu
de leurs pouvoirs respectivement pro-
duits & dont copie est ci-dessous trans-
crite, d'un Traité de Commerce & Na-
vigation, en la manière qui s'ensuit.

I. Les sujets de sa Majesté & des Sei-
gneurs Etats Généraux des Provinces-
Unies du Pais-Bas, jouiront réciproque-
ment de la même liberté au fait du
Commerce & de la Navigation, dont
ils ont joui de tous tems devant cette
Guerre par tous les Royaumes, Etats &
Provinces de l'une & de l'autre part.

II Et ainsi n'exerceront plus à l'ave-
nir aucunes sortes d'hostilitez ni de vio-
lence les uns contre les autres, tant sur
Terre que sur Mer, ou dans les Rivié-
res, Rades & Eaux douces, sous quel-
que nom & prétexte que ce soit; & aussi
ne pourront les sujets de sa Majesté pren-
dre aucunes Commissions pour des Ar-
memens particuliers ou Lettres de re-
présailles des Princes & Etats, ennemis
desdits Seigneurs Etats Généraux &
moins les troubler ni endommager d'au-
cune sorte, en vertu de telles Commis-
sions ou Lettres de représailles, ni même
aller en course avec elles, sous peine d'être
poursuivis & châtiés comme Pirates;
ce qui sera pareillement observé par les
sujets

ſujets des Provinces-Unies à l'égard des ſujets de ſa Majeſté ; & ſeront à cette fin toutes & quantes fois que cela ſera requis de part & d'autre dans les Terres de l'obéiſſance de ſa Majeſté & dans les Provinces-Unies publiées & renouvel-
lées défenſes très-expreſſes, & très-pré-
ciſes, de ſe ſervir en aucune manière de
telles Commiſſions ou Lettres de repré-
ſailles, ſous la peine ſuſmentionnée, qui
ſera exécutée ſéverement contre les con-
trevenants ; outre la reſtitution entière-
re, à laquelle ils ſeront tenus envers
ceux, auxquels ils auroient cauſé du dom-
mage.

III. Et pour obvier d'autant plus à
tous inconveniens, qui pourroient ſur-
venir par les priſes, faites par inadver-
tence, ou autrement dans les Lieux
éloignées il a été convenu & accordé,
que ſi quelques priſes ſe font de part ou
d'autre dans la Mer Baltique, ou dans
celle du Nord, depuis Terneuſes en
Norvege, juſques au bout de la Man-
che dans l'eſpace de quatre Semaines,
ou du bout de ladite Manche juſqu'au
Cap de Saint Vincent dans l'eſpace de
ſix ſemaines, & delà dans la Mer Me-
diterranée & juſqu'à la Ligne dans l'eſ-
pace de dix ſemaines, & au delà de la
Ligne & en tous les autres endroits du

6 LES INTERETS PRESENTS

Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la présente; lesdites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre, après les termes prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque & de represailles, qui pourroient avoir été ci-devant accordées pour quelque cause que ce soit, sont declarées nulles, & n'en pourra être ci-après donné par l'un desdits Alliez, au prejudice des sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste desny de justice, lequel ne pourra pas être tenu pour vérifié, si la requeste de celui qui demande lesdites represailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les sujets duquel elles doivent être données afin, que dans le terme de quatre mois ou plutôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de justice qui sera dû.

V. Ne pourront aussi les particuliers sujets de sa Majesté être mis en actions ou arrest en leurs Personnes & Biens, pour aucune chose que sa Majesté peut devoir, ni les particuliers sujets desdits
Seigneurs

Seigneurs Etats Generaux pour les debtes publiques desdits Etats.

VI. Les sujets Habitans des Païs de l'obéissance de sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux vivront, converseront, & frequenteront les uns avec les autres, en toute bonne amitié & correspondance, & jouïront entre eux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Païs de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées, dont le Commerce & le transport n'est defendu generalement & universellement à tous, tant sujets qu'Etrangers, par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet, les sujets de sa Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux pourront franchement avec leurs Marchandises & Navires, les Païs, Terres, Villes, Ports, Places & Rivieres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises, dont l'entrée ou sortie, & transport, ne sera defendu à tous sujets de sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux, sans que cette liberté reciproque puisse être defendue, limitée ou restrainte, par

§ LES INTERETS PRESENTS

aucun Privilege, Octroi ou aucune Concession particuliere; & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de concéder, ou de faire à leurs sujets des Immunités, Benefices, Dons gratuits, ou autres avantages, par dessus ceux de l'autre à leur prejudice, & sans que lesdits sujets de part & d'autre soient tenus de paier plus grands ou autres Droits, Charges, Gabelles ou Impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires ou Fret d'iceux directement ou indirectement, sous quelques noms, titre ou pretexte que ce puisse être, que ceux qui seront paieés par les propres & naturels sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les sujets des Etats Generaux ne pourront aussi être traitez autrement ou plus mal dans les Droits de Contablie, d'Ancreage, du sol Parisis, & toutes autres charges & impositions de quelque nom qu'elles puissent être appellées, soit sous le titre du Droit étranger ou autrement, sans aucune reserve ou exception, que les sujets mêmes de sa Majesté Très-Chrétienne, qui ne seront pas Bourgeois dans les Lieux, ou lesdits Droits se levont.

IX. Qu'à l'égard du Commerce du Levant en France, & de vingt pour cent

cent qui se leve à cette occasion, les sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies jouiront aussi de la même liberté & franchise, que les sujets du Roi Très-Chrétien, tellement, qu'il sera permis auxdits sujets des Etats Generaux de porter des Marchandises du Levant à Marseille & autres Places permises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans des Vaisseaux François, & que ni dans l'un ni l'autre cas, lesdits sujets des Etats Generaux ne seront assujetis audit vingt pour cent; si non dans les cas, où les François y sont sujets, portant des Marchandises dans leurs propres Vaisseaux à Marseille, ou autres Places permises, & qu'en ceci ne pourra se faire aucun changement au préjudice des sujets desdits Etats Generaux.

X. Il sera permis aux sujets des Seigneurs Etats Generaux d'apporter, faire entrer & debiter en France & dans les Pais conquis, librement & sans aucun empêchement du Harang salé, sans distinction, & sans être sujets au rempaquement, & ce non-obstant tous Edits, Declarations & Arrests du Conseil à ce contraires, & nommément ceux des quinzieme Juillet, & quatorzieme Septembre, mil six cens quatre

vingt sept, portant defences d'apporter ni faire entrer dans les Ports de France, ou Places conquises du Harang autrement qu'en vracq & salé du sel de Brouïage; & qui ordonnent que ledit Harang sera apporté dans les Ports de Mer en vracq dans des Barils, dont les dix-huit composeront douze de Harang pacqué, lesquels Arrests demeureront revoquez & annullez.

XI. L'on depechera reciproquement à la Doüane ou aux Bureaux, tant en France qu'aux Païs des Etats Generaux; également & sans aucune distinction les sujets de l'un & de l'autre Nation aussi-tôt qu'il sera possible, sans leur causer aucun empêchement ni retardement, quel qu'il puisse être.

XII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toujours les Rades, Rivieres, Ports & Havres, libres & ouverts pour entrer, sortir, & demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera necessaire, sans pouvoir être visité; à la charge neanmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie, par un trop long & affecté séjour ni autrement, aux Gouverneurs desdites Places, & Ports, auxquels les Capitaines desdits Navires feront sçavoir la cause de leur arrivée & de leur séjour.

XIII. Les Navires de Guerre de sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux & ceux de leurs sujets, qui auront été armés en guerre, pourront en toute liberté conduire les prises, qu'ils auront faites sur leurs ennemis, où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns Droits, soit des Sieurs Admiraux ou de l'Amirauté, ou d'aucuns autres, sans qu'aussi lesdits Navires ou lesdites prises entrant dans les Havres ou Ports de sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux, puissent être arrestées ou saisies, ni que les Officiers des Lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portés par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligés de faire apparoir : Et au contraire ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les sujets de sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux ; mais y étant entrés par nécessité de tempeste ou peril de la Mer, on les fera sortir le plutôt qu'il sera possible.

XIV. Les sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point réputés Aubains en France, & ainsi seront

exempts de la Loi d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Testament, Donation ou autrement, & leurs Héritiers, sujets desdits Etats, demeurans tant en France, qu'ailleurs, recueillir leurs successions, même *ab intestato*, encore qu'il n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, sans que l'effet de cette Concession leur puisse être contesté, ou empêché, sous prétexte de quelque Droit ou prérogatives des Provinces, Villes ou personnes privées; pourront pareillement sans lesdites Lettres de Naturalité, s'établir en toute liberté les sujets desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir acquérir aucun Droit de Bourgeoisie, si ce n'est, qu'ils eussent obtenu des Lettres de Naturalité de sa Majesté en bonne forme; & seront généralement traités ceux des Provinces-Unies en tout & par tout autant favorablement, que les sujets propres & naturels de sa Majesté, & particulièrement ne pourront être compris aux taxes, qui pourront être faites sur les Estrangers; & sera tout le contenu au présent Article observé au regard des sujets du Roi dans le Pais de l'obéissance desdits Seigneurs Etats.

XV. Les Navires, chargés de l'un des Alliés, passant devant les costes de l'autre, & relâchans dans les Rades ou Ports, par tempeste ou autrement, ne seront contraincts d'y charger ou debiter leurs Marchandises, ou partie d'icelles; ni tenus d'y payer aucuns Droits, sinon lorsqu'ils y déchargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

XVI. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Officiers & Soldats, Matelots & autres gens de Mer, les Navires mêmes, ni les Denrées & Marchandises, dont ils seront chargés, ne pourront être saisis, ni arrestés, en vertu d'aucun ordre général ou particulier de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion qu'il puisse être, non pas même sous prétexte de la conservation, & défense de l'Etat; & généralement rien ne pourra être pris aux sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux, à qui il appartiendra, & en payant les choses qu'on désirera d'eux, en quoi toutefois n'est entendu de comprendre les saisies & arrests faits par ordre & autorité de la Justice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales debtes, Contracts ou autre causes légitimes, pour raison desquelles il sera procédé par voye de droit, selon la forme de la Justice.

XVII.

XVII. Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces-Unies pourront en toute seureté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui que puissent être les propriétaires d'icelles, de leurs Ports, Royaumes & Provinces, & aussi des Ports & Royaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont déjà ennemis déclarés, tant de la France, que des Provinces-Unies ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir. Comme aussi les mêmes Sujets & habitans pourront avec la même seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux & trafiquer avec leurs Marchandises sans distinction de qui que puissent être les propriétaires d'icelles; des lieux, Ports & Rades de ceux qui sont ennemis de l'un & de l'autre desdites Parties, ou de l'un des deux en particulier, sans contradiction ou détourbier, de qui que ce soit, non seulement à droiture desdites Places ennemies vers un lieu neutre, mais aussi d'une place ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous des divers.

XVIII. Ce transport & ce trafic s'estendra à toutes sortes de Marchandises

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 15
fes, à l'exception de celles de contre-
bande.

XIX. En ce genre de Marchandises de contrebande s'entend seulement être compris toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles-poissez, Affuts, Fourchettes, Bandoulières, Poudre, Mèche, Salpêtre, Balles, Piques, Epées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Pistolets, Baudriers & autres assortimens servant à l'usage de la Guerre.

XX. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande les Froments, Bleds & autres Grains, Legumes, Huiles, Vins, Sel, ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandises & Denrées, non Compris en l'Article precedent, & en fera le transport permis mêmes aux lieux ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf aux Villes & Places assiegées, bloquées ou investies.

XXI. Pour l'exécution de ce que dessus, il a été accordé qu'elle se fera en la maniere suivante. Que les Navi-
res

res & Barques avec les Marchandises des sujets de sa Majesté, étant entrées en quelque Havre desdits Seigneurs Etats, & voulans delà passer à ceux desdits Ennemis, seront obligés seulement de montrer aux Officiers des Havres, desdits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passeports, contenans la spécification de la charge de leurs Navires, attestés & marqués du scel & seing ordinaires & reconnus des Officiers de l'Admirauté des lieux, d'où ils seront premièrement partis, avec la déclaration du lieu où ils seront destinés, le tout en forme ordinaire & accoutumée, après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquiétés ni recherchés, détenus ni retardés en leurs voyages, sous quelque prétexte que ce soit.

XXII. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obéissance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrant, sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront être obligés de rendre compte de leur Cargaïson, qu'au cas qu'il y eût soupçon qu'ils portaient
aux

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 17
aux ennemis desdits Seigneurs Etats des
Marchandises de contrebande, comme
il a été dit ci-dessus.

XXIII. Et audit cas de soupçon apparent, lesdits sujets seront obligés de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme ci-dessus spécifiée.

XXIV. Que s'ils étoient dedans les Rades, ou estoient rencontrées en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers, leurs sujets, lesdits Navires des Provinces-Unies, pout éviter tout desordre, n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupé au bord des Navires ou Barques Françaises, & faire entrer dedans deux ou trois Hommes seulement, à qui seront montrés les Passeports & Lettres de Mer par le Maître ou Patron des Navires François en la maniere ci-dessus spécifiée, selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inseré à la fin de ce Traité, par lesquels Passeports & Lettres de Mer il puisse apparoir non-seulement de sa charge, mais aussi du lieu, de la demeure & résidence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens, on puisse connoître, s'ils portent des
Marchan-

Marchandises de contrebande, & qu'il apparaisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître & Patron, auxquels Passeports & Lettre de Mer se devra donner entière foi & creance; & afin que l'on en connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere être falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contresings de sadite Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXV. Et en cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises destinées vers les Havres des ennemis desdits Seigneurs Etats, se trouvent, par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles qui sont ci-dessus déclarées de contrebande & défenduës, elles seront déchargées, dénoncées & confisquées pardevant les Juges de l'Amirauté des Provinces-Unies ou autres competens, sans que pour cela le Navire & Barques ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises, retrouvées au même Navire, puissent être en aucune façon saisies ni confisquées.

XXVI. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les sujets de Sa Majesté en un
Navire

Navire des ennemis desdits Seigneurs Etats , bien que ce ne fût marchandises de contrebande, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire , sans exception ni réserve ; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans au sujets du Roi Très-Chrétien , encore que la charge ou partie d'icelle fût aux ennemis desdits Seigneurs Etats , sauf les marchandises de contrebande , au regard desquelles on se règlera selon ce qui a été disposé aux Articles précédens ; & pour éclaircissement plus particulier de cet Article , il est accordé & convenu de plus , que les cas arrivans que toutes les deux Parties , ou bien l'une d'icelles , fussent engagées en guerre , les biens appartenans aux sujets de l'autre Partie , & chargées dans les Navires de celui qui est devenu ennemi de tous les deux , ou de l'une des Parties , ne pourront être confisqués aucunement , à raison , ou sous prétexte de cet embarquement dans le Navire ennemi ; & cela s'observera non-seulement quand lesdites Denrées y auront été chargées devant la déclaration de la Guerre , mais même , quand cela sera fait après ladite déclaration , pourveu que ç'ait été dans les termes qui s'ensuivent ;

suivent ; à sçavoir si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord depuis Terneuse en Norvege, jusques au bout de la manche dans l'espace de quatre semaines, ou au bout de ladite Manche, jusques au Cap St. Vincent, dans l'espace de six semaines, & de là dans la Mer Mediterranée, & jusques à la ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la présente : tellement que les marchandises & biens des sujets & habitans, chargés en ces Navires ennemis, ne pourront être confisqués aucunement, durant les termes & dans les étenduës susnommées à raison du Navire qui est ennemi ; ains seront restitués aux Propriétaires sans aucun delai, si ce n'est qu'ils aient été chargés après l'expiration desdits termes ; & pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports ennemis telles marchandises de contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire ennemi, quoi qu'elles fussent renduës par la susdite raison. Et comme il a été réglé ci-dessus, qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette liberté s'étendra

dra aussi aux personnes, qui se trouveront en un Navire libre, à tel effet, que quoi qu'elles fussent ennemies de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvant dans le Navire libre, n'en pourront être tirées, si ce n'est qu'ils fussent gens de Guerre, & effectivement au service desdits ennemis.

XXVII. Tous les sujets & habitans desdites Provinces-Unies jouiront réciproquement des mêmes Droits, libertés & exemptions en leur trafic & Commerce dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de Sadite Majesté, ce qui vient d'être dit, que les sujets de Sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Etats, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera réciproque en toute manière de part & d'autre; & même en cas que ci-après lesdits Seigneurs Etats fussent en Paix, amitié & neutralité avec aucuns Rois, Princes & Etats qui devinssent ennemis de Sadite Majesté, chacune des deux Parties devant user réciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du présent Traité, qui regarde le trafic & le Commerce.

XXVIII. Et pour asseurer davantage les sujets desdits Seigneurs Etats, qu'il

ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait défense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'être tenus en leurs personnes & biens des dommages & interets soufferts, & à souffrir jusques à la dûe restitution & reparation.

XXIX. Et pour cette cause seront dorenavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges competens, de la somme de quinze mille livres tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement des malversations, qu'ils pourroient commettre en leur courses: & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au présent Traité & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté, qui seront publiés en vertu & en conformité de la disposition d'icelui, à peine de décheance & nullité desdites Commissions & Congés; ce qui sera pareillement pratiqué par les sujets desdits Seigneurs Etats Généraux.

XXX. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fit prise d'un Vaisseau chargé desdites marchandises de
contre-

contrebande, comme dit est ; ne pourront lefdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Mâles, Bâles, Bougettes, Tonneaux & autres Caisles, ou les transporter, vendre ou échanger ; ou autrement aliener, qu'elles n'aient été descenduës en Terre en la présence des Juges de l'Amirauté & après Inventaire par eux fait desdites marchandises trouvées dans lefdits Vaisseaux, si ce n'est que lefdites marchandises de contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron de Navire trouvât bon & agreât de livrer lefdites Marchandises de contrebande audit Capitaine & de poursuivre son Voiage ; auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voiage.

XXXI. Sa Majesté voulant que les sujets desdits Seigneurs Etats Généraux soient traités dans tout le Païs de son obéissance aussi favorablement que ses propres sujets, donnera tous les ordres nécessaires pour faire que les Jugemens & Arrests qui seront rendus sur les prises, qui auront été faites en Mer, soient donnés avec toute justice & équité, par personnes non suspectes ni intéressées au fait, dont il sera question :

&

24 LES INTERETS PRESENTS

& donnera Sa Majesté des ordres précis & efficaces , afin que tous les Arrests , Jugemens & ordres de Justice déjà donnés & à donner soient promptement & dûement exécutés , selon leurs formes.

XXXII. Et lorsque les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Généraux ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plainte desdits Jugemens qui auront été rendus , Sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil , pour examiner si les ordres & précautions , contenues au présent Traité , auront été suivies & observées, & pour y faire pourvoir , selon la raison , ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus ; & néanmoins avant le premier Jugement après icelui , pendant la révision , les biens & effets , qui seront réclamés , ne pourront être vendus , ni déchargés , si ce n'est du consentement des Parties intéressées pour éviter le déperissement desdites Marchandises.

XXXIII. Quand procès sera meü en première & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer , & les intéressés en icelles , & que lesdits intéressés viendront à obtenir un Jugement ou Arrest favorable , ledit Jugement ou Arrest aura son exécution sous caution

caution, nonobstant l'appel d'icelui, qui aura fait la prise, mais non au contraire; & ce qui est dit au présent Article & aux précédens, pour faire rendre bonne & brieve justice aux sujets des Provinces-Unies, sur les prises faites en Mer, par les sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Généraux à l'égard des prises faites par leurs sujets sur ceux de Sa Majesté.

XXXIV. Sa M. & les Seigneurs Etats Généraux pourront en tout tems faire construire ou fréter dans le País l'un de l'autre, tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce, que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de munitions de guerre, qu'ils auront besoin, & employeront leur autorité à ce que lesdits marchés de Navires & achats de munitions se fassent de bonne foi & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté ni les Seigneurs Etats Généraux puissent donner la même permission ausdits ennemis de l'un & de l'autre, en cas que lesdits ennemis fussent attaquans ou agresseurs.

XXXV. Arrivant que des Navires de guerre ou Marchands échoient par tempeste ou autre accident aux costes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, Appareux, Biens & Marchandises, &

ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lesdites choses étant périssables ont été vendues, le tout étant réclamé par des Propriétaires ou autres aiant charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, sera restitué sans forme de procès, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera réglé entre lesdits Alliés pour le droit de sauvement; & en cas de contravention au présent Article, Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux promettent d'employer efficacement leur autorité, pour faire châtier avec toute la sévérité possible ceux de leurs sujets, qui se trouveront coupables des inhumanités qui ont été quelquefois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXVI. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux ne recevront & ne souffriront, que leurs Sujets reçoivent dans nul des Païs de leur obéissance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent être; mais ils les feront poursuivre punir & chasser de leurs Ports: & les Navires dépredés, comme les biens pris par lesdits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incontinent & sans forme de procès restitués franchement aux Propriétaires qui les reclameront.

XXXVII.

XXXVII. Les Habitans & fujets de cofté & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'obéiffance dudit Seigneur Roi & defdits Seigneurs Etats Généraux fe faire fervir de tels Advocats , Procureurs , Notaires & Solliciteurs , que bon leur femblera , à quoi aufli ils feront commis par les Juges ordinaires , quand il fera befoin , & que lefdits Juges en feront requis ; & fera permis aufdits fujets & habitans de part & d'autre , de tenir dans les lieux , où ils feront leur demeure , les Livres de leur trafic & Correfpondance , en la Langue que bon leur femblera , fans que pour ce fujet ils puiſſent être inquietés ni recherchés.

XXXVIII. A l'avenir aucuns Conſuls ne feront admis de part & d'autre ; & fi l'on jugeoit à propos d'envoyer des Réſidens , Agens , Commiſſaires ou autres , ils ne pourront établir leur demeure , que dans les lieux de la réfidence ordinaire de la Cour.

XXXIX. Sa Majesté & lefdits Seigneurs Etats Généraux ne permettront point , qu'aucun Vaiſſeau de guerre , ni autre équipé pour la Commiſſion & pour le ſervice d'aucun Prince , République ou Ville , que ce ſoit , faire aucune priſe dans les Ports , Havres ou aucunes Rivières , qui leur appartiennent , ſur les

28 LES INTERETS PRESENTS

sujets de l'un ou de l'autre ; & en cas que cela arrive , Sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux employeront leur autorité & leur force , pour en faire la restitution ou réparation raisonnablement.

XL. S'il survenoit par inadvertence ou autrement quelques inobservations ou contraventions au présent Traité de la part de Sadite Majesté , ou desdits Seigneurs Etats Généraux , & leurs Successeurs , il ne laissera pas de subsister en toute sa force , sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confédération , amitié & bonne correspondance , mais on réparera promptement lesdites contraventions , & si elles procedent de la faute de quelques particuliers sujets , ils en seront seuls punis & châtiés.

XL I. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas , il a été accordé & convenu , qu'arrivant ci-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux sujets de part & d'autre ,

d'autre, pour se retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera. Ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on puisse leur donner aucun empêchement, ni procéder pendant ledit tems de neuf mois à aucunes saisies de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs Personnes.

XLII. L'on previendra de part & d'autre, autant qu'il sera possible, tout ce qui pourroit en aucune maniere empêcher directement ou indirectement l'exécution du present Traité, & spécialement de l'Article septième; & on s'oblige aux moindres plaintes, qui se feront de quelques contraventions, de les faire incessamment reparer.

XLIII. Le present Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vingt cinq ans, à commencer du jour de la signature; & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

XLIV. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Commerce & de tous les Points & Articles, y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié &

B ; enre-

enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, vérifié & enregistré par lesdits Seigneurs Etats Generaux dans les Cours & autres places, là où on a accoutumé de faire les publications, verifications & enregistremens.

Formulaire des Passeports & Lettres, qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article du présent Traité.

LOUIS Comte de Toulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné Congé & Permission à Maître & Conducteur du Navire nommé de la Ville de du port de Tonneaux ou environ, étant de présent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de après que visitation aura été faite de son Navire; avant que partir, fera serment devant les Officiers qui exercent la Jurisdi-

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 31
jurisdiction des Causes Maritimes , com-
me ledit Vaisseau appartenant à un ou
plusieurs des sujets de Sa Majesté , dont
il sera mis acte au bas des présentes :
comme aussi de garder , & faire garder
par ceux de son équipage les Ordon-
nances & Réglements de la Marine , &
mettre au Greffe le Rôle signé , & véri-
fié , contenant les noms & surnoms , la
naissance & demeure des hommes de
son équipage , & de tous ceux qui s'em-
barqueront ; lesquels il ne pourra em-
barquer , sans le ſçu , & permission des
Officiers de la Marine , & en chacun
Port ou Havre où il entrera avec son
Navire , fera apparoir aux Officiers &
Juges de la Marine du présent Congé ;
& leur fera fidele rapport de ce qui sera
fait & passé durant son Voiage ; & por-
tera les Pavillons , Armes & Enseignes
du Roi , & les notres , durant son Voiage.
En témoin de quoi nous avons fait ap-
poser notre Seing , & le Scel de nos
Armes à ces présentes , & icelles fait
contre-signer par notre Secrétaire de la
Marine à Jour de mil sept cent

Signé LOUIS , Comte de Toulouse ,

Et plus bas , par

*Formulaire de l'Acte contenant le
Serment.*

Nous de l'A-
mirauté de Certi-
fions que Maître du Navire
nommé au passeport ci-dessus, a prêté
le Serment mentionné en icelui : Fait à
le Jour de mil sept cent

Autre

Maître avec son Navire & Denrées arrivera, qu'il vous plaise de le recevoir benignement & traiter dûement, le souffrant sur les Droits accoutumés des péages & frais, dans, par & auprès de vos Ports, Rivières & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter, & negocier là où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoissons; en temoin de quoi, nous y avons fait apposer le Sceau de notre Ville.

En foi de quoi nous Ambassadeurs fufdits de la Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons éfdits noms signé ces presentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes, à Utrecht l'onzieme Avril 1713.

Signé,

(L S.) Hu-
xeiles.

(L S.) Mes-
nager.

(L.S.) J. v. Randvuyck,

(L S.) Willem Buys.

(L.S.) B. v. Duffen.

(L.S.) C. van Gheel van
Spanbroeck

(L.S.) F. A. Baron de Rheede
de Rensvoorde.

(L S.) S. v. Gossinga.

(L.S.) Graef v. Kriehuyfen.

ARTICLE

ARTICLE SEPARÉ.

OUTRE ce qui a été conclu & arrêté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambassadeurs de sa Majesté Très-Chrétienne, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ce jourd'huy onze Avril mil sept cens treize ; il a été encore convenu par ce présent Article séparé, qui aura la même force & vertu que s'il étoit inferé de mot à mot dans le susdit Traité, que l'imposition de cinquante sols par Tonneau, établie en France sur les Navires des étrangers, cessera entièrement à l'avenir à l'égard des Navires des sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies, & ne pourra désormais être rétablie, en sorte que les Navires des sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront déchargés de ladite taxe, soit que lesdits Navires aillent droit en France des Pais ou Terres desdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelque autre endroit que ce puisse être, soit chargés ou à vuide, soit aussi qu'il soient chargés pour décharger dans une ou plusieurs Places de France, ou bien qu'étant destinés pour prendre charge aux lieux où ils auroient dessein

B 6 d'aller,

d'aller, & n'y en trouvant pas; ils aillent en d'autres pour en avoir, soit aussi que lesdits Navires des sujets des Seigneurs Etats Generaux sortent des Ports de France, pour s'en retourner chez eux, ou pour aller ailleurs, en quelques lieux que ce puisse être, chargés ou vuides, soit même qu'ils aient pris leurs charges dans une ou plusieurs Places, puisqu'il a été convenu, que ni dans lesdits cas, ni dans aucun autre qui pourroit arriver, les Navires des sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront pas sujets à ladite imposition, mais qu'ils en seront & demeureront exempts, tant en venant desdits Ports de France qu'en y allant, excepté seulement au cas suivant, sçavoir, quand lesdits Navires prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France en un autre Port de France, pour les y decharger, auquel cas seulement; & nullement en aucun autre, les sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront obligés de payer ledit Droit comme les autres Estrangers. Le present Article separé sera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce.

En foi de quoi nous Ambassadeurs
de

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 37
de sadite Majesté, & des Seigneurs
Etats Generaux, en vertu de nos Pou-
voirs respectifs, avons esdits noms si-
gné cet Article séparé de nos Scings or-
dinaires & y avons fait apposer les Ca-
chets de nos Armes. A Utrecht l'onze
Avril 1713.

Signé,

(L.S.) HU-	(L.S.) J. v. RANDWYCK.
XELLES.	(L.S.) WILLEM BUYS.
(L.S.) MES-	(L.S.) B. v. DUSSEN.
NAGER.	(L.S.) C. v. GHEEL VAN
	SPANBROECK.
	(L.S.) F. A. BARON DE
	RHEEDE DE RENS- VOUDE.
	(L.S.) S. v. GOSLINGA.
	(L.S.) GRAEP VAN KNI- PHUYSEN.

Ce Traité fut ratifié par sa Majesté
Très-Chrétienne le 18. Avril & par
I.L. HH. PP. le 29. du même mois
1713.

[OCO.]

[000.]

1713. TRAITÉ *de Navigation & de Commerce, entre la Grande Bretagne & l'Espagne, conclu à Utrecht en 1713. Actes de la Paix d'Utrecht.*

STABILITA feliciter, Deo O. M. clementer annuente, pace bona, firma, veraque, & sincera amicitia, inter Serenissimam Principem & Dominam, Annam, Dei gratia, Magnæ-Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Reginam, &c. & Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum, Philippum V. Dei gratia, Hispaniarum Regem Catholicum, &c. Eorumque Hæredes ac Successores, Regna, & subditos, per pacificationis Tractatum, Trajecti ad Rhenum die (secundo) decimo tertio Mensis Julii, novissime præteriti, conclusum, in eam præprimis curam iverunt Regiæ Sux Majestates, ut mutuis subditorum suorum in re Commerciorum Utilitatibus omni meliori modo prospiceretur; & propterea Legatis suis Extraordinariis & Plenipotentariis, quorum Opera in Pace pangenda prospere successit,

successit, in mandatis clementissime dederunt, ut quæ in finem hunc salutarem post perpensa rerum omnium momenta in Colloquiis ea de re Madriti habitis, maxime convenire perspectum fuerat, in Tractatus Commerciorum solennes formam redigerent; Dicti igitur Legati, vigore Plenipotentiarum, quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta erunt, super Commerciorum Articulis, ad Elucidationem Tractatuum anteriorum, & procurandam uberiores in Commerciorum negotiis expediendis facilitatem, modo & forma convenerunt, prout sequitur :

I. Tractatus Pacis, Commerciorum, & Confederationis, inter Coronas Magnæ Britanniae & Hispaniae, Madriti die (Decimo tertio) Vigesimo quarto Mensis Maji, Anno Domini 1667. conclusus, per hunc Tractatum ratihabetur & confirmatur.

Fiat insertio. (a)

Spondent mutuo Regiæ Suæ Majestates, sese omnes & singulos Tractatus antecedentis Articulos, & quæcunque

iii

(a) On trouvera ce Traité ci après.

in iisdem , ut & Schedulis annexis , Privilegia , Concessionones , Concordata , aliave cujuscunque generis ad Subditos utrinque redundantia beneficia continentur , bonâ fide præstituras , & adimpleturas ; utque à Ministris suis Officialibus aliisque Subditis præstentur & adimpleantur , omni tempore curaturas ; ita ut plenario eorundem omnium & singulorum effectu , iis solummodo exceptis , de quibus in sequentibus Articulis reciprocam satisfactionem aliter statutum est , ut & eorum omnium , quæ in Articulis sequentibus continentur , Subditi hinc inde gaudeant in posterum , & fruantur. Confirmatur insuper & de novo rati habetur Tractatus anno 1670. inter Coronas Magnæ Britanniae & Hispaniae , pro tollendis Dissidiis , Deprædationibus restringendis , stabi- liendaque Pace in America ; inter dictas Coronas initus , sine præjudicio nihilominus Contractus alicujus , aliufve Privilegii aut Licentie Reginae Magnæ Britanniae , ejusve Subditis , per Majestatem suam Catholicam concessis in Tractatu Pacis nuperrime conclusæ , aut in Contractu de Assiento , atque etiam absque præjudicio Libertatis , aut Facultatis alicujus Subditis Britannicis antea sive competentis , sive permixtæ , aut indultæ.

II. Subditi Regiarum Suarum Majestatum in Dominiis earundem alterutrinque Mercaturam facientes , non tenebuntur majora pro Mercibus ab ipsis importatis exportatis exportandisve Vectigalia aliave Onera quæcunque solve-
re , quam quæ à Subditis amicissimæ cuiusvis Gentis exigentur , & solventur ; ac si quæ Vectigalium Diminutiones , aliave Beneficia exteræ cuiusvis Genti ab una alterave parte concedi in posterum contigerit, iisdem quoque utriusque Coronæ Subditi recprocè & plenissimè gaudebunt. Et sicut circa Vectigalium Rationes , uti supra conventum , ita etiam pro Regula generali inter Regias Suas Majestates statutum est , quod omnes & singuli ipsarum Subditi in omnibus Terris Locisque hinc inde earundem Imperio subjectis , circa omnes Impositiones aut Vectigalia quæcunque , Personas , Merces , Mercimonia , Naves , Naula , Nautas , Navigationem & Commerciam concernentia , iisdem ad minimum Privilegiis , Libertatibus , & Immunitatibus utantur , fruantur , parique favore in omnibus gaudeant , tam in Curiis Justitiæ , quam in iis omnibus quæ sive Commerciam sive aliud jus quodcunque respiciunt , quibus amicissima quævis Gens exterâ utitur , fruitur , gaudetque ,

detque, aut in posterum uti, frui, aut gaudere possit, prout in Artic. XXXVIII. Tractatus de Anno 1667. in Articulo præcedente speciatim inserti, fusiùs explicatur.

III. Quandoquidem per Tractatum Pacis inter Regias Suas Majestates nuperrime conclusum, pro Basi & Fundamento positum & stabilitum fuerit, quod Subditi Britannici per omnia in Regnis Hispaniæ, iisdem uterentur & fruerentur Privilegiis, & in re Commerciorum Libertatibus, quibus tempore Caroli secundi gavisi sunt; eaque proinde Regula Tractatus præsentis Commerciorum Basis pariter & Fundamentum sit, & esse debeat, quod & reciproce quoad Subditos Hispaniæ in Magna Britannia commercantes intelligitur, in iis omnibus quæ ipsis per Pacta competunt: Cumque ad Commerciorum Rationes rite & mutua cum utilitate constituendas, plurimum faciat Vectigalium pendendorum certa, clara, & maxime expedita Methodus; Convenit proinde & conclusum est, quod intra trimestre spatium à ratihabito hoc Tractatu, Madriti vel Gadibus convenient ex parte utriusque Regiæ Majestatis Commissarii, ad id hinc inde designandi & constituendi, quorum Opera componatur, absque

absque omni temporis dispendio , Index sive Catalogus novus , qui unoquoque Portu prœstabit publice , quique Vectigalia super Mercibus in Castiliam , Aragoniam , Valentiam & Catalauniam introducendis , aut inde avehendis , in posterum pendenda speciatim exprimat , & contineat , & eo modo constituat , ut in unum reducantur , & in uno Vectigali & una in summa pendenda contineantur omnia varia Onera , quæ tempore nuperi Regis Caroli secundi , variis sub nominibus , & in diversis Teloniis , super Mercibus intrantibus aut exeuntibus in Portibus Hispaniæ , comprehensis etiam Regnis Arragoniæ & Valentiae , Principatuque Catalauniæ , exceptis tantummodo Guipuscoa & Biscaya , de quibus infra dicetur , soluta erant.

Cum autem per Legatum Britannicum quam instantissime postulatum fuerit , ut dictis Commissariis pro Regula præscriberetur , illud in novo Indice præprimis curare , ne per eundem majora ulla Vectigalia , aliave Onera quæcunque in Portu aliquo , sive Maritimo , sive Terrestri , intra Regis Catholici Dominia , exigenda & solvenda in posterum sint , quam quæ in Teloniis Portus Sanctæ Mariæ aut Gadium , reg-

nante

nante nupero Rege Hispaniarum Carolo Secundo, soluta fuerint; Conenserunt Legati Hispaniæ, adeoque conventum & stipulatum est, quod nempe quoad ipsos Portus Gadium & Sanctæ Mariæ, ea observetur Regula; ita ut cessante & sublata omni Vectigalium Augmentatione, quæ post tempus Caroli Secundi, ex occasione Belli, sive sub Habilitationis nomine, aliove quocunque ibidem introducta forsitan fuit, subditi Britannici in Portibus Sanctæ Mariæ & Gadium, pro Mercibus advectis vel avehendis nulla majora Onera cujuscunque generis, aut sub quocunque Titulo, sive ante sive post confectos dictos Indices, solvere tenebuntur, quam quæ ibidem tempore Caroli Secundi soluta fuerunt.

Dictis proinde Commissariis illud præprimis, quoad Portus Sanctæ Mariæ & Gadium observandum injungitur, ne in novis Indicibus conficiendis ad Indices Vectigalium antiquos, qui propter exorbitantiam Jurium per ipsos constitutorum tempore Caroli Secundi in usu esse desierant; sese conforment, sed ductum eorum tantummodo Indicem sequantur, quos sive vulgo Aran-cel, sive Registros nuncupatos, tempore Caroli Secundi substituisse, & secundum quos.

quos Vectigalia soluta fuisset, comper-
tum fuerit.

Quinetiam conventum pariter est ,
quod Subditis Britannicis liberum om-
nino erit , Merces post soluta pro iisdem
in dictis Portibus Vectigalia , ea nempe
quæ , donec Indices supradicti confi-
ciantur , tempore Caroli Secundi soluta
erant , aut quæ postea ad dictorum In-
dicum tenorem pro Mercibus advectis
pendenda fuerint : Terra Marive trans-
ferre ad alium quemvis Dominiorum
Hispaniæ antedictorum Portum aut
Locum , neque eâ occasione Vectigalia
antea soluta , ullo modo ab ipsis exi-
gentur.

Quinetiam ad præcidendas quascun-
que Lites , quales non obstante exacta
alias Justitiæ in Hispania Administra-
tione , ortas olim esse constat , respectu
aliorum Onerum maximo cum Com-
mercantium incommodo , & Commer-
ciorum præjudicio aliquando exacto-
rum ; Conventum , est quod Merces pro
quibus Vectigalia , prout ante dictum
est , Gadibus , aut in Portu Sanctæ Ma-
riæ soluta fuerunt , & quæ in Magna
Mercatura , vulgo *en gros* , vendendæ
transportatæ fuerint , ab omni alio onere
quocunque per totam Hispaniam liberæ
& immunes erunt. Ita tamen ut Mer-
cium

cium Proprietarius , aut Institor Testimonia adducat , quæ Vectigalium , prout præfertur , rite solutorum fidem faciant ; sin secus fiat , Merces per fraudem transferri censebuntur. Respectu vero solutionis Jurium de Alcavalos , Cientos & Millones , vulgo nuncupatorum , conventum est , quod circa eadem Jura , secundum tenorem Articulorum hujus Tractatus Quinti & Octavi agendum sit.

Quoniam vero Legati Hispanici persuasum sibi habuerunt , illæsis Regni Hispaniæ Legibus , variisque ibidem Privilegiis vim Legis habentibus , atque etiam absque nimio Regis & Domini sui præjudicio , componi non posse Vectigalia in unoquoque Hispaniæ Portu ad Normam eorum , quæ Gadibus aut in Portu Sanctæ Mariæ obtinuerunt aut obtinere possint ; visum proinde est , istam materiam Commissariis , qui novis Indicibus conficiendis adhibiti erunt , ventilandam & decernendam relinquere.

Spondet autem Rex Catholicus , tollendas statim in dictis Portubus omnes Vectigalium Augmentationes , quæ post tempus Caroli Secundi , ex occasione Belli , sive sub Habilitationis nomine , aliove quocunque , ibidem introductæ
forsitan

forſitan fuerunt, tum etiam quod aut eadem ſtatuetur in dictis Portibus Regula, de qua reſpectu Gadum & Portus Sanctæ Mariæ conventum eſt, aut eam ſaltem obſervandam eſſe Regulam, tam ante, quam poſt conſectos dictos Indices, quæ tempore Caroli Secundi in unoquoque reſpective Portu obtinuit; ita ut majora poſthac ibidem, aut in alio quocunque Tranſitus Loco, non exigantur Vectigalia, quam quæ tempore Caroli Secundi dictis in Locis ſoluta erant. In iiſdem inſuper ea obſervanda erunt, quæ ratione Jurium de Alcavalos, Cientos, & Millones, in hoc Articulo ſuperius indigitantur.

Quoad Portus Guipulcoæ & Biſcayæ, alioſve, Legibus Caſtiliæ non ſubjacentes, in quibus tempore Caroli II. Vectigalia pendebantur iis minora quæ Gadibus, aut in Portu Sanctæ Mariæ ſoluta erant, ſponder Regia Sua Majeſtas Catholica eadem Vectigalia dictis in Locis per Novum Indicem augenda non eſſe; interea autem prout tempore Caroli II. permanſura. Merces tamen in Portus Biſcayæ & Guipulcoæ introductæ, quæ in Regna Caſtiliæ, aut Arragoniæ poſtea per Terram deferentur, in Portu primi Introitus earum in dicta Regna Vectigalia tempore Caroli II.

ibidem

ibidem soluta , aut quæ per Novum Indicem statuentur , solvere tenebuntur.

IV. Consentit Rex Catholicus promittitque , licitum in posterum fore Subditis Britannicis , qui in Provinciis Biscayæ & Guipuscoæ degent , Domos vel Repositaria Mercibus suis conservandis idonea , conducere , id quod ut fieri possit , pari modo , iisdemque cum Privilegiis , quibus in Andalusia , aut in aliis quibuscunque Hispaniæ Portubus aut Locis , dicti Subditi Britannici ista Libertate vigore præfati Tractatus de Anno 1667. aut etiam vigore Diplomatis alicujus , aut Ordinationis per Majestates suas Catholicas concessæ , gavisi sunt , aut gaudere debuerint , Regia Sua Majestas per Mandata repetita effectum dabit. Eadem Libertate gaudebunt Subditi Hispanici , in quibuscunque Magnæ Britanniæ Portubus & Locis , cum Privilegiis omnibus ipsis per prædictum Tractatum competentibus.

V. Ut autem obviam eatur abusibus in colligendis Juribus de Alcavalos & Cientos nuncupatis , consentit Catholica Sua Majestas , quod Subditis Britannicis , qui Merces suas in magna scil. Mercatura , vulgo *en gros* , vendendas in quemcunque Hispaniæ Portum ,

tum, five Terrestrem, five Maritimum, intulerit, in optione esse debet, utrum dicta Jura Alcavalos & Cientos in ipso primi Appulsus Loco aut Portu, vel potius secundum Leges Castiliæ, ubi, & quando venduntur, solvere velint. Quæ quidem Jura eadem erunt, quæ tempore Caroli II. soluta fuerunt. Conventum etiam est, quod Merces pro quibus dicta Jura de Alcavalos & Cientos soluta semel fuerint, Subditi Britannici in magna scil. Mercatura, vulgo *en gros*, vendendas mittere vel transportare poterunt ad Portum, aut Locum quemcunque Majestatis Suæ Catholicæ Dominio in Europa subjacentem, absque ulla molestia, ullave dictorum Jurium exactione repetita, aut etiam aliorum pro prima venditione; ita tamen ut illi qui dictas Merces vehent, Recepta vel Testimonia à Teloniorum Redemptoribus aut Commissariis, quibus pateat dicta Jura pro iis Mercibus soluta fuisse, aliaque itidem Testimonia, dictas Merces nondum esse divenditas, probantia, adducant. Quod si vero Mercator quisquam Merces suas minutatim vendet, locales omnes & municipales Impositiones, in iisdem vendendis debitas, & consuetas, unâ cum Juribus de Alcavalos & Cien-

tos, & si quæ alia cujuscunque generis sint, solvere tenebitur, sub pœnis lege præfinitis.

Consentit insuper Regia Majestas Catholica, quod si post exhibita Testimonia superius memorata, Officialis quispiam, aut Victigalium Coactor eadem Jura de novo exegerit, Merciumve Transitum ea de causa moraretur, aut quocunque modo molestia aliqua afficeret, Officialis culpæ prædictæ reus pœnam incurret bis mille Ducatorum, in usum Camerae Regiæ Suae Majestatis, aut Hospitii Generalis Madritensis; solvendorum Teloniorum autem, aut Contrabandæ Notarii, pro dictis Testimoniis Certificatoriis expediendis ultra quindecim *Ryals Billon* non accipient, nisi aliter in Novo Indice conficiendo conventum fuerit.

VI. Et sicuti Subditis Regiarum suarum Majestatum integer, incolumis, & ab omni molestia immunis Navigationis & Commerciorum Usus & Libertas utrinque consistere debet, quamdiu Pax & Amicitia inter Regias Suas Majestates eorumque Coronas inita, subsistet, ita quoque cautum voluerunt Regiæ Suae Majestates, ne propter orituras forsan Discordiarum scintillas, eadem dicti Subditi incolumitate, priventur, quin pleno

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 51
pleno è contra Pacis beneficio fruuntur
quousque Bellum inter ambas Coronas
declaratum non fuerit.

Quin etiam conventum insuper est ,
quod si quando contigerit , ut Bellum
(quod Deus avertat) inter Regias Suas
Majestates, earumque Regna, suboria-
tur & declaretur, tum ad præscriptum
Art. 36. sæpessati Tractatus de Anno
1667. Terminus sex Mensium post ta-
lem rupturam declaratam utriusque Par-
tis Subditis, in alterius Ditione com-
morantibus, dabitur, quo recipere sese
unà cum Familiis, Bonis, Mercimoniis
Navibus & Facultatibus suis, easque,
solutis Vectigalibus debitis & consuetis,
asportare licebit Terra Marive, quo-
quoeversum ipsis placuerit, sicuti & iis
permessa tunc erit Venditio & Aliena-
tio Bonorum suorum, Mobilium, Im-
mobiliūque rerum, ut & Pretii diven-
ditorum Evectio, libere & absque ulla
Interturbatione, nec eorum Bona, Res,
Merces, & Facultates, nedum ipsimet,
arresto, vel Manus injectione, interea
Temporis detinendi vel infestandi sunt.
Bona quinetiam interea promptaque Ju-
stitia fruuntur, & utentur alterutrinque
Subditi, quo currente dicto Semestri
spatio Res & Facultates suas, tam Pu-
C 2 blico

blico quam Privatis conceditas, recuperare possint.

VII. Conventum insuper est, quod damna omnia, quæ Subditi utriusque Coronæ, ineunte Bello nuperrimo, contra Tenorem Art. 36. supramemorati Tractatus de Anno 1667. se perpeffos esse debite monstraverint, sive ea in Bonis Mobilibus, vel Immobilibus constiterint, ipsis, aut legitimis eorum Procuratoribus, vel Hæredibus, eorumve causam habentibus, absque mora reciproce refarciantur restitutis quæ superesse contigerit, & quæ Fisco addicta fuerint, sive, Fundi, Ædificia, Hæreditates, aliave Bona quæcunque sint, & soluto distractorum, sive ea ex Bonorum Mobilium aut Immobilium genere fuerint, justo & legitimo pretio; eandem vero solutionem verificatis, ut antedictum est, istis prætentio-nibus per Ærariorum suorum hinc inde Præfectos bona fide faciendam & præstandam esse, inter Regias suas Majestates conventum & concordatum est.

VIII. Conventum est, & Regia Sua Majestas Catholica per Mandata sua effectum dabit, ut Vectigalia Millones nuncupata, super Piscibus, aliæque An-
 pona, in Loco primi earum Mercium
 appulsus non exigantur, sed eadem Ve-
 ctigalia

Vectigalia more pristino per Leges stabilito, in Loco tantummodo Consumptionis; Mercibusque divenditis, & non antea solvenda erunt.

IX. Spondet Regia Sua Majestas Catholica, quod Merces, quæ speciatim in Indicibus, qui secundum Articulum hujus Tractatus Tertium conficiendi sunt, nominatæ non fuerint, iisdem nec majoribus ad valorem Vectigalibus onerabuntur, quam quæ Mercibus in dictis Indicibus nominatis imponentur. Lite vero orta inter Teloniorum Redemptores vel Commissarios & Mercatorem super aliquarum mercium valore, Mercatoris in optione erit, Merces istas Redemptori vel Commissario relinquere, pro pretio per dictum Redemptorem ipsis imposito, quod parata pecunia, deductis solummodo Vectigalibus, statim erit solvendum. Poterit etiam Mercator, receptis reliquis Mercibus, partem earundem secundum valorem ipsis per Redemptorem, uti dictum est, impositum, Loco Vectigalis, Redemptori vel Commissario relinquere.

X. Conventum est, quod casu quo Subditi Britannici Merces & quibusvis Africæ Otis in Hispaniam advehant, eademque ad Vectigalia solvenda admittæ fuerint, iisdem debitè solutis,

dictæ Merces nullis aliis Oneribus, sive per Capitaneos Tractuum Maritimorum Generales, vel Portuum Præfectos, alioſve quocunque Nomine, aut Titulo exigendis, in poſterum gravandæ erunt, præter ea quæ pro Mercibus in univerſum omnibus ejuſdem generis in earum Venditione pendenda ſunt.

XI. Navium Mercatoriarum Præfeſti Portum quemcunque Hiſpaniæ, cum Navibus ſuis intrantes, intra viginti quatuor horas ab adventu ſuo, exhibere tenebuntur binas Declarationes vel Inventoria Mercium adveſtarum, vel illius earundem partis quam ibidem exonerare debent, unam ſcil. Declarationem Teloniorum Redemptori, vel Commiſſario, alteram Contrabandæ Judici: neque Foros Navis aperient, antequam vel Scrutatores acceperint, vel per Vectigalium Redemptores ea ipsis licentia conceſſa fuerit. Nullæ autem Merces alio intuitu exonerandæ erunt, quam ut recta in Telonium, ſecundum permiſſionem Scriptis eum in finem impertitam, inferantur. Ex Judiciis autem Contrabandæ, aliisve Teloniorum Officialibus, nemini licitum erit, quocunque ſub prætextu, aperire Sarcinas aliquas, Ciſtas, Dolia, aliave Involucra Mercium quarumcunque ad
Subditos

Subditos Britannicos spectantium, dum ad Telonium feruntur, & antequam eo pervenerint, atque etiam adsit earundem Proprietarius, aut Negotiorum ejus Gestor, qui Vectigalia solvat, & Merces ad se recipiat. Adeste autem poterunt dicti Contrabandæ Judices, eorumve Deputati, dum è Navi solvuntur Merces, ut & dum in Telonio declarantur, expediunturve, & data Fraudi suspicione, alias nempe aliarum loco Merces expediendi animum esse, omnes Sarcinas, Cistas, aut Dolia aperire licebit, modo id in Telonio, nec alibi fiat præsentè Mercatore, ejusve Negotiorum Gestore, & non aliter; Expeditis autem & è Telonio evectis Mercibus, Cistisque, Doliis, aliisque Involucris easdem continentibus, Officialis competentis Sigillo, Signove munitis, easdem denuo aperire, aut Abductionem earundem ad Domum Mercatoris impedire, nullus Contrabandæ Judex, aliusve Officialis præsumet. Neque illis postea licitum erit, quocunque sub prætextu earundem Transvectionem ab una Domo aut Repositorio in aliud, intra ejusdem Urbis, aut Loci Muros, aut Ambitum impedire, modo illud intra horas octavam matutinam & quintam Vespertinam fiat, prævia etiam Notifi-

catione Redemptoribus Jurium de Alcavalos & Cientos facta, quo eadem intuitu transferantur, scil. si ad venundandum, ut Jura ista, modo antea soluta non fuerint, ibidem aut in Loco venditionis persolvantur; sin minus, ut Mercatori Institorive Libellus Certificatorius ab ipsis more consueto tradatur. De cætero Jus & Libertas Merces sub Conditionibus in Art. V. hujus Tractatus indigitatis, à Portu, aut Loco quocunque intra Dominia Regis Hispaniæ, ad alium quemvis Portum aut Locum, sive Terra sive Mari transferendi, plenissime & integerrime constabit.

XII. Vectigalia pro Mercibus per Subditos Britannicos in Insulas Canarias adferendis, vel inde abducendis, majora non exigentur, quam quæ ibidem regnante nupero Rege Carolo Secundo soluta fuerunt, vel quæ secundum novos Indices solvenda erunt.

XIII. Utriusque Regiæ Majestatis Subditi, qui Subditis alterius in ære alieno sunt, sive ante Belli nuperi exordium, vel intra sex Menses ab eodem inito, vel eo durante, sub Literarum Salvi Conductus Tutela; vel denique post initum Armistitium inter ambas Coronas, ista Debita contraxerint, ad eadem bona fide solvenda tenebuntur &

& cogentur , perinde ac si Bellum inter ambas Coronas obortum omnino non fuisset ; neque ipsis Exceptiones ullas ex occasione Belli contra justa Creditorum postulata injicere licebit.

XIV. Subditis Britannicis Facultatem concedit Sua Majestas Catholica Domicilia sua figendi , & habitandi in Oppido St. Ander nuncupato , iis sub Conditionibus , quæ in Articulis Nono & Tricesimo Tractatus de Anno 1667. indigitatæ sunt.

XV. Quantum ad Judicem Conservatorem , aliosque per ipsum substituendos , concessa alii cuicunque Nationi exteræ ista Libertate , Subditi Britannici eadem pariter gaudere debent. Interea autem & donec de hoc Negotio certi aliquid statutum fuerit , Regia Majestas Catholica in Mandatis per expressum dabit omnibus & singulis Regni sui Judicibus , aliisque quibuscunque , quibus Justitiæ Administratio aut Executio ullatenus incumbit , iisdem sub poenis gravissimis injunget , ut in causis omnibus Subditorum Britannicorum , absque mora aut partium studio , favore , vel effectu , Jus dicant , & exequi faciant.

Consentit Rex Catholicus , quod Appellationes à Sententiis latis in Causis , quæ Subditos Britannicos tangunt , ad

Concilii Bellici Madriti Tribunal, nec alibi deferantur.

XVI. Si quis Regiæ Majestatis Britannicæ, sive Regiæ Majestatis Catholicæ Minister, aliufve Subditus, hunc Tractatum, aut aliquem ejusdem Articulum violaverit, ille de damno omni inde exorto tenebitur; ac si quo in Officio publico constitutus fuerit, præter Satisfactionem Patri læsæ, uti præfertur, præstandam, eodem quoque Officio privabitur.

XVII. Subditis Britannicis, per Mare adductis ex alio quocunque Hispaniæ Portu, Vino, Vino adusto, Oleo, Smegmate, Uvis exsiccatis, aliifve Mercimoniis, & solutorum in exitus Loco Vectigalium Testimonia producentibus, Navibus suis in Portu Gadium subsistentibus eadem imponere, aut etiam ibidem ex una Navi in aliam, consentientibus Rerum Maritimarum Præfectis, ipsifque aut eorum Deputatis, si velint, præsentibus, ad evitandas quasunque fraudes, tempore idoneo per dictos Præfectos intra viginti quatuor horas designando, transferre, indeque avehere licitum erit; ea cum libertate, ut neque Impositionem *Hondeaxe* vocatam, aliamve Introitus, Exitufve quamcunque, solvere teneantur.

Ratifica-

Ratihabebitur præsens Tractatus à Serenissima Magnæ Britanniae Regina & Serenissimo Rege Catholico, ejusdemque Ratihabitionis Tabulae intra duos Menses, aut citius, si fieri possit, Trajecti ad Rhenum invicem commutabuntur.

In quorum fidem, nos infra scripti Suae Magnæ Britanniae Reginae, & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii & Plenipotentarii praesentes Tabulas Manibus nostris subscriptas Sigillis nostris munivimus, Trajecti ad Rhenum Die (vigesimo octavo Mensis Novembris) Nono Decembris Anni à Christo nato, millesimi septingentesimi decimi tertii.

JOH. BRISTOL. D. DE OSSUNA.
(L.S.) (L.S.)

EL MARQUES DE
MONTELEONE.
(L.S.)

L' E X P L I C A T I O N.

III. Quandoquidem per ultimum Pacis Tractatum, pro Basi, & Fundamento positum, atque stabilitum fuerit, quod Magnæ Britanniae Subditi gauderent, quoad commercium, iisdem Libertatibus & Privilegiis quibus regnante Carolo Secundo, in tota Regnorum Hispaniae amplitudine gavisi sunt; Hæc ipsa Regula itidem pro Basi & Fundamento præsentis hujus Tractatus Commerci est constituenda, quod etiam reciprocè intelligendum in gratiam Subditorum Hispaniae, qui intra Limites Terrarum Magnæ Britanniae Commercia exercituri sunt. Quumque nihil magis conducere possit ad commercium, mutua cum utilitate stabilendum, quam Regula constans, clara, simul & facillima, pro solvendis Vectigalibus, & quæ maxime sit libellata ad normam moderatiorem, & ejus proportio propius accedat ad Mercium valorem, secus etenim fraudes inducuntur, magno cum detrimento Vectigalium Principum, quod ipsa per sæpe experientia comprobatum est in Hispania, ubi Tributa in antiquis Indicibus (seu *Tarifs*, ut vulgo dicitur)

tur) designata, omnem sane modum excedunt. Idcirco Majestas Sua Catholica, cupiens non solum devitare quæ inde nascuntur incommoda, sed & faciliorem, quantum in ipsa est, reddere viam ad libertatem Commerciorum eademque fovere, & augere ex parte sua, tantum quantum vicissim id ipsum ex sua desiderat Majestas Sua Britannica: Voluit suppressere, tam varia ad Merces invehendas, & evehendas Vectigalia in præfatis Indicibus antiquis contenta, quam illa etiam quæ deinceps, sub quibuscunque Nominibus, & prætextis imposita fuerint: Satisque sibi esse duxit, si unum solum, & unicum Vectigal æqualiter colligatur in ingressu & Egressu Regni, nimirum decem pro centum, ut vulgo dicitur, valoris Mercium, cujuscunque sint generis, seu pretium earum statuatur expendere, mensura, numero solidorum Mercimoniorum, seu computatione, vel æstimatione. Exigeturque hoc Tributum æqualiter in Regis commodum, in omnibus Portubus, & Exhedris Vectigalium Hispaniæ, comprehensis simul hic Portubus, & Exhedris Arragoniæ, Valentiae, & Catalauniæ, solummodo ex hac generali Regula Provinciis, quæ Guipuscoa & Biscaya nuncupantur,

pantur, exceptis : Quarum Provincia-
rum Vectigalia in ingressu, & egressu
fixa remanebunt, sicuti erant Regnan-
te Carolo Secundo. Quum vero hoc
Tributum decem pro centum, in ipso
ingressu solutum fuerit, Locatores,
vel Administratores Telonii, per quod
dictæ Merces fuerunt invecæ, tene-
buntur curare, ut signentur, & plum-
bentur Tessæris, & Plumbis propriis
ejusdem Telonii; utque tradatur Ac-
ceptilatio scripta, vi cuius Proprietario,
Proprietariisve licitum erit, easdem
Merces ad quasvis Regiones Hispaniæ
transferre, nec deinceps exigetur ab
eis aliud prorsus Vectigal, Tributum,
vel Onus, in commodum Sux Catho-
licæ Majestatis, propter Transportatio-
nem præfatarum Mercium, quam illud,
quod jam pensum fuerit, juxta novum
Indicem (vulgo *Tarifam*) & de quo Ac-
ceptilationes & Plumbea Sigilla, aut
Tessære exhibebuntur, quæ, si desint,
fraudulenter translatas fuisse censebi-
tur, salvo tamen Tributis, quæ Alca-
valos, Cientos & Millones nominan-
tur, de quibus infra Articulis Quinto
& Octavo tractabitur.

Quum autem Angliæ Legatus signi-
ficaverit, ad evitandas in posterum
quascunque discussiones, omino ne-
cessarium

cessarium esse, jam nunc in perpetuum ad *Æstimationem* prædictarum *Mercium* certam Normam figere, ita ut *Tributum*, decem pro centum, variari nequeat, propter auctum, vel imminutum commune pretium, quo in *Commercio*, diversis temporibus, & in variis *Regni Partibus* æstimari possent; in hunc finem inter *Majestates* Suas *Catholicam* & *Britannicam*, per suos *Oratores* conventum, atque stabilitum fuit, quod intra tempus trium mensium, post hujus *Tractatus* *Ratificationem*, immo citius, si fieri possit, convenient *Madriti* vel *Gadibus*, nomine Suorum *Majestatum Commissarii* ritè ab eisdem nominati, & auctoritate roborati, qui sine ulla temporis jactura, ad constituendum novum *Vectigalium Indicem*, vel *Catalogum* incumbant, ut tributum illud quod post-hac, & in perpetuum exigendum sit, pro quocunque genere *Mercium*, tam in earum *Invectione*, quam *Evectione*, ita stabiliatur, & limitetur, ut omnia *Vectigalia* & *Impositiones*, quæ ad *Ingressum* & *Egressum* *Mercium*, tam tempore *Caroli Secundi*, quam ante, vel post ipsius *Regnum* exigebantur, sub quibusvis nominibus, & prætextibus, & in quibusvis diversis *Teloniis*,
quæcun-

quæcunque ea demum sint , sub isto solo , & unico Vectigale comprehendantur , quod una simul Summa pendendum erit , seu ad ingressum , seu ad Egressum Portuum Hispaniæ , in quibus comprehenduntur etiam illi , qui ad Regna Arragoniæ , Valentiaë , & Principatum Catalauniæ pertinent , exceptis tantummodo Provinciis Guipuscoæ , & Biscayæ jam supra nominatis. Et quia insuper Legatus Magnæ Britanniæ perquam enixe institit , ut præfatis Commisariis injungantur imprimis cura servandæ Regulæ , qua hoc Vectigal æqualiter , & generaliter stabiliatur pro cunctis Portibus , & Teloniis Ingressus , & Egressus Hispaniæ , ad Normam , quam vulgo vocant decem pro centum , valoris quo dictæ Merces in cursu Commercii , & inter Negociatores æstimantur in Portibus Gadenfis & Sanctæ Mariæ nominatis : Legati Hispaniæ , huic rei assentiti sunt , ita tamen ut Mercibus , quæ invehantur in Hispaniam , per Portus Provinciarum Biscayæ , & Guipuscoæ , & quæ postea transferantur ad alias Provincias , à Regnis Castiliæ , & Arragoniæ dependentes , teneantur solvere in primo Portu , vel Telonio , earum Ingressus in præfata Regna , Portoria illa , quæ
per

per novum Indicem designabuntur.

V. Ut evitentur abusus, qui committi possunt in perceptione Impositionum, quæ Alcavalos & Cientos vulgo dicuntur, Majestas Sua Catholica assentitur, quod Subditis Magnæ Britanniae liberum sit differre solutionem harum Impositionum, toto tempore, quo Proprietarii Merces suas velint relinquere depositas apud præfata Telonia, in Apothecis ad illud destinatis, & donec eas velint rursus extrahere, sive ad easdem ulterius in Regnum introducendas, sive ad eas ipso in Loco vendendas, vel ad Domos suas avehendendas, quod illis licitum erit, modo dent Obligationis Chirographum, sub valida & sufficienti Cautione, solvendi Impositiones Alcavalos & Cientos dictas, pro prima venditione, duobus mensibus post diem Subscriptionis sui Syngraphi, & tunc ipsis tradentur ea de re Apochæ; simul dictæ Merces notabuntur & plumbabuntur Tesserris, & Signis plumbeis proprium Mancipum Impositionum Alcavalos & Cientos dictarum, illis in Locis, ubi præfata Tributa primæ Venditionis hoc modo soluta fuerint, tunc quoque poterunt dicti Mercatores illas transferre, & vendere summatim, in quibusvis
Portibus

Portubus & Terris sub Dominatione Majestatis Sux Catholicæ in Europa sitis; nec propter præfatas Impositiones, Alcavalos & Cientos dictas ullum eis Impedimentum afferri poterit, nec ad aliam solutionem, ob causam dictæ primæ venditionis, impellentur: Dummodo tamen illi, qui dictas Merces conducent, exhibeant Apochas, Plumbeas Tesseras, vel Signa Mancipum, aut Commissariorum, quibus incumbet Collectio horum Tributorum, vel Testimonium quo probetur eas nondum fuisse revenditas. Sed si è contra, Mercator aliquis Merces suas minutim vendat, tenebitur secunda vice solvere dictas Impositiones Alcavalos & Cientos nominatas, sub Pœnis à Legibus præscriptis. Consequenter etiam vult Majestas Sua Catholica, quod si post Exhibitionem Apocharum prædictarum, Officiarius aliquis, Commissariusve colligendarum Impositionum Alcavalos & Cientos dictarum, iterum exigeret aliam solutionem præfatorum Onerum prædictis Mercibus impositorum, & supradicto modo signatis, Plumbeisque Tesseris munitis, vel sese opponeret earum Transitui, & Translationi, siue illis afferret vel minimum Impedimentum, condemnnetur ad multam

tam duorum mille Scutorum , Escudos vulgo dictorum , Regio Ærario adscribendorum. Administris Regionum Teloniorum licitum non erit , ultra Summam quindecim Reales de Vellon , pro Expeditione Apocharum , vel Syngraphorum percipere , nisi aliud statuatur in novo Indice , de quo in posterum convenietur.

VIII. Pacta est Sua Catholica Majestas , jussuram se , ut Tributum , vulgo Millones vocatum , quod colligitur de Piscibus , aliisque Mercimoniis ad Annonam rei penuariæ spectantibus , non exigatur posthac , in Portubus vel primis Teloniis ad Ingressum in Hispaniam , quamdiu Proprietarii ea in Apothecis ad hoc destinatis deposita relinquere voluerint , hac conditione tamen , quod cum ea extraxerint , tam ad ulterius in Regnum introducenda , quam in ipso loco vendenda , vel ad sua Domicilia vehenda , Syngraphum suum tradant , sub valida & sufficienti Cautione , solvendi Impositiones , de Millones dictas , intra duos Menses à die Subscriptionis suorum Syngraphorum , tuncque iisdem illa de re tradentur Apochæ , simul etiam dictæ Merces signatæ , vel Plumbeis Tesseris munitæ propriis Mancipum dictarum Impositio-
num

num de Millones illorum Locorum, in quibus dicta Tributa soluta fuerint, & tunc demum poterunt transvehi, & vendi in Locis, ubi illarum fiat Consumptio, sine ulteriori Onere Tributi de Millones solvendi. Ideoque vult Sua Majestas, quod si post Exhibitionem prædictarum Apocharum, aliquis Officiarius, aut Commissarius Mancipum Impositionis de Millones, dicta Tributa de Millones de iisdem Mercibus rursus exigit, vel sese earum Transiui, Transvectioni, aut Venditioni opponat, sive ipsis, vel minimum afferat Impedimentum, condemnetur ad multam bis mille Scutorum, Escudos dictorum, Regio Ærario adscribendorum.

ARTICULUS SEPARATUS.

PER præsentem Articulum Separatum, qui ejusdem penitus roboris & vigoris erit, ac si Tractatui Commerciorum, hodie inter Regias Suas Majestates Magnæ Britanniae & Hispaniae concluso, de verbo ad verbum insertus esset, eumque in finem non minus quam dictus Tractatus ratihabendus erit; Consentit Regia Sua Majestas Catholica liberum fore, omni dehinc tempore

tempore , Subditis Britannicis , qui Commerciorum causa in Insulis Canaricis degent , unum aliquem ex Subditis Hispanicis nominare , qui Judicis ibidem Conservatoris Officio fungatur , atque de omnibus Causis ad Commercium Britannorum spectantibus in prima instantia cognoscat ; promittitque Regia Sua Majestas , se ejusmodi Judici Conservatori taliter nominato , Commissiones esse concessuram ; una cum eadem Authoritate & Privilegiis omnibus , quibus Judices Conservatores in Andalusia gavisi sunt. Quin & si plures ejusmodi Judices ibidem habere , aut constitutos quovis triennio mutare cupiant Subditi Britannici , id ipsis liberum erit , & concedetur. Consentit quoque Rex Catholicus , quod Appellationes à dicti Judicis Conservatoris Sententiis ad Consilium Bellici Madriti Tribunal , nec alibi deferantur.

In quorum fidem , Nos infra scripti Sua Magnæ Britanniae Regina , & Sui Regis Catholici Legati Extraordinarii , & Plenipotentarii , praesentes Tabulas manibus nostris subscriptas , Sigillis nostris munivimus , Trajecti ad Rhenum die (vigesimo octavo Novembris)

nono

79 LES INTERETS PRESENTS
nono Decembris Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

JOH. BRISTOL.
(L. S.)

OSSUNA.
(L. S.)

MONTELEON.
(L. S.)

[PPP.]

1715. TRAITÉ *sur le Commerce*
entre la Grande Bretagne & l'Espagne
conclu à Madrid en 1715. tiré
de l'Europæische Ruhe.

I. **L** Es Sujets Anglois ne payeront pas plus de Droits d'entrée & de sortie pour leur Marchandise dans les ports de Sa Majesté Catholique , que du temps de Charles II.

II. Le Traité fait par les Sujets Anglois avec le Magistrat de Saint André est confirmé.

III. Sa Majesté Catholique permet ausdits Sujets Anglois , d'amasser du Sel dans les Isles de la Tortuë.

IV. Les Anglois ne payeront dans aucun endroit d'autres Droits , que ceux que payent les Sujets de Sa M. C.

V. Les

V. Les Anglois jouïront de tous les Droits, Privileges, Franchises, Exemptions & Immunités, dont ils jouïssôient avant la dernière Guerre, en vertu du Traité de Paix & de Commerce fait à Madrid en 1667. lequel est pleinement confirmé : Lefdits Sujets Anglois seront traités en Espagne de la même manière, que la Nation la plus favorisée, & les Sujets Espagnols jouïront des mêmes avantages dans la Grande-Bretagne.

VI. Et comme il peut avoir été fait des innovations dans le Commerce, Sa Majesté Catholique promet de faire tous ses efforts pour les abolir, & les prévenir à l'avenir : Le Roi de la Grande-Bretagne promet la même chose.

Le Traité de Commerce fait à Utrecht le 9. Decembre 1713. demeurera en toute sa force, excepté les Articles qui se trouveront contraires à ce qui est aujourd'hui conclu & signé, lesquels seront abolis & de nulle force, & spécialement les trois Articles appelez explicatifs &c. Madrid le 14. Decembre, 1715.

[QQQ.]

1721. TRAITÉ *sur le Commerce entre la Grande-Bretagne & l'Espagne, conclu à Madrid, en 1721.*
Copie Authentique.

LA Divine Providence aiant bien voulu disposer les cœurs des Sérénissimes & très-puissans Princes le Roi George, par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, &c. & Philippe V. par la grace de Dieu, Roi d'Espagne & des Indes, &c. à oublier tous les fondemens de mécontentement & de mesintelligence, qui ont donné occasion d'interrompre pendant quelque tems l'amitié & la bonne correspondance, qui fleurissoient entr'eux auparavant; & Leurs Majestez Britannique & Catholique désirant à present de les renouveler & les rétablir par les nœuds les plus forts, ont stipulé & convenu des Articles suivans par leurs Ministres Plenipotentiaires soussignez, nommez à cette fin.

I. Qu'à l'avenir il y aura une bonne, ferme & inviolable Paix, une sincere
re

re & continuelle amitié, & un general oubli de tout ce qui s'est passé des deux côtez, au sujet de la dernière Guerre entre Leurs Majestez Britannique & Catholique, leurs Héritiers & Successeurs, aussi-bien qu'entre leurs Roiaumes, Terres, Souverainetez, Sujets & leurs Vassaux.

II. Les Traitez de Paix & de Commerce, conclus à Utrecht le 13. Juillet & le 9. Decembre 1713, dans lesquels le Traité de Madrid de 1667. & les Articles compris en icelui, sont contenus, demeureront confirmez & ratifiez par le présent Traité, à l'exception des III. V. & VIII. Articles dudit Traité de Commerce, qu'on appelle communement l'explication, qui ont été annullez du depuis en vertu d'un autre Traité, fait à Madrid le 14. de Decembre 1715. entre les Ministres Plenipotentiaires, qui furent nommez à cette fin par Leurs Majestez Britannique & Catholique, lequel Traité demeure pareillement confirmé & ratifié, aussi-bien que le Contract particulier, qu'on appelle ordinairement *Asiento* pour le transport des Esclaves noirs aux Indes Espagnoles, qui fut fait le 26. de Mars de ladite année 1713. en consequence du XII. Article du Traité de Commerce

d'Utrecht, & pareillement le Traité de Déclaration touchant celui de l'Assiento, qui fut fait le 26. Mai 1716. Tous lesquels Traitez, dont on a fait mention dans cet Article, & leurs Déclarations demeureront dans leur force, teneur, & entiere vigueur, en tout ce en quoi ils ne seront pas contraires à celui-ci, & afin qu'ils puissent être accomplis & executez, Sa Majesté Catholique fera depêcher ses ordres & ses Lettres à ses Vice-Rois, Gouverneurs, & tels autres Ministres, à qui il appartiendra, des Ports & des Villes de l'Amerique, afin que les Vaisseaux que la Compagnie Royale de la Grande-Bretagne, établie à Londres, emploiez au Commerce des Noirs, soient admis sans aucun empêchement, à négocier librement & de la même maniere qu'il se pratiquoit avant la rupture des deux Couronnes; & les susdites Lettres seront delivrées aussitôt qu'on aura fait un échange des Ratifications du présent Traité: & en même tems Sa Majesté Catholique donnera ses ordres au Conseil des Indes, que la Junta, composée des Ministres choisis dans ledit Conseil, & destinez, à l'exclusion de tous autres, à l'examen des affaires, qui regardent ledit Assiento, puisse derechef avoir son cours, être
reçu

reçu & consulté dans les affaires , selon la regle établie dans le tems qu'on le fit. Et quant à ce qui regarde l'observation des Traitez de Paix & de Commerce , il sera depêché des ordres circulaires à tous les Gouverneurs d'Espagne à cette fin qu'ils les fassent observer & executer sans aucune de leurs interpretations , comme pareillement il sera donné de la part de Sa Majesté Britannique les ordres qui seront demandez & jugez necessaires pour l'accomplissement de tout ce qui a été stipulé & convenu entre les deux Couronnes dans les Traitez d'Utrecht , ci-dessus nommez , & particulierement , quant à ce qui peut n'avoir pas été executé des points reglez par les VIII. IX. & XV. Articles du traité de Paix , qui font mention de laisser aux Espagnols le libre Commerce & la Navigation des Indes Occidentales & de maintenir les anciennes Limites de l'Amerique , comme ils étoient du tems du Roi Charles II. le libre exercice de la Religion Catholique dans l'Isle de Minorque , & la Pêche de la Morue dans les Mers de Neufrauland , comme aussi eu égard à tous les autres Articles qui peuvent n'avoir pas été executez jusques ici de la part de la Grande-Bretagne.

III Et puisque par le VIII. Article du
D 2 Traité

Traité de Commerce d'Utrecht, on étoit convenu que tous les Effets confisquez au commencement de la Guerre precedente seront restituez, eu égard que la confiscation d'iceux étoit contraire à la teneur du XXXVI. Article du Traité de 1667. Sa Majesté Catholique ordonnera de la même maniere, que tous les Biens, toutes les Marchandises, l'Argent, les Vaisseaux & autres Effets, qui ont été saisis, soit en Europe ou aux Indes, vertu de ses ordres du Mois de Septembre 1718, ou en vertu d'autres ordres posterieurs, qui pourroient avoir été donnez avant ou depuis que la Guerre fut déclarée entre les deux Couronnes soient promptement restituez dans la même espece, quant à ceux qui subsistent, ou s'ils ne subsistent pas, leur juste valeur dans le tems qu'on les a saisis, l'évaluation desquels sera réglée, si on ne l'avoit pas réglée auparavant, soit par omission ou negligence, selon les informations authentiques, que ceux qui les reclament produiront par devant les Magistrats ordinaires des Villes & Places, dans lesquelles lesdits effets auront été saisis; & comme il est certain que, quoique Sa Majesté Catholique ait ordonné qu'on feroit, & qu'on tiendrait des Inventaires, & qu'on

qu'on tiendroit compte de ces Biens & de ces Effets, on n'a pas cependant exécuté les ordres de cette maniere en plusieurs endroits, il a été convenu, que si les Propriétaires font paroître par de justes preuves, informations, & autres temoignages qu'on en a omis aucun dans lesdits Inventaires, Sa Majesté Catholique donnera des ordres exprès, à ce que la valeur de ces Effets qui auront été omis, soit payée par des Tresoriers, ou autres, par la negligence de qui telle omission auroit été faite.

IV. Il est aussi convenu mutuellement que Sa Majesté Britannique donnera ordre à ses Gouverneurs, ou autres Officiers & Ministres à qui il apartiendra, de faire restituer tous les Effets des Sujets de Sa Majesté Catholique, qu'ils prouveront avoir été saisis & confisquez dans les Terres de Sa Majesté Britannique au sujet de la dernière Guerre, de la même maniere qu'il a été réglé dans l'Article précédent, en faveur des Sujets de Sa Majesté Britannique.

V. Il est aussi réglé que Sa Majesté Britannique fera restituer à Sa Majesté Catholique tous les Vaisseaux de la Flotte d'Espagne qui furent pris par celle d'Angleterre à la Bataille Navale qui se donna au Mois d'Août 1718. dans les

Mers de Sicile , avec leur Canon , voiles ,
 apareil & autre Equipage , dans le même
 état qu'ils sont à present , ou autrement
 la valeur de ceux qui peuvent avoir été
 vendus , au même prix qu'auront donné
 ceux qui les ont achetez , selon les Preu-
 ves & les Cautions ; & pour l'execution
 de cette restitution Sa Majesté Britan-
 nique fera expedier tous les ordres ne-
 cessaires immediatement après la Rati-
 fication de ce Traité. Il est aussi déclaré
 que l'on traitera au futur Congrès de
 Cambrai les autres pretentions qu'il peut
 y avoir des deux côtez entre les deux
 Couronnes touchant les affaires qui ne
 sont pas exposées dans le present Traité ,
 qui ne sont pas comprises dans le II. Ar-
 ticle ci-dessus.

VI. Le present Traité aura son effet
 immediatement après qu'on l'aura mu-
 tuellement ratifié , & que les Lettres de
 Ratification auront été échangées six
 semaines après la Signature , ou plutôt
 s'il est possible , differant la publication
 d'icelui jusqu'à ce que la Paix generale
 aura été conclue au Congrès de Cambrai
 entre toutes les Parties qui y sont con-
 cernées , ou jusqu'à ce que Leurs Ma-
 jestez Britannique & Catholique en au-
 ront convenu en particulier.

En temoignage de quoi , nous soussi-
 gnez

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 79
guez Ministres Plenipotentiaires de Sa
Majesté Britannique & de Sa Majesté Ca-
tholique, aiant Pleinpouvoir qui a été
mutuellement communiqué, & dont les
Copies seront transcrites ci-dessous,
avons signé le present Traité, & y avons
mis le Sceau de nos Armes. Fait à Madrid
le 13. Juin 1721.

Signé,

(L.S.) WILLIAM STANHOPE.
(L.S.) El Marques GRIMALDO.

[R R R.]

1713. *CONTRACT de l'Assiento en
faveur de la Grande-Bretagne, signé
à Madrid en 1713, tiré de l'Euro-
pæische Ruhe.*

LE ROI.

D'AUTANT que l'Assiento, dont
on étoit convenu avec la Compa-
gnie Royale de Guinée, établie en France,
pour fournir des Esclaves Negres aux
Indes Occidentales est expiré; & que la
Reine de la Grande-Bretagne souhaite
d'entrer en ce Commerce, & en son nom

la Compagnie Angloise, comme cela est stipulé dans les Preliminaires de la Paix, & que cet Affiento subsiste pendant le terme de trente Ans, Don Manuel Menasses de Gilligan, Deputé pour cet effet, par sadite Majesté de la Grande-Bretagne, a remis entre mes mains un plan dressé à cette fin, contenant quarante-deux Articles, pour servir de regle à ce Contract, lequel j'ai communiqué à une Junta de trois Ministres de mon Conseil des Indes, pour savoir leur sentiment sur chaque Article ou condition dudit Contract. Mais comme sur cet examen il s'est trouvé plusieurs Points, dont ils n'ont pû convenir, je l'ai fait examiner une seconde fois, par une autre Junta; de sorte qu'étant informé à fond de la chose, j'ai résolu, nonobstant les objections faites par les uns & les autres, de conclure & terminer cet Affiento à la satisfaction de la Reine de la Grande-Bretagne. Dans cette vüe, j'ai jugé à propos d'admettre & d'approuver par un Decret Roial du 12. de ce mois, les quarante-deux Articles contenus dans le Plan susmentionné, de la maniere ci-après spécifiée, avec les additions, que j'ai résolu d'y ajouter de mon propre mouvement, en faveur de la ladite Compagnie, aussi contenues dans
mondit

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 81
mondit Decret. Le tout de la maniere
suivante.

I. En premier lieu , pour procurer
par ce moien , mutuellement & recipro-
quement , l'avantage des Souverains &
des sujets des deux Couronnes , sa Ma-
jesté de la Grande-Bretagne offre & s'o-
blige , pour les personnes qu'elle nom-
mera & autorisera pour cet effet , de
faire transporter aux Indes Occidenta-
les de l'Amerique , appartenant à sa
Majesté Catholique , à Commencer du
premier jour de Mai , 1713. jusques au
même jour de l'année 1743. le nombre
de cent quarante quatre mille Negres ,
Piezas de India , des deux Sexes & de
tous les âges , sur le pied de quatre mil-
le huit cent Negres *Piezas de India* par
an , pendant le cours desdites trente
années , à condition , que les personnes ,
qui se transporteront aux Indes Occi-
dentales pour travailler aux affaires de
l'Assiento , se garderont de rien faire
qui puisse offenser ; car en ce cas , ils se-
roient poursuivis en justice , & punis
de la même maniere , qu'ils l'auroient
été en Espagne , supposé qu'une faute
de la même nature y eût été commise.

II. Que les Assientistes , ou la Com-
pagnie de l'Assiento , paiera de chaque
Negre , *Pieza de India* , suivant le mo-

dele regulier de sept quartiers, n'étant ni vieux ni défectueux, selon ce qui a été pratiqué & établi jusques à présent aux Indes, la somme de trente-trois pieces de huit, ou Escudos, & la troisième partie d'une piece de huit, en y comprenant tous les Droits d'Alcavalos, de Siza, d'Union de Armas, de Boqueron, ou aucun autre Droit, de telle nature qu'il puisse être, d'entrée ou de Regale, qui sont ou qui pourroient être imposés à l'avenir, appartenant à sa Majesté Catholique, en sorte qu'on ne pourra rien exiger au delà : Et au cas, que les Gouverneurs, Officiers Roiaux ou autres Ministres en prissent davantage, on en tiendra compte aux Assientistes, & cela sera rabattu sur les droits des 33. pieces de huit & un tiers susmentionnez, qu'ils doivent payer à sa Majesté Catholique, la chose étant prouvée par un Certificat authentique, qui ne pourra être refusé par un Notaire public, à la requisition des Assientistes. Et pour cet effet on fera publier un ordre ou une Cedula generale, dont la teneur sera la plus ample qu'il se pourra.

III. Que lesdits Assientistes avanceront à sa Majesté Catholique, pour suppléer aux besoins pressans de la Couronne, la somme de deux cent mille pieces.

pieces de huit ou Escudos, en deux paiemens égaux, de cent mille pieces de huit chacun, dont le premier se fera deux mois après que sa Majesté aura approuvé & signé cet Assiento; & le second au bout de deux autres mois, après le premier paiement; & cette somme ainsi avancée ne sera remboursée qu'après le terme échu des vingt premières années de cet Assiento, & alors on pourra la deduire par portions égales, pendant les dix années restantes, sur le pied de vingt mille pieces de huit par an, qu'on rabattra sur les droits imposez sur les Negres, paiables pendant le cours de ces années-là.

I V. Que les Assientistes seront obligez de paier l'avance des deux cent mille pieces de huit, en cette Cour; comme aussi de six en six mois, la moitié du montant des Droits paiables pour les Piezas d'Esclaves, qu'ils sont convenus de transporter tous les ans.

V. Que le paiement desdits Droits se fera de la maniere mentionnée dans l'Article precedent, sans aucun delai ou disputes, & sans y donner aucune autre interpretation: Cependant, avec cette reserve, que les Assientistes ne seront obligez de payer ces Droits que pour quatre mille Negres, *Piezas de*

India, par an, sans compter les huit cent qui restent, sa Majesté accordant par cet Article aux Affientistes les Droits qu'ils en devroient paier, pendant tout le cours des trente années de cet Affiento, en la meilleure forme & maniere possible, en considération des risques que courent lesdits Affientistes, & de l'interêt qu'on devroit leur paier de l'argent avancé, & du paiement, qu'ils font en cette Cour, des Droits des quatre mille Piezas susdits.

VI. Que lesdits Affientistes, après avoir fourni tous les ans, le nombre de quatre mille huit cent Negres selon leur Contract, pourront encore, au cas qu'ils le jugent nécessaire pour le service de sa Majesté Catholique, & celui de ses sujets, en fournir un plus grand nombre, pendant les vingt-cinq premières années de ce Contract, (car pendant les cinq dernières il ne leur sera permis d'en transporter que le nombre de quatre mille huit cent, dont on est convenu,) à condition, qu'ils ne payeront que seize pieces de huit, & deux tiers d'une piece de huit, pour tous les Droits de chaque Negre, Pieza de *India*, qu'ils transporteront au delà des quatre mille huit cent, ce qui fait la moitié des trente trois pieces de huit
&

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 85
& un tiers susmentionnées, & ce payement se fera aussi en cette Cour.

VII. Qu'il sera permis auxdits Affientistes d'employer pour ce Commerce les propres Vaisseaux de sa Majesté de la Grande-Bretagne, ou ceux de ses sujets, ou même ceux des sujets de sa Majesté Catholique, du consentement des propriétaires, en leur en payant le fret, & en se servant de Matelots Anglois ou Espagnols, selon qu'ils le jugeront à propos; à condition qu'on prendra soin, que les Officiers des Vaisseaux employez par les Affientistes, ni leurs Matelots ne troublent en aucune maniere, & ne causent aucun scandale à l'exercice de la Religion Catholique, sous les peines marquées, & les Reglemens établis dans le premier Article de cet Affiento. Il sera de plus permis ausdits Affientistes d'introduire leurs Esclaves Negres, selon le contract, dans tous les Ports de la Mer du Nord & de Buenos Ayres, sur aucuns des Vaisseaux susmentionnez, de la maniere que cela a été accordé aux Affientistes, qui les ont précédés: Mais toujours à condition que ni les Officiers ni les Matelots ne causeront aucun scandale à la Religion Catholique Romaine, sous les peines susdites.

VIII.

VIII. Que comme on a trouvé par expérience, que rien ne peut être plus préjudiciable aux intérêts de sa Majesté & à celui de ses sujets, que de ne pas permettre aux Affientistes de transporter leurs Negres dans les Ports des Indes en general, puis qu'il est certain, que les Provinces qui sont privées de cet avantage en patissent, faute d'avoir leurs terres cultivées, ce qui les a réduits à la nécessité de s'en pourvoir même frauduleusement, il est permis ausdits Affientistes par une condition expresse de ce Contract, de transporter & de vendre leurs Negres dans tous les Ports de la Mer du Nord, & ceux de Buenos Ayres à leur choix. Et pour cet effet sa Majesté Catholique revoke les defenses contenues dans les Affiento precedens, de ne les transporter que dans les Ports marqués en iceux; avec cette restriction cependant, qu'il ne sera permis ausdits Affientistes de les transporter & débarquer, que dans les Ports où il y a des Officiers Royaux, ou des Deputés de leur part, qui puissent visiter leurs Vaisseaux & leurs Cargaisons, pour certifier le nombre des Negres transportez. On est aussi convenu, que les Negres transportez dans les Ports de la côte, qui est contre le vent, à

Sancta.

Sancta Martha, Cumana & Maracaybo, ne pourront être vendus par les Affientistes pour plus de trois cent pieces de huit chacun, & autant moins qu'il sera possible, pour encourager les habitans de ces lieux-là à les acheter ; mais quant aux autres Ports de la Nouvelle Espagne, ses Isles, & la Terre ferme, il sera permis aux Affientistes de les vendre au meilleur prix qu'il leur sera possible.

IX. Que comme il est permis auxdits Affientistes, pour les raisons alleguées dans l'Article precedent ; de transporter leurs Negres dans tous les Ports de la Mer du Nord ; on est convenu de même, qu'ils le pourront faire dans la Riviere de Plata, sa Majesté Catholique leur permettant de transporter, (du nombre des quatre mille huit cent Negres, qu'ils peuvent introduire tous les ans en vertu de cette Affiento,) dans cette Riviere ou à Buenos Ayres, pendant chacune des trente années dudit Affiento, le nombre de mille deux cent de ces *Piezas de India* des deux Sexes, pour les y vendre aux prix dont ils pourront convenir, les embarquant sur quatre Vaisseaux capable de les contenir, huit cent desquels seront vendus à Buenos Ayres, & les quatre cent restans
pourront

pourront être transportez & serviront pour les Provinces qui sont au dessus , & pour le Royaume de Chili , les vendant aux habitans , s'ils les veulent venir acheter dans ledit Port de Buenos Ayres. De plus , on declare qu'il sera permis à sa Majesté Britannique , & aux Assientistes en son nom , de posséder dans ladite Riviere de Plata quelques Terres (que sa Majesté Catholique ordonnera ou assignera , suivant ce qui a été stipulé dans les Preliminaires de la Paix , à compter du tems où cet Assiento aura lieu) suffisantes pour les planter , pour cultiver , & pour entretenir du Bétail , pour la subsistance des personnes appartenant à l'Assiento & de leurs Negres : Il leur sera même permis d'y bâtir des Maisons de bois , & non d'autres matériaux , sans qu'ils puissent faire aucune levée de terre , ni les moindres fortifications , sa Majesté Catholique nommera aussi un Officier , tel qu'elle le jugera à propos , & de ses propres sujets , lequel residera sur lesdites Terres , & aura la direction de tout ce qui en dependra. Et toutes les autres choses , qui concernent l'Assiento , seront sous la direction du Gouverneur & des Officiers Royaux de Buenos Ayres : Les Assientistes ne paieront
aucuns

aucuns Droits, à l'égard des Terres susdites, pendant tout le terme de l'Assiento.

X. Quant au transport & à l'introduction des Negres dans les Provinces de la Mer du Sud, il sera permis aux Assientistes de fretter, soit à Panama, ou dans tout autre Port ou Havre de la Mer du Sud, des Vaisseaux ou des Fregattes d'environ quatre cent tonneaux, un peu plus ou moins, sur lesquelles ils pourront les embarquer à Panama, & les transporter à tous les Ports du Perou, & à aucun autre de ce côté-là. Ils pourront aussi mettre sur ces Vaisseaux les Equipages & les Officiers, tant militaires que de marine, qu'ils jugeront à propos; & il leur sera permis de même, de transporter le provenant de leur vente audit Port de Panama, soit en fruits de Païs, soit en argent monnoié, en barres d'argent ou en Lingots d'or, sans être obligés de paier aucun Droit pour ledit or ou argent, soit d'entrée ou de sortie, pourvu qu'il soit marqué sans aucune fraude, & qu'ils fassent paroître que c'est le provenant des Negres, lequel doit être exempt de tous les Droits, de même que si ledit argent monnoié, barres d'argent & lingots d'or appartiennent

à sa Majesté Catholique. Il sera pareillement permis auxdits Assientistes d'envoyer d'Europe à Portobello & delà à Panama, par la riviere de Chagre, ou par des voitures de terre, des Cables, des Voiles, du Fer, du Bois de Charpente, & toutes sortes d'autres Munitions & Provisions nécessaires pour lesdits Vaisseaux, Fregates ou Berluengos, & pour subvenir à leur propre entretien ; bien entendu, qu'il ne leur sera cependant pas permis de vendre, ni de debiter lesdites Munitions & Provisions, soit en tout ou en partie, sous quelque pretexte que ce puisse être : Car en ce cas elles seroient confisquées, & les Acheteurs aussi-bien que les Vendeurs punis selon les Loix, & même les Assientistes seroient à l'avenir absolument privés de ce Privilege, à moins de pouvoir produire pour cette vente une permission de sa Majesté Catholique. On est de plus convenu, qu'après l'expiration du terme de cet Assiento, il ne sera plus permis auxdits Assientistes de se servir desdits Vaisseaux, Fregates ou Barques pour les transporter en Europe, à cause des inconveniens qui en pourroient resulter.

XI. Qu'il sera permis auxdits Assientistes de se servir d'Anglois ou d'Espagnols

gnols comme ils le jugeront à propos , pour le gouvernement & la direction de cet Affiento , tant dans les Ports de l'Amerique , que dans les Places du Païs, sa Majesté suspendant pour cela les Loix , par lesquelles il est defendu aux Etrangers d'entrer dans le Païs ou d'y habiter ; declarant & ordonnant que les Anglois seront regardés & traités , pendant tout le terme de cet Affiento , comme s'ils étoient sujets de la Couronne d'Espagne ; toutefois avec cette restriction qu'il ne sera pas permis à plus de quatre ou de six Anglois de resider dans aucuns desdits Ports des Indes , du nombre desquels les Affientistes pourront choisir ceux qu'ils jugeront à propos , pour les envoyer dans le Païs , où il est permis de transporter les Negres , pour le maniement & la recepte de leurs Effets. Ils le feront le plus commodement , qu'il leur sera possible , selon le Reglement mentionné dans le premier Article , sans aucun empêchement ou trouble de la part des Ministres civils ou militaires , de quelque degré ou qualité qu'ils puissent être , & sous quelque pretexte que ce soit , a moins qu'on ne puisse les convaincre d'avoir agi contre les Loix établies , ou contre le contenu de cet Affiento.

XII. Que pour la bonne direction de cet Affiento, il plaira à sa Majesté Catholique d'accorder, aussi-tôt que la Paix sera proclamée, qu'il soit permis à sa Majesté Britannique d'envoyer deux Vaisseaux de guerre avec les Facteurs, Officiers & autres personnes, qui seront employées en ce service, en donnant premierement une liste des noms des uns & des autres, qui seront autorisés de mettre pied à terre dans les Ports, où il sera permis d'établir & de regler leurs Factures, tant afin qu'ils puissent aller plus commodément & plus sûrement, que pour pourvoir à toutes les choses nécessaires pour recevoir les Vaisseaux, qui serviront au transport des Negres : Car comme il faut qu'ils les aillent prendre sur la côte d'Afrique, pour les conduire dans les Ports de l'Amerique Espagnole, il seroit tres incommodé, & même tres désavantageux aux Facteurs & aux autres personnes employées pour cela de s'y transporter dans les Vaisseaux destinés à faire ces voyages-là. Outre qu'il est d'une nécessité indispensable qu'on leur prepare par avance, des maisons dans lesquelles ils puissent habiter, & qu'on fasse toutes les autres provisions, dont ils auront besoin ; & pour le transport des Facteurs

&

& des autres personnes, employées par la Compagnie, à Buenos Ayres, on leur accordera un Vaisseau de moyenne grandeur; bien entendu que ce Vaisseau, aussi bien que les deux Vaisseaux de Guerre, seront soumis à la visite & à la recherche des Officiers Royaux dans les Ports, lesquels pourront saisir leurs Marchandises, au cas qu'ils en portent. De plus on fournira ausdits Vaisseaux les Provisions nécessaires pour le retour à un prix raisonnable.

XIII. Lesdits Assientistes pourront nommer, dans tous les Ports & principales Places de l'Amerique des Juges Conservateurs de cet Assiento, lesquels ils pourront changer & en nommer d'autres en leurs places, lors qu'ils le jugeront à propos; de la maniere, que cela a été accordé aux Portugais, dans le huitième Article de leur Assiento; bien entendu qu'ils alleguent des raisons valables de ce procédé, devant le President, Gouverneur ou l'Audience de ce Département, lesquels l'approuveront respectivement, pourvû que cette nomination tombe toujours sur un des Ministres de sa Majesté Catholique: Et ces Juges-là prendront connoissance; exclusivement à tous les autres, de toutes les Causes, Affaires & Procès concernant

nant cet Assiento, avec une entière autorité & juridiction : Aussi est-il défendu à toutes les Audiencias, Ministres, & Tribunaux, Presidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcades, & autres Juges quels qu'ils puissent être, sans en excepter les Vice-Rois de ces Royaumes-là de s'en mêler, d'autant qu'il n'y aura que lesdits Juges Conservateurs, qui puissent prendre connoissance de ces Causes-là, & des incidens, qui en pourroient naître; mais il y aura appel de leurs Sentences, dans les cas où la Loi le permet, au suprême Conseil des Indes; bien entendu que lesdits Juges Conservateurs ne pourront demander ni prétendre de plus grands salaires, que ceux, que lesdits Assientistes jugeront à propos de leur accorder pour ce service. Et au cas qu'aucuns d'entr'eux en voulussent exiger davantage, sa Majesté Catholique en ordonnera la restitution. Elle accorde aussi que le President ou Gouverneur dudit Conseil, ou le Decano ou Doien sera Protecteur de cet Assiento. Ils pourront aussi proposer un Ministre dudit Conseil qu'ils jugeront le plus propre à cela, pour leur servir de juge Conservateur preferablement à tous les autres, avec l'approbation de sa Majesté, comme

me cela s'est pratiqué dans les autres Affiento.

XIV. Il ne sera permis ni aux Vice-Rois, Audiences, Presidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Officiers Royaux, ni aux autres Tribunaux ou Ministres de sa Majesté Catholique, tels qu'ils puissent être, d'arrêter ou retenir à dans les Ports les Vaisseaux appartenant l'Affiento, ni d'empêcher leurs Voyages, sous quelque pretexte que ce soit, ni pour quelque cause ou motif que ce puisse être; quand même ce seroit pour les équiper en Guerre, ou pour toute autre entreprise; au contraire, ils leur accorderont toute la faveur, l'assistance & le secours, que lesdits Affientistes ou leurs Facteurs souhaiteront, soit pour équiper en diligence, dépêcher ou charger leurs Vaisseaux; pour leur avitaillement & tout ce dont ils auront besoin pour avancer leurs voyages au prix courant, sous peine, pour ceux qui en agiront autrement, de faire bon à leurs propres dépens, & d'indemniser tout le mal & les pertes, que les Affientistes pourroient souffrir par de tels empêchemens ou de pareilles détentions.

XV. Il ne sera pas non plus permis aux Vice Rois, Presidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Corregidors, Grands

Grands Alcaldes , Juges , ni à aucun autre Tribunal ou Officiers que ce puisse être : de prendre , saisir ou retenir ou arrêter par violence dans les Ports , ou d'aucune autre maniere , sous quelque prétexte , cause ou motif que ce soit , tant pressant qu'il puisse être , aucuns des Fonds , Marchandises ou effets du provenant de cet Assiento , ou appartenant aux Assientistes , sous peine de punition , & de payer de leurs propres biens les dommages & pertes qui en resulteroient. Il ne sera pas non plus permis ausdits Ministres de visiter les Maisons ni les Magasins des Facteurs ou autres appartenant à cet Assiento , lesquels doivent jouir de ce Privilege & de cette exemption , pour prevenir le scandale & la honte , qui accompagnent de pareils procedés ; à moins qu'on ne soit convaincu par des preuves évidentes qu'il y ait de la fraude & des Marchandises défenduës , & en ce cas , elles pourront être visitées en la presence du Juge Conservateur , absolument requise pour cet effet ; afin qu'il prenne soin de prevenir les vols & les enlevemens , qui arrivent d'ordinaire par le grand nombre de Soldats & d'Officiers qui accourent en foule en ces occasions. Au reste on est convenu , qu'au cas qu'il se trou-

ve des Marchandises de cette nature, elles pourront être saisies ; mais sans toucher au fond ou aux effets de l'Assiento , qui doivent être libres ; Et au cas que les Facteurs soient coupables de pareilles offenses on les dénoncera au Conseil , afin de les faire punir.

XVI. Qu'il sera permis auxdits Assientistes , à leurs Facteurs & autres appartenant à leur Compagnie aux Indes , d'employer à leur service les Matelots , Voituriers & Ouvriers , dont ils auront besoin , pour charger & décharger leurs Vaisseaux , par un Accord volontaire fait avec eux , en leur payant les salaires & les gages dont ils seront convenus.

XVII. Que lesdits Assientistes auront la liberté de charger comme il leur plaira , les effets qu'ils auront aux Indes , sur les Galions , pour les transporter en Europe , en s'accommodant pour le fret avec les Capitaines ou Propriétaires desdits Vaisseaux ; ou sur les Vaisseaux appartenant à l'Assiento ; lesquels pourront , au cas qu'ils le trouvent bon , venir sous le convoi desdits Galions ou autres Vaisseaux de Guerre de Sa Majesté Catholique , qui ordonnera expressément aux uns & aux autres de les admettre & prendre sous leur protection & sauvegarde , & il leur sera enjoint de ne requérir

d'eux aucun Indult ou Droit ordinaire ou extraordinaire pour cela , ni sous prétexte qu'ils viennent de compagnie avec ladite Flote ou Galions : Et les effets , dont ils seront chargez appartenant aux Affientistes , vérifiez par des Ecrits authentiques ne payeront aucuns Droits d'entrée en Espagne , leur Fond aiant le même privilege que s'il appartenoit à Sa Majesté Catholique : cependant il est défendu auxdits Vaisseaux appartenant à l'Assiento , & qui pourront venir en compagnie des Galions , de prendre sur leur bord des Passagers Espagnols , ou aucuns effets des Sujets de Sa Majesté Catholique.

XVIII. Qu'à compter du premier jour de Mai de la présente année 1713. jusques à ce qu'ils aient pris possession de l'Assiento , ni après qu'ils l'aurent prise , il ne sera plus permis à la Compagnie Françoisse de Guinée , ou à qui que ce soit de transporter des Esclaves Negres aux Indes : Et au cas qu'ils le fissent , Sa Majesté Catholique les déclarera , comme elle les déclare par cet Article , confisquez en faveur & à l'avantage des Affientistes , qui en prendront possession en payant les Droits des Negres introduits ainsi contre cet Article , & le Règlement établi par ce Contract.

Et

Et pour cet effet, aussi-tôt qu'il sera ligné on dépêchera, de la maniere la plus ample, des ordres circulaires en Amerique, pour empêcher qu'on n'y admette aucuns Negres dans les Ports, sur le Compte de la Compagnie Françoisse, & la même chose sera notifiée à leur Agent: Et afin que ceci soit plus effectuel & plus avantageux revenu Royal, on est convenu, que lorsque les Affientistes seront informés qu'aucun Vaisseau chargé de Negres, ne leur appartenant pas, sera arrivé sur les côtes, ou entré dans aucun Port, il leur sera permis d'équiper, d'armer & de mettre en Mer immédiatement les Vaisseaux qu'ils auront en propre, ou aucuns de ceux de Sa Majesté Catholique ou de ses Sujets, avec lesquels ils conviendront de prendre, de saisir & confisquer de pareils Vaisseaux & leurs Negres, de telle Nation qu'ils puissent être, & à quelques personnes qu'ils puissent appartenir. Pour cet effet lesdits Affientistes & leurs Facteurs auront la liberté de prendre connoissance, & de visiter tous les Vaisseaux qui arriveront sur les côtes des Indes, ou dans ses Ports, & dans lesquels ils auront lieu de croire ou de soupçonner qu'il y aura des Negres de contrebande; bien entendu, que pour faire de pareilles recher-

ches , & autres procédures comme dessus , il faudra qu'ils en aient premièrement la permission des Gouverneurs , auxquels ils communiqueront ce qui se passera , & les prieront d'y interposer leur autorité ; mais il faudra que la Paix soit proclamée avant que ceci puisse se faire , ou que cet Assiento ait lieu.

XIX. Que lesdits Assientistes , leurs Facteurs & Agents auront la liberté de naviger & de transporter leurs Esclaves Negres , selon leur Contract dans les Ports septentrionaux des Indes Occidentales de sa Majesté Catholique , sans en excepter la Riviere de Plata ; avec défense à tous autres , soit Sujets de la Couronne ou étranger , d'y transporter ou introduire aucuns Negres , sous les peines établies par les Loix faites pour ce Contract de Commerce : de plus , Sa Majesté Catholique , s'oblige en foi & parole de Roi de maintenir lesdits Assientistes dans la pleine & entiere possession de tous ces Articles , & de les faire exécuter , pendant le terme dont on est convenu , sans permettre ou conniver à quoi que ce puisse être , qui soit contraire à leur ponctuelle & exacte exécution , Sa Majesté en faisant sa propre affaire ; bien entendu qu'ils ne transporteront pas , ni dans ladite Riviere de Plata ni à
Buenos

Buenos Ayres , au dessus de douze cent *Piezas* de Negres accordez , par le VIII. Article de ce Traité.

XX. Qu'au cas , que lesdits Affientistes fussent troublez dans l'exécution de cet Affiento, ou que l'on s'opposât à leur Trafic ou à leurs Privileges par des Procès , ou de quelque autre maniere , Sa Majesté Catholique déclare qu'elle s'en réservera la connoissance uniquement , & de tous les Procès qu'on pourroit leur susciter à cet égard , avec défense à tous les Juges , quels qu'ils puissent être , d'examiner & de prendre connoissance des Causes , Procès , omissions ou fautes , qui pourroient se commettre dans l'exécution de cet Affiento.

XXI. Que lors que les Vaisseaux desdits Affientistes arriveront dans les Ports des Indes avec leurs Cargaisons de Negres , les Capitaines desdits Vaisseaux seront obligez de certifier , qu'il n'y a aucun mal contagieux sur leur bord, afin d'obtenir des Gouverneurs & Officiers Roiaux la permission d'entrer dans lesdits Ports , n'y pouvant être admis sans de pareils Certificats.

XXII. Lorsque lesdits Vaisseaux seront entrez dans aucun Port , ils seront visitez par le Gouverneur , & par les Officiers Roiaux , & examinez jusques

au fond , même jusques au quintellage ou lest : & après avoir débarqué leurs Negres en tout ou en partie , ils pourront de même décharger les provisions nécessaires pour leur subsistance , qu'il mettront dans des Maisons particulieres ou des Magazins , en ayant obtenu la permission des Ministres qui auront fait la visite desdits Vaisseaux , pour prévenir par ce moien les fraudes & les controverfes : mais il ne leur sera point permis de décharger , transporter ou débiter aucunes Marchandises ou Denrées sous quelque prétexte ou motif que ce soit , & même s'il s'en trouvoit sur leur bord , elles seront saisies comme si elles eussent été déchargées ; à l'exception seulement des Negres , & des Magazins de Provisions pour leur subsistance , sous peine , pour les contrevenans , d'être sévèrement punis , & leurs marchandises & effets confisquez ou brûlez , outre qu'ils seront déclarez incapables de pouvoir jamais être employez dans ledit Assiento : & les Officiers & Sujets de Sa Majesté Catholique , qui y donneront les mains , seront aussi punis exemplairement , tout transport & trafic de marchandises étant absolument défendu & refusé ausdits Assientistes , comme contraire aux Loix de ce Roiaume , & à la

sincerité

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 103
sincerité & bonne foi avec laquelle on
doit s'acquitter des engagemens de cet
Assiento. Deplus, Sa Majesté déclare &
ordonne que les marchandises saisies de
cette maniere, étant frauduleusement
transportées, seront estimées & imme-
diatement brûlées dans une Place pu-
blique, par ordre desdits Gouverneurs
& Officiers Roiaux, & que le Capitai-
ne ou Patron dudit Vaisseau sera con-
damné à payer le prix auquel elles au-
ront été estimées, quand il ne seroit sim-
plement coupable que d'omission, en
n'ayant pas pris soin d'empêcher qu'on
ne chargeât de pareilles marchandises
sur son bord: mais qu'au cas qu'ils soient
complices ou participans du fait, ils se-
ront condamnez à une amende propor-
tionnée à leur crime, sévèrement punis,
& déclarez incapables à jamais d'être
emploiez au service de cet Assiento. Et
Sa Majesté Catholique obligera tous ses
Ministres & Officiers à lui rendre un
compte exact de tout ce qui se sera passé
à cet égard. Cependant les Vaisseaux à
bord desquels seront les Negres, ou les
provisions chargées pour leur subsistan-
ce, ne seront point sujets à cette confis-
cation, étant déclarez libres, comme
innocens du fait; & les personnes aux
soins desquels ils seront commis, pour-

ront continuer leur Négoce. Et au cas que les Marchandises ou Denrées saisies n'excedent pas la valeur de cent pieces de huit, ou Escudos, elles seront brûlées sans remission après avoir été estimées, & le Capitaine sera condamné à paier la somme à laquelle elles auront été estimées, pour la punition de sa négligence & de son omission; & ne paient pas la valeur des choses saisies de cette maniere, il sera suspendu & emprisonné jusques à ce qu'il l'ait fait: cependant en prouvant qu'il n'est point complice du fait il sera simplement obligé de produire le coupable, & sera remis en liberté.

XXIII. Que les Viandes & autres provisions déchargées pour la subsistance des Negres, ne paieront aucuns Droits d'entrée ni de sortie, ni aucuns des autres qui sont imposés à présent, ou pourroient l'être à l'avenir: mais au cas que les Affientistes les achettent ou les transportent hors desdits Ports, ils seront obligez de paier les Droits établis comme font les Sujets de Sa Majesté Catholique: Et l'on déclare qu'arrivant que les provisions déchargées dans les Magazins ne fussent pas toutes consumées, & en danger de se gâter, elles pourront être vendues ou transportées en d'autres Ports,

Ports , en payant les Droits établis ; tout cela se faisant par l'interposition & avec la connoissance des Officiers Roiaux.

XXIV. Que les Droits imposez sur les Negres transportez , seront à compter du jour de leur débarquement dans aucuns des Ports des Indes après la visite , & que tout aura été réglé par les Officiers Roiaux : Et au cas qu'aucuns desdits Negres vint à mourir avant qu'ils aient été vendus , les Affientistes n'en seront pas moins obligez de paier les Droits de ceux qui mourront ainsi , ni ne pourront former aucune prétention sur ce sujet , excepté seulement , qu'avenant qu'en faisant la visite , il se trouvât quelques Negres dangereusement malades , on pourra les mettre à terre pour les guerir , & que ces Negres venant à mourir dans l'espace de quinze jours à compter du jour de leur débarquement , les Affientistes n'en paieront point les Droits , parce qu'ils n'auront pas été débarquez pour être vendus , mais pour le recouvrement de leur santé dans les quinze jours fixez pour cela ; après l'expiration desquels , ces Negres vivant encore , les Droits en seront paiables , comme pour les autres , & se paieront en cette Cour selon l'accord marqué dans le cinquieme Article.

XXV. Qu'après que les Affientistes, ou leurs Facteurs, auront fixé les Droits, & vendu une partie de la Cargaifon des Negres amenez en ce Port, il leur sera permis de transporter le reste dans aucun autre Port, aiant des Certificats des Officiers Roiaux à l'égard des Droits, afin de n'être point inquietez là-dessus dans les autres Ports : Et il leur sera permis de recevoir en paiement pour ceux qu'ils vendront, de l'Argent monnoié, des barres d'Argent & des lingots d'Or, qui auroient païé le *Quinto* au Roi fans fraude : ils pourront de même en recevoir des productions du Païs, qu'ils pourront aussi emporter & embarquer librement avec l'Argent monnoié, les barres d'Argent & les lingots d'Or, comme les autres effets & fruits provenus de la vente desdits Negres, sans être obligez de paier d'autres Droits que ceux qui seront établis dans les lieux d'où ces fruits & ces effets seront sortis, & qu'on leur permet de recevoir en échange ou pour la valeur de leurs Negres, de quelque nature qu'ils soient, sur les ventes faites de cette maniere faite d'argent ; & ils pourront les emporter sur les Vaisseaux emploiez pour ce Commerce, & les transporter dans les Ports qu'il leur plaira, & les y vendre

en payant les Droits ordinaires.

XXVI. Que les Vaisseaux , qui seront employez par cet Assiento , pourront faire voile des Ports de la Grande-Bretagne ou d'Espagne , comme il plaira aux Assientistes , qui rendront compte à Sa Majesté Catholique des Vaisseaux , qu'ils enverront tous les ans pour le Négoce des Negres , & des Ports où ils seront destinez ; & ils pourront retourner aux uns ou aux autres avec de l'Argent monnoié , des barres d'Argent , des lingots d'Or , des fruits & productions du Païs , provenant de la vente de leurs Negres. Et au cas qu'ils entrent dans les Ports d'Espagne , les Capitaines & autres Officiers seront obligez de donner aux Ministres de Sa Majesté Catholique des Registres authentiques de ce qu'ils auront sur leurs bords : ou avenant qu'ils retournent directement dans la Grande-Bretagne , ils enverront une relation exacte de leur Cargaïson , afin que Sa Majesté en soit pleinement informée : bien entendu , qu'il ne sera pas permis d'apporter dans aucuns desdits Vaisseaux , ni Or ni Argent ni d'autres effets , au delà du provenant de la vente des Negres , ni aucuns Passagers Espagnols , leur étant défendu de recevoir à bord aucune marchandise ou autres ef-

fets, sur le compte des Sujets de Sa Majesté Catholique dans ces Pais-là, sans une permission expresse de Sadite Majesté. Et l'on est convenu qu'au cas, que les Capitaines ou autres Officiers, en prennent sur leurs bords de cette nature, sans une pareille licence, ils seront déclarés coupables & punis, comme aiant fraudé les Droits de Sa Majesté, & contrevenu au contenu de cet Article, & aux ordres que Sa Majesté aura donnez pour l'exécuter, & pour prévenir de pareilles fraudes dans les Ports des Indes, pour lesquelles les contrevenans, en étant convaincus, seront constamment punis.

XXVII. S'il arrivoit, que les Vaisseaux de cet Affiento équipiez en Guerre, fissent des Prises sur les ennemis de l'une ou de l'autre Couronne, ou sur les Pirates qui croisent & qui pillent ordinairement dans les Mers de l'Amérique, il leur sera permis de les conduire dans les Ports de Sa Majesté Catholique, où ils seront admis; & lesdites Prises étant déclarées bonnes & legitimes, ils n'en paieront pas d'autres Droits d'entrée, que ceux qui sont établis & paiables par les Sujets naturels de Sa Majesté: de plus, au cas qu'il se trouve des Negres sur ces Prises, ils pourront les vendre en partie du nombre, qu'ils se sont engagez

gez de fournir , aussi-bien que les Provisions qui se trouveront au delà de ce qui est nécessaire pour leur subsistance. Mais il n'en est pas de même à l'égard des marchandises & Denrées , qu'ils pourroient prendre , dont la vente est toujours défenduë. Cependant, en considération de leurs interêts on leur permet de transporter lesdites Marchandises & Denrées , prises de cette manière , à Carthagene ou à Portobello , & de les remettre entre les mains des Officiers du Roi , qui les recevront , en feront un Inventaire , & les mettront en leur présence , dans des Magazins , où elles seront gardées jusques à l'arrivée des Gallions, & au tems des Foires desdits Ports de Carthagene & de Portobello, & alors les Officiers du Roi auront soin de les faire vendre par l'entremise & en la présence des Députez du Commerce, & des Propriétaires ou de leurs Agents : A cette fin Sa Majesté Catholique donnera les ordres nécessaires , comme elle fait par le présent Article , afin qu'après avoir rabattu la quatrième partie du provenant de la vente , qui doit appartenir à Sa dite Majesté Catholique, être mis dans les coffres Roiaux & envoyé en Espagne, avec un compte exact dudit provenant , on remette les trois autres parties de chaque

que Prise, sans aucun delai, entre les mains de ceux, qui les auront faites, ou de leurs Agens, rabattant & retenant tous les frais de la vente, & des Magazins, & en payant, au tems que lesdites Prises seront vendues, les Droits ordinaires dans la Tresorerie. Et afin de prévenir toutes sortes de doutes & de disputes, Sa Majesté déclare que tous les Vaisseaux pris de cette maniere, de telle nature qu'ils puissent être, sans en excepter les Armes, Canons, Munitions, Cordages &c. appartiendront à ceux qui les auront pris.

XXVIII. Et comme en établissant & en convenant de cet Affiento, on a eu un égard particulier à l'avantage, qui en pourroit resulter à leurs Majestés Britannique & Catholique & à leurs revenus; on est convenu & on a stipulé que leurs Majestez y seroient intercellées de la moitié, c'est-à-dire chacune d'un quart, qui leur appartiendra en vertu de cet Accord. Et comme il est nécessaire, que Sa Majesté Catholique, afin d'avoir & de jouir de l'avantage du gain qui pourra provenir de ce Négoce, avance ausdits Affientistes un million de pieces de 8, ou Escudos, ou un quart de la somme qu'ils jugeront nécessaire pour mettre ce Négoce sur le pied où il doit être ;

on

on est encore convenu , qu'au cas , que Sa Majesté Catholique ne trouve pas à propos d'avancer ladite somme , les susdits Affientistes le feront de leur propre argent, à condition , que Sa Majesté Catholique leur en paiera l'interêt , qu'on rabattra sur la somme qu'ils lui doivent paier , sur le pied de huit pour cent annuellement , à commencer des jours respectifs auxquels ils debourseront cet Argent, & en continuant jusques à ce qu'ils soient remboursés & satisfaits , selon les comptes qui lui en seront présentez ; afin que Sa Majesté jouisse ainsi des profits qui en pourront provenir , à quoi ils s'obligent dès à présent : mais au cas qu'ils ne fissent point de profits , soit par des accidens ou autres malheurs & qu'au contraire ils fissent des pertes , Sa Majesté sera obligée , comme elle s'y oblige dès à présent , de leur faire rembourser la partie qui la regarde , selon les regles de la justice , & de la maniere la moins préjudiciable à ses revenus Royaux. Et Sa Majesté Catholique nommera deux Directeurs ou Facteurs qui résideront à Londres ; deux autres aux Indes , & un autre à Cadix , pour travailler de sa part , avec ceux de Sa Majesté Britannique & des autres intereffiez , à toutes les procédures, achats & comptes de cet Affiento ;

& Sa Majesté Catholique leur donnera des Instructions particulieres pour leur servir de regle , & particulièrement à ceux des Indes , pour éviter tous les inconveniens & toutes les disputes , qui pourroient survenir.

XXIX. Que lesdits Affientistes rendront compte de leurs profits & gains à la fin des cinq premieres années de cet Affiento , lesquels comptes seront affirmez par serment , & certifiez par des pièces authentiques , de la dépense , de l'achat , de la subsistance , du transport & de la vente des Negres , aussi-bien , que de toutes les autres dépenses faites à cet égard : ils produiront pareillement des Certificats en duë forme , du provenant de leur vente dans tous les Ports & parties de l'Amerique , appartenant à Sa Majesté Catholique , soit qu'elles aient été transportées ou vendues : Et ces comptes-là , tant de la dépense que du provenant , seront premièrement examinez & reglez par les Ministres de Sa Majesté Britannique employez en ce service , en vertu de la part qu'elle doit avoir en cet Affiento , & ensuite en cette Cour ; & la part , que Sa Majesté Catholique doit avoir des profits , sera ajustée & recouvrée des Affientistes , qui seront obligez de la paier regulierement

ment & ponctuellement en vertu de cet Article, qui aura la même force & vigueur, que si c'étoit un Acte public, & sous le Règlement mentionné dans le XXVIII. Article, concernant les Facteurs, que Sa Majesté Catholique doit employer.

XXX. Que si le gain, qui se fera pendant les cinq premières années, n'excede pas la somme, que les Assientistes doivent avancer pour sa Majesté Catholique, avec l'interêt à huit pour cent, qui doit être inclus & remboursé de la maniere sus-exprimée, les Assientistes se rembourseront eux-mêmes en premier lieu, de ce qu'ils auront avancé avec tout l'interêt, & paieront ensuite à sa Majesté Catholique le reste du profit de sa part, avec les droits imposez sur les Negres annuellement transportez, sans aucun délai ou empêchement. La même chose se pratiquera & se continuera de cinq en cinq ans successive-ment, pendant le terme de l'Assiento ; à la conclusion duquel on rendra compte du gain des cinq dernières années de la même maniere que des cinq premières : Ensorte que sa Majesté Catholique & les Ministres qu'Elle emploiera en cette affaire, soient pleinement satisfaits, selon le contenu du XXVIII. Article

Article, par rapport aux Facteurs, que ladite Majesté Catholique doit nommer.

XXXI. Et bien que les Affientistes aient offert par le III. Article de ce Contract d'avancer deux cent mille pieces de huit, de la maniere exprimée dans cet Article, dont ils ne devroient être remboursés qu'à la fin des vingt premieres années de cet Affiento, comme cela est marqué dans ledit III. Article, & qu'ils ne pussent rien prétendre pour le risque ou l'interêt de cette somme; néanmoins s'il paroît, par le compte que lesdits Affientistes doivent donner au bout des cinq premieres années, qu'ils aient fait du profit, ils pourront se rembourser de la somme, ou d'une partie d'icelle, qu'ils auront avancée pour la quatrième partie, à laquelle sa Majesté Catholique est interessée dans cet Affiento, selon ce qui est marqué dans le XXVIII. Article.

XXXII. Que du moment de l'expiration & après l'accomplissement de cet Affiento, sa Majesté Catholique accorde aux Affientistes le terme de trois années pour ajuster leurs comptes pour retirer leurs Effets des Indes, & pour regler toute chose; & que pendant ledit terme de trois années lesdits Affientistes, leurs Facteurs, Agens & autres personnes

nes par eux employées , jouiront des mêmes Privileges & Immunitéz qui leur sont accordées pendant le terme de ce Contract , pour l'entrée libre de tous leurs Vaisseaux & Bâtimens dans tous les Ports de l'Amerique , & le transport des Effets , qu'ils y pourroient avoir , sans aucun changement ni la moindre restriction.

XXXIII. Que tous les Débiteurs des Affientistes seront obligez & forcez de payer leurs dettes , en faisant saisir leurs personnes & executer leurs biens , ces dettes devant être considérées comme dues à sa Majesté Catholique , qui les déclare telles , afin qu'on les puisse plus facilement recouvrer.

XXXIV. Que comme il sera nécessaire pour la conservation & la subsistance des Esclaves Negres , que l'on débarquera dans les Ports des Indes Occidentales , aussi bien que pour celle des personnes employées dans ce Commerce , d'entretenir constamment des Magazins remplis d'Habits , de Medecines , de Provisions & autres choses nécessaires , dans toutes les Factures ; qui seront établies pour la commodité de cet Affiento ; comme aussi de toutes sortes de Provisions navales , pour la reparation & l'équipement des Vaisseaux

seaux & Batimens employez en ce service, les Affientistes ne doutent pas que sa Majesté Catholique ne veuille bien leur accorder de faire venir de tems en tems, en droiture, de l'Europe ou des Colonies, que sa Majesté Britannique a dans l'Amerique Septentrionale, dans les Ports & sur les côtes de la Mer du Nord des Indes Occidentales Espagnoles, où il se trouvera des Officiers Royaux ou leurs Deputez, aussi bien que dans la Riviere de Plata ou à Buenos Ayres, des Habillemens, des Medecines, des Provisions, & tout ce qui est nécessaire pour la Marine, simplement pour l'usage des Affientistes, de leurs Negres Facteurs, Domestiques, Matelots & Vaisseaux; & il leur sera permis de les transporter dans des Vaisseaux d'environ cent cinquante tonneaux, & non dans ceux qui doivent servir au transport des Negres, en rendant compte à leur départ, du nombre de ces Vaisseaux & de leur Cargaïson au Conseil des Indes, auquel ils enverront pareillement une déclaration des Facteurs, contenant la qualité des choses contenuës dans leurs Cargaïsons, dont aucunes ne pourront être venduës, sous peine de confiscation & de punition exemplaire à l'égard des
contre-

contrevenans , à moins que ce ne soit au cas d'une nécessité pressante , pour Vaisseau Espagnol , dont le Capitaine seroit obligé de les acheter pour son retour , en s'accordant avec les Facteurs.

XXXV. Pour le rafraichissement , & pour la conservation de la santé des Negres , quel'on transportera aux Indes Occidentales , après un si long & si penible voiage , aussi-bien que pour prevenir les maux contagieux parmi eux , les Facteurs de cet Asiento auront la permission de louer les terres qu'ils jugeront nécessaires , dans le voisinage des Places & des lieux où les Factures seront établies , pour les cultiver & y faire des Plantages , pour de nouvelles Provisions pour leurs support & leur subsistance : Et cette culture se fera par les habitans du Païs & par les Negres , sans que d'autres s'en puissent mêler : Aussi ne sera-t-il permis à aucuns des sujets de sa Majesté Catholique de s'y opposer , pourvu qu'on s'en tienne à ce Reglement.

XXXVI. Qu'il sera permis aux Asientistes d'envoyer un Vaisseau de trois cent tonneaux aux Isles des Canaries , & d'y charger les fruits qu'on a coutume d'y prendre pour l'Amerique , selon ce
qui

qui a été accordé à Don Bernardo Francisco Marin, par le XXVI. Article de son *Affiento*, & par le XXI. Article de l'*Affiento* de la Compagnie de Guinée de Portugal, par une seule fois pendant le cours de l'*Affiento*.

XXXVII. Que l'on enverra des Ordes pour la publication d'un *Indulto*, ou Taxe sur les Negres qui seront introduits injustement, du jour que cet *Affiento* aura lieu, avec liberté aux Facteurs de leur imposer cet *Indulto* au tems & au prix qu'il leur plaira, dont le provenant sera appliqué à l'avantage & au profit des *Affientistes*, lesquels seront obligez de paier à sa Majesté Catholique les Droits reguliers de trente-trois pieces de huit & un tiers, pour chaque Negre, au tems, que cet *Indulto* sera imposé.

XXXVIII. Que pour l'avantage & l'expedition de cette affaire, il plaira à sa Majesté d'établir une *Junta* de trois Ministres, qu'Elle jugera les plus propres à cela, lesquels étant assistez du Fiscal & du Secrétaire du Conseil des Indes, entendront & prendront connoissance, à l'exclusion de tous autres, de toutes les choses, qui auront rapport à cela, pendant le terme stipulé, & que cette *Junta* représentera à sa Majesté ce
qui

qui se passera à cet égard, de la même manière, que cela s'est pratiqué pour la Compagnie Française.

XXXIX. Que tout ce qui a été accordé aux Affiento precedens à Don Domingo Grillo, Consulado de Seville, Don Nicolas Porcio, Don Bernardo Marin y Guzman; aux Compagnies Portugaises & Françaises, pourvu que cela ne soit point contraire au present Contract, sera pareillement entendu & déclaré en sa faveur comme si cela y étoit liberalement inferé : Et que tous les Ordres qui ont été dépêchez en aucun tems en faveur des Affientistes susmentionnez seront accordez de même à ceux-ci lors qu'ils le souhaiteront, sans aucun doute ou difficulté.

XL. Qu'au cas d'une Declaration de Guerre, ce qu'à Dieu ne plaise, entre la Couronne de la Grande-Bretagne & celle d'Espagne, cet Affiento sera suspendu : Neanmoins en ce cas, les Affientistes pourront se retirer en toute sûreté, pendant le tems d'un an & demi, à compter du jour de la Declaration de cette rupture, avec tous leurs effets, & les transporter librement dans leur País, dans les Vaisseaux, qui se trouveront alors dans les Ports des Indes, ou dans ceux des Espagnols ; à condition qu'au
cas

cas qu'ils les fissent entrer dans les Ports d'Espagne, il pourront librement les en faire ressortir, comme si l'Assiento subsistoit toujours; bien entendu, qu'on prouve que c'est le provenant du Negoce des Negres. On declare de plus qu'au cas qu'il arrivât que les Couronnes d'Espagne & d'Angleterre, ou l'une des deux, conjointement ou separement, entraissent en Guerre avec d'autres Nations, les Vaisseaux employez en cet Assiento prendront des Passeports, & porteront des Pavillons differens de ceux dont se servent ordinairement les Anglois & les Espagnols, selon le choix qui en sera fait par sa Majesté Catholique, sans que l'on en puisse accorder de semblables à aucuns autres Vaisseaux, que ceux qui appartiendront à ce Negoce; & cela empêchera qu'ils ne soient troublez ni attaquez par les Vaisseaux des Nations, qui seront ou se declarent Ennemies des deux Couronnes: Et pour cet effet sa Majesté de la Grande-Bretagne se charge de solliciter & d'obtenir, dans le Traité de la Paix generale, un Article exprès, par lequel tous les Princes en auront connoissance, & seront obligez d'ordonner à leurs sujets de s'y conformer & de l'observer exactement & ponctuellement.

XL I. Que tout le contenu du présent contract, & des Conditions, qui y sont inférées, comme aussi de tout ce qui y sera joint ou en dépendra, sera accompli & exécuté avec sincérité & exactitude, en sorte qu'il ne s'y trouve aucun obstacle, sous quelque prétexte, cause ou motif que ce soit. Et pour cet effet sa Majesté doit suspendre, comme elle suspend par cet Article, toutes les Loix, Ordonnances, Proclamations, Privileges, Etablissements, Usages & Coutumes, qui y sont contraires, dans tous les Ports, Lieux & Provinces de l'Amerique appartenant à sa Majesté, où elles pourroient subsister, pendant le terme de trente ans, que cet Assiento doit avoir lieu, outre les trois années accordées aux Assientistes pour retirer leurs effets & ajuster leurs comptes, comme il a déjà été dit. Cependant ces Loix là &c. doivent demeurer en pleine force & vigueur, dans tous les cas qui n'auront point de rapport à ce Contract, & dans tous les tems à venir, après l'expiration de ses trente-trois années.

XL II. Enfin, sa Majesté accorde ausdits Assientistes, à leurs Agens, Facteurs, Ministres, Officiers civils & militaires, tant par mer que par terre ;

toutes les Graces, Libertez, Privileges & Exemptions, qui aient jamais été accordées à d'autres Affientistes, sans aucune restriction ou limitation, en tant que cela ne sera pas contraire à ce dont on est convenu, & qui est exprimé dans les Articles precedens, que lesdits Affientistes s'obligent pareillement d'accomplir & d'exécuter ponctuellement.

Outres les Articles precedens, dont on est convenu en faveur de la Compagnie Angloise, sa Majesté Catholique, en considération des pertes, que d'autres Affientistes ont soutenues, & à condition expresse, que ladite Compagnie ne fera aucun Negoce defendu, ni ne l'entreprendra directement ni indirectement, sous quelque pretexte que ce soit : & pour manifester à sa Majesté Britannique, à quel point Elle souhaite de lui plaire, & de confirmer de plus en plus une étroite & bonne correspondance avec Elle, a bien voulu accorder à la Compagnie de l'Assiento par son Decret Royal du 12. Mars de cette presente année, un Vaisseau de 500. Tonneaux par an, pendant le terme des trente années qu'il doit subsister, pour negocier aux Indes, sa Majesté Catholique aiant une quatrieme partie du gain

gain qu'il fera, comme Elle doit l'avoir de celui de l'Asiento; Et outre cette quatrieme partie, la Majesté Catholique doit encore recevoir 5. pour cent du gain clair des trois autres parties, qui appartiennent à l'Angleterre; à condition qu'on ne pourra vendre les Marchandises que chacun de ces Vaisseaux-là transportera, qu'au tems de la Foire: Et au cas qu'aucun de ces Vaisseaux-là arrivât aux Indes avant les Flottes, ou les Galions, les Facteurs de l'Asiento seront obligez de débarquer les Marchandises dont ils seront chargez, & de les mettre dans des Magazins, qui seront fermez à deux clefs, dont l'une sera entre les mains des Officiers Royaux, & l'autre entre celles des Facteurs de la Compagnie, afin que lesdites Marchandises ne puissent être vendues que pendant le tems de la Foire, & elles ne paieront aucuns Droits aux Indes.

Et d'autant que je veux, & qu'il est de mon bon plaisir, que tout ce qui est contenu dans chacun des Articles & des Conditions exprimées dans le projet inferé ci-dessus, & dans le dernier de tout, ajoûté de mon propre mouvement, ait son entier effet: Je les approuve & ratifie par ces presentes, & en ordon-

ne l'observation, l'accomplissement & l'exécution à la lettre, en tout & par tout, selon la teneur du tout & de chaque Article, & de ce qui y est déclaré; & que l'on ne fasse, ni ne souffre qu'on fasse rien qui soit contraire à la teneur ou forme d'iceux, suspendant, comme je suspens pour cette fois, toutes les Loix & defences, qui peuvent être contraires: Et j'engage ma foi & ma parole Roiale, que pourvu que la Compagnie Angloise s'acquie de son côté du devoir de ce Contract, entant que cela la regarde, & autant qu'elle y est obligée, je le ferai du mien. En temoignage de quoi j'ai accordé à Mylord Lexington, Ministre de sa Majesté de la Grande-Bretagne en cette Cour, le present Ecrit, & l'acceptation de ce Contract, qui repond de son accomplissement & de sa validité, & lequel en vertu de mes Ordres Roiaux, a été dressé par le Greffier de la Chambre de mon Conseil des Indes, le 26. jour du present mois de cette année: Et je veux, que pour l'exécution de tout ce qui est mentionné dans cet Assiento, toutes les Cedulaes, Expeditions & Ordres, requis pour en assurer l'effet & l'accomplissement, soient publiés en leur propre tems: Et les Controlleurs des Comptes
de

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 125
de mondit Conseil, doivent prendre
connoissance des presentes. Fait à Ma-
drid le 26. jour de Mars 1713.

MOI LE ROI.

Par Ordre de Notre Seigneur le Roi,

DON BERNARDO TINAGUERO
DE LA ESCALERA.

[SSS.]

1716. TRAITÉ de Commerce
*entre la France & les Villes Anféa-
rique, conclu à Paris en 1716. tiré
de l'Europäische Ruhe.*

LE Roi desirant faire connoître aux
Villes de Lubeck, Bremen & Ham-
bourg, de l'Anfée Teutonique, qu'il a
pour elles la même affection, & la mê-
me bonne volonté que les Rois ses pre-
decesseurs depuis LOUIS XI. jusqu'à
LOUIS XIV. son très honoré Seigneur
& Bis-Ayeul, leur ont témoigné dans
plusieurs Traitez consecutifs de Marine
& de Commerce, & particulièrement
dans celui du mois de Mai 1665. la

E 3 Majesté

Majesté a reçu favorablement les instances, prieres & Supplications que ces Villes lui ont fait par les Sieurs Christofle Brosseau, & Jean Anderson, Docteurs es Loix, Sindics de la Ville de Hambourg, & Daniel Stoockstett, Sénateur, leurs Deputez en cette Cour, de vouloir bien convenir avec elles d'un Traité de Commerce, qui puisse maintenir & conserver entre ses sujets & ceux desdites Ville une sincere intelligence pour l'utilité & avantage reciproque; & de l'avis de son très-cher & très-aimé Oncle le Duc d'Orleans, Regent &c. a commis pour examiner les Memoires presentez de la part desdites Villes, le Sieur Comte d'Estrées; Vice-Amiral & Maréchal de France, Grand d'Espagne, Commandeur de ses Ordres, Gouverneur des Villes & Château de Nantes, Lieutenant-General au Païs Nantois, Vice-Roi de l'Amerique, & President du Conseil de Marine; le Sieur Marquis d'Uxelles, aussi Maréchal de France, Commandeur de ses Ordres, Gouverneur de la Province d'Alsace, Lieutenant-Général au Gouvernement de Bourgogne, & President du Conseil des affaires étrangères; & le Sieur Amelot, Conseiller ordinaire en tous ses Conseils d'Etat & Privé, & aux Con-

seils

seils de Commerce; lesquels, après plusieurs Conférences tenuës avec lesdits Sieurs Deputez, ont conjointement en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, résolu, arrêté & conclu ce qui suit.

ARTICLE PREMIER.

Les Habitans des Villes Anseatiques jouïront de la même liberté, en ce qui regarde le Commerce & la Navigation dont ils ont jouï depuis plusieurs Siècles, & pourront trafiquer & naviguer en toutes sûreté, tant en France qu'autres Royaumes, Etats, Païs & Mers, Lieux, Ports, Côtes, Havres & Rivières en dependans, situez en Europe, pour y aller, venir, passer & repasser tant par Mer que par Terre, avec leurs Navires & Marchandises, dont l'entrée, sortie & transport ne sont ou ne seront défendus aux sujets de sa Majesté par les Loix & Ordonnances du Royaume.

II. Ceux des sujets desdites Villes qui trafiqueront & demeureront en France, ne seront point assujettis au Droit d'Aubaine, & pourront disposer par Testament, Donation ou autrement de leurs Biens, meubles, en faveur de telles personnes que bon leur semblera, & leurs heritiers résidans en

France ou ailleurs, pourront leur succéder *ab intestat*, sans qu'ils aient besoin d'obtenir des Lettres de naturalité : le tout ainsi que pourroient le faire les propres & naturels sujets du Roi.

III. Lesdits sujets desdites Villes Aniéatiques ne seront tenus de payer d'autres, ni de plus grands Droits, Gabelles, Impositions, Contributions ou charges sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires ou fret d'iceux, directement ni indirectement, sous aucun nom ou pretexte que ce soit, que ceux qui seront payez par les propres & naturels sujets de sa Majesté.

IV. Seront exempts du Droit de fret de cinquante sols par tonneau dans tous les cas, si ce n'est lorsqu'ils prendront des Marchandises dans un Port de France, & qu'ils les transporteront dans un autre Port de France pour les y décharger.

V. Et pour favoriser d'autant plus le Commerce desdites Villes, il a été accordé, que les Marchandises ci-après dénommées ne payeront à toutes les entrées du Royaume, Terres & Païs de l'obéissance du Roi, que les Droits ci-après, declarez, Baleine coupée le 100. pesant payera neuf Livres, Fanon de Baleine le 100. en nombre, tant grands
que

que petits , du poids de 300. Livres ou environ , vingt Livres

Huile & graisse de Baleine & d'autres poissons embarquez , du poids de 520. Livres , sept Livres dix sols.

Fer blanc le baril de 450. Feuilles doubles , vingt Livres.

Le baril de simples Feuilles , dix Livres.

Plumes à écrire le 100. pesant , quatre livres , Soye de porc , le 100. pesant , quatre Livres.

Ensemble les quatres sols pour Livre desdits Droits pendant le tems seulement que les sujets du Roi y seront assujettis.

VI. Il est accordé ausdites Villes Anseatiques , que conformément à l'Edit du mois de Mai 1699. concernant la franchise du Port & Havres de Marseille , leurs sujets jouiront de la même liberté & franchise , dont jouissent les sujets du Roi , & ne payeront les Droits de vingt pour cent , (lorsqu'ils apporteront des Marchandises du Levant , soit à Marseille ou dans les autres Villes du Royaume où l'entrée est permise) que dans les cas où les sujets naturels du Roi seront tenus de les payer.

VII. Jouiront au surplus lesdites Villes , leurs Habitans & sujets en ce qui

regarde la Navigation & le Commerce par Mer, de tous les mêmes Droits, Franchises, Immunités & Privileges contenus au présent Traité, de ceux encore qui seroient accordez par la suite aux Etats des Provinces-Unies & aux autres Nations maritimes, dont les Etats sont situez au Nord de la Hollande.

VIII. Les Capitaines, Maîtres ou Patrons des Navires des Villes Anseatiques, leurs Pilots, Officiers Mariniers, Matelots ou Soldats, ne pourront être arrêtez, ni les Navires detenus ou obligés à aucun service ou transport, même les Denrées & Marchandises ne pourront être saisies dans les Ports de France, en vertu d'aucun ordre general ou particulier, ni pour quelque cause que ce soit, quand il s'agiroit de la défense de l'Etat, si ce n'est du consentement des Intéressés, ou en payant, sans préjudice néanmoins des saisies faites par autorité de justice, & dans les règles ordinaires, pour dettes legitimes, Contract, ou autres causes, pour raisons desquelles il sera procédé par les voyes de Droit, selon les formes judiciaires.

IX. Les Navires appartenans aux Habitans des Villes Anseatiques, passant
devant

devant les Côtes de France & relâchant dans les Rades, Ports & Rivières du Royaume, par tempête ou autrement, ne seront contraints d'y décharger ou vendre leurs Marchandises, en tout ou partie, ni tenus de paier aucuns Droits, sinon pour les Marchandises qu'ils y déchargeront volontairement & de leur gré.

X. Pourront néanmoins les Capitaines, Maîtres ou Patrons des Navires des Villes Anseatiques, vendre une partie de leur chargement pour acheter les Vivres dont ils auront besoin, & les choses nécessaires au radoub de leurs Vaisseaux, après en avoir obtenu la permission des Officiers de l'Amirauté, auquel cas ils ne payeront des Droits, que des Marchandises qu'ils auront vendues ou échangées.

XI. S'il arrive que des Vaisseaux de Guerre ou Navires Marchands desdites Villes, échouent sur les Côtes de France par tempête ou autrement, lesdits Vaisseaux ou Navires, leurs Aparaux & Marchandises, Vivres, Munitions & Denrées, ou les deniers qui en proviendront, en cas de vente, seront rendus aux propriétaires, ou à ceux qui auront charge ou pouvoir d'eux, sans aucune formes de Procès, pourvû que la recla-

mation en soit faite dans l'an & jour, en payant seulement les fraix raisonnables & ceux du sauvement, ainsi qu'ils seront reglez; à l'effet de quoi sa Majesté donnera ses ordres pour faire châtier severement ceux de des sujets qui auront profité ou tenté de profiter d'un pareil malheur.

XII. Les Marchandises des Bâtimens échoués ne pourront être vendues avant l'expiration dudit terme d'un an & jour, si elles ne sont de qualité à ne pouvoir être conservées: mais s'il ne se presente point de reclamateur, ou personne de sa part dans le mois, après que les effets auront été sauvez, il sera procedé par les Officiers de l'Amirauté à la vente de quelques Marchandises des plus perissables, & le prix qui en proviendra sera employé au paiement des salaires de ceux qui auront travaillé au sauvement; desquelles vente & paiemens il sera dressé procès verbal.

XIII. S'il survenoit une Guerre entre le Roi & quelques Puissances autres, que l'Empereur & l'Empire (ce qu'à Dieu ne plaise) les Vaisseaux de sa Majesté & ceux de ses sujets armez en Guerre ou autrement ne pourront empêcher, arrêter, ni retenir les Navires desdites Villes Anseatiques, sous quelque pre-
texte

texte que ce soit, quand même ils iroient dans les Villes, Ports, Havres ou autres lieux dependans desdites puissances ennemies de sa Majesté, si ce n'est qu'ils fussent chargez de Marchandises de Contrebande, ci-après designées, pour les porter aux Pais & Places des Ennemies de la Couronne, ou de Marchandises appartenantes ausdits Ennemis.

XIV. Sous le terme de Marchandises de Contrebande sont entendus les Munitions de Guerre & Armes à feu, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Bombes, Petards, Grenades, Saussifles, Cercles poissez, Affuts, Fourchettes, Bandoulières, Poudre Mèche, Salpêtre, balles & toutes autres sortes d'armes, comme piques, épées, morions, casques, cuirasses, hallebardes, javelots, & autres armes, chevaux, selles de cheval, fourreaux de pistolets, & generalement tous les autres assortimens servant à l'usage de la Guerre.

XV. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de contrebande, les fromens, bleds & autres grains, legumes, huiles, Vins, sel, ni generalement tout ce qui sert à la nourriture & sustentation de la vie, mais au contraire, lesdites denrées demeureront libres
comme

comme les autres Marchandises non comprises dans l'Article precedent , quand même elles seroient destinées pour une Place ennemie de sa Majesté, à moins que ladite Place ne fût actuellement investie , bloquée ou assiégée par les Armes de sa Majesté, ou qu'elles apartinssent aux ennemis de l'État , auquel cas lesdites Marchandises & denrées seront confisquées.

XVI. Les Marchandises de contrebande & les denrées de la qualité spécifiée par les Articles precedens & dans les cas y expliqués , qui se trouveront sur les Navires des Villes Anseatiques , seront confisquées , mais le Navire ni le reste du chargement ne sera pas sujet à la confiscation.

XVII. Si les Capitaines ou Maîtres desdits Navires avoient jetté leurs Papiers à la Mer , le Navire & tout le chargement sera confisqué.

XVIII. Les Navires des Villes Anseatiques avec leur chargement seront de bonne prise , lors qu'il ne se trouvera ni chartes-parties , ni connoissemens , ni factures.

XIX. Les Capitaines , Maîtres ou Patrons des Navires desdites Villes Anseatiques qui auront refusé d'amener leurs voiles après la semonce , qui leur

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 535
en aura été faite par les Vaisseaux de sa
Majesté, ou par ceux de ses sujets ar-
mez en Guerre, pourront y être con-
traints; & en cas de résistance, ou de
combat, lesdits Navires seront de bon-
ne prise.

XX. S'il arrivoit qu'un Capitaine ou
Commandant d'un Vaisseau François
arrêât un Navire des Villes Anseati-
ques, chargé de Marchandises de con-
trebande ou de denrées dans les cas ci-
dessus spécifiez, il ne pourra faire ou-
vrir ni rompre les coffres, malles, bal-
les, ballots, bourgettes, tonneaux &
autres caisses, ni les transporter, ven-
dre, échanger ou autrement aliéner,
qu'après qu'ils auront été mis à terre
en présence des Officiers de l'Amirauté
& après l'inventaire par eux fait desdi-
tes Marchandises de Contrebande ou
Denrées.

XXI. Ne pourra pareillement le Ca-
pitaine ou Commandant d'un Vaisseau
François, ou quelqu'autre personne que
ce soit, dans le cas ci-dessus, vendre
ou acheter, échanger ni recevoir, di-
rectement ni indirectement, sous quel-
que titre, ou pretexte que ce soit, au-
cunes marchandises de contrebande, ni
Denrées qu'après que la prise en aura
été déclarée bonne.

XXII.

XXII. Les Vaisseaux desdites Villes Anseatiques, sur lesquelles il se trouvera des Marchandises appartenantes aux Ennemis de sa Majesté, ne pourront être retenus, amenées ni confisqués, non plus que le reste de leur cargaison, mais seulement lesdites Marchandises appartenantes aux ennemis de sa Majesté seront confisquées, de même que celles qui seront de contrebande, sa Majesté dérogeant à cet égard à tous usages & Ordonnances à ce contraires, même à celles des années 1536. 1584. & 1681. qui portent, que la robe ennemie confisque la Marchandise & le Vaisseau ami. Bien entendu que si la partie du chargement, qui se trouvera sujet à confiscation, étoit si considérable, qu'elle ne pût être chargée sur le Vaisseau François, il sera permis en ce cas au Capitaine du Navire François de conduire le Navire des Villes Anseatiques dans le plus prochain Port de France, pour être les Marchandises sujettes à confiscation déchargées, sans retardement, après quoi le Vaisseau des Villes Anseatiques avec le reste de sa cargaison sera relaché & mis en pleine liberté.

XXIII. Et pour connoître quels sont les veritables Propriétaires des Marchandises trouvées dans un Vaisseau
des;

des Villes Anseatiques, il sera nécessaire que les connoissemens ou polices de chargement contiennent la qualité & quantité des Marchandises, le nom du chargeur & de celui à qui elles doivent être consignées, le lieu d'où le Vaisseau sera parti, & celui de sa destination, même le nom du Capitaine ou Maître, qui sera tenu de les signer ou de les faire signer par l'Ecrivain.

XXIV. Toutes les Marchandises & effets appartenans aux sujets des Villes Anseatiques, trouvez dans un Navire des ennemis de sa Majesté, seront confisqués, quand même ils ne seroient pas de contrebande.

XXV. Si quelques Marchandises appartenantes aux sujets des Villes Anseatiques se trouvent chargées sur des Vaisseaux d'une Nation devenuë ennemie de sa Majesté depuis le chargement, elles ne seront point sujettes à confiscation : non plus que les Marchandises appartenantes aux sujets des Villes Anseatiques, qui auront été chargées sur un Vaisseau ennemi depuis la Declaration de la Guerre, pourvû que le chargement en ait été fait dans les termes ou delais reglez par l'Article suivant.

XXVI. Lesdits termes ou delais seront de quatre semaines pour les Marchandi-

chandises chargées dans la Mer Baltique ou dans celle du Nord, depuis la Terre neuve en Norwegue jusqu'au bout de la Manche.

De six Semaines depuis le bout de la Manche jusqu'au Cap Saint Vincent.

De dix Semaines depuis le Cap Saint Vincent dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne.

Et enfin de huit mois au delà de la Ligne & dans tous les autres endroits du monde.

Tous ces termes ou delais s'entendront à compter du jour de la declaration de la Guerre. Si lesdites Marchandises avoient été chargées après l'expiration desdits termes, elle seront confiscuées.

XXVII. Si parmi les Marchandises ainsi chargées dans lesdits delais, il s'en trouve de Contrebande, elles ne seront renduës qu'après une sûreté suffisante, telle qu'elle est expliquée dans l'Article suivant, qu'elles ne seront point transportées en Pais ou lieu ennemi.

XXVIII. Si dans les delais ci-dessus expliquez, le Capitaine ou Commandant du Vaisseau François veut retenir ces Marchandises de Contrebande, il sera en droit de le faire, en payant la juste valeur, suivant l'estimation qui en sera

sera faite de gré à gré, & en cas de difficulté sur ladite estimation, ou que le Capitaine François ne juge pas à propos de les retenir, le Capitaine ou Maître du Vaisseau des Villes Anseatiques sera tenu de donner sa soumission, de rapporter dans le tems dont on conviendra un Certificat du dechargement desdites Marchandises, en un lieu non ennemi, lequel Certificat pour être valable sera légalisé & attesté veritable par un Consul, Resident, Agent, ou Commissaire du Roi, & en cas qu'il ne s'en trouve point, par les Juges des lieux.

XXIX. S'il se trouve dans un Navire des Villes Anseatiques des passagers d'une Nation ennemie de la France, ils ne pourront en être enlevez, à moins qu'ils ne fussent gens de Guerre actuellement au service des ennemis, auquel cas ils seront faits prisonniers de Guerre.

XXX. Pour que le Navire soit réputé appartenir aux Sujets des Villes Anseatiques, on est convenu qu'il faut qu'il soit de leur fabrique, ou de celle d'une Nation neutre : si néanmoins étant de Fabrique ennemie, ou ayant appartenu aux ennemis, il a été acheté avant la déclaration de la Guerre, soit par des Sujets des Villes Anseatiques, soit par ceux d'une nation neutre, il ne sera point
sujet

sujet à confiscation. Cet achat sera justifié par le Passeport ou Lettre de Mer, & par le Contrat de vente passé par devant les Officiers ou personnes publiques, qui doivent recevoir ces sortes d'Actes, soit par le Propriétaire en personne, soit par son Procureur, en vertu de Procuration spéciale & authentique, annexée à la minute du Contrat de vente, & transcrite à la fin de l'expédition par le même Officier public qui l'aura délivré, ledit Contrat dûment enregistré au Greffe du Magistrat du lieu d'où le Navire sera parti.

XXXI. Un Navire, quoique de la Fabrique des Villes Anséatiques, ou par elles acheté avant la déclaration de la Guerre en la forme expliquée en l'Article précédent, ne sera réputé leur appartenir, si le Capitaine ou Patron, le Contre-Maitre, Pilote & Subrecargue & le Commis, ne sont Sujets naturels desdites Villes Anséatiques, ou s'ils n'y ont été naturalisez trois mois avant la déclaration de la Guerre; & pareillement si les deux tiers de l'équipage ne sont sujets naturels de l'une desdites Villes ou d'une Nation neutre, ou en cas qu'ils soient originaires d'un País ennemi, s'ils ne sont naturalisez avant la Guerre, soit par les Villes Anséatiques, soit par une Nation neutre.

XXXII.

XXXII. La preuve de la Patrie ou de la naturalisation, tant des Officiers que de l'équipage, sera établie par les Pass-ports ou Lettres de Mer, qui contiendront le nom & le port du Navire, le nom & le lieu de la naissance & de l'habitation du Propriétaire, ainsi que du Maître ou Commandant du Navire; lesquelles Lettres seront renouvelées chaque année, si le Vaisseau ne fait pas un Voiage qui demande un plus long terme, ladite preuve sera pareillement établie par le rôle d'Equipage bien & dûment certifié.

XXXIII. Toutes les Pièces nécessaires pour connoître la Fabrique du Navire, quel en est le Propriétaire, la qualité des marchandises & la Paie des Officiers & Matelots, seront représentées par le Capitaine, Maître ou Patron, sans que celles qui seroient rapportées dans la suite, puissent faire aucune peine.

XXXIV. Les Navires des Villes An-séatiques qui seront trouvez dans les Rades, ou rencontrés en pleine Mer par des Vaisseaux de Sa Majesté, ou ceux de ses Sujets armez en Guerre, abbatront le Pavillon & ameneront leurs voiles aussi-tôt qu'ils auront reconnu le Pavillon de France, & qu'ils en auront été avertis par la sémence d'un coup de Canon tiré sans bou-

boulet. Le Vaisseau François ne pourra s'en aprocher alors plus près qu'à la portée du Canon , mais le Capitaine pourra seulement y envoyer sa Chaloupe avec deux ou trois hommes de Guerre , outre l'Equipage nécessaire , auxquels le Capitaine , Maître Patron , ou du Vaisseau desdites Villes Anseatiques représentera les Actes & Papiers spécifiez dans les Articles XXX. XXXII. & XXXIII. ci-dessus , & y sera ajouté entière foi & créance, pourvû que le Contract de vente soit redigé dans la forme portée par l'Article XXX. & que les Passeports ou Lettres de Mer, & le Rôle d'équipage, soient redigez suivant les Formulairez qui seront inferez à la fin du présent Traité.

XXXV. Les gens de Guerre du Vaisseau François qui entreront , dans le Navire des Villes Anseatiques n'y feront aucune violence , ne recevront , ne prendront & ne souffriront qu'il y soit pris aucune chose, sous quelque prétexte ou pour quelque cause que ce soit , à peine de restitution du quadruple , & même sous les autres peines portées par les Ordonnances, & lui laisseront continuer sa route , après qu'ils auront reconnu qu'il n'y a point de Marchandises de contrebande , ni de Marchandises & effets appartenants à une Nation actuellement

lement ennemie de la France.

XXXVI. Pour prévenir les insultes & violences qui pourroient être faites aux gens de Guerre François qui seront entrez dans le Navire des Villes Anféatiques, le Capitaine sera tenu de faire passer dans la Chaloupe des François pareil nombre des principaux de son Equipage, qui resteront jusqu'à ce que lesdits gens de Guerre soient rembarquez.

XXXVII. Les Capitaines François & ceux des Villes Anféatiques, armez en Guerre ou en course, donneront avant que de partir du Port, où leur armement aura été fait, une caution de quinze mille livres pour répondre des malversations qui pourroient être par eux faites au présent Traité.

XXXVIII. Les jugemens concernant les prises faites sur les bâtimens des Villes Anféatiques, par les Vaisseaux du Roi, ou par ceux des Armateurs François seront rendus avec toute la diligence possible, suivant les loix du Roiaume; & si les Ministres ou autres de la part desdites Villes se plaignent des premiers jugemens, Sa Majesté les fera revoir pour en connoître si les dispositions du présent Traité auront été observées, & ce dans trois mois au plus tard; pendant lequel

lequel tems les Marchandises ou Navires pris , ne pourront être vendus ni déchargés que du consentement du Capitaine ou Patron , si ce n'est celles qui sont sujettes au déperissement , auquel cas le prix en sera déposé entre les mains d'un Négociant solvable.

XXXIX. Lorsque l'Armateur se plaindra du premier jugement , le Capitaine , Patron ou Maître du Navire pris en aura la main levée , sous bonne & suffisante caution , qui sera reçue devant les Officiers de l'Amirauté tant avec l'Armateur qu'avec le Receveur des Droits de Monsieur l'Amiral , mais si au contraire la prise est déclarée bonne , & que le Capitaine , Maître ou Patron demande la réformation du jugement , l'Armateur ne pourra faire procéder à la vente du Vaisseau & des marchandises , ni en disposer même sous caution , si ce n'est du consentement des Parties intéressées , ou pour éviter le déperissement desdites marchandises ; auquel cas le prix de la vente en sera remis entre les mains d'un Négociant solvable , pour être délivré à qui il appartiendra après l'Arrêt définitif.

XL. S'il survient quelque rupture ou interruption d'amitié , ou d'alliance entre le Roi & les habitans des Villes An-

seatiques

featiques (ce qu'à Dieu ne plaife) il fera accordé aux Sujets desdites Villes neuf mois de tems après ladite rupture , pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera , même pour en disposer par vente ou autrement , ainsi qu'ils le jugeront à propos , sans qu'il y soit aporté aucun empêchement , ni fait aucunes saisies de leurs effets , ou arrêts de leurs personnes , si ce n'est d'autorité de justice , pour causes legitimes.

XL I. Il a été expressement convenu , que dans l'étenduë des Terres , Païs , Rivières & Mer de l'obéissance des Villes Anseatiques , les Sujets de Sa Majesté jouiront des mêmes avantages , franchises , libertez , exemptions , & de tous les autres privileges qui sont accordez par le présent Traité aux Sujets , Navires & Marchandises des Villes Anseatiques , & nommement de l'exemption du Droit de fret qui se leve à Hambourg , sous le nom de *Last-Gheldt*, ou sous quelque autre dénomination que ce puisse être , en sorte que les Sujets de Sa Majesté soient aussi favorablement traitez que leurs propres Sujets , & que ceux des autres Rois , Princes & Etats le sont ou le seront à l'avenir par lesdites Villes Anseatiques.

XL II. Le présent Traité sera ratifié
Tome VIII. G de

de part & d'autre dans deux mois , & après l'échange des Ratifications , il sera enregistré dans les Parlemens du Roiaume , & publié dans tous les ports , Havres & Lieux où besoin sera ; ce qui s'observera reciproquement dans le Senat de chacune desdites Villes Anseatiques & dans les Tribunaux qui en dependent , afin qu'il n'y soit contrevenu de part ni d'autre ; & aux Copies dudit présent Traité dûement collationnées , foi sera ajoutée comme aux originaux.

PREMIER ARTICLE SEPARÉ.

Il a été convenu par cet Article séparé, lequel neanmoins fera partie du Traité de ce jourd'hui comme s'il étoit inséré de mot à mot.

QU'EN cas qu'il survienne quelque rupture entre Sa Majesté d'une part , & l'Empereur d'autre (ce qu'à Dieu ne plaise) les Sujets desdites Villes de Lubeck , Bremen & Hambourg seront réputées neutres à l'égard de la France, & jouiront de la liberté de Commerce ainsi que des Droits & privileges contenus audit Traité , & ce à condition qu'ils obtiendront de l'Empereur pareille neutralité pour le Commerce avec la
France

France , & que les Vaisseaux Marchands avec leurs Marchandises appartenans aux Sujets du Roi , seront en sûreté dans les Ports desdites Villes Anseatiques , sans laquelle reciprocité , le présent Article demeurera nul.

En foi de quoi Nous Commissaires nommez par Sa Majesté, & Nous les Députez des Villes Anseatiques , en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons signé le présent Article , & à icelui fait aposer le cachet de nos Armes. A Paris le 28. Septembre 1716.

SECOND ARTICLE SEPARÉ.

Il a été convenu par cet Article séparé, lequel neanmoins fera partie du Traité de ce jourd'hui , comme s'il étoit inséré de mot à mot.

I. **Q**UE si un Ministre de Sa Majesté résident dans une desdites Villes vient à y deceder , il sera permis à sa Famille , Héritiers , ou aians cause de continuer , en payant le loyer , d'y tenir Chapelle , ainsi qu'elle s'y tenoit pendant la vie dudit Résident , & cependant trois mois seulement, à compter du jour de son decès, à moins que

Sa Majesté avant ce tems-là n'eût choisi une autre Maison dans laquelle l'établissement d'une Chapelle auroit aussitôt été fait, auquel cas elle cessera dans la Maison dudit défunt.

II. Que le Roi donnera des Ordres précis & effectifs dans tous les Ports & Lieux nécessaires, pour qu'il ne soit apporté aucun trouble ni empêchement aux Sujets desdites Villes de Lubeck, Bremen & Hambourg, lors de la cérémonie des Obseques de ceux d'entreux qui seront décedez dans l'étendue des terres de l'obéissance de Sa Majesté, & ce sous peine de prison contre les contrevenans & de telle Amende qu'il appartiendra.

En foi de quoi nous Commissaires nommez par Sa Majesté, & nous les Députez des Villes Anseatiques, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons signé le présent Article, & à icelui fait apposer le cachet de nos Armes. A Paris le 28. Septembre 1716.

(L.S.) <i>Le Maréchal</i>	(L.S.) <i>Brosseau.</i>
<i>d'Estrées.</i>	(L.S.) <i>J. Anderson.</i>
(L.S.) <i>Le Maréchal</i>	(L.S.) <i>D. Stookflet.</i>
<i>d'Huxelles.</i>	
(L.S.) <i>Amelot.</i>	

[TTT.]

1718. *TRAITÉ de Commerce & de Navigation entre l'Empereur des le Sultan des Turcs, conclu à Passarowitz en 1718. tiré de l'Europæische Ruhe.*

CAROLUS Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Serviæ & utriusque Siciliæ &c. Rex Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantia, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Wurtembergæ, superioris & inferioris Silesiæ & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchio Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi, &c. &c.

Notum facimus omnibus & singulis præsentibus Literas inspecturis, lecturis, vel legi auditoris, aut quomodocumque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Quandoquidem divina

G 3 favente

favente Providentia inter Nos ab una, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Dominum Sultanum Ahmed Han, Imperatorem Ottomannorum, ac Asiæ & Græciæ, ab altera parte, post restauratam Passarovicii in Servia nuper Pacem, ad firmandam, augendamque inter Nostros Cæsareo-Regios, & Ottomannos Subditos magis Amicitiam, & fiduciam per Commissarios ad id utrinque specialiter deputatos, ac idoneis Mandatis, & facultatibus munitos peculiaris Commerciorum & Navigationis Tractatus initus, & conclusus fuerit, forma & tenore sequenti.

*In Nomine Sanctissimæ & Inviduæ
Trinitatis.*

AD perpetuam rei memoriam notum sit omnibus, & singulis, quorum interest, aut quodammodo interesse poterit. Posteaquam Divina favente gratia inter Augustissimum, Serenissimum, & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum CAROLUM, Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, Serviæ, & utriusque Siciliæ, &c.

&c. Regem , Archi-Ducem Austriæ , Ducem Burgundiæ , Brabantia , Mediolani , Styriæ , Carinthiæ , Carniolia , Limburgiæ , Luxemburgiæ , Wurtembergæ , superioris , & inferioris Silesiæ , & Sueviæ , Sancti Romani Imperii Marchionem Burgoviæ , Moraviæ , superioris , & inferioris Lusatia , Comitem Habsburgi , Flandriæ , Tyrolis , Goritiæ , Ferretis , Kyburgi , &c. &c. ex una : & Serenissimum , atque Potentissimum Principem , & Dominum , Dominum Sultanum Ahmed Han , Ottomannorum , Asiæ , Græciæque Imperatorem , ab altera parte , alma Pax restaurata & conclusa sit , ambæ Imperatoriæ Majestates , quidquid eandem firmiorem reddere , reciprocamque consensionem , & fiduciam augere valet , contribuere satagentes , nihil opportunius , eum in finem existimaverunt , quam si pro utriusque Imperii Subditis liberum commercium Fluviiis , Terra Marique stabiliretur , eorumque particulares eatenus rationes per convenientes Articulos dirigantur , talique via omnibus difficultatibus , & dissensionibus , quæ bonam Amicitiam labefactare possent , solide , firmiterque præcaveatur. Itaque ex parte Sacræ Romano - Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Illustrissimus Dominus An-

felmus Franciscus à Fleischmann, Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius, ex parte vero Ottomannicæ Imperatoriæ Majestatis Illustrissimus Dominus Seiffulah Effendi, actualis Nischandshi, id est Minister in Sultanicis Diplomatribus, Mandatis, & Decretis Tesseram Imperialem formans, denominati & Plenipotencia Mandatisque instructi Deputati prope Passarovicium congressi, & juxta insertum in Almæ Pacis Instrumento XIII. Articulum in sequentes viginti Articulos convenerunt.

I. Liberum & Universale Commertium inter utriusque Romani, & Ottomannici Imperii Subditos Fluviis, Terra, Marique statutum est, volentes, ut nomine Subditorum Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis comprehendantur Germani, Hungari, Itali, Belgæ, cujuscunque Nationis & Religionis, qui actualiter Regimini Imperiali-Regio subjacent, vel quocunque tempore, modo & Titulo subjacere debent; hi merces suas, exceptis armis, & pulvere pyrio, aliisque prohibitis rebus, in omnibus Ditionibus Ottomanicis distrahere, libereque Mercaturam exercere valeant. Cunctæ Vexillis, seu Aplustribus & Literis Patentibus Romano-Cæsareo Regiis instructæ Naves Portus Imperio

perio Turcico subjectos libere accedere, ultro citroque commeare, ibidem Mercimonia sua exponere, clamna iisdem Navibus à maris procellis, vel quocumque alio accidente illata refarcire, vina & quaecumque sufficientia cibaria aliaque necessaria per soluto pretio apparare, & ex iisdem Portibus exire incolumes possint.

II. Utriusque Imperii Subditi & Mercatores libere in Danubio Mercaturam exercent, Mercatores autem Suae Sacrae Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis Merces, quas per Danubium in Imperium Turcicum invehunt, Widinii, Rudschick, aliisque in Locis à Navibus extrahere, curribus pretio consueto conductis imponere, & Terra in quemcunque Locum secure transportare, Mercaturamque exercere possint; etiam Mercatoribus Romano-Cæsareo-Regiis (prout conventum est, ne Naves Danubianæ in Pontum Euxinum intrent) Ibrailæ, Isfakciæ, Kiliæ, aliisque in Emporiis ubi Tsczikæ aliaque in Pontum Euxinum commeantes Naves reperiuntur, nautico consueto conducere, Merces suas imponere easque Constantinopolim, in Crimeam & Trapezuntem, Synopolim, aliaque in Emporia Maris Euxini (ubi Merces distrahuntur) transportare, sine impedimento ultro citroque commeare,

re , Mercaturamque exercere liberum esto.

III. A Mercatoribus utriusque Imperii pro Mercibus, quæ Fluviis, Terra Marique vehuntur, in uno Telonii loco, scilicet semel quando portantur, & secunda vice quando aliæ exportantur, pro Vectigali tribus per centum exsolutis, minimum quidquid supra hæc memorata tria per centum quispiam exigere præsumat, Mercatoresque in Portu Ottomannico ob felicem Navis adventum, prout etiam alii Ottomannici Imperii amicæ Nationes præstare solent, pro consuetudine, *Selamet* dicta, trecentos Asperos, id est tres Florenos & quartam Thaleri partem exsolvant. A Mastarrie, Cassabie, aliisque impositionibus, & Juribus autem omnimodo immunes sint, modusque iste respectu Mercatorum utriusque Partis observe-
tur. Imperiales Mercatores possint de Mercibus suis Terra, Mari & Fluviis allatis, casu quo Telonarii, aut Inspectores easdem pluris, quam par est, judicarunt, præfata tria per centum in natura, id est in iisdem Mercibus solvere, qua solutione Telonarii contenti esse debent, Vectigal in quacunque vulgati Commer-
cii Moneta præstetur, ultra quod nullus Imperialium Mercatorum mole-
standus

standus sit. Naves Imperiales Mercibus in Ditionibus Ottomannicis emptis onustæ solutis semel in Ottomannico Telonio Vectigalibus, acceptisque à Teloniorum Præfectis Syngraphis, vulgo *Teskere* dictis, in Portibus, aut in Arcibus ad angustias Hellesponti sitis, vulgo *Dardanelle* dictis, iterato non visitentur, sed juxta tenorem præfatarum Syngrapharum procedatur. Si alicui Imperiali Navi non faveret occasio vendendi, aut commutandi sua Mercimonia, & vellet de Ottomannico Portu ad alium vela ventis dare, solutis semel tribus per centum in primo Turcico Telonio, & exhibita Telonariis Syngrapha, *Teskere* dicta, nullibi quidpiam amplius solvere tenebitur. Si quis utriusque Imperii Mercatorum circa Telonium fraude uteretur, Merces suas non soluto Vectigali clam subtrahens, deprehensus in factò, pro pœna duplum portorium dare tenebitur. Ab utriusque Partis Mercatoibus, Subditisque de pecunia auri, vel argenti, quam invehunt, vel extrahunt, nec non de aliis Mercimoniis, de quibus aliæ amicæ Nationes Telonium solvere non solent, Vectigal nullatenus exigatur. Telonarii Ottomannici Mercatoribus Cæsareo Regiis soluto Vectigali de Mercibus Navibus

impositis Syngraphas sine mora extradant, ne dilatione hujus Discessus Navis impediatur. Mercatores Imperiales ex eo, quod merces suas è propriis Navibus Turcicis imponant, & in quædam Ottomannici Imperii Emporia transportent, ultra Vectigal in hac Capitulatione stabilitum non molestantur.

IV. Quæcumque Mercimonia in Ditionibus Turcicis Ottomannicæ Portæ Amicorum Regum Negotiatoribus coëmendi, commutandi & in suas deveniendi Provincias data fuerit facultas, etiam Cæsareo-Regiis Mercatoribus concessa sit, & si quidpiam è prohibitis rebus Mercibusve à prædicta Porta Ottomanica aliis Nationibus concedatur, id præ omnibus in Sacra Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis considerationem suis Negotiatoribus emere & evehere permittatur.

V. Ad majorem Mercatorum Imperialium securitatem, quietem, reique Mercatoriæ incrementum Sacra-Romano Cæsarea Regiaque Catholica Majestas per Suum Ministrum pro tempore ad Portam Ottomannicam existentem in Maris Mediterranei Ditionumque Ottomannicarum Emporiis, Insulis, ac ubicunque ab aliis exteris Nationibus Consules & Interpretes instituti
sunt

sunt, pariter Consules, Vice-Consules, Agentes, Factores, Interpretes datis Decretis creare, & stabilire queat; si autem in aliis locis, in quibus hucusque prædictorum nullus morabatur, hujusmodi Consules, Vice-Consules, Agentes, &c. Commericii necessitas requirat; per Ministrum altè præfatæ Cæsareæ Regiæque Majestatis Ottomannicæ Portæ exponatur, si deinceps prædicto Ministro permissio concedatur, congrua Diplomata dabuntur, ut denominati Consules, Vice-Consules Agentes, Interpretes &c. ab Imperii Ottomannici Ministris, assignatorumque Locorum Officialibus adjuventur, & protegantur, iisque in omnibus eventibus assistentia præbeatur. In quocunque Ottomannici Imperii loco Cæsareorum Negotiatorum quispiam è vita discederet, bona illius nullo modo à Fisco contrententur, sed à Ministris Cæsareis, eorumque Deputatis integre recipiantur. Casu quo Suæ Sacræ-Romano Cæsareæ Regiæque Majestatis ad Portam Ottomannicam existenti Ministro videretur congruum; loco Consultum in prædictis Locis, solos Interpretes constituere, hi Interpretes non solum neutiquam molestentur, sed iisdem favoribus, privilegiis, & protectionalibus Consulibus concessis

concessis gaudeant & perfruantur. Vigore hujus almæ Capitulationis Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Consules, Vice-Consules, Interpretes, Mercatores omnesque eorum in actuali Servitio existentes famuli ab omni tributo, aliisque impositionibus liberi, & immunes sint. Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis Subditi, Consules, Interpretes, Mercatores, hominesque in eorum Servitiis existentes ob cuncta sua Commericii, emptionis, venditionis, fidejussionis, aliarumque rerum negotia Judicem accedant illaque peragenda Judiciali protocollo inserant, ac eodem Literas Judiciales, vulgo *Hugget* dictas, aut validas Syngraphas accipiant; orta deinceps controversia, dictæ Literæ Judiciales, aut Syngraphæ, uti etiam præfatum protocollum inspiciatur & juxta legem, & justitiam procedatur. Gubernatores alique Provinciarum Ottomannicarum Officiales, cujuscunque dignitatis, neminem prædictorum Cæsareorum hominum accusationis aliove prætextu in carcerem detrudere, molestiis, & injuriis afficere præsumant; Si vero eorum quispiam in Ottomannico Judicio sistendus esset, is scitu Consulum, præsentique Interprete compareat, & per prædictos Consules,

Consules, & interpretes ad Carcerem Cæsareum ducatur. Si cuidam à Mercatore Cæsareo-Regio quidquam debeatur, creditor debitum suum opera Consulum, Vice Consulum, Interpretum à suo debitore, & nemine alio prætendat; Sapius dictis Consulibus, Vice-Consulibus, Interpretibus Mercatoribus, illorumque Domesticis, & famulis in suis habitationibus liberum Romanæ Catholicæ Religionis exercitium permittatur exteræque Nationes ad hujusmodi Religionis functiones accedentes nullo prorsus modo impedian-
 tur, aut molestantur; lite, vel controversia contra Cæsareo-Regios Consules, Vice Consules, Interpretes, Mercatores &c. exorta. Si ea Summam trium millium Asperorum id est, 25. Thalerorum excesserit, in nullo Provinciarum Tribunali decidi possit, sed ad Portæ Ottomannicæ Judicium remittatur. Si vero controversia inter Cæsareo-Regios Mercatores orta fuerit, juxta Leges & solita eorum Constituta à Consulibus, & Interpretibus &c. examinetur, & determinetur. Nulla prædictorum Mercatorum ad discessum jam jam expedita Navis ob litem enascentem detineatur, sed lis, & Controversia celeriter operâ Consulum, Agentium, & Interpretum
 decida-

decidatur. Et si quispiam Cæsareorum aliqua de causa in Judicio Ottomannico sistendus foret, is absente Interprete ad prædictum Judicium comparere non teneatur; Cæsareo-Regii Mercatores, in quemcunque Ottomannici Imperii Locum iverint, à Provinciarum Gubernatoribus Judicibus, & cunctis Officialibus, ejusque Regni Præfectis petitione donativorum immunes sint, & hanc ob causam nullo modo molestantur.

VI. Portæ Ottomannicæ pro securitate, & tranquillitate suorum Subditorum, & Mercatorum ad tractanda necessaria eorundem negotia Procuratores vulgo *Sachbender* dictos, in Ditionibus Cæsareo-Regiis constituere volenti liberum esto, ordinesque ab aula Imperiali Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis Officialibus, cujuscunque conditionis, dabuntur, ut prædicti Ottomannico Diplomate muniti Procuratores in illis Locis, ubi Commericii necessitas requirit, protegantur, nullaque molestia afficiantur, & si Turcicorum Mercatorum quispiam è vita discesserit, relicta ipsius bona sæpius dictus Ottomanus Procurator custodienda recipiat.

VII. Nullus Ministrorum, & Officialium

cialium Ottomannici Imperii Navibus, Vexillis, seu Aplustribus, Literisque Patentibus Romano-Cæsareo-Regiis instructis in quodam Turcico Portu ap- pulsis jactisque anchoris permanendi, discedendi, Mercimonia imponendi, aut extrahendi facultatem deneget.

VIII. Navibus Imperialibus Maris fluctibus, procellisque jactatis Ottomannici Imperii Naucleri, alique rei maritimæ experti, qui in illa vicinitate reperiuntur, opem ferant, & casu quo quandam prædictarum Navium naufragium subire contigerit, Merces à fluctibus ad littus ejectæ Cæsareo-Regiis Consulibus in proximis locis existentibus integre extradantur.

IX. Ex eo, quod Melitenses & Piratæ passim in Mediterraneo circumvagantes Turcis, aliisve Ottomannici Imperii Subditis damna intulerint, Cæsareo-Regii Mercatores, eorumque Naves hanc ob causam neutiquam molestantur.

X. Ottomannicæ Portæ Subditi Mercatores, si Naves Cæsareo-Regias ascendere, aut iisdem Merces, aliasve res imponere velint, hi jura, quæ ab illis Angli, Galli, & Batavi exigunt, solvere tenebuntur.

XI. Mercatorum Cæsareo-Regiorum
Naves

Naves neque ad Copiarum Ottomanicarum, neque aliarum ad Publicam pertinentium rerum transportationem vi adigantur.

XII. Dum utriusque Imperii Naves bellicæ in mari sibi invicem obviæ factæ fuerint, iis, qualesnam essent, compertis erectione, & explicatione Vexillorum, seu Aplustrium ex utraque parte amicitiae demonstratio exhibeatur.

XIII. Liberum esto Cæsareo-Regiis Subditis, siue Commercii, siue piæ peregrinationis causa, ad quemcunque Ditionum Ottomanicarum locum contendere, ultro citroque absque impedimento commeare, iis autem, ne in quocunque loco, & itinere à tributi exactoribus, aliisve hominibus infestentur, à Porta Ottomanica rigorosæ Litteræ patentes dabuntur.

XIV. Hebræi se negotiis Mercatorum Imperialium immiscere, & siue Imperii Ottomanici Diplomate, aut quadam potenti intercessione Proxenetam, vulgo *Sensal* aut *Unterhandtser* agere minime præsumant, nisi à dictis Mercatoribus Cæsareo-Regiis spontanea, & libera voluntate ad hoc Servitium admittantur. Si vero Hebræi ex eo, quod ad præfatum Proxenetæ Servitium non vocentur, perfide conspirare, Mercatoribus-

toribusve Cæsareo-Regiis damna inferre intendant, in aliorum exemplum severissime puniantur.

XV. Mercatoribus Cæsareo-Regiis, ut dissidia, & inconvenientia, quæ plerumque diversas inter Nationes exoriri solent, evitentur, ad imponenda, & conservanda sua Mercimonia, præstito consueto censu unus proprius, & commodus locus, vulgo *Chan* dictus, à Porta Ottomannica ad instantiam Ministri Cæsarei apud eandem existentis assignabitur.

XVI. Si è Cæsareo-Regiorum Consul, Vice-Consul, Agentium, Interpretum &c. Famulatio, aut Mercatorum quispiam, quorundam odio, aut iniquo proposito Mahometanismum amplexus fuisse accusaretur, talis accusatio irrita, & vana censeatur, donec hujusmodi homo in præsentia Cæsareo-Regii Interpretis spontaneo, & deliberato animo Mahometanismum profiteatur, nullatenus vero talis Religionis mutatio illi suffragetur, casu quo de ære alieno quid haberet, ad solvenda debita sua adstringatur, & compellatur.

XVII. Si Mercatorum Subditorumve Sacræ Cæsareæ-Regiæque Majestatis in Nave Piratica quispiam inventus fuerit, capta Nave, abductisque in Servitutum

vitutem Piratis, neutiquam captivetur, sed liber dimittatur.

XVIII. Si hæcce inter duos Serenissimos, & Potentissimos Imperatores conclusa alma Pax, & amicitia in inimicitiam (quod DEUS avertat) commutaretur, omnes utriusque Imperii Subditi in Fluviis, Terra & Mari existentes tempestive certiores fiant, ut, acceptis, solutisque debitis, cum suis bonis salvi, & incolumes ad confinia exire valeant.

XIX. Mercatores Persiani, qui ex Imperio Cæsareo-Regio per Danubium ad confinia Ottomanica pervenire intendunt, solutis semel, & more consueto ultra impositionem, *Refftie* dictam in Telonio Ottomannico quinque per centum acceptaque à Telonariis soluti Vectigalis Syngrapha ulterioris portorii solutioni nullibi subjaceant. Similiter illi, qui ex Persia per Ottomannica Confinia ad Ditiones Cæsareo-Regias commeare cupiunt, solutis in Ponte Euxino, vel in Danubio semel quinque per centum iterata Vectigalis solutione non molestantur.

X X. Præsentis hujusce Commercii Tractatus Articuli ab utriusque Partis Commissariis, Plenipotentia & Mandatis instructis manibus sigillisque propriis

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 165
priis signati & corroborati impofterum
fanctè & religiofe obferventur , ac iif-
dem per nullum Mandatum ab utroque
Imperio emanandum , ullo modo præju-
dicetur ; prædictumque Tractatum à
Majeftatibus utriufque Imperatoris in-
tra fpatium triginta dierum à die Subf-
criptionis ratihabitum iri feſe infalli-
biliter obligant , atque præſtituros
compromittunt præfati Commiſſarii : ut
dum Commercii conditiones viginti
hiſce Articulis conclufæ , utrinque ac-
ceptatæ debito , ſummoque cum reſpe-
ctu inviolatæ obſerventur , ſiquidem
Dominus Deputatus Ottomannicus vi
conceſſæ eidem facultatis Imperatoriæ
Instrumentum Turcico Sermone exara-
tum , & ſubſcriptum , legitimum & va-
lidum mihi exhibuit , ego quoque vi
Mandati & Plenipotentiaæ meæ manu ,
Sigilloque proprio ſubſcriptum , & ſi-
gnatum hunc Commercii Tractatum in
Latino idiomate tanquam legitimum ,
& validum viciffim Instrumentum ex-
tradidi. Dabantur prope Paſſarovicium
die vigefima ſeptima Julii , Anno mil-
leſimo ſeptingentiſimo decimo octavo.

(L.S.) ANSELMUS FRANCISCUS DE
FLEISCHMANN.

Cum

Cum igitur prædictus Commercio-
rum, & Navigationis Tractatus, prout
hic verbotenus scriptus, & insertus le-
gitur, post colloquia similiter prope
Passarovicium eum in finem instituta
Mandato Nostro confectus sit, Nos il-
lum in omnibus, & singulis Punctis &
Articulis, præhabita matura & diligen-
ti consideratione, ex certa Nostra scien-
tia pro Nostra Parte omni meliori mo-
do & forma approbamus, ratificamus,
& confirmamus, ratumque & firmum
esse, & fore virtute præsentium decla-
ramus, simulque verbo Imperiali, Re-
gioque promittimus pro Nobis, ac
Hæredibus, & Successoribus Nostreis,
quod illa omnia, & singula firmiter,
sincere & inviolabiliter servabimus,
adimplebimus ac executioni mandabi-
mus, atque per supradictos Hæredes &
Successores Nostros eodem planè pacto
observari, & adimpleri debere volumus,
atque decrevimus; neque patiemur, ut
vel ex nostra Parte, vel per alios præ-
memorato Commercio, & Naviga-
tionis Tractatui, quomodocunque id
fieri possit, ulla ratione contraveniatur,
omni dolo, & fraude exclusis, in ho-
rum omnium Testimonium & fidem
Sigillum Nostrum Cæsareum majus huic
Diplomati Manu nostra subscripto ap-
pendi

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 167
pendi jussimus. Datum in Civitate No-
stra Viennæ, die decima sexta Mensis
Augusti, Anno millesimo septengente-
simo decimo octavo, Regnorum No-
strorum Romani septimo, Hispanici
decimo quinto, Hungarici verò & Bo-
hemici octavo.

CAROLUS.

(L. S.) EUGENIUS A SABAUDIA.

*Ad Mandatum Sac. Cæsareæ Regiæ-
que Catholicæ Majestatis pro-
prium.*

ANTONIUS JOSEPHUS AB OTTL.

[VVV.]

1725. *TRAITÉ de Navigation & de Commerce entre l'Empereur & la Couronne d'Espagne, conclu à Vienne en 1725. tiré de l'Europæische Ruhe.*

D'Autant que par la grace de Dieu, très-Grand & très-Bon, qui tient les cœurs des Rois en sa main, une ferme & bonne Paix a été conclue entre le Sérénissime & très-puissant Prince & Seigneur, le Seigneur CHARLES, Empereur des Romains, Sixième du Nom, toujours Auguste, Roi de Germanie, des Espagnes, des deux Siciles, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, & d'Esclavonie; Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, de Mantoue, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de la Haute & Basse Silesie, & de Wirtemberg, Prince de Suabe, Marquis du S. Empire Romain, de Burgau, de Moravie, de la Haute & Basse Lusace, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Ferrete, de Kybourg, de Gorice, & de

de Namur, Landgrave d'Alsace, Seigneur de la Marche d'Esclavonie, de Pordenone, & de Salins, &c. &c. Et le Serenissime & Très-Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur PHILIPPE V. du Nom, Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolède, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corse, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algezira, de Gibraltar, des Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Isles & Continent de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & de Milan, Comte de Habsbourg, de Flandres, de Tyrol, de Barcelone, Seigneur de Biscaye & de Molina, &c. &c. Leurs Roiaumes, Etats, Principautez & Seigneuries; il a été trouvé bon, pour affermir davantage ladite Paix, de convenir aussi d'un Traité particulier de Navigation & de Commerce, par lequel tous les differends, qui pourroient survenir, étant retranchez, & comme décidez par avance, le bien & l'avantage reciproque des Roiaumes, Etats & Sujets des deux Princes contractans, en fut d'autant mieux assuré. A l'effet de quoi nous

souffignez Ministres, & Ambassadeurs Plénipotentiaires, suffisamment autorisés à cet effet, après en avoir plusieurs fois conféré ensemble, & nous être communiquéez reciproquement nos Pleins-pouvoirs, sommes convenus des Articles suivans.

I. En consequence de la Paix, qui se trouve heureusement établie, entre Sa Majesté Impériale & Catholique, & Sa Majesté Roiale Catholique, il sera permis à tous leurs Sujets, de quelque qualité, état & condition qu'ils soient, de frequenter, voyager & demeurer dans les Pais l'un de l'autre, en toute liberté, sans avoir besoin de Passeport, ou permission particuliere; la Publication de la Paix leur suffira, & ils jouiront respectivement par Mer & par Terre, de la même Protection publique, dans toutes leurs affaires, dont jouissent les Sujets naturels, sans aucune crainte, dommage, ou préjudice quelconque, conformément à ce qui en est convenu par le present Traité.

II. Il sera permis dès à present, à tous les Navires de Guerre & de Marchandises, appartenans aux susdits hauts Contractans, ou à leurs Sujets, de frequenter reciproquement les Ports,
Havres,

Havres , Côtes & Provinces l'un de l'autre , sans aucune autre préalable permission. Ils y seront reçus librement & amiablement , & on leur fournira à prix raisonnable toutes les choses , dont ils auront besoin , soit pour leur nécessaire provision , soit pour la réparation des Navires ou autrement , jusqu'à ce qu'ils soient en état de se remettre en Mer , sans qu'on puisse exiger d'eux aucune sorte de Droit , ou Imposition , sous quelque nom ou titre que ce puisse être. Ce qui est pareillement stipulé , pour les Indes Orientales , à condition néanmoins de n'y pouvoir faire aucun commerce , & de n'y pouvoir acheter autre chose , que des Victuailles , ou des agrez pour la réparation des Vaisseaux , & de leurs Equipage.

III. Quant aux Navires de Guerre , dont l'entrée pourroit donner lieu à des sinistres soupçons , elle ne leur sera point permise dans les Ports & Havres de moindre force & défense , si ce n'est que pour éviter une tempête de Mer , ou la poursuite des Ennemis , ils fussent obligés de s'y retirer , & même en ce cas-là ils en sortiront dès que le danger sera passé , & qu'ils se seront pourvus des choses nécessaires , sans s'y arrêter plus longtems. Ils ne pourront pas non

plus y mettre à Terre un plus grand nombre de gens à la fois, que le Magistrat ou Commandant du lieu le permettra, & en toutes choses ils se comporteront d'une manière à ne pouvoir donner ni crainte ni soupçon, ce qui sera particulièrement observé aux Indes Orientales, où la jalousie est ordinairement plus grande qu'ailleurs.

IV. Cela n'empêchera pas que les Navires de Guerre ou Armateurs ne puissent y conduire en toute sûreté les Prises qu'ils auront faites sur leurs Ennemis, & les en retirer de même, sans paier aucuns droits, à moins qu'après en avoir demandé & obtenu la permission, ils ne voulussent les vendre, en tout ou en partie, auquel cas, ils paieront les mêmes droits, dont il sera convenu ci-après pour les marchandises.

V. Les Navires marchands de quelque grandeur qu'ils soient, qui ne seront pas destinés pour un Port, & qui néanmoins y seront entrés par peril de Mer, poursuite d'Ennemis, ou par quelque autre besoin que ce puisse être, seront tenus de montrer au Commandant du lieu leurs Passeports, ou bien leurs Lettres de Mer, selon le Formulaire ci-après inferé, après quoi il leur se-

ra libre de sortir & de se remettre en Mer sans aucune moleste, trouble, ni empêchement, & sans qu'on puisse les obliger à rompre leurs charges, ni même à souffrir la visite.

VI. Réservé pourtant les cas, que si quelqu'un de ces Navires étoit destiné pour un Port Ennemi, & qu'il apparut par ses Lettres de Mer, qu'il seroit chargé de marchandises de contrebande; en ce cas, il seroit obligé de souffrir la visite, laquelle néanmoins ne se pourra faire, qu'en présence du Juge conservateur de la Nation, s'il y en a, de même que du Consul, & toujours avec le plus grand ordre, qui soit possible, sans disperfer les marchandises, sans les endommager, ni gâter les enveloppes. Les contrebandes qu'on y trouvera seront confisquées judiciairement, mais le Navire, & les autres marchandises resteront libres, sans qu'on puisse exiger du Maître de Navire aucune amende pecuniaire, ni le condamner aux frais de la visite, ou de la procedure faite en cette occasion.

VII. Et pour prévenir toutes les disputes, qui pourront arriver sur ce mot de Contrebande, il a été trouvé bon de déclarer, qu'on y comprend toutes sortes de matieres fabriquées & non fa-

briquées, qui servent à la guerre, sçavoir, les armes offensives & défensives, canons, mortiers, fauconneaux, pierriers, petards, faucisses, bombes, grenades, boulets, bales, fusils, mousquets, pistolets, épées, bayonnettes, casques, cuirasses, bandoulières, poudre, salpêtre, bois de charpente servant aux Navires, poix, goudron & cordages, le tout entant qu'il seroit destiné pour un Port ennemi de celui aux Officiers duquel le Navire seroit obligé d'exhiber ses Lettres de Mer: on y comprend de plus toutes les marchandises du Pais, dont la sortie seroit absolument défenduë: mais on en excepte tous les bleds, vins, huiles, fruits & autres comestibles, tout le cuivre, fer & acier, tout ce qui sert aux vêtemens des hommes & des femmes, & même les habits tous faits, à moins que ce ne fussent des montures entières de Regimens & de Compagnies.

VIII. Si un Vaisseau de Guerre Impérial vient à rencontrer en pleine Mer un Vaisseau marchand appartenant aux Sujets du Roi d'Espagne, & reciproquement si un Vaisseau de Guerre de Sa Majesté Catholique fait rencontre d'un Vaisseau marchand appartenant aux Su-
jets

jets de Sa Majesté Impériale, le Navire de Guerre ne l'aprochera point de plus près que la portée du canon, mais il y enverra sa chaloupe, avec deux ou trois hommes seulement, auxquels le Maître du Navire marchand montrera ses Lettres de Mer, par lesquelles on pourra connoître de quel lieu il est, à qui il appartient, en quoi consiste sa cargaison, & si entre les marchandises, dont il est chargé, il y en a de contrebande, destinées pour les Ennemis du Maître, à qui le Vaisseau de guerre appartient, auquel cas, & non autrement, elles seront judiciairement confisquées; mais le Navire, les Personnes, & les autres marchandises seront libres. On sera obligé aussi d'ajouter foi aux Lettres de Mer, qui seront marchandées, par le Maître du Navire qui conviendra de certaines contremarques, pour les joindre ausdites Lettres, & les rendre d'autant plus authentiques.

IX. On est convenu de plus, que de part & d'autre, la liberté du Commerce & de la Navigation, sera si pleine & si entiere, que bien que l'un des Sere-
nissimes Contractans, vint à entrer en Guerre, avec un ou plusieurs Princes ou

Etats, les Sujets de l'autre Serenissime Contractant, pourront néanmoins en toute seureté y continuer leur Commerce & Navigation, comme auparavant, soit en droiture, ou d'un Port Ennemi, à un autre Port Ennemi, allant, venant, & retournant, sans pouvoir y être troublés, ou empêchez; à moins que le Port, où ils voudroient entrer, ne fût formellement assiégé, ou bloqué par Mer: Et pour lever là-dessus toute occasion de doute, on est demeuré d'accord, que nul Port Maritime, ne sera tenu pour actuellement bloqué, si ce n'est par deux Vaisseaux de Guerre au moins, ou par une Batterie de Canons, qui étant dressée à Terre, en fermeroit tellement l'entrée, que l'on ne pourroit s'y introduire, sans essuier toute la violence de son

X. Outre cela, il a été convenu & accordé, que toutes les Marchandises appartenantes aux Sujets de l'un des Serenissimes Contractans, qui se trouveront chargées dans un Navire Ennemi, seront confisquées avec le Navire, encore même qu'elles ne fussent pas de Contrebande.

XI. Les Sujets desdits Serenissimes Contractans, jouiront reciproquement aux Pais l'un de l'autre des mêmes Franchises

Franchises de Peages, dont ils étoient en paisible Possession du tems du Roi CHARLES II, ce qui néanmoins doit être entendu dans le sens, qui sera plus amplement expliqué par l'Article XIII.

XII. Tout Navire appartenant aux Sujets de Sa Majesté Imperiale, qui entrera dans un Port d'Espagne pour y faire Commerce, sera obligé d'y donner deux Declarations des Marchandises qu'il y voudra decharger & vendre; l'une au Fermier ou Commissaire de la Doüane ; l'autre au Juge des Contrebandes : & il ne pourra ouvrir ses Escoutilles, jusqu'à ce qu'il en ait obtenu permission, & que les Gardes qu'on lui enverra de la Doüane soient venus. Il ne pourra aussi, en quelque tems que ce soit, decharger aucune de ses Marchandises, sans une permission par écrit, de les pouvoir transporter à la Doüane. En échange les Juges des contrebandes, ni les Officiers de la Doüane, ne pourront ouvrir aucunes balles, caisses, tonneaux & autres Envelopes de Marchandises, ni dans le Vaisseau, ni à Terre, jusqu'à ce qu'elles soient transportées à la Doüane; & même lors qu'elles y seront arrivées, il ne leur sera pas permis de les ouvrir & visiter, sinon en presence du Marchand, ou de son Facteur, afin

qu'il puisse veiller à ses Interêts, payer les Droits, & en retirer les Certificats, & Quittances, refermer ensuite les Marchandises, & les faire munir du Cachet ou Marque de la Douane, après quoi le Marchand pourra les faire transporter chez lui, & elles ne seront plus sujettes à visitation. On ne pourra pas non plus empêcher le transport desdites Marchandises, d'une Maison, ou d'un Magasin à un autre, dans l'enceinte des Murs de la Ville, pourvu que cela se fasse entre les huit heures du matin, & les cinq heures du soir; & qu'on ait auparavant notifié aux Fermiers des Droits des Alcavales & Cientos, en quelle veuë cela se fait, & si c'est pour les vendre, afin que ces Droits, s'ils n'ont pas encore été payés, le soient alors, & que si ce n'est pas pour les vendre, on en donne un Certificat au Marchand, selon la coutume.

XIII. Et d'autant que rien n'est plus contraire à l'avancement reciproque du Commerce que la diversité des Impositions, dont on charge quelques-fois les Marchandises, & l'excez des Sommes à quoi elles se montent, Sa Majesté Roiale Catholique, desirant remedier à ce mal dans tous ses Roiaumes situés en Europe, consentit il y a déjà quelques

ques années en faveur de la Nation Britannique, & ordonna, que tous les différens droits, que l'on exigeoit autrefois des marchandises soit à leur entrée, soit à leur sortie, ou qui avoient été imposés depuis la mort du Roi CHARLES II. seroient supprimés, & réduits à une seule Taxe commune de dix pour cent, de la valeur des Marchandises, tant pour l'entrée que pour la sortie, sur le pied de leur estimation, ce qui aura lieu non seulement à Cadix, à Sainte Marie, & dans les autres Ports de la Couronne de Castille, mais aussi dans tous ceux d'Arragon, de Valence, & de Catalogne, les seules Provinces de Biscaille & de Guipuscoa restant exceptées de cette Regle generale, en sorte que les Droits d'entrée & de sortie y seront paiez, de la maniere qui a été pratiquée jusqu'ici avec les François, & qui se pratique aujourd'hui avec les Anglois, & les Hollandois; mais, qu'à cela près, les Marchands, ou ceux à qui les Marchandises appartiendront, aiant une fois païé les dix pour cent, à leur Entrée en Espagne, pourront librement les faire transporter par Mer & par Terre, ou par embarquement sur les Rivières, dans toutes les Parties de l'Espagne, sans être obligez d'y paier aucun nou-

veau Droit, Charge ou Imposition en quelque Port ou Passage que ce soit, mais seulement d'y produire les Certificats & Quittances du premier paiement; comme aussi les Plombs & Marques de la Douane attachez ausdites Marchandises; à l'exception néanmoins des Droits d'Alcavales, Cientos & Millones, à l'égard desquels il avoit été stipulé separement. Et comme Sa Majesté Imperiale & Catholique, & Sa Majesté Roiale Catholique, sont expressement convenues, que leurs Sujets jouiront respectivement dans tous leurs Etats, Territoires, & Provinces, en quelque Partie du Monde que ce soit, des mêmes Libertez, Droits, Faveurs, & Franchises, qui ont été, ou qui seront accordées aux Nations les plus amies, & les plus favorisées, spécialement aux Sujets de la Grande-Bretagne, à ceux des Provinces-Unies, & aux Villes Anseatiques, c'est pourquoi Sa Majesté Catholique declare, & promet, qu'elle fera jouir pleinement ceux de Sa Majesté Imperiale de tous les avantages contenus en cet Article, en sorte qu'ils ne seront pas obligez de paier dans toute l'Espagne d'autres, ni de plus grands Droits d'entrée, de sortie, ou de passage, que les dix pour cent mar-

ques

qués ci-dessus, & de la même manière que les Anglois les paieront, sauf les Droits d'Alcavales, Cientos & Millones, à l'égard desquels on est convenu comme il suit.

XIV. Les Sujets de Sa Sacrée Majesté Imperiale pourront différer le paiement des Droits nommés Alcavales & Cientos, aussi long-tems qu'ils laisseront leurs Marchandises déposées dans les Magazins de la Douane, où elles seront bien gardées. Que s'ils veulent les en retirer, soit pour les transporter plus avant dans le Roiaume, soit pour les vendre sur le Lieu, ou pour les emporter chez eux, cela leur sera permis, pourvû qu'ils s'obligent convenablement par écrit, de paier lesdits Droits dans le terme de deux mois après la vente qui en sera faite, moyennant quoi, on leur en donnera une Quitance, & les Marchandises étant marquées & plombées, pourront être transportées, & vendues en gros, en quelque Port, ou lieu que ce soit de la Domination d'Espagne en Europe. Et si quelque Officier employé à la recette desdits Droits, entreprenoit de les exiger une seconde fois, après l'exhibition des Quittances, Marques & Plombs du premier Paiement, ou qu'il s'opposât au libre transport

ports desdites Marchandises, il sera condamné à une Amende de 2000. Ecus applicable au Tresor Roial : bien entendu neanmoins qu'en tout ceci, il n'est parlé que du Droit de la premiere Vente, & que si le Marchand vouloit vendre ses Marchandises en detail, il paieroit aussi pour le detail, selon les Ordonnances. Au surplus il ne sera point permis aux Officiers d'exiger plus de quinze Reales de Billon pour l'expedition des Certificats & Quittances, dont il a été parlé ci-dessus.

XV. La même Regle sera observée à l'égard des Droits Communement appelés Millones, qui s'exigent sur le poisson & autre sorte de Provisions de bouche ; c'est-à-dire qu'ils ne seront point exigés à l'entrée desdites Marchandises en Espagne, si long-tems que les Propriétaires les voudront laisser en dépôt dans les Magasins publics ; mais quand ils voudront les en retirer, soit pour les envoyer plus avant dans le Roiaume, soit pour les vendre sur le lieu, ou les transporter chez eux, ils donneront une Obligation par écrit, sous caution valable & suffisante, pour le paiement desdits Droits de Millones, deux Mois après le jour de cette Obligation, ensuite dequoi on leur donnera les expéditions necessai-

nécessaires. Et lesdites Marchandises seront munies de Plombs avec les Marques des Fermiers desdits Droits, ce qui étant fait, lesdites Marchandises pourront être transportées, & vendues dans les Lieux, où la consommation s'en pourra faire, sans être obligés à aucune autre charge, par rapport auxdits Droits de Millones. Que si quelque Officier, ou Commissaire Receveur des Millones, après l'exhibition desdites Quittances, Plombs, & Marques, venoit à exiger derechef les mêmes Droits, ou à s'opposer au passage, transport, ou vente desdites Marchandises, il sera condamné à une Amende de 2000. Ecus, applicable, comme ci-dessus, au Tresor Roial.

XVI. Touchant les Ports de Guipuscoa & de Biscaie, qui ne sont pas sujets aux Loix de la Castille, on y observera dans le paiement des Droits la Regle prescrite à l'égard des autres Nations, ainsi qu'on en est convenu par l'Art. XIII.

XVII. Les Mâts de Navire, les Antennes, & les Bois propres à la construction des Vaisseaux grands & petits, étant une Marchandise très-nécessaire, il a été convenu de les excepter de la regle generale, & que l'entrée en sera librement permise, sans aucune exaction de Droits,

Droits, ou Impositions sous quelque nom, ou pour quelque cause que ce soit.

XVIII. Pour prevenir, autant qu'il est possible, toutes les Disputes qui pourroient survenir entre les Fermiers de la Doüane, & les Proprietaires des Marchandises, au sujet de l'estimation qui s'en devoit faire, on est demeuré d'accord de s'en tenir au Tarif & Convention de Commerce, qui fut fait entre le Roi Catholique, & le Roi de la Grande-Bretagne en 1716. en execution de l'Article III. de leur Traité d'Utrecht, & qu'à cet égard elle servira de regle entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale, & les Fermiers & Administrateurs des Doüanes, sur le pied general des dix pour cent, qui devront leur être paieez.

XIX. A l'égard des différentes especes, qui pourroient ne se pas trouver exprimées dans le susdit Tarif, on se conformera à l'ancienne coutume, qui veut que l'estimation se fasse par le Fermier de la Doüane, ou par son Commis, à condition, que le Proprietaire puisse lui abandonner la Marchandise, pour le prix qu'il l'a estimée, & qu'il soit obligé de la paier comptant.

XX. Le Sel de Hongrie paiera les
mêmes

mêmes Droits que le Sel d'Espagne, & la même égalité sera observée dans les Etats de Sa Majesté Imperiale à l'égard du Sel d'Espagne.

XXI. Le Roi Catholique consent, que les Sujets de Sa Majesté Imperiale, qui demeurent dans les Ports & Villes des Roiaumes d'Andaloufie, de Murcie, d'Arragon, de Valence, & de Catalogne, comme aussi dans les Provinces de Biscaie, & de Guipuscoa, puissent y louer des Maisons pour y habiter, & des Magazins pour y garder leurs Marchandises, & leur accorder les mêmes Libertés, & Franchises, dont jouissent à cet égard les Anglois & les Hollandois; ce que Sa Majesté Imperiale accorde reciproquement aux Sujets d'Espagne.

XXII. Entre lesquels Privileges sont spécialement compris ceux de pouvoir changer de demeure quand & comme il leur plaira, sans en demander permission à personne, & de ne pouvoir être recherchez, visités, ni inquietés dans leurs Maisons & Magazins, à cause de leurs Marchandises, si ce n'est sur des avis & preuves suffisantes de fraude contre les Droits du Roi, auquel cas la visite pourra se faire, mais seulement en présence du Consul, lequel y sera expresse-

expresſément appellé, & ſans faire d'ailleurs aucun déplaiſir au Commerçant, ni à ſon Commerce : & ſi le Marchand ſe trouve convaincu d'avoir introduit des Marchandiſes en fraude, elles ſeront conſiſquées, & il paiera les fra'is de la viſite ; mais ſa perſonne & ſes autres Marchandiſes demeureront libres. Sa Majeſté Imperiale promet reciproquement d'accorder la même liberté dans tous ſes Etats aux Sujets de Sa Majeſté Catholique.

XXIII. Les Sujets deſdits hauts Contractans qui ſe ſeront établis dans les Etats l'un de l'autre pour y faire Commerce, ne ſeront point contraints de reſenter leurs Livres de compte à qui que ce ſoit, ſi ce n'eſt pour faire preuve, & on ne pourra les ſiſer, ni ôter de leurs mains, ſous quelque prétexte que ce ſoit. Il leur ſera libre auſſi de les tenir en telle Langue qu'il leur plaira, ſans qu'on puiſſe les obliger à ſe ſervir d'une autre.

XXIV. Les Sujets de part & d'autre de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, ne pourront être arrêtez en leurs perſonnes ni par les Gouverneurs, ni par les Miniſtres de la Juſtice, pour les Dettes particulières, qu'ils n'auroient pas eux-mêmes contractées, ou pour
leſquelles.

lesquelles ils n'auroient pas expressement repondu. On ne pourra pas non plus saisi leurs Biens ou effets , pour de semblables causes ; soit au milieu de la Paix , soit en cas de rupture. Et dans cet Article sont spécialement compris les Maîtres de Navire , leurs Officiers & Marins avec leurs Vaisseaux grands & petits , avec tout ce qui y sera embarqué.

XXV. On ne pourra pas non plus retenir lesdits Navires soit de Guerre ou de Marchandises , ou de quelque autre espece qu'ils soient , par quelque Mandement general ou particulier que ce puisse être , pour les armer en Guerre , ou pour s'en servir de Vaisseaux de charge & de transport , si ce n'est en vertu d'un libre & volontaire Contract , que l'on auroit fait avec les Maîtres , qui commanderont lesdits Navires , ou avec les Propriétaires mêmes : moins encore pourra-t-on contraindre les Officiers , ou Matelots , à quitter leurs Navires pour servir sur les Flottes ou Vaisseaux , que l'on voudroit former , quand même ce ne seroit que pour un peu de tems , & en des occasions fort pressantes , mais s'ils viennent s'offrir eux-mêmes , il sera libre de les accepter.

XXVI. Quant à la Franchise personnelle

sonnelle accordée par le présent Traité, à tous les Marchands de part & d'autre, pour eux & leurs Familles, elle ne s'étendra pas seulement à toute exemption de Service Militaire, mais aussi à ne pouvoir être nommés Tuteurs, Curateurs, ou Administrateurs de quelques Biens, ou Personnes que ce soit si ce n'est de leur franche volonté.

XXVII. Il leur sera libre de choisir eux-mêmes leurs Advocats, Docteurs, Agents, Procureurs & Solliciteurs, quand ils en auront besoin, & s'ils veulent avoir des Courtiers propres & particuliers ils pourront en choisir un ou deux entre ceux, qui sont déjà établis, & sur leur présentation ils seront acceptés & qualifiés, pour se mêler seuls de leurs affaires.

XXVIII. Il y aura des Consuls Nationaux dans tous les Ports, & Principales Villes de Commerce, où il plaira à l'Empereur & au Roi d'en établir, pour la Protection de leurs Marchands, & ils y jouiront de tous les Droits, Autoritez, Libertez, & Franchises, dont jouissent ceux des autres Nations les plus favorisées.

XXIX. Ces Consuls seront particulièrement autorisés, à connoître arbitralement des différends qui pourroient survenir

survenir entre les Marchands, & les Maîtres des Navires de leur Nation, ou entre les Maîtres des Navires, & leurs propres Mariniers, soit au sujet de leurs Naulages, Salaires, ou autrement; & l'appel de leurs Sentences ne sera point porté devant les Juges des Lieux, mais bien devant ceux du Prince dont ils seront Sujets.

XXX. Touchant les Juges Conservateurs, qui sous les precedents Regnes faisoient en Espagne une Magistrature de grande consideration, accordée par les Rois aux Nations les plus favorisées, avec pouvoir de connoître & juger seuls de toutes leurs affaires civiles & criminelles, il a été convenu, que si Sa Majesté Catholique en accorde le Privilege à quelque Nation que ce soit, les Sujets de Sa Majesté Imperiale en pourront jouir de même; & que cependant il sera expressement ordonné à tous les Juges & Magistrats ordinaires, de leur rendre une prompte & bonne Justice, & de la faire executer sans retardement, & sans aucune partialité, faveur, ou affection. Le Roi Catholique consent aussi, que les Appels des Sentences données dans les Causes, qui regardent les Sujets de Sa Majesté Imper. soient portez au Conseil de Commerce à Madrid,

drid, & non à aucun autre Tribunal.

XXXI. Le Droit d'Aubaine, ni autre semblable, ne sera point exercé à l'égard des Sujets des deux Serenissimes Contractans; & les Heritiers des defunts, en quelque lieu que leur Decez soit arrivé, & de quelque País ou Province, que lefdits Heritiers soient, eux-mêmes leur succederont sans difficulté, en tous leurs meubles & immeubles, soit par Testament, ou sans Testament, selon l'ordre de Succession établi dans les Lieux, où lefdits Biens se trouveront situés; & en cas de litige entre les deux ou plusieurs Pretendans, ce seront les Juges desdits Lieux qui en connoîtront jusqu'à Sentence definitive.

XXXII. Quand un Marchand ou autre Sujet des susdits hauts Contractans, viendra à deceder dans les Etats de l'autre; le Consul ou autre Ministre public de la même Nation, s'il y en a quelqu'un sur les Lieux, se transportera dans la maison du defunt, & il y fera l'Inventaire de toutes ses Marchandises, & autres effets, comme aussi de ses Papiers & Livres, & tiendra le tout en garde pour les Heritiers selon l'ordre qui lui en aura été donné; Et si le décès dudit Marchand, ou autre Sujet, arrive en voyage, ou dans un lieu,
où

où il ne se trouve ni Consul, ni autre Ministre, le Juge du lieu fera ledit Inventaire, en présence de Temoins, avec le moins de frais qu'il se pourra, & consignera les choses trouvées & inventoriées au Chef de la Famille, ou au Propriétaire de la maison; afin qu'il les conserve fidèlement, après quoi il en donnera avis au Ministre public, qui se trouvera pour lors en Cour, ou bien au Consul du lieu où se trouveroit la maison & Famille du defunt, afin qu'ils envoient quelqu'un pour recevoir les choses inventoriées, & payer ce qui sera dû.

XXXIII. Si quelque Vaisseau appartenant à l'un ou l'autre des Serenissimes Contractans, ou à leurs Sujets, vient à faire naufrage sur les Côtes de leur respective Domination, les Officiers du Domaine ou du Fisc ne pourront y pretendre, ou s'attribuer aucun Droit, & le pillage sera severement defendu à tous les particuliers. Même le Seigneur, ou les Magistrats du lieu le plus voisin seront obligez de secourir de tout leur pouvoir, ceux qui auront souffert le naufrage; & de s'employer diligemment à faire sauver ce qui se pourra du Navire brisé, & à le mettre en seureté; moyennant quoi aussi le Droit de Sau-

vement

vement leur appartiendra sur le pied de cinq pour cent de la valeur des Marchandises, & outre cela les depenses faites pour cette œuvre pieuse leur seront remboursées. Mais si le Navire demeure en son entier, quoique fort endommagé, & que les Gens de l'Equipage ne soient point peris, ils prendront soin eux-mêmes de ce qui regarde le sauvement, & on leur prêtera toute faveur & assistance, en leur fournissant, à prix raisonnable, les choses dont ils auront besoin.

XXXIV. Sa Majesté Catholique ne permettra pas, que sous prétexte de Police ou autrement, on impose une limitation de prix aux marchandises, qui appartiendront aux Sujets de Sa Majesté Imperiale; mais il leur sera permis de les vendre aussi cher que le cours ordinaire du Commerce le pourra permettre, liberté de laquelle ses Sujets jouiront pareillement dans les Etats de Sa Majesté Imperiale.

XXXV. Si les Biens de quelque Marchand Espagnol, ou Sujet de Sa Majesté Imperiale, viennent à être confisquez, & qu'il s'y rencontre des effets appartenans à quelqu'autre Marchand, ou personne particuliere, ils lui seront restituez encore même qu'ils eussent été vendus,

pouvvû

pourvu que le payement, n'en eut point été fait, ni en tout, ni en partie; & en cas que semblables effets ou marchandises, eussent été seulement déposées chez celui dont les Biens seroient confisquez, & qu'il les auroit vendus sans la permission du Dépositeur, la valeur desdites marchandises ou effets sera considérée comme un vrai Depot, & sera payée comme telle au Dépositeur par préférence.

XXXVI. Les Sujets & Vaisseaux de Sa Majesté Imperiale pourront porter, & voiturer, en tous & chacun des Etats du Roi des Espagnes, toutes sortes de Fruits, Denrées & marchandises des Indes Orientales, en faisant apparôître par le témoignage des Députez de la Compagnie des Indes établie aux Pais-Bas Autrichiens, qu'elles sont des Conquêtes, Colonies, ou Factories de ladite Compagnie, ou qu'elles en sont venues, à l'égard de quoi, ils jouïront des Privileges qui ont été accordez aux Sujets des Provinces-Unies par les Cédulés Royales du 27. Juin & 3. Juillet 1663., publiées le 30. Juin & 4. Juillet de la même année; Sa Majesté Catholique déclarant en outre, qu'elle accorde aux Sujets de Sa Majesté Imperiale, tout ce qui a été octroyé, & accordé aux Seigneurs.

gneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas par le Traité de l'an 1648. tant à l'égard des Indes qu'à tout autre, où ledit Traité pourroit être applicable, & non repugnant à celui-cy, & à la Paix concluë entre Leurs Majestez.

XXXVII. Pour ce qui regarde le Commerce des Isles Canaries, les Sujets de Sa Majesté Imperiale en jouiront, avec les mêmes avantages que les Anglois, & les Hollandois en jouissent.

XXXVIII. Les Biens & Effets de quelque nature qu'ils soient, qui auront été cachés pendant la Guerre pour crainte de confiscation, appartiendront de plein Droit à leurs Propriétaires, & personne ne sera inquieté pour les avoir cachés contre les défenses.

XXXIX. Pareillement les Dettes contractées entre les Sujets de part & d'autre avant la Guerre, soit pour cause de Commerce, ou autrement, seront entièrement payées, à moins que la confiscation n'y soit intervenuë, sans que la Guerre survenuë entre tems puisse l'empêcher; mais il n'en sera point exigé d'Interêts.

XL. Quand aux marchandises, & autres effets mobiliers, qui auront été confisquez avant la conclusion de la Paix, ils

ils ne seront point restituez. On en est convenu ainsi, pour éviter le grand nombre de Procez, qui pourroient en arriver.

XLI. Toutes Lettres de Represailles, qui pourroient avoir été cy-devant accordées de part ou d'autre, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & Leurs Majestez promettent reciproquement, de n'en plus accorder cy-après, à la charge des Sujets l'un l'autre, si ce n'est dans le cas d'un manifeste deni de Justice, lequel ne sera point tenu pour vérifié sinon après un retardement de deux ans, à compter du jour de la première complainte, lequel terme de deux ans étant passé, & ledit Complainant ayant présenté sa Requête à son Prince, pour obtenir des Lettres de Represailles, elle sera communiquée au Ministre de l'autre Prince, s'il y en a un en Cour, où à celui qui y fera ses affaires, après quoi la Sentence definitive sera encore attenduë six mois, lesquels étant écoulés, les Lettres de Represailles, pourront être enfin accordées.

XLII. Il sera défendu sévèrement aux Sujets de Sa Majesté Imperiale, & à ceux de Sa Majesté Catholique de prendre des Commissions pour des Armemens particuliers, ni des Lettre de Represailles,

de quelqu'autre Prince que soit, pour aller en course sur les Sujets de l'une ou de l'autre; & si quelqu'un contrevient à cet Article, il sera poursuivi, & traité comme Pirate, non seulement dans le Pais, contre lequel il aura pris ces sortes de Commissions, en cas qu'il y soit conduit, après avoir été fait Prisonnier dans le flagrant de ses courses, mais aussi dans les Etats du Prince dont il sera sujet; en sorte qu'il sera procédé criminellement contre lui, jusqu'à l'exécution.

XLIII. La volonté de Sa Majesté Imperiale, & de Sa Majesté Catholique, étant que la Paix, la concorde, & l'amitié soient cultivées sincèrement entre les Sujets de part & d'autre, jusqu'au point de se donner réciproquement toutes les assistances possibles dans les occasions, il a été convenu que quand un Navire appartenant aux Sujets de Sa Majesté Imperiale aura été pris, par quelque ennemi commun, & repris sur lui par quelque Navire de Guerre, ou Armateur de Sa Majesté Royale Catholique, si la reprise se fait dans les premières quarante huit heures, qu'il aura été entre les mains de l'ennemi, la cinquieme partie du Vaisseau & de sa charge appartiendra au Repreneur; & que si
la

la reprise se fait dans les quarante huit heures suivantes, il en aura un tiers, & qu'enfin si elle ne se fait qu'après ces dernières quarante huit heures, la moitié entière du Vaisseau & de sa charge lui appartiendra, l'autre moitié devant retourner aux Propriétaires : ce qui aura lieu pareillement, lorsque le Vaisseau repris se trouvera appartenir aux Sujets de Sa Majesté Royale Catholique, & que le Repreneur sera un Navire de Guerre ou Armateur de Sa Majesté Imperiale.

XLIV. Et quoi qu'il y ait sujet d'espérer, que la Paix, qui par la grace de Dieu vient d'être établie entre Sa Majesté Imperiale Catholique, & Sa Majesté Royale Catholique, leurs Successeurs, Royaumes & Seigneuries, sera de longue durée, & que de part & d'autre, il n'y sera donné aucune atteinte ; néanmoins, comme toutes les choses du monde sont sujettes à des changemens imprévus, on est convenu qu'en cas d'une nouvelle Guerre, ce que Dieu veuille détourner, il sera donné six mois aux Marchands & Sujets, qui se trouveront dans les Ports, Villes, Etats, & Provinces l'un de l'autre, pour se retirer en toute seureté, eux & leurs Familles, Biens, effets & marchandises, y

l 3 compris

compris leurs Vaisseaux avec tout ce qui y sera embarqué ; comme aussi les Maîtres, & Officiers, desdits Vaisseaux, & en général tout ce qui se trouvera leur appartenir, comme aussi les Dettes légitimement contractées à leur profit, & leurs autres Droits & actions, sur lesquels on fera tenu de leur rendre bonne & prompte Justice.

XLV. Et afin qu'il ne reste aucun doute sur le sens du précédent Article, on déclare, que durant ces six mois, il sera permis ausdits Marchands de continuer leur Commerce avec la même liberté que pendant la Paix, de vendre, acheter, échanger, & transporter par Mer & par Terre, tous leurs effets & marchandises, comme aussi leurs propres personnes, & celles de leurs Familles, Facteurs, & Domestiques, sans aucun trouble ni empêchement, comme s'il n'y avoit point de Guerre ; pourvu qu'ils se comportent paisiblement & modestement, & qu'ils s'abstiennent de toutes entreprises secrètes contre l'Etat. Ils pourront aussi durant ces six mois actionner leurs debiteurs, & on leur administrera la Justice avec tant de diligence, qu'avant l'expiration des six mois, la Sentence definitive soit prononcée, & s'il se peut, exécutée. Ce-
pendant

pendant si malgré tout le soin qu'on y apportera, ladite Sentence ne pouvoit être renduë, ou mise en exécution dans ledit terme, il sera permis ausdits Sujets qui se retireront, de poursuivre leur droit par Procureur, soit qu'ils y soient Acteurs ou Défendeurs, comme aussi de retirer les effets, qui pourroient leur revenir en vertu de la Sentence renduë, sans qu'on puisse l'empêcher sous prétexte de la Guerre, qui continueroit entre les Puissances.

XLVI. On est aussi convenu touchant lesdits sujets respectifs Marchands & autres, qui devront se retirer dans ledit terme de six mois, qu'on leur accordera des Passeports, lorsqu'ils les demanderont marquant le lieu de leur départ, celui où ils voudront aller, le nombre de leurs personnes, & la spécification de leurs effets, lesquels Passeports seront respectez par Mer & par Terre pour tout le tems de leur durée, lequel sera étendu au double de celui qui seroit autrement nécessaire pour passer du lieu du départ au lieu de la destination, si l'on étoit seur de n'y rencontrer aucune cause de retardement; & semblables Passeports seront donnez aux Navires, qui se trouveront dans les Ports, afin qu'ils puissent retourner chez eux en

198 LES INTERETS PRESENTS
feureté avec leurs charges.

XLVII. Enfin on est convenu , que tout ce qui a été stipulé d'avantageux en faveur de la Nation Britannique par les Traitez de Madrid du 23. Mai 1667. & 18. Juillet 1670. , comme aussi par les Traitez de Paix & de Commerce faits à Utrecht en 1713. & par le Traité ou convention postérieure, & qui ne se trouvera pas exprimé , ou suffisamment expliqué en celui-cy , y sera tenu pour expressement inferé en faveur des Sujets de Sa Majesté Imperiale , pour autant qu'il leur sera applicable , de même que tout ce qui a été accordé aux Sujets des Provinces-Unies par le Traité de Paix fait à Munster en 1648. , par le Traité de Marine fait à la Haye en 1650. , & par le Traité de Paix & de Commerce fait à Utrecht en 1714. En sorte que pour sçavoir ce qui devra être pratiqué en Espagne , & dans les autres Etats du Roi Catholique à l'égard des Sujets de Sa M. Imperiale , dans tous les cas oubliés ou omis au présent Traité , il ne faudra que se regler , sur ce qui a été accordé aux susdites deux Nations , par ceux qu'elles ont faits avec les précédens Rois Catholiques , & avec Sa Majesté aujourd'hui regnante , sous les dates cy-dessus mentionnées.

I e

Le présent Traité sera ratifié par Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique, & par Sa Sacrée Royale Majesté Catholique, & l'échange de leurs Ratifications se fera dans trois mois, ou plutôt si faire se peut. En foi de quoi nous Commissaires & Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires respectifs de Sa Majesté Imperiale & Catholique, & de Sa Majesté Royale Catholique, avons signé de nos mains le présent Traité de Navigation & de Commerce, & l'avons muni de nos Cachets. A Vienne en Autriche le premier Mai 1725.

(*L.S.*) EUGENE DE SAVOYE.

(*L.S.*) J. G. Baron de *Ripperda*.

(*L.S.*) PHILIPPE LOUIS Comte de
SINZENDORFF.

(*L.S.*) GUNDACER Comte de STA-
RHENBERG.

[XXX.]

1726. TRAITÉ entre les Etats Généraux des Provinces-Unies & la Régence d'Alger, conclu à Alger, en 1726. tiré du Mercure Historique.

I. **O**N est convenu, qu'il y aura dès à présent & à l'avenir une Paix stable & sincere entre Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & l'Illustrissime, Magnifique, Sage & Vertueux Abdy, Dey, Aga de la Milice, & toute la Milice victorieuse de la Ville & du Royaume d'Alger.

Les Vaisseaux des susdites Puissances, tant grands que petits, ne pourront à l'avenir se causer aucun dommage ou préjudice, soit de fait ou par parole: au contraire, ils devront se témoigner réciproquement toute l'amitié & civilité possible, sans rien prétendre les uns des autres. *Fait en l'année 1139. Ponzieme jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

II. Nous sommes convenus, en vertu de la presente Paix, & pour faciliter le debit des marchandises qui seront apportées par les Vaisseaux de Leurs Hautes Puissances, ou de leurs Sujets, tant à
Alger

Alger que dans les autres Ports dudit Royaume, pour y être exposées en vente, d'en réduire le Droit d'entrée à 5. pour cent, au lieu de 10. qu'elles avoient payé ci-devant, suivant l'ancien usage; & l'on ne pourra rien exiger de celles qui n'ayant pû être vendues, seront rembarquées à bord desdits Vaisseaux, lesquels auront la liberté de remettre à la voile quand ils voudront, sans qu'on puisse y apporter aucun retardement ou empêchement. Quant aux marchandises de contrebande, comme Munitions de Guerre, Poudre, Plomb, Fer, Soufre, Planches, & autres sortes de Bois de Charpente pour la construction des Vaisseaux, poix, goudron, & autres choses propres à la guerre; les habitans desdits Pais-Bas, ne seront pas tenus d'en payer aucun Droit à ceux d'Alger. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

III. Lorsque les Vaisseaux de Guerre ou Marchands de Leurs Hautes Puissances, & ceux d'Alger se rencontreront en Mer, bien loin de se causer aucun trouble, ils devront se séparer les uns des autres avec toutes les marques de civilité & d'honneur: ceux qui seront à leur bord, de quelque Nation que ce soit, ne pourront être molestés tant en

leurs personnes qu'en leurs effets ; & en quelque lieu qu'ils veuillent aller , il ne sera point permis de les retenir , ni de retarder leur voyage ; bien moins de se causer aucun dommâge de part ni d'autre , sous quelque prétexte que ce puisse être. *Fait en l'an 1139. onzième jour de la Lune de Muharan , qui est le 8. Septembre 1726.*

IV. Quand les Capres d'Alger rencontreront quelque Vaisseau de Leurs Hautes Puissances , soit petit ou grand , commandé par des Sujets de Leurs Hautes Puissances , ils ne pourront l'aborder qu'avec une Chaloupe , dans laquelle outre les Rameurs , il ne devra y avoir tout au plus que deux personnes ; & étant arrivez audit Vaisseau , il ne pourra y monter que deux hommes sans la permission du Capitaine ; lequel ayant produit son Passeport , la Chaloupe devra se retirer d'abord , sans que le Vaisseau puisse être retenu ni détourné de poursuivre son voyage : & lorsque les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances rencontreront quelque Vaisseau Algerien , soit de Guerre ou Marchand , muni d'un Passeport du Dey d'Alger , ou du Consul Hollandois qui y réside , on ne pourra toucher ledit Vaisseau en aucune maniere , mais il continuera

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 203
nuera son voyage en toute sûreté. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

V. Les Capitaines ou Commandeurs d'Alger ne pourront rien exiger, ni enlever des Vaisseaux Hollandois; & quand même il s'y trouvera quelqu'un d'une autre Nation, il ne leur sera pas permis de le molester en aucune maniere. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan qui est le 8. Septembre 1726.*

VI. Les Vaisseaux de Leurs Hautes Puissances venant à souffrir quelque dommage sur les Cotes d'Alger ou de quelqu'autre Place de ce Roiaume, on ne pourra rien entreprendre contre leurs Personnes ni effets; & en pareil cas, on ne pourra non plus exiger d'eux aucuns Droits, ni faire Esclaves les Personnes: au contraire, les sujets du Roiaume d'Alger devront leur procurer tous les secours possibles, pour sauver leurs personnes & leurs Effets. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

VII. Le Dey d'Alger ne permettra à aucun Vaisseau, grand ou petit, d'aller à Salé ou quelques autres Places qui seront en Guerre avec Leurs Hautes Puissances. *Fait en l'année 1139. l'onzième*

zième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.

VIII. Aucun Vaisseau d'Alger, grand ou petit, ne pourra prendre son cours à la vûe de quelques Places, Forts ou Havres de la Domination de Leurs Hautes Puissances, d'autant que cela pourroit donner lieu à des brouilleries, au prejudice de la Paix. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan qui est le 8. Septembre 1726.*

IX. Il ne sera point permis à ceux de Tunis, de Tripoli, de Salé, ou autres Ennemis, de venir vendre à Alger aucuns Vaisseaux, Personnes ou Marchandises appartenant aux sujets de Leurs Hautes Puissances. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

X. En cas que les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances amènent dans les Havres ou Dependances d'Alger, quelques Prises ou Marchandises d'icelles, on ne pourra y apporter aucun empêchement; mais il leur sera libre de les vendre ou de les garder comme ils le trouveront à propos. Les susdits Vaisseaux ne payeront aucuns Droits ni Gabelles, & ne pourront acheter leurs Provisions au Marché, en les payant au prix convenu. *Fait en l'Année*

1139. l'onzieme jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.

XI. Lorsque les Vaisseaux de Guerre de Leurs Hautes Puissances viendront jeter l'Ancre à la Rade d'Alger, on leur fournira les presens ou Rafrachissemens accoutumés; & si quelques Esclaves se sauvent à la nage à leur bord, ils seront tenus de le ramener à Alger, sans pouvoir s'en excuser, sous pretexte qu'ils ne l'ont pas vû, ou que l'Equipage l'auroit caché. *Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XII. Les Marchands Hollandois, ou aucun des sujets de Leurs Hautes Puissances, ne pourront être pris, vendus ou faits Esclaves dans aucun endroit de la Domination d'Alger: Et en vertu de la presente Paix, personne ne sera tenu d'acheter aucun Esclave contre son gré quand même il seroit de sa parenté; mais on pourra le faire librement, en payant la Somme dont on sera convenu, & aux termes stipulez. Les Patrons ne seront point non plus forcez à rendre la liberté à leurs Esclaves, à un certain prix, soit Esclaves du Bacha, du Baillick ou des Galères mais on en traitera à l'amiable & de la maniere usitée par les autres Nations. *Fait en l'année*

1139. l'onzieme jour de la Lune de Muharan; qui est le 8. Septembre 1726.

XIII. Quelque Marchand ou sujet de Leurs Hautes Puissances venant à deceder à Alger ou dans quelque autre Place qui en depend , le Dey ni aucune autre Personne ne pourront mettre la main sur les Effets. Si le Defunt a institué un Heritier ou Exécuteur, celui la seul, en cas qu'il soit sur les Lieux, se chargera des Effets, en dressera un Inventaire exact, & en rendra compte à qui il apartiendra, sans que personne puisse y apporter aucun empêchement : mais si quelqu'un desdits sujets meurt subitement sans faire de Testament, & que le legitime Heritier n'y soit pas present, en ce cas, le Consul Hollandois se chargera de ses Effets sous un Inventaire exact, & les gardera jusqu'à ce qu'il ait reçu sur ce sujet les ordres du Pais du Defunt. *Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XIV. On ne pourra contraindre les Marchands ou autres sujets de Leurs Hautes Puissances, soit à Alger ou dans quelque autre endroit dudit Royaume, à acheter quelques Marchandises contre leur gré : On ne pourra non plus charger des Effets à bord de leurs Vaisseaux.

seaux sans leur consentement, ni les obliger à entreprendre quelque voyage contre leur gré : Et en cas qu'un sujet de Leurs Hautes Puissances, ait contracté des Dettes qu'il ne seroit pas en état de payer, on ne pourra attaquer un autre à cette occasion, à moins qu'il ne se soit rendu sa caution librement. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XV. Si un sujet de Leurs Hautes Puissances vient à avoir quelque dispute avec un Turc ou Maure, ou quelque autre Habitant de ce Pais-là, l'affaire sera portée devant le Dey & le Divan; & s'ils ont entr'eux quelque differend, l'affaire sera portée devant le Consul, qui en decidera. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XVI. En cas qu'un des sujets de Leurs Hautes Puissances ait querelle avec un Turc ou Maure, & que l'un vienne à blesser ou tuer l'autre, cette affaire sera poursuivie suivant les Loix du Pais, & l'on donnera la satisfaction accoutumée; mais si un sujet de Leurs Hautes Puissances trouve le moyen de se sauver après avoir tué un Turc ou Maure, en sorte qu'il ne puisse être arrêté,

arrêté, on ne pourra à cette occasion inquieter ni molester le Consul, ni aucun autre sujet Hollandois. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XVII. Pour affermir d'autant plus la Paix & l'Amitié que nous venons de retablir, nous sommes convenus qu'en cas qu'il survienne quelque incident de part ou d'autre; qui puisse causer des brouilleries, le Consul ni les autres sujets de Leurs Hautes Puissances qui se trouveront alors à Alger ou dans quelques autres Places dudit Royaume, soit en tems de Paix ou de Guerre, ne pourront être arrêtez, & il leur sera libre de s'embarquer sous quel Pavillon qu'ils voudront, sans qu'on puisse les en empêcher ou retenir en chemin, tant leurs personnes, que leurs Effets & leurs Domestiques.

Item, le Consul pourra tenir en sa Maison un Predicateur, pour y faire l'exercice de la Religion Chrétienne Reformée; & les Esclaves qui voudront assister à ce Service Divin ne pourront en être detournez aux jours destinez pour cet effet, ni par leurs Patrons, en cas qu'ils apartiennent à des particuliers, ni par le Gardien Bacha. *Fait en l'Année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan*

haran, *qui est le 8. Septembre 1726.*

XVIII. Le Consul qui se trouvera ici actuellement ou dans la suite, quel qu'il puisse être, y sera en toute sûreté & liberté, & personne ne pourra l'inquieter ni molester, soit en sa personne ou en ses Effets : Il lui sera libre de faire le choix de son Truchement & Courtier ; & lorsqu'il voudra s'embarquer pour se retirer, ou aller à la campagne pour y vivre en retraite & tranquillement, personne ne pourra y apporter aucun empêchement, & il lui sera permis d'exercer publiquement dans sa Maison la Religion Chrétienne Reformée. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XIX. Un sujet de Leurs Hautes Puissances allant ou venant d'une Place à l'autre, qui sera rencontré par un Vaisseau d'Alger, petit ou grand, ne pourra être molesté, soit en sa personne, son Argent, ses Effets, ou ses Domestiques : Pareillement, si un Algérien se trouve embarqué sur un Vaisseau de quelqu'un qui soit en Guerre avec Leurs Hautes Puissances, on ne pourra non plus le molester, ni en sa personne, son Argent : ses Effets, ni ses Domestiques. *Fait en l'année 1139. l'onzième*

zieme jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.

XX. Dès qu'un Amiral de Leurs Hautes Puissances, venant à la Rade d'Alger, y aura jetté l'Ancre & en aura donné avis au Donful, le Dey le fera saluër par 21. coups de Canon de la Ville & des Châteaux, à quoi l'Amiral repondra par un pareil nombre de coups. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXI. La presente Paix étant scellée & confirmée, avec le consentement du grand & puissant Abdy Bacha, on ne fera aucune mention ni perquisition de tout ce qui s'est passée durant la Guerre: Et la presente Paix sera perpetuelle, stable & sincere.

En cas que l'on fasse quelques prises sur quelqu'une des Parties Contractantes, avant qu'on ait été informé de la conclusion de cette Paix, on sera obligé de restituer ladite prise ou la valeur. *Fait en l'année 1139. l'onzième jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXII. S'il se passe à l'avenir quelque chose contre cette Paix, de quelque côté que cela puisse venir, on ne pour-

ra à cette occasion se faire la Guerre; mais celui qui sera lezé exigera réparation du tort qui lui aura été fait, & le Coupable sera puni comme Perturbateur du repos public. Item les Passports seront renouvellez tous les 3. ans. *Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXIII. Les Prises que les Marchands Hollandois acheteront à Alger, ou en Mer de quelques Corsaires Algeriens, pour être envoyées en Hollande, devront seulement être munies d'une Declaration du Capitaine Algerien qui en aura fait la capture; moyennant quoi, lescdites prises étant rencontrées par quelques autres Armateurs Algeriens avant leur arrivée dans les Ports où les Acheteurs veulent les conduire, ne pourront être molestées par ceux-ci qui sur ladite Déclaration les laisseront passer librement. *Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la Lune de Muharan, qui est le 8. Septembre 1726.*

XXIV. *Conclusion.* Loué soit la Majesté de Dieu très haut, par la bonté duquel notre Paix est renouvellée & scellée, le 8. Septembre 1726. de l'Ere de Jesus Christ, & de l'Egire du Prophete

212 LES INTERETS PRESENTS
phere 1139. l'onzieme de la Lune de
Muharan.

Etoit signé ,

(L. S.) USAIN ISOUFF , *Aga* , Gé-
néral des Janissaires du plus Oc-
cidental Royaume d'Alger.

(L. S.) FRANÇOIS VAN AERSSSEN
DE SOMMERSDYCK.

(L. S.) ABDY BEN MAHOMET ,
Bacha , Maître du Gouverne-
ment du plus Occidental Royaume
d'Alger.

*Additions au précédent Traité , accor-
dées à Alger , en 1731. Ibidem.*

1. Il a été convenu que les Vaisseaux
Hollandois qui navigent aux Indes ,
devront être munis des Passeports Turcs ,
afin de prevenir les disputes qui en
pourroient autrement résulter ; que ces
Passeports seront differens de ceux
qu'on donne aux autres Vaisseaux Mar-
chands , qu'ils ne seront point sujets à
aucun changement , mais permanens ;
& que pour pouvoir les distinguer des
autres

aures Passeports, on mettra le grand Seau des Etats Generaux, non seulement sur les Minutes qui resteront à Alger, mais aussi sur les Passeports que Leurs Hautes Puissances leur donneront, afin qu'après la confrontation desdits Seaux, les Armateurs d'Alger les laissent passer & repasser librement, sous peine, en cas de contravention, d'être punis severement, pour servir d'exemple aux autres.

2. Qu'afin qu'un chacun puisse connoître les Passeports des Vaisseaux qui navigent aux Indes, les Etats Generaux ont donné ordre à leurs Consuls à Alger, qu'on écrive ces mots sur les Minutes : " Tous les Vaisseaux qui ont sur
" leurs Passeports le Seau ci-dessus ,
" sont des Vaisseaux des Indes-Orien-
" tales, appartenant aux Etats Gene-
" raux; & quoique les Minutes ne soient
" pas conformes aux Passeport, les Pas-
" seports sont néanmoins bons.

3. Il a été convenu, que comme les Vaisseaux qui sont aux Indes ne peuvent, à cause du grand éloignement, être pourvus de nouveaux Passeports, ils pourront revenir librement avec leurs vieux Passeports pendant 3. ans consecutifs qui finiront l'an 1147. de l'Egire, le dernier jour du mois de Mahuran ,
ce

ce qui , selon le Stile des Chrétiens , est le dernier Decembre 1734. Pendant ce tems-là , le Seau qui est à Alger servira pour les Vaisseaux qui reviennent des Indes , & sera donné pour cet effet aux Armateurs.

4. Il a encore été convenu que les Passeports des Vaisseaux Marchands ne seront sujets à aucun changement , à moins que les Etats Generaux ne le trouvent à propos : Cependant , s'il arrivoit que quelques-uns de ces Passeports vinssent à tomber entre les mains des Etrangers qui sont en Guerre avec la Regence d'Alger , les Etats Generaux , pour prevenir toute dispute , consentiront , que la dite Regence , après qu'elle aura fait à ce sujet les representations convenables , change lesdits Passeports.

5. Il a été accordé , en cas de changement de Passeports , que les vieux seront bons pendant une année , laquelle ne commencera que du jour auquel le Consul de l'Etat distribuera aux Armateurs la premiere Minute ; mais les Vaisseaux qui partiront de Hollande , seront pourvus de nouveaux Passeports , & afin de prevenir toute dispute , le jour auquel le Consul delivrera ladite premiere Minute , il prendra un Certificat du Dey touchant le tems limité.

6. Il a encore été convenu , qu'au cas qu'après l'écheance de l'année stipulée, les Armateurs rencontrent en Mer quelques Vaisseaux appartenant aux sujets des Etats Generaux, pourvû des vieux Passeports, (sauf neanmoins les Vaisseaux qui navigent aux Indes , lesquels sont bien expressement ici exclus , & ne doivent être compris dans cet Article) ils pourront les amener librement , mais seulement dans le Port d'Alger ; & après que le Dey & le Consul auront duement examiné un tel Vaisseau , & trouvé le rapport des Armateurs conforme à la verité , sa Charge sera déclarée de bonne prise , on paiera le Fret au Maître du Vaisseau selon la teneur des Connoissemens , on laissera ensuite retourner le Vaisseau avec l'Equipage sans lui rien enlever , & l'on donnera au Maître du Vaisseau un Certificat , afin qu'à son retour il ne soit point molesté par d'autres Armateurs , qui le laisseront librement passer.

[Y Y Y.]

1725. *TRAITÉ de Navigation entre l'Empereur & la Régence de Tunis, conclu à Tunis en 1725. tiré du Mercure Historique.*

IL a été conclu, & arrêté, que toutes les courses, & actes, d'hostilité cesseront tant par Mer, que par Terre, entre les Vaisseaux, & sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique, & les Vaisseaux, & sujets de la Ville & Roiaume de Tunis, à commencer du jour dix-huitieme du present mois de Septembre 1725. ensuite de la parole irrevocable de suspension d'Armes solennellement donnée par Son Excellence le Seigneur Berg en présence de tous les Ministres, & des Seigneurs Commissaires Mediateurs de la Porte, & en même tems acceptée & agréée au nom de Sa Sacrée Majesté Imperiale & Catholique par les souffignez Commissaires; & en cas de Contravention, restitution sera faite, de ce qui aura été pris, soit Vaisseau, Esclaves, & tout autre chose *cum omni causa*, & les dommages reparez sans aucune reserve.

II. II

II. Il y aura à l'avenir entre l'Empereur des Romains, & les Pascha, Bey, Deis & Divan, & la Milice de la Ville & Roiaume de Tunis, & leurs sujets une seureté reciproque & durable de Pavillon, & libre Navigation dans tous les Ports, Mers, & Rivieres, abstractivement de tout Commerce & sans qu'il soit permis d'entrer dans les Ports de leurs dependances respectives; Et sous le nom des sujets de Sa Majesté Imperiale & Catholique sont compris les Allemands, les Habitans des Pais-Bas Autrichiens à l'Ocean, Siciliens, Napolitains, Calabrois, & leurs dependances, & ceux de Fiume & de Trieste situés dedans la Mer Adriatique, & tous autres de quelque Nation, & Religion, qu'ils soient. Mais si quelques Vaisseaux étoient forcés par le mauvais tems, ou Ennemis, & que ce fût par une nécessité absoluë, dans ce cas seulement, ils seront reçûs dans les Rades, & Ports respectifs & defendus, & protegés par les Châteaux & Fortereffes, & les Commandants desdits Châteaux pourront retenir & arrêter 24. heures les Vaisseaux de Guerre, qui y auront relâché, jusques à ce que les Vaisseaux de leurs Ennemis seront éloignés dans la Mer, ou rentrés en toute seureté dans les Ports.

III. Les Vaisseaux de part & d'autre, qui auront été dans la nécessité de se sauver dans les Rades, & Ports des deux Puissances, comme il est expliqué dans l'Article precedent, le Commandant tâchera de les defendre, mais s'ils y sont pris, ou enlevés par Stratagême de son Ennemi, les Souverains des deux Parties n'en seront pas responsables.

IV. Les Vaisseaux de Guerre armés à Tunis, & dans les autres Ports du Roiaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigant sous le Pavillon, & Passeport de sa Majesté Imperiale & Catholique conforme à la copie, qui sera transcrite à la fin du present Traité, les laisseront en toute liberté continuer leur voiage sans les arrêter, ni donner aucun empêchement, ainsi leur donneront tous les Secours, dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes dans la Chaloupe, outre le nombre nécessaire pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre autre, que lesdites deux Personnes dans ledit Vaisseau, sans la permission expresse du Commandant, & reciproquement les Imperiaux en useront à l'égard des Vaisseaux appartenant aux Armateurs Particuliers de ladite Ville, & Roiaume
de

de Tunis, qui seront Porteurs des Certificats du Consul Imperial établi à ladite Ville, duquel Certificat la copie sera pareillement jointe à la fin du present Traité, & il ne sera pas permis de donner des Passeports à d'autres, qu'aux sujets de sa Majesté Imperiale & seulement.

V. Tous les sujets Imperiaux pris par les Ennemis de l'Empereur des Romains, qui seront conduits à Tunis, & autres Ports du Roiaume seront mis aussi-tôt en liberté, sans pouvoir être retenus Esclave, même en cas, que les Vaisseaux d'Alger & autres, qui pourront être en Guerre avec l'Empereur des Romains missent à Terre des Esclaves Imperiaux.

VI. Les Etrangers Passagers trouvés sur les Vaisseaux de sa Majesté, ni pareillement les sujets de sadite Majesté pris sur les Vaisseaux étrangers ne pourront être faits Esclaves sous quelque pretexte, que ce puisse être, quand même les Vaisseaux, sur lesquels ils auroient été pris se seroient defendus, ni moins leurs effets, & marchandises retenues, & la même chose se pratiquera à l'avantage des Habitans dudit Roiaume de Tunis.

VII. Il ne sera donné aucun secours,

ni protection aux Vaisseaux Ennemis de sa Majesté Imperiale & Catholique, ni à ceux, qui auront armé sous leurs commissions, & feront lesdits Pascha, Bey, Deis, & Divan defense à tous leurs sujets d'armer sous commission d'aucun Prince, ou Etat Ennemi de la Couronne Imperiale, comme aussi empêcheront que ceux contre lesquels ledit Empereur est, ou sera en Guerre, puissent armer dans leurs Ports pour courir sur ses sujets, & il ne sera permis non plus aux Ennemis de Tunis d'armer dans les Ports de sa Majesté,

VIII. Pourra être établi de la part de sa Majesté Imperiale, & Catholique un Consul dans le Roiaume de Tunis pour distribuer les Certificats predits, & juger les differends entre les sujets de sa Majesté, sans que les Juges du lieu s'en puissent mêler, & veiller generalement à toute affaire de sa charge, & jouira des mêmes Honneurs, Franchises, Libertés, & Exemptions, dont jouissent tous les Consuls des autres Nations, nulles de reservées, & aura la preséance sur eux, comme il se pratique à la Porte.

IX. S'il arrive quelque differend entre un sujet de sa Majesté & un Turc, ou Maure, il ne pourra être jugé, par les
Juges

Juges ordinaires , mais bien par le Conseil desdits Pascha , Bey , Deis , Divan , ou par les Commandans dans les Ports où les difierends arriveront.

X. Tous les fujets de fa Majesté , qui auront frappé un Turc , ou Maure ne pourront être punis , qu'après avoir fait appeller le Consul pour defendre la cause desdits fujets , & en cas qu'ils se fauvent , ledit Consul n'en pourra être responsable.

XI. S'il arrive quelque Contravention au present Traité , il ne fera fait aucun acte d'hostilité , qu'après un deni formel de Justice.

XII. Si quelques Vaisseaux des deux Parties Contractantes se font du tort , les uns aux autres dans la Mer , les Contraventeurs seront très-sevèrement punis & les Armateurs responsables.

XIII. Si le present Traité venoit à être rompu , il sera permis au Consul Imperial , & à tous ceux , qui sont de sa suite , de se retirer dans leur país , & il ne pourra leur être fait aucune insulte , ni empêchement , pendant le terme de trois mois.

Finalement ce Traité contenant treize Articles sera ratifié par sa Sacrée Majesté l'Empereur des Romains , dans cinq mois , & signé ce jourd'hui par le

K 4 Pascha ,

Pascha , Bey , Deis , & Aga de la Milice de la Ville & Roiaume de Tunis d'une part ; Et par les Commissaires Plenipotentiaires de sa Majesté Imperiale & Catholique ensuite de leur Plein-Pouvoir de l'autre part , & sera confirmé par les Commissaires Mediateurs de la Porte. Et afin qu'on ne prétexte aucune cause d'ignorance , ce present Traité, sera publié , & affiché par tout où il se conviendra, pour être inviolablement observé par leurs sujets.

Ainsi fait , conclù & arrêté par Nous en double, l'un en Langue Françoisé , & l'autre en Langue Turque pour pouvoir être échangé , & souscrit de nos Noms , & y faire apposer le Cachet de nos Armes. A Tunis le 23. de Septembre 1725.

(*L. S.*) JEAN DE SCHONAMILLE
Escuyer.

(*L. S.*) NICOLAS DE THEYLS.

[Z Z Z.]

1726. *TRAITE' de Navigation
entre l'Empereur & la Regence de
Tripoli en Barbarie , conclu en 1726
tiré du Mercure Historique.*

I. **O**N est convenu que de ce jour il y
aura Paix entre l'Empereur & ses
sujets, & le Roiaume de Tripoli de Bar-
barie & ses sujets, tant par Mer que par
Terre, que toutes hostilitéz cesseront
de part & d'autre, & que s'il arrive
que dorenavant quelques Vaisseaux,
Personnes, ou effets soient pris, les
Personnes seront mises en liberté, &
leurs Effets leur seront rendus.

II. Il y aura dorenavant une entie-
re liberté & sûreté de Navigation tant
par Mer que sur les Rivières, & de
Commerce par Terre, & quant au Ne-
goce (à l'exception de celui qui sera
defendu) il sera libre à tous les sujets
de l'Empereur, non seulement les Al-
lemans, mais aussi ceux des Païs-Bas,
de Naples, Sicile, Calabre, Fiume,
Trieste, & autres Païs contigus à la
Mer Adriatique, & à tous ceux d'autres
Provinces & Terres dependantes de
K § l'Empere-

l'Empereur & de la Maison d'Autriche.

III. Si quelque Vaisseau de part ou d'autre étoit enlevé dans les Ports respectifs par quelque adresse de l'Ennemi, on ne sera pas obligé à indemnisation, pourvû qu'il n'y ait pas de la faute du Commandant de la Place.

IV. Lorsque les Croiseurs Tripolitains rencontreront quelque Vaisseau ou Bâtiment des sujets de l'Empereur pourvû de Passeports en forme, & avec le Pavillon, ils ne l'inquieteront pas, bien loin de là en étant requis ils lui donneront toute assistance, & le laisseront passer librement, sans y mettre dessus plus de Monde que le Capitaine ne voudra; les Vaisseaux de Guerre Impériaux observeront la même chose à l'égard des Bâtimens Tripolitains.

V. S'il arrivoit que les Algeriens conduisissent quelque Vaisseau des sujets de l'Empereur à Tripoli, ou dans sa dependance, il sera d'abord mis en liberté.

VI. Si les Tripolitains prennent quelque Bâtimens où il se trouvât des sujets de l'Empereur qui seroient des Passagers, ils ne seront pas faits Esclaves, quoique pris les armes à la main, mais ils seront mis en liberté, & on leur
rendra

rendra leurs Effets ; la même chose sera observée a l'égard des Passagers Tripolitains que les Imperiaux prendroient dans des Bâtimens Ennemis. De plus, tous Etrangers qui se trouveront sous son Pavillon seront tenus pour ses sujets.

VII. Il ne sera permis en aucune maniere, bien loin de là, il sera defendu expressement à tous Gouverneurs & Officiers, tant de l'Empereur que du Roiaume de Tripoli, de permettre aux Ennemis de part & d'autre de bâtir des Vaisseaux dans leurs Ports, ou de les y armer en Guerre. Ce qu'on ne pourra faire aussi pour les Ennemis respectifs quels qu'ils soient.

VIII. Sa Majesté Imperiale établira un Consul à Tripoli, qui aura la presepance sur tous les autres Consuls, & jouira de tous les Droits, Privileges & Franchises usitées, il aura pouvoir de donner des Passeports, & de juger de tous les differends qui surviendront entre les sujets de l'Empereur sans qu'aucun autre Juge puisse s'en mêler.

IX. Quant aux Procès qui pourroient survenir à Tripoli entre les sujets de ce Roiaume & ceux de l'Empereur, Son Excellence le Bey, Bacha & le Dey en feront les Juges, & quant à ceux qui

surviendront hors de Tripoli, ils seront jugés par les Gouverneurs du lieu même.

X. S'il arrivoit qu'un sujet de l'Empereur battit un Mahometan, il ne sera ni jugé ni puni qu'en présence du Consul après que le crime aura été averé; mais si le coupable se sauve, le Consul ne sera pas tenu d'en répondre.

XI. Cette Paix ne sera point rompue pour quelque infraction ni contravention qui pourroit être commise, mais toute violence & vexation de part & d'autre clairement prouvée sera punie sur celui qui l'aura commise.

XII. Si quelques Bâtimens de part & d'autre venoient à se maltraiter & à se causer quelque dommage, le coupable sera severement puni, ce qui auroit été pris, sera restitué & le Capitaine cassé.

XIII. Si par malheur cette Paix est rompue, il sera accordé un terme de trois mois au Consul & à ses Gens pour se retirer, sans leur causer le moindre dommage.

[AAAA.]

[A A A A.]

1727. *TRAITÉ entre l'Empereur & la Regence d'Alger, conclu à Constantinople, en 1727. tiré du Mercure Historique.*

I. **L'**An mille cent trente-neuf du mois Lunaire appelée Reggeb, le cinquieme, c'est-à-dire, le 26. de Février de l'an du Seigneur mille sept cens vingt-sept, l'on est convenu, que selon ce qui a été établi par ce Traité de Paix, toutes Pirateries & Hostilitez par Mer & par Terre cesseront entre les sujets & Vaisseaux du Senat d'Alger, & si depuis le susdit jour auroit été causé quelque dommage par l'une des parties à l'autre, qu'il sera totalement réparé, & que les Vaisseaux pris & pillés, les Captifs & toutes autres choses quelconques seront entierement restituées.

II. Que le repos & la tranquillité seront à l'avenir conservez entre tous les Ports soumis au Très-Puissant Empereur des Romains, & aussi les Pais-Bas situez à l'Ocean, l'Isle de Sicile, Naples, la Calabre, & les lieux qui en dependent, les Ports de Fiume & de Trieste

Trieste dans la Mer Adriatique , & ses autres sujets de quelque Pais & de quelque Nation qu'ils soient , de même qu'entre les sujets du Senat d'Alger & ses Habitans.

Que l'on observera pareillement toute sûreté entre les Vaisseaux & les Pavillons des deux Parties , en quelque endroit qu'ils se trouvent.

Qu'ils n'entreront point dans les Ports les uns des autres , & qu'ils n'y feront point de commerce ; mais si la nécessité exigeoit que les Vaisseaux de l'une des Parties , à cause de la vehemence de la tempête ou de la poursuite des Ennemis , dussent entrer dans les Ports de l'autre , qu'ils pourront y entrer ; & quand ils seront arrivez sous le Canon , qu'ils y feront en sûreté & securité , & que les Gouverneurs des Ports ne permettront pas que les Pirates poursuivent les Vaisseaux Marchands , avant que vingt-quatre heures soient passées.

III. Si quelques Vaisseaux de l'une ou de l'autre des Parties auroient par nécessité été contraints de se retirer dans quelques Ports , comme il a été dit en l'Article second , la Garnison des Forts tâchera de les defendre ; & si en semblable cas , ils fussent pris par les Ennemis ,
la

la restitution n'en pourra être demandée à aucune des Parties Contractantes.

IV. Les Vaisseaux Pirates armez dans les Provinces Algeriennes, sortant en Mer, & rencontrant des Vaisseaux portant Pavillon Allemand de quelque Païs qu'ils soient, munis de Passeports signez des Gouverneurs desdits Païs, de façon cependant queles cachets soient pareils aux passeports, cachets & Pavillons, qui seront envoyez par le Consul à nommer dans ces contrées, ils les laisseront en toute liberté continuer leur voiage, sans les arrêter ni leur donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & les Provisions dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Hommes dans la Chaloupe, outre le nombre des Rameurs nécessaires pour la conduire, afin de reconnoître & visiter le Vaisseau, & examiner lesdits Passeports; & les ordres seront donnez à ce qu'il n'y ait que deux Hommes qui pourront sortir de la Chaloupe & entrer dans le Vaisseau, à moins que le Commandant n'en donne la permission à plusieurs.

Les Vaisseaux des Capitaines prendront aussi des Passeports du Consul Resident à Alger, à la vûe desquels on les

les laissera partir , & seront assurez que tout traitement favorable leur sera accordé. Ces Passeports ne se donneront point à des Etrangers.

V. Si quelques Vaisseaux Ennemis des Allemands , menoient quelques sujets d'Allemagne captifs aux Ports d'Alger , ils ne les mettront point à Terre ; mais s'ils les débarquoient , ils seront mis en liberté.

VI. Les sujets Allemands Voiateurs qui seront trouvez sur un Vaisseau portant Pavillon étranger de même que les sujets Voiateurs d'une autre Nation trouvez sur un Vaisseau Allemand , quoiqu'il y eût Guerre entre eux , ne seront point faits Esclaves , & leurs Effets leur seront restituez : la même chose se pratiquera en pareil cas à l'égard des Algeriens.

VII. Il ne sera donné aucun secours ni protection aux Vaisseaux Ennemis , & qui sont en Guerre avec les sujets d'Allemagne. On ne permettra pas qu'à l'instigation de leur Ennemis , l'on équipe contre eux ; & les ordres seront envoyez aux Ports soumis au Senat d'Alger , à ce que les Ennemis des Allemands , quels qu'ils puissent être , n'équipent des Vaisseaux par le commandement ou sous le Pavillon des Gouverneurs

neurs des autres Provinces; pareillement ceux qui sont en Guerre avec les Allemands, n'équiperont aucun Vaisseau dans les Ports Algeriens pour courir sur eux, & il ne sera permis aussi aux ennemis des Algeriens d'équiper dans les Ports d'Allemagne pour agir contre eux.

VIII. Il sera nommé & établi de la part de l'Empereur des Romains, un Consul auprès du Senat d'Alger, pour conduire les affaires, & donner les Passports; lequel selon l'usage observé auprès de la respectable Porte, aura aussi auprès dudit Senat le premier rang parmi tous les autres Consuls; & s'il survient quelque différend ou Procès entre les sujets d'Allemagne, ledit Consul les décidera, sans que les Juges du lieu puissent s'en mêler, & jouira ledit Consul de toutes les Coutumes & Franchises dont jouissent les Consuls des autres Nations.

IX. S'il arrive quelque différend ou Procès entre un Allemand & un Musulman, le Très-honoré Gouverneur d'Alger & le Dey en décideront, & nul autre n'en prendra connoissance; mais que si tels différends ou Procès surviendroient en d'autres Contrées soumises à la Domination d'Alger, les Juges du lieu en décideront.

X.

X. Si quelqu'un des Sujets Allemands auroit frappé un Musulman , & qu'il seroit pris , le Consul le prendra sous sa protection ; mais la faute étant reconnue , il en sera chatié en présence du Consul , comme il aura mérité : mais si le coupable d'un crime ne seroit pas pris & se seroit enfui , il ne pourra pas être repeté du Consul , & ne pourra lui être enjoint de produire le fugitif.

XI. S'il arrivoit quelque contravention à ce qui a été conclu par le présent Traité de Paix , & que la Partie lésée en auroit porté ses plaintes par devant les Juges pour que la Justice lui soit rendue , on n'usera d'aucune vengeance , avant que la plainte en soit manifestement prouvée , & la sureté & la concorde entre les deux Parties ne sera point altérée.

XII. Si quelque Vaisseau d'une des Parties auroit causé quelque dommage en Mer à un Vaisseau de l'autre Partie , l'Aggresseur , quel qu'il puisse être , en portera le châtiment dû , les Effets enlevés seront restituez , & l'Armateur en sera responsable.

XIII. Si cette Paix affermie entre l'Empereur des Romains & le Senat d'Alger venoit à être rompuë , il sera permis au Consul Allemand , & à tous
ceux

ceux qui lui sont soumis de se retirer en leur Païs, & il ne pourra leur être fait aucune insulte ; & leur sera accordé le terme de trois mois pour leur retraite. Après donc que les Articles susdits conclus en vertu de mon Pleinpouvoir , par le consentement des deux parties, & par la médiation de la respectable Porte, entre le Serenissime & Très-puissant Empereur des Romains , & le Senat d'Alger en Afrique , auront été reçûs & stipulez, il sera enjoint & ordonné aux Juges des deux parties, à tous les Gouverneurs & à tous ceux à qui il appartient , de se conformer aussi aux susdites conditions & Articles , de ne rien entreprendre qui puisse être contraire au présent Traité , & de porter l'un à l'autre, sous quelque prétexte que ce puisse être , aucun empêchement, que conformément à l'Original des Articles stipulez ; les deux parties transmettent des Lettres de Ratification cent & cinquante jours après la souscription & signature des susdits Articles, & ensuite les Sujets des deux parties jouiront de tout le repos & de toute la tranquillité possible.

Mais afin que la Paix susmentionnée, contenant treize Articles, soit religieusement observée, le susdit Seigneur le
Suprême

Suprême Amiral de l'Empire Ottoman
Mustapha Bassa, selon son Pleinpouvoir,
aiant donné l'Acte autentique muni de
sa souscription & signature Turque ,
j'ai aussi délivré le présent Acte signé de
ma main , & ai apposé le cachet de mes
Armes, en conformité de mon Plein-
pouvoir de la part du Serenissime &
Très-puissant Empereur des Romains.
Fait à Constantinople le 15. du mois Lu-
naire appelé Reggeb, l'an de l'Hegire
1139, c'est-à-dire, le 8. de Mars 1727.

(*L.S.*) JOSEPH DE DIRLINGE.

APPENDIX

QUI CONTIENT

LES ANCIENS TRAITEZ

ENCORE EN VIGUEUR,

ET

QUELQUES ACTES

OU CONVENTIONS

PARTICULIERES.



APPENDIX

QUI CONTIENT

LES ANCIENS TRAITEZ
encore en vigueur, & quel-
ques ACTES ou CONVEN-
TIONS particulieres.

+++++

[BBBB.]

1648. TRAITÉ de Munster entre
la Couronne d'Espagne & la Republi-
que des Provinces-Unies, conclu le 30.
Janv. tiré du Recueil d'Aitzema.



U nom & à la gloire de Dieu
soit notoire à tous; Qu'après
le long cours des sanglantes
guerres, qui ont affligé par
tant d'années les Peuples, Sujets, Royau-
mes, & Pays de l'obéissance des Sei-
gneurs

gneurs Roi des Espagnes & Etats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas; Eux Seigneurs Roi & Etats touchés de compassion Chrétienne, & désirans mettre fin aux calamités publiques, & arrêter les déplorables suites, inconveniens, dommages & dangers, que la continuation ulterieure desdites guerres des Pays-Bas pourroit tirer après soi, même par une extension en autres Etats, Païs, Terres & Mers plus reculées, & afin d'en changer les sinistres effets en ceux très-agreable d'une bonne & sincere pacification de part & d'autre, & aux doux fruits d'un entier & ferme repos, pour le soulagement desdits peuples & Etats de leur obéissance, & pour le rétablissement des dommages passés, au bien commun non seulement des Païs-Bas, mais de toute la Chrétienté, convians & prians les autres Princes & Potentats d'icelle de se laisser fléchir, par la Grace divine à la même compassion, & aversion des malheurs, ruïnes & desordres, que ce présent fleau de la guerre a fait si longuement & durement ressentir. Pour parvenir à une si bonne fin, & à un but tant désirable, ont iceux Seigneurs Roi des Espagnes Don Philippe IV, & Etats Generaux desdites Provinces-Unies du Païs-Bas commis & député,

té, c'est à ſçavoir ledit Seigneur Roi DonGaspard de Braccamonte & de Guzman, Comte de Pennaranda, Seigneur de Aldea Seca, de la Frontera, Chevalier de l'Ordre de Alcantara, Administrateur perpetuel de la Commanderie de Daymiel de l'ordre de Calatrava, Gentil-homme de la Chambre de ſa Majeſté, de ſon Conſeil & Chambre, Ambaſſadeur extraordinaire vers ſa Majeſté Impériale, & premier Plenipotentiaire pour le Traité de la Paix generale: & Meſſire Antoine Brun Chevalier, Conſeiller de ſa Majeſté Catholique en ſon Conſeil d'Etat, & ſuprême pour les affaires des Païs-Bas & de Bourgo-gne, près de ſa perſonne, & ſon Plenipotentiaire aux Traités de la Paix generale; & leſdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, le Sieur Bartolt de Gent, Sieur de Loënen & Meynerswik, Senechal & Dykgrave de Bommel, Tieler, & Bommeler-weerden, Deputé de la Nobleſſe de Gueldre à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux, le Sieur Jean de Matheneſſe, Sieur de Matheneſſe, Riviere, Opmeer, Souteveen, &c. Deputé au Conſeil ordinaire de Hollande & Weſt-Friſe & à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux de la part des Nobles de la dite

Province, Conseiller & Heemrade de Schieland; Messire Adrian Paw Chevalier, Sieur de Heemstede, Hoogersmilde, & premier Président, Conseiller & Maître des Comptes de Hollande & West-Frise, & de la part de ladite Province Député à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux; Messire Jean de Knuyt Chevalier, Sieur du vieux & nouveau Vosmar, premier & représentant la Noblesse aux Etats & Conseil de la Comté de Zelande, & de l'Amirauté d'icelle, premier Conseiller de Son Altesse Monsieur le Prince d'Orange, Député ordinaire à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux; le Sieur Godart de Reede, Sieur de Nederhorst, Vredelant, Cortehoef, Overmeer, Horstwaert, &c. Président à l'Assemblée des Nobles de la Province d'Utrecht, & Député de leur part à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux; le Sieur François de Donia, Sieur de Hinnema, Hielsum, Député à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux, de la part de la Province de Frise; le Sieur Guillaume Ripperda, Sieur de Hengeloo, Boxbergen, Bobuloo & Russenberg, Député de la Noblesse de la Province d'Over-Yssel à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux; le Sieur Adrian Kland
de

de Stedum , Sieur de Nittersum &c. Député ordinaire de la Province de la ville de Groningue & Ommelande à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux. Tous Ambassadeurs extraordinaires en Allemagne , & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Etats Generaux , aux Traitez de la Paix generale. Tous garnis de pouvoirs suffisans qui seront inferez à la fin des presentes , lesquels Assemblez en la ville de Munster en Westphalie de commun concert destinée au Traité general de la Paix de la Chrétienté , en vertu de leursdits pouvoirs , pour & au nom desdits Seigneurs Roi & Etats , ont fait conclu & accordé les Articles qui s'ensuivent.

I. Premièrement déclare ledit Seigneur Roi & reconnoit que lesdits Seigneurs Etats Generaux des Pais-Bas Unis , & les Provinces d'iceux respectivement avec tous leurs pais associés , villes & terres y appartenans sont libres & souverains Etats , Provinces & pais , sur lesquels , ni sur leur pais , villes & terres associées , comme dessus , ledit Seigneur Roi ne prétend rien , & que présentement ou ci-après pour soi-même , ses hoirs & successeurs il ne prétendra jamais rien , & qu'ensuite de ce il est content de traiter avec lesdits Sei-

gneurs Etats, comme il fait par le present une Paix perpetuelle, aux conditions ci-après écrites & declarées.

II. A sçavoir, que ladite Paix sera bonne, ferme, fidele & inviolable, & qu'ensuite cesseront & seront delaissez tous actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils soient entre lescits Seigneurs Roi & Etats Genneraux tant par Mer, autres eaux que par Terre, en tous leurs Roiaumes, païs, terres & Seigneuries, & pour tous leurs sujets & habitans de quelque qualité ou conditions qu'ils soient sans exception de lieux ni de personnes.

III. Chacun demeurera saisi & jouira effectivement des païs villes, places, terres & Seigneuries, qu'il tient & possède à present, sans y estre troublé ni inquiet directement ni indirectement, de quelque façon que ce soit; en quoi on entend comprendre les Bourgs, Villages, Hameaux & plat païs, qui en dependent. Et ensuite toute la Meyerie de Boisleduc, comme aussi toutes les Seigneuries, Villes, Châteaux, Bourgs, Villages, Hameaux & plat païs, dependans de ladite Ville & Meyerie de Boisleduc, Ville & Marquisat de Bergen sur Zoom, Ville & Baronnie de Breda, Ville de Mastricht & res-
fort

fort d'icelle, comme aussi le Comté de Vroonhoff, la Ville de Grave & pais de Kuyk, Hulst & Baillage de Hulst & Hulster Ambacht, & aussi Axele Ambacht, assis aux cotés meridional & septentrional de la Gueldre, comme aussi les Forts que lesdits Seigneurs Etats possèdent presentement au pais de Vaës, & toutes autres villes & places, que lesdits Seigneurs Etats tiennent en Brabant, Flandres & ailleurs, demeureront auxdits Seigneurs Etats en tous & mêmes droits & parties de Souveraineté & Superiorité, sans rien excepter, & tout ainsi qu'ils tiennent les provinces des Pais-bas Unis. Bien entendu, que tout le reste dudit pais de Waes, exceptant lesdits Forts demeurera audit Seigneur Roi d'Espagne. Touchant les trois quartiers d'outre Meuse, sçavoir Fauquemont, Dalem & Roleduc, ils demeureront en l'état auquel ils se trouvent à present; Et en cas de dispute & controverse elle sera renvoyée à la Chambre mi-partie, de laquelle il sera parlé ci-après pour y être décidé.

IV. Les sujets & habitans des pais desdits Seigneurs Roi & Etats auront toute bonne correspondance & amitié par ensemble, sans se ressentir des offenses & dommages qu'ils ont reçûs par

le passé ; pourront aussi frequenter & séjourner ès païs l'un de l'autre , & y exercer leur trafic & commerce en toute sûreté , tant par Mer , autres eaux , que par Terre.

V. La navigation & trafic des Indes Orientales & Occidentales sera maintenüe , selon & en conformité des Octrois sur ce donnés , ou à donner ci-après ; pour sûreté de quoi servira le present Traité & la ratification d'icelui , qui de part & d'autre en sera procurée ; Et seront compris sous ledit Traité tous Potentats , Nations & peuples , avec lesquels lesdits Seigneurs Etats , ou ceux de la société des Indes Orientales & Occidentales en leur nom , entre les limites de leursdits octrois sont en amitié & Alliance ; Et un chacun sçavoir , les susdits Seigneurs Roi & Etats respectivement demeureront en possession & jouiront de telles Seigneuries , villes , chateaux , forteresses , commerce & païs ès Indes Orientales & Occidentales , comme aussi au Bresil & sur les côtes d'Asie , Afrique & Amerique respectivement , que lesdits Seigneurs Roi & Etats respectivement tiennent & possèdent , en ce compris spécialement les lieux & places que les Portugais depuis l'an mil six cent quarante & un , ont pris

pris & occupé sur lesdits Seigneurs Etats ; compris aussi les lieux & places qu'ils ceux Seigneurs Etats ci-après sans infraction du present Traité viendront à conquérir & posséder ; Et les Directeurs de la Societé des Indes tant Orientales que Occidentales des Provinces-Unies , comme aussi les Ministres , Officiers hauts & bas Soldats & Matelots , étant au service actuel de l'une ou de l'autre desdites Compagnies , ou aiant été à leur service , comme aussi ceux qui hors leur service respectivement , tant en ce pais qu'au district desdites deux compagnies continuent encore , ou pourront ci-après estre employés , seront & demeureront libres & sans être molestez en tous les pais étant sous l'obéissance dudit Seigneur Roi en l'Europe , pourront voyager , trafiquer & frequenter , comme tous autres habitans des Pais desdits Seigneurs Etats. En outre a été conditionné & stipulé , que les Espagnols retiendront leur navigation en telle maniere qu'ils la tiennent pour le present ès Indes Orientales , sans se pouvoir étendre plus avant , comme aussi les habitans de ce Pais-bas s'abstiendront de la fréquentation des places que les Castillans ont ès Indes Orientales.

VI. Et quant aux Indes Occidentales ,

les sujets & habitans des Roiaumes ,
 Provinces & Terres desdits Seigneurs
 Roi & Etats respectivement s'abstien-
 dront de naviger & trafiquer en tous
 les havres , lieux & places garnies de
 forts , loges, ou chateaux , & toutes au-
 tres possédées par l'une ou l'autre partie ;
 sçavoir , que les sujets dudit Seigneur
 Roi ne navigeront & trafiqueront en
 celles tenues par lesdits Seigneurs Etats ,
 ni les sujets desdits Seigneurs Etats en
 celles tenues par ledit Seigneur Roi :
 & entre les places tenuës par lesdits
 Seigneurs Etats seront comprises les
 places que les Portugais, depuis l'an
 mil six cent quarante & un, ont occu-
 pé dans le Bresil sur lesdits Seigneurs
 Etats, comme aussi toutes autres pla-
 ces qu'ils possèdent à present tandis
 qu'elles demeureront auxdits Portugais,
 sans que le precedent Article puisse de-
 roger au contenu du present.

VII. Et pour ce qu'il est besoin d'un
 assez longtems pour avertir ceux qui
 sont hors desdites limites avec forces &
 navires à se desister de tous actes d'hosti-
 lité a été accordé , qu'entre les limites
 de l'octroi ci-devant donné à la Socie-
 té des Indes Orientales du Païs-Bas , ou
 à donner par continuation , la Paix ne
 commencera plutôt qu'un an après la
 date

date de la conclusion du present Traité. Et quant aux limites de l'octroi ci-dessus donné par les Etats Generaux , ou à donner par continuation à la Societé des Indes Occidentales qu'ausdits lieux la paix ne commencera pas plutôt que six mois après la date que dessus. Bien entendu que si l'avis de ladite paix soit de la part du public, de part & d'autre, parvenu plutôt entre lesdits limites respectivement , que dès l'heure de l'avis l'hostilité cessera ausdits lieux : mais si après le terme d'un an & de six mois respectivement dans les limites des octrois susdits se fait aucun acte d'hostilité , les dommages en seront réparés sans délai.

VIII. Les sujets & habitans des païs desdits Seigneurs Roi & Etats faisans trafic aux païs l'un de l'autre ne seront tenus de paier plus grands droits & impositions , que les propres sujets respectivement , de maniere que les habitans & sujets des Païs-Bas Unis , seront & demeureront exempts de certains vingt pour cent , ou de telle moindre , plus haute , ou quelque autre imposition , que ledit Seigneur Roi durant la Trêve de douze ans a levée , ou ci-après directement ou indirectement voudroit lever sur les habitans & sujets des Païs-Bas

L 5 Unis,

Unis, ou mettre à leur charge par dessus & plus haut qu'il ne feroit sur ses propres sujets.

IX. Lesdits Seigneurs Roi & Etats ne leveront hors leurs limites respectivement aucunes impositions ou gabelles pour l'entrée, sortie, ou pour autres charges sur les denrées, passans, soit par eau, soit par terre.

X. Les sujets desdits Seigneurs Roi & Etats jouiront respectivement aux pais l'un de l'autre de l'ancienne franchise des peages de laquelle ils auront été en possession paisible devant le commencement de la guerre.

XI. La frequentation, conservation & commerce entre les sujets respectivement ne pourra être empêché, & si aucuns empêchemens surviennent ils seront réuellement & de fait levez.

XII. Et depuis le jour de la conclusion & ratification de cette Paix, fera le Roi cesser sur le Rhin & la Meuse la levée de tous peages qui devant la guerre ont été sous le ressort & district des Provinces-Unies, notamment aussi le peage de Zeland, de façon que cettui peage ne sera levé de la part de sadite Majesté dans la Ville d'Anvers, ni ailleurs; bien entendu, & à condition que depuis le jour susdit les Etats de Zelande recipro-

reciproquement prendront à leur charge & paieront tout premierement depuis ce même jour les rentes annuelles qui devant l'an mil cinq cent septante deux ont été hypothéquées sur ledit peage, & desquelles les propriétaires & tireurs de rente ont été en possession & recepte devant le commencement de ladite guerre; ce que feront semblablement les propriétaires des susdits autres peages.

XIII. Le Sel blanc bouilli venant des Provinces-Unies en celles de sadite Majesté, y sera reçu & admis sans y être chargé de plus hautes impositions que le gros Sel; Et de même s'admettra le Sel des Provinces de sadite Majesté en celles desdits Seigneurs Etats, & s'y debitera sans pouvoir pareillement être plus imposé que celui desdits Seigneurs Etats.

XIV. Les Rivieres de l'Escaut, comme aussi les canaux de Sas, Zwyn, & autres bouches de Mery aboutissans, seront tenues closes du côté desdits Seigneurs Etats.

XV. Les navires & denrées entrans & sortans des havres de Flandres respectivement, seront & demeureront chargées par ledit Seigneur Roi de toutes telles impositions & autres charges qui sont levées sur les denrées allans & ve-

, 50 LES INTERETS PRESENTS
nans au long de l'Escaut, & autres canaux mentionnés en l'Article precedent ; & sera convenu ci-après entre les parties respectivement de la taxe de la susdite charge égale.

XVI. Les Villes Anseatiques avec tous leurs citoiens, habitans ; & Pais, jouiront quant au fait de la navigation & trafic en Espagne, Roiaumes & Etats d'Espagne de tous & mêmes droits, franchises, immunitéz & privileges, lesquels par le present Traité sont accordez ou s'accorderont ci-après pour & au regard des sujets & habitans des Provinces-Unies de Pais-Bas. Et reciproquement lefdits sujets & habitans des Provinces-Unies jouiront de tous & mêmes droits, Franchises, immunitéz, privileges & capitulations, soit pour l'Etablissement des Consuls dans les Villes capitales ou maritimes d'Espagne & ailleurs, où il sera besoin, comme aussi pour les Marchands, Facteurs, Maîtres des navires, mariniers ou autrement, & en la même sorte que lefdites Villes Anseatiques en general ou en particulier ont obtenu & pratiqué ci-devant, ou obtiendront & pratiqueront ci-après pour la seureté, bien & avantage de la navigation & trafic de leurs Villes, marchands, facteurs, commis & autres qui en dependent.

XVII.

XVII. Aussi auront les sujets & habitans des Pais desdits Seigneurs Etats la même seureté & liberté ès Pais dudit Seigneur Roi qui a été accordée aux sujets du Roi de la Grande-Bretagne par le dernier Traité de Paix & Articles secrets faits avec le Connetable de Castille.

XVIII. Ledit Seigneur Roi donnera au plutôt la provision nécessaire à ce que soient ordonnées places honorables pour l'enterrement des corps de ceux qui du côté desdits Seigneurs Etats viendront à deceder sous l'obeissance dudit Seigneur Roi.

XIX. Les sujets & habitans des Pais dudit Seigneur Roi venant ès Pais & Terres desdits Seigneurs Etats devront au regard de l'exercice public de la Religion se gouverner & comporter en toute modestie, sans donner aucun scandale de parole, ou de fait, ni proférer aucuns blasphemes. Et le même sera fait & observé par les sujets & habitans des Pais desdits Seigneurs Etats venans ès terres de Sadite Majesté.

XX. Ne pourront les Marchands, Maîtres des Navires, Pilotes, Matelots, leurs navires, marchandises, denrées & autres biens à eux appartenans être saisis & arrêtez, soit en vertu de quelque

que mandement general ou particulier, & pour quelque cause que ce soit, de guerre ou autrement, ni même sous prétexte de s'en vouloir servir pour la conservation & defense du Pais. On n'entend toutefois en ce comprendre les saisies & arrêts de Justice par les voies ordinaires à cause de dettes, propres obligations & contractés valables de ceux sur lesquels lesdites saisies auront été faites, à quoi il sera procédé selon qu'il est accoutumé par droit & raison.

XXI. Seront commis de part & d'autre certains Juges en nombre égal, en forme de Chambre mi-partie, qui auront seance dans les Provinces du Pais-Bas, & en tels lieux qu'il conviendra, & ce par tout, tantôt sous l'obeissance de l'un, tantôt de l'autre, selon qu'il sera convenu par consentement mutuel, lesquels Juges commis de part & d'autre, conformément à la commission & instruction qui leur sera donnée, & sur laquelle ils feront serment selon certain formulaire qui de part & d'autre sera arrêté à ce sujet, auront égard aux negociations des habitans desdites Provinces des Pais-Bas, & aux charges & impositions qui seront levées de l'un & de l'autre côté sur les marchandises. Et si lesdits Juges comprennent que de
l'un

l'un ou de l'autre , ou bien de deux côtés y soit fait aucun excès , ils regleront , & modereront ledit excès. De plus lesdits Juges examineront les questions touchant la defaillance d'execution du Traité , comme aussi les contraventions d'icelui , qui en tems & lieu pourroient survenir tant ès Pais de deçà , comme aussi ès Roiaumes lointains , Pais , Provinces & Iles de l'Europe , & en disposeront sommairement & de plein : & decideront ce qu'ils trouveront convenir en conformité du Traité ; Les sentences & dispositions desquels Juges seront executées par les Juges ordinaires du lieu , où la contravention aura été faite , ou bien contre les personnes des contraventeurs , selon qu'il sera requis par les occurences ; & ne pourront lesdits Juges ordinaires demeurer defaillans à faire ladite execution , ou la laisser faire , & reparer les contraventions dans le terme de six mois après que requisition en sera faite à eux Juges ordinaires.

XXII. Si quelques sentences & jugemens avoient été données entre personnes de divers partis non defendus , soit en matiere civile ou criminelle , ils ne pourront être executez contre les personnes des condamnez , ni sur leurs biens ;

biens. Et ne seront octroyées aucunes lettres de marque ou reprefailles, si ce n'est avec connoissance de cause, & en cas permis par les loix & constitutions Imperiales, & selon l'ordre établi par icelles.

XXIII. On ne pourra aborder, entrer, ni s'arrêter aux ports, havres, plages & rades es païs l'un de l'autre avec navires & gens de guerre & nombre qui puisse donner soupçon, sans le congé & permission de celui sous lequel sont lesdits ports, havres, plages, & rades, sinon qu'on y fût jetté par tempête ou contraint de le faire par nécessité, & pour éviter quelques perils de Mer.

XXIV. Ceux sur lesquels les biens ont été saisis & confisquez à l'occasion de la guerre, ou leurs heritiers ou en aiant cause, jouiront d'iceux biens & en prendront la possession de leur autorité privée & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au fisc, engagements, dons en faits, traictés, accords, & transactions, quelques renonciations qui aient été mises es dites transactions pour exclure de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir. Et
tous

tous & chacun biens & droits, qui conformément au présent Traité seront restitués ou devront être restitués réciproquement aux premiers propriétaires, leurs hoirs, ou en aiant cause, pourront être vendus par lesdits propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce consentement particulier. Et ensuite les propriétaires des rentes, qui de la part des Fisco seront constitués en lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions étant à la charge des fisco respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens.

XXV. Ce qui aura aussi lieu au profit des Heritiers du feu Seigneur Prince Guillaume d'Orange, même pour les droits qu'ils ont es salines du comté de Bourgogne, qui leur seront remises & delaisées avec les bois qui en dependent, au regard de ce qui ne se trouveroit avoir été acheté & payé de la part de Sadite Majesté.

XXVI. En quoi aussi l'on entend être compris les autres biens & droits assis es Comtés de Bourgogne & Charolois, & ce qui en suivant le Traité du neuvième Avril mil six cent neuf, & septième Janvier mil six cent dix respective-

spectivement n'a pas encore été restitué, fera au plutôt par tout restitué en bonne foi aux propriétaires, leurs hoirs, ou en ayant cause des deux côtés.

XXVII. Comme aussi l'on entend en ce être compris les biens & droits qui après l'expiration de la Trêve de douze ans, par sentence du grand Conseil de Malines, au prejudice du fisc ont été adjugez au feu Comte Jean de Nassau, ou en quelque autre maniere que lui Comte en ait aquis la possession, en quelques lieux, places ou Seigneuries que lescits biens & droits puissent être assis, & de qui qu'ils puissent être possédez; Laquelle sentence en vertu du present Traité est & sera tenuë pour non donnée, & toute autre acquisition de possession susdite est, & sera annullée.

XXVIII. Et quant au procès de Chastel Belin intenté du vivant du feu Seigneur Prince d'Orange par devant le grand Conseil de Malines contre le Procureur General dudit Seigneur Roi, puisque ledit procès n'a été jugé dans un an après la poursuite qui en a été faite, comme il étoit promis au quatorzième article de la Trêve de douze ans, est accordé qu'incontinent après la conclusion & Ratification du present
Traité,

Traité, le fisc au nom de Sa Majesté, ou au nom de qui que ce pourroit être, delaissera effectivement tous & chacun biens demandés audit procès, & par qui, & par quel droit ils pourroient être possédés, & renoncera au nom & de par ceux que dessus, à toutes actions & prétentions que ledit fisc pourroit avoir ou prétendre en aucune façon sur iceux biens, pour être occupés réellement & de fait, & pris en libre & pleine possession par ledit Seigneur Prince d'Orange d'à présent, ses hoirs & successeurs, & ayant cause, incontinent après la conclusion & Ratification de ce Traité, en vertu d'icelui, & sans recours à la Justice, à condition, que les fruits reçus & profités, avec les charges d'iceux jusques à la conclusion dudit présent Traité demeureront au profit du fisc.

XXIX. Si en quelque lieu se rencontre difficulté sur la restitution des biens & droits, qui doivent être restitués, le Juge du lieu fera effectuer sans delay la restitution, & en ce prendra la plus courte voye, sans que sous pretexte de la capitation non payée ou autrement, la restitution se puisse dilayer.

XXX. Les sujets & habitans des
 Pais-

Païs-Bas Unis pourront par tout dans les terres de l'obéissance dudit Seigneur Roi se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, Solliciteurs & Exécuteurs que bon leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & iceux Juges en seront requis, Et reciproquement les habitans & sujets dudit Seigneur Roi venant aux Païs desdits Seigneurs Etats jouiront de même assistance.

XXXI. Si le Fisc a fait vendre d'une part ou d'autre quelques biens confisqués, ceux à qui ils doivent appartenir en vertu du present Traité seront tenus se contenter de l'interêt du prix à raison du denier seize, pour en être païés chacun an à la diligence de ceux qui possèdent lesdits biens, autrement leur sera loisible de s'en adresser au fond & heritage vendu. Bien entendu, qu'en lieu des biens vendus, rentes rachetées, ou sort d'icelles, par, & au nom des Fiscs respectivement seront passées lettres patentes au profit des propriétaires, leurs hoirs ou en aiant cause, qui leur serviront de preuve declaratoire en conformité du Traité, avec assignation du paiement annuel sur un receveur en la Province dans laquelle
la

la vente ou rachat aura été fait, lequel receveur y sera nommé, & fera le prix calculé à raison de la premiere vente publique, ou autrement faite comme de droit, la premiere année de laquelle vente echerra un an après la date de la Conclusion & Ratification du present Traité.

XXXII. Mais si lescdites ventes avoient été faites par Justice pour dettes bonnes & legitimes de ceux à qui lescdits biens souloient appartenir avant la confiscation, il leur sera loisible, ou à leurs heritiers & en aiant cause de les retirer en payant le prix dans un an, à compter du jour du present Traité, après lequel tems ils n'y seront plus receus, & ladite retraite & rachat aiant été par eux fait, ils en pourront disposer comme bon leur semblera, sans qu'il soit besoin d'en obtenir autre permission.

XXXIII. On n'entend toutefois donner lieu à cette retraite pour les maisons situées dans les Villes, vendues à cette occasion, pour la grande incommodité & notable dommage qu'en recevroient les aquereurs, à cause des changemens & reparations qu'ils pourroient avoir fait esdites maisons, dont la liquidation seroit trop longue & difficile.

XXXIV.

XXXIV. Et quant aux reparations & meliorations faites aux autres biens vendus dont le rachat est permis, si elles sont pretenduës, les Juges ordinaires y feront droit avec connoissance de cause, demeurans les fonds & heritages hypotheequez pour la somme à quoi les meliorations seront liquidées, sans que pourtant il soit loisible auxdits acheteurs d'user du droit de retention pour en être paieez & satisfaits.

XXXV. Tous biens & droits tenus cachez, meubles, immeubles, rentes, actions, dettes, credits, & autres qui n'auront été saisis du Fisc avec deüe connoissance de cause devant le jour de la conclusion & Ratification de ce Traité, demeureront en la libre & pleine disposition des proprietaires, leurs heritiers ou en ayant cause, avec tous les fruits, rentes, revenus & profits; aussi ceux qui auront caché les susdits biens & droits, ni leurs heritiers ne pourront à cette occasion être molestez des Fiscs respectivement, mais les proprietaires, leurs heritiers ou en ayant cause, auront pour le regard d'iceux droit contre un chacun comme pour leur propre bien.

XXXVI. Les arbres coupez après le jour de la conclusion de ce Traité, & qui ce jour même auront encore été
sur

sur le fond, comme aussi les arbres vendus, qui lors de ladite conclusion n'auront encore été coupez, demeureront aux propriétaires, nonobstant la vente faite, & sans qu'ils soient tenus de paier aucun prix.

XXXVII. Les fruits, loüages, fermes & revenus des Seigneuries, terres, dîmes, pecheries, maisons, rentes, & autres provenus des biens, qui conformément au Traité devront être restituez, écheus après le jour de la conclusion de ce Traité, demeureront pour toute l'année aux propriétaires, leurs hoirs, ou en ayant cause.

XXXVIII. Les fermes des biens confisquez ou annotez (quoi qu'elles auront été faites pour longues années) expireront dans la même année de la conclusion du Traité, selon la coutume des lieux respectivement, où lesdits biens seroient assis, & les fermes écheues après le jour de la conclusion du Traité, comme dit est, seront payées aux propriétaires. Bien entendu, si le fermier desdits biens a employé pour le cru d'icelle année aucuns frais auxdits biens, que lesdits frais seront remboursez par les propriétaires au fermier selon la coutume ou discretion des Juges du lieu de l'affiete desdits biens.

XXXIX

XXXIX. La vente des biens confisquez ou annotez faite après la conclusion du Traité sera tenuë pour nulle & non faite, comme aussi la vente faite devant ladite conclusion contre les capitulations ou accords faits particulièrement avec aucunes Villes.

XL. Les maisons des particuliers restituées, ou à restituer conformément au Traité ne seront reciproquement chargées de garnisons, ou d'aucunes autres choses autrement, ni plus haut que les maisons des autres habitans de semblab'e condition.

XLI. Nul ne fera de l'un ou de l'autre côté empêché directement ou indirectement au changement du lieu de sa demeure, en payant les droits convenables, & si aucuns empêchemens étoient faits depuis le Traité, ils seront promptement levez.

XLII. Si quelques fortifications ou ouvrages publics ont été faits d'une part ou d'autre avec permission & autorité des superieurs en des lieux dont la restitution doit être faite par le present Traité les propriétaires d'iceux seront tenus se contenter, de l'estimation qui en sera faite par les Juges ordinaires, tant desdits lieux que de la Jurisdiction qu'ils avoient, si ce n'est que les parties
s'en

s'en accordent de gré à gré, comme aussi satisfaction sera faite aux propriétaires des biens appliquez aux fortifications, ouvrages publics, ou lieux pieux.

XLIII. Quant aux biens d'Eglises, Colleges & autres lieux pieux assis dans les Provinces-Unies, lesquels étoient membres dépendans d'Eglises, Benefices & Colleges qui sont de l'obéissance dudit Seigneur Roi, ce qui n'a été vendu avant la conclusion du présent Traité, leur sera rendu & restitué, & y rentreront aussi de leur autorité privée, & sans aide de Justice pour en jouir, & sans en pouvoir disposer, selon ce qui a été dit ci-dessus : Mais pour ceux qui seront vendus avant ledit tems, ou donnez en paiement par les Etats d'aucunes des Provinces, la rente du prix leur sera payée chacun an à raison du denier seize par la Province qui aura fait ladite vente, ou donné lesdits biens en paiement, & assignée aussi en sorte qu'ils en puissent être asseurez. Le semblable sera fait & observé du côté dudit Seigneur Roi.

XLIV. Touchant les prétentions & intérêts que le Seigneur Prince d'Orange pourroit avoir au regard des parties dont il n'est pas en possession; sera convenu par un Traité à part à la satis-

faction dudit Seigneur Prince d'Orange : mais quant aux biens & autres effets, dont ledit Seigneur Prince est en possession par octroy & concession desdits Seigneurs Etats Generaux au Bailliage de Hulster Ambacht & ailleurs, dont lesdits Seigneurs Etats depuis peu lui ont donné la confirmation, toutes icelles parties lui demeureront absolument en pleine propriété au profit de lui même, de ses hoirs & successeurs, ou en aiant cause, sans qu'il puisse être rien pretendu sur lesdits biens en vertu d'aucuns Articles du present Traité.

XLV. Pour ce qui est de certains autres points, qui outre le contenu du precedent Article ont été traitez & convenus separement, & signez en deux divers écrits, l'un du huietieme Janvier, l'autre du 27. Decembre mil six cent quarante sept, pour & au nom, dudit Seigneur Prince d'Orange; lesdits écrits, & tout le contenu d'iceux sortiront effet & seront confirmez, accomplis & executez selon leur forme & teneur, ni plus ni moins que si tous lesdits points en general, ou chacun d'eux en particulier étoient de mot à mot inferez en ce present Traité; & ce nonobstant toutes autres clauses du present Traité à ce contraires, ausquelles l'on entend déroger

deroger, & est derogé expressement par le present Article, & seront tenuës pour non faites, & sans que pour cause d'icelles l'effet, l'accomplissement & l'execution des susdits deux écrits du huitieme Janvier & vingt septième Decembre mil six cent quarante sept puisse être empêché, ou dilaié en aucune maniere.

XLVI. Ceux à qui les biens confisquees doivent être restituez, ne seront tenus de paier les arrerages des rentes, charges & devoirs spécialement affectez & assignez sur iceux biens pour le tems qu'ils n'en ont joui, & s'ils en sont poursuivis & inquietez d'une part ou d'autre, en seront renvoyez absous. Et s'il se trouve au vrai que tous les biens de quelqu'un de l'un ou de l'autre côté aient été confisqués ou annotés, en sorte qu'un tel n'ait retenu aucuns moiens, desquels il auroit peu payer les rentes ou intérêts échus durant la confiscation ou annotation, icelui non seulement sera quitte des charges réelles & rentes en conformité du Traité, mais aussi des charges generales & personnelles des rentes, & intérêts, qui durant ledit tems seront échus.

XLVII. On ne pourra pretendre
M 2 aussi

aussi pour les biens vendus ou accordés afin d'être diqués ou rediquez, sinon les redevances auxquelles les Possesseurs se sont obligés par les Traités sur ce faits avec les interêts des deniers d'entrée, si aucuns ont été donnez, aussi à raison du denier seize comme dessus.

XLVIII. Les Jugemens donnés pour biens & droits confisqués aux parties qui ont reconnu les Juges, & ont été légitimement defendus tiendront, & ne seront les condamnez reçus à les contredire sinon par les voies ordinaires.

XLIX. Ledit Seigneur Roi quitte & renonce à toutes pretentions de rachat, & à tous autres droits & prétentions qu'il pourroit avoir ou prétendre en aucune maniere sur la ville de Grave, païs de Kuyk, ses appartenances & dépendances, ancienne Baronie de Brabant, ci-devant tenuë en engagement du feu Seigneur Prince d'Orange, & le rachat duquel engagement a été quitté & converti en propriété & cédé au profit du feu Seigneur Prince Maurice en Decembre mil six cent onze; par les Seigneurs Etats Generaux des Païs-Bas Unis, comme Souverains de ladite ville de Grave & Païs de Kuyk, suivant & en conformité des lettres patentes sur
ce

ce expediées, & en vertu de laquelle conversion & cession ledit Seigneur Prince d'Orange d'à present, ses hoirs & successeurs, ou en aiant cause, jouiront à toujours de la pleine & entiere propriété de ladite ville & País de Kuyk, ses appartenances & dépendances.

L. Quitte aussi & renonce ledit Seigneur Roi à tous & chacuns droits & pretentions, soit de propriété, cession ou autres, qu'en aucune maniere il pourroit prétendre sur la Ville, Comté & Seigneurie de Lingen, & les quatre Villages & autres droits y appartenans, comme aussi sur les Villes & Seigneuries de Bevergarde, de Kloppenbourg, & autres pretentions envers & contre qui que ce soit, pour demeurer réellement & de fait à jamais audit Seigneur Prince d'Orange, ses hoirs & successeurs ou en ayant cause en plein droit de propriété, conformément aux lettres de Don & Investiture de l'Empereur Charles Quint en date du troisième Novembre 1546, & la transaction après faite entre le Comte de Buren & le Comte de Tecklenbourg en date du cinquième Mars mil cinq cent quarante huit, & finalement en suite de la cession sur ce faite en Novembre mil cinq cent septante huit, que ledit Sei-

gneur Roi, entant que lui pourroit toucher, a confirmé, & confirme par le present Traité.

LI. Lesdits Seigneurs Roi & Estats commettront, chacun endroit soi, les Officiers & Magistrats pour l'administration de la Justice & police ès Villes & Places fortes, lesquelles par le present Traité doivent être renduës aux propriétaires pour en jouir.

LII. Le haut Quartier de Gueldre sera échangé moiennant l'équivalence; & en cas qu'on ne puisse tomber d'accord de ladite équivalence, on s'en remettra à la Chambre mi-partie, pour y être décidée dans six mois après la conclusion & Ratification du Traité.

LIII. Ledit Seigneur Roi s'oblige à procurer effectivement la continuation & observation de la neutralité, amitié & bonne voisinance de la part de Sa Majesté Imperiale & de l'Empire avec lesdits Seigneurs Estats; à laquelle continuation & observation lesdits Seigneurs Estats s'obligent aussi reciproquement, & s'en devra faire la confirmation dans deux mois de la part de sa Majesté Imperiale, & dans un an de la part de l'Empire, après la conclusion & ratification du present Traité.*

** Ceci a été exécuté par Acte de l'Empereur expédié à Lintz le 6. Juillet 1648.*

LIV. Les meubles confisqués & fruits qui seront escheus avant la conclusion du present Traité ne seront sujets à aucune restitution

LV Les actions mobilières qui auront été remises par lesdits Seigneurs Roi & Estats au profit des debiteurs particuliers avant la conclusion du present Traité, demeureront éteintes d'une part & d'autre.

LVI. Le tems qui a couru pendant la guerre à commencer depuis l'année mil cinq cent soixante sept jusques au commencement de la Trêve de douze ans, comme aussi le temps qui a couru depuis l'expiration de ladite Trêve jusques à la conclusion de ce Traité, ne sera compté, pour par ce moyen donner préjudice ou dommage à quelqu'un.

LVII. Ceux qui durant la guerre se sont retirés en Païs neutres, jouiront aussi du fruit de ce Traité, & pourront demeurer où bon leur semblera, voire même retourner en leur anciens domiciles, pour y habiter en toute sécurité, en observant les loix du Païs, sans qu'à l'occasion de leur demeure, qu'ils feront en quelque lieu que ce soit, leurs biens puissent être saisis, ni eux privés de la jouissance d'iceux.

LVIII. On ne pourra faire aucuns nouveaux Forts dans les Pais-Bas, ni de l'un ni de l'autre côté, aussi on ne pourra creuser nouveaux Canaux ni fossés, par lesquels on pourroit repousser ou détourner l'un ou l'autre parti.

LIX. Les Seigneurs de la Maison de Nassau, comme aussi le Comte Jean Albert de Solms, Gouverneur de Maestricht, ne pourront être poursuivis ni molestés en leurs personne ou biens pour aucunes debtes contractées par le feu Seigneur Guillaume Prince d'Orange depuis l'an mil cinq cent soixante sept jusques à son trespas, ni pour aucuns arrerages escheus pendant le saisissement & annotation des biens qui en étoient chargez.

LX. Si aucune contravention étoit faite au Traité par des particuliers sans commandement desdits Seigneurs ou Roi ou Etats, le dommage sera réparé au même lieu où la contravention aura été faite s'ils y sont surpris, ou bien en celui de leur domicile, sans qu'ils puissent être poursuivis ailleurs en leurs corps ou bien, en quelque maniere que ce soit, & ne sera loisible de venir aux armes ou rompre la Paix à cette occasion, mais bien sera permis en cas de denegation manifeste de Justice
de

de se pourvoir ainsi qu'il est accoutumé par lettres de marque ou represailles,

LXI. Toutes exheredations & dispositions faites en haine de la guerre sont declarez nulles & tenues pour non faites, & sous telles exheredations faites en haine de la guerre, l'on entend comprendre celles qui sont faites pour quelque cause, dont la guerre seroit procedée, ou qui en dépendent.

LXII. Les sujets & habitans des Pais desdits Seigneurs Roi & Estats, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sont declarez capables de succeder les uns aux autres, tant par testament que sans testament, selon les coutumes des lieux, & si quelques successions étoient ci-devant écheues à aucuns d'iceux ils y seront maintenus & conservez.

LXIII. Tous prisonniers de guerre seront delivrez d'une part & d'autre, sans paier aucune rançon, sans distinction & reserve des prisonniers, qui ont servi hors des Pais-Bas & sous autres Etendarts & drapeaux, que ceux desdits Seigneurs Etats.

LXIV. Le paiement des arrerages des contributions qui lors de la conclusion du Traité resteront à paier pour les personnes & biens de part & d'au-

tre, sera réglé & déterminé par ceux qui de part & d'autre ont la surintendance des contributions.

LXV. Et ne tournera, ni pourra être aucunement interprété à l'avantage ni au préjudice d'aucun directement ou indirectement tout ce qui durant la negociation de part & d'autre sera proposé ou allegué de bouche ou par écrit; ainçois tant lesdits Seigneurs Roi & Etats Generaux & particuliers; comme aussi tous Princes, Comtes, Barons, Gentils-hommes, Citoyens & autres habitans des Roiaumes & Païs respectivement, de quelque qualité, état ou conditions qu'ils soient, demeureront en leurs droits, selon la teneur du Traité, & la conclusion d'icelui.

LXVI. Les habitans & sujets desdits Seigneurs Roi & Etats respectivement jouiront réellement de l'effet du quinzieme article de la Trêve de douze ans expirée, & de l'effet du dixieme article de l'accord ensuivi le septième de Janvier mil six cent dix; & ce pour autant que durant le terme de la susdite Trêve ledit effet n'a été suivi ni procuré de part & d'autre.

LXVII. Les limites en Flandres & ailleurs seront reglez en telle sorte qu'on trouvera

trouvera qu'ils appartiennent au ressort de l'un ou de l'autre côté ; surquoi on attendra & seront delivrées les informations pour être réglées lesdites limites en son tems.

LXVIII. De la part & du côté du dit Seigneur Roi d'Espagne seront demolis près & ès environs de l'Ecluse, les Forts ci-nommés, sçavoir St. Job, St. Donas, le fort l'Etoile, le fort Ste. Therese, le fort St. Frederic, le fort Ste. Isabelle, le fort St. Paul, la redoute Papemuts. Et du côté & de la part desdits Seigneurs Etats seront demolis les Forts qui s'ensuivent ; sçavoir les deux forts en l'Île de Casant nommez Orange & Frederic, les deux de Pas, tous ceux lur la Riviere de l'Escault du côté Oriental excepté Lillo, & le fort à Kieldrecht, appelé Spinola, de laquelle demolition à faire reciproquement sera convenu entre les parties pour en regler équivalence.

LXIX. Tous les Registres, Chartres, Lettres, Archives & papiers, comme aussi sacs des Procès, concernans, respectivement aucunes des Provinces-Unies, Pais associés, Villes Membres ou aucuns habitans d'iceux, étans ès Cours, Chanceleries, Conseils & Chambres de Police, Justice, Finances,

M 6 Fiefs,

Fiefs , ou Archives , soit à Avenes , Malines , ou autres places sous l'obéissance dudit Seigneur Roi seront délivrées en bonne foi à ceux qui de la part desdites Provinces respectivement auront commission de les demander ; Et le même sera fait de la part desdits Seigneurs Etats pour les Provinces , Villes & particuliers de l'obéissance dudit Seigneur Roi.

LXX. La juridiction sur les eaux sera laissée à la Ville de l'Ecluse , ainsi qu'elle lui appartient.

LXXI. La Digue traversant & bouchant la Riviere de Soute près S. Donas sera ôtée & ouverte , en y faisant & construisant un Sas , de la garde duquel Sas il sera convenu , ainsi qu'il est dit ci-dessus au regard de la démolition des Forts.

LXXII. En ce présent Traité de Paix seront compris ceux qui devant l'échange de l'Agreation ou Ratification , ou trois mois après seront nommez de part & d'autre , dans lequel terme ledit Seigneur Roi nommera ceux qu'il jugera convenir ; * de la part desdits Seigneurs
Etats,

** L'Empereur , les Electeurs Princes & Etats de l'Empire , le Comte de Bentheim , le Prince de Anhalt , le Comte de Solms ont été compris dans ce Traité.*

Etats ; sont nommez le Prince Landgrave de Hesse-Cassel , avec ses païs , Villes & Etats ; le Comte d'Oostfrise , la Ville d'Embden , le Comté & Païs d'Oostfrise ; les Villes Anseatiques , & particulièrement Lubec , Bremen , Hambourg ; & réservent lesdits Seigneurs Etats de nommer dans le susdit terme tels autres qu'ils trouveront convenir.

LXXIII. Au regard de la prétention du Comte de Flodrof pour la restitution à lui faire du Château de Leut avec les biens qui en pourroient dépendre , & tous autres biens & Villages , qui lui pourroient appartenir aux environs , & qui fussent saisis de la part dudit Seigneur Roi , ladite restitution lui est accordée , comme aussi du Chateau ; sauf à être pourvû entre la conclusion du présent Traité & la Ratification d'icelui , sur l'entretien d'une garnison de la part dudit Seigneur Roi , ou sur la démolition des nouvelles fortifications faites depuis que le Chateau a été occupé.

LXXIV. Quant à ce qui le 8. Decembre mil six cent quarante six , a été traité & convenu entre les Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roi & Etats touchant Rogier Huygens , pour & au nom
de

de sa femme Damoiselle Anne Marguerite de Stralen , cela aura toute telle force & effet , & sera accompli & exécuté en la même sorte que s'il étoit inféré de mot à mot en ce présent Traité.

LXXV. Et afin que le présent Traité soit mieux observé , promettent respectivement lesdits Seigneur Roi & Etats de tenir la main , & employer leurs forces & moiens , chacun endroit soi , pour rendre les passages libres , & les Mers & Rivières navigables & seures contre l'incursion des Mutins , Pirates , Corsaires & Voleurs ; & s'ils les peuvent prendre, les faire châtier avec rigueur.

LXXVI. Promettent en outre de ne rien faire contre & au préjudice du présent Traité , ni souffrir être soit directement ou indirectement , & si fait étoit de le faire reparer sans aucune difficulté ni remise ; & à l'observation de tout ce que dessus ils s'obligent respectivement (même ledit Seigneur Roi soi même & ses successeurs) & pour la validité d'icelle obligation renoncent à toutes loix , coutumes & autres choses quelconques à ce contraires,

LXXVII. Sera le présent Traité ratifié & approuvé par lesdits Seigneurs Roi & Etats , & les lettres de Ratification

cation seront delivrées de l'un à l'autre en bonne & deue forme dans le Terme de deux mois. Et si ladite Ratification arrive auparavant, cesseront dès lors tous actes d'hostilité entre les parties, sans attendre l'expiration dudit terme. Bien entendu, qu'après la conclusion & signature du présent Traité l'hostilité des deux côtés ne cessera, qu'au prealable la Ratification dudit Seigneur Roi d'Espagne ne soit delivrée en deue substance & forme, & changée contre celle desdits Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

LXXVIII. Si bien que cependant les affaires des deux côtés demeureront en même état & constitution que lors de la conclusion du présent Traité ils seront trouvés, & ce jusques à tant que la susdite Ratification reciproque sera échangée & delivrée.

LXXIX. Sera ledit Traité publié par tout où il appartiendra incontinent après que les Ratifications de part & d'autre seront changées & delivrées, & cesseront dès alors tous actes d'hostilité.

En foi de tout ce que dessus nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roi des Espagnes, &c. & Etats Generaux
des

278 LES INTERETS PRESENTS
des Provinces-Unies, en vertu de nos
pouvoirs respectifs avons signé le pre-
sent Traité, & cacheté du cachet de
nos Armes.

Fait à Munster en Westphalie le
trentième de Janvier mil six cent qua-
rante huit.

Signé & Cacheté.

(L.S.) EL	(L.S.) B. DE GENT.
CONDE DE	(L.S.) J. DE MATENESSE.
PENERAN-	(L.S.) ADRIAN PAW.
DA.	(L.S.) JEAN DE KNUYT.
	(L.S.) G. DE REEDE.
(L.S.) A.	(L.S.) F. DE DONIA.
BRUN.	(L.S.) WILH. RIPPERDA.
	(L.S.) ADRIAN KLANT.

[CCCC.]

1661. *TRAITÉ de Partage des trois Quartiers de Dalem , Faulquemont , Rolleducq & Pais d'Outre-Meuse entre le Roi d'Espagne & leurs Hautes Puissances , en conséquence du Traité de Munster , conclu le 26. Decembre 1661. tiré du Recueil des Traitez.*

COMME ainsi soit , qu'après la Paix conclué entre le Seigneur Roi d'Espagne d'une part , & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas de l'autre : Il y est survenu plusieurs disputes & differends sur les Pays de Faulquemont , Dalem & Rolleducq , Outre-Meuse , & que nous Don Estevan de Gamarra y Contreras , Conseiller de sa Majesté en son Conseil supreme de Guerre , Gouverneur de la Citadelle de Gand , & son Ambassadeur Ordinaire aux Provinces-Unies , & les souffignez Commissaires des susdits Seigneurs Estats Generaux nous trouvons enchargez , & autorisez par nos Procures & pleines Puissances respectives , l'une datée le 26. de Septembre & l'autre le 15. d'Aoust

d'Aoust 1657. pour concerter , appaier , accommoder & ajuster lescdites disputes & differends des trois Pais d'Outre-Meuze susmentionnez : Partant nous Ambassadeur & Commissaires susdits , après avoir tenu plusieurs Conferences par ensemble , & échangé divers Actes , Ecrits & Memoires , en vertu de nosdites respectives Procures , & pleines Puissances , afin d'avoir un pied ferme & asséuré , pour parvenir au final accommodement de cette affaire si désirée des deux costez , avons premierement accordé & convenu mutuellement le 25 de Fevrier & 27 de Mars de l'année 1658 & ensuite arrêté & établi que le susdit Seigneur Roi , & les susdits Seigneurs Etats Generaux auroient , tiendroient & possederont un chacun en pleine & libre propriété , superiorité & souveraineté éternellement & hereditairement , pour eux & pour leurs respectifs Successeurs la juste moitié desdits trois pays d'Outre-Meuze ; & ce sous les conditions dont on conviendrait par après reciproquement : Ensuite dequoi nous lescdits Ambassadeurs & Commissaires aians passé à l'examen , & debat desdits Articles & Conditions préliminaires , qui doivent être arrêtez au plus grand profit de sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux ,

raux , & avantage desdits trois pays , & des habitans d'iceux , avant que de faire aucun partage par le menu , après avoir aussi tenu différentes Conferen-ces , & échangé diverses Pieces sur lesdits Articles preliminaires. Nous les avons ajusté , & couché par écrit de commun consentement , en la forme qu'ils ensuivent , inferez ci-après de mot à autre.

*Articles & Conditions ajustées entre Mes-
sire Don Estevan de Gamarra y Con-
treras , Ambassadeur du Seigneur Roi
d'Espagne , & les Sieurs députez des
Seigneurs Estats Généraux des Pro-
vinces-Unies du Pays-Bas , touchant
le partage des trois Pays d'Outre-
Meuze , pour estre réglé en cette con-
formité & les Articles & Conditions
inserées dans l'Acte dudit partage ,
& observées de part & d'autre après
l'accomplissement d'icelui.*

PRemierement , que l'accord & tran-
section à faire par la division des-
dits trois Pais d'Outre-Meuze , sera
tenu de part & d'autre , comme une
partie & dependance du Traité de
Paix,

Paix, conclu le 30. de Janvier 1648. dans la Ville de Munster, entre le Seigneur Roi d'Espagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, & en suite de ce sera observée & executée inviolablement en tous les Points, & de la même façon que si elle y étoit inferée de mot à autre.

II. Que toutes les injures & offenses causées par les disputes qu'il y a eu pour le maintien de la Souveraineté des deux côtez dans lesdits trois Païs contentieux, seront entierement amorties, & mises en oubly, de part & d'autre, de sorte que personne, de quelque qualité ou condition qu'elle soit, ne pourra être recherchée pour ce sujet à l'avenir, ou mal-traitée de faits ou de paroles sous quelconque pre-texte que ce puisse être, soit de Religion, soit d'avoir tenu ou favorisé l'une ou l'autre Partie.

III. Que toutes les actions ou prétentions que les Souverains des deux côtez, & leurs sujets pourroient mouvoir, & susciter au regard de la levée des Toulieux, Licentes, ou quelques autres revenus de quelconque nature qu'ils puissent être, & de quelle façon qu'on les puisse nommer, comme aiant été

été levez & perçus , d'un côté & d'autre , durant les disputes pour lefdits trois Païs , feront & demeureront reciproquement amorties fans ulterieure recherche , afin de prévenir toutes fache-ries , & ulterieures contestations.

IV. En cas qu'il s'y trouve quelques Seigneuries , Villages , ou Hameaux dans lefdits trois Païs , lesquels ont été fujets jufques à prefent , ou le font encore à quelques fervitudes ou courvées , à quelques autres Places ou Jurifdi-ctions , qui pourroient tomber par ce partage fous le reflort d'un autre Souverain , lefdites Courvées & Servitu-des au regard des Villages & Jurifdi-ctions de l'autre Souverain , feront & demeureront amorties , & les Officiers de part & d'autre ne les pourront plus exiger des habitans defdites Seigneuries , Villages ou Hameaux , hormis de ceux qui tomberont fous le reflort de leur Souverain.

V. Que les Officiers de part & d'autre & les Inhabitants , qui auront à prétendre ou demander quelques Do-maines , Rentes , Fermes , ou autres Revenus de ceux de l'autre Souverain ne pourront envoyer de leur propre au-
thorité , à défaut de paiement , des Huif-
fiers , ou Executeurs fur le reflort de
l'autre

l'autre Souverain , ains se devront adresser à l'Officier , ou à la Justice ordinaire du lieu , où lesdits Débiteurs résideront , pour en obtenir la deuë satisfaction par les voies ordinaires , à quoi on les aidera de part & d'autre sans aucuns dilays , qui ne soient pas nécessaires , & sans tergiversations.

VI. Tous les Papiers , Chartres , Documents , Registres , Protocoles & Procès , qui ont été enlevez par voies de fait , & executions Militaires , ou autrement , ostez aux Magistrats, Juges & Places , où ils ont appartenu anciennement , seront restituez de bonne foi de part & d'autre , à la requisition & instance des Interezzés à qui il appartiendra. Bien entendu que lesdits Papiers originaux devront être restituez , & demeurer aux Châteaux , Villes , Bancqs , Villages & Justices , auxquelles ils appartiennent respectivement , & que de l'autre côté au regard de quelques Bancqs subalternes , Villages , Hameaux & Justices séparées l'on en donnera des Copies authentiques , ou vidimées , à la requisition desdits Interezzés & à leur dépends.

VII. Toutes les Sentences prononcées depuis le mois de Juin de l'année 1644. par les Justices , Cours , & Magistrats

gistrats des deux côtez , ausdits trois Pais par forme de retorsion , & à raison des disputes survenues pour lesdits trois Pais , ou qui sont encore indecises devant lesdits Tribunaux , seront annulées par le présent Accord , & tenues pour nulles & de nulle valeur , tant au regard des confiscations des Biens , Meubles & Immeubles , comme des condamnations à mort & des bannissements. Et ce généralement sans exception des personnes , de quelque condition qu'elles soient , & sous quelconque prétexte que lesdites Sentences puissent avoir été renduës , soit par faute de relief des Fiefs ou autrement. Ensuite de quoi tous lesdits Biens , Meubles & Immeubles , devront être promptement restituez sans aucune forme de Procès , aux condamnez ou interressez , & aussi & entendu spécialement que lesdits Seigneurs Etats Généraux mettront tels ordres , que certains dix neuf cent quatre vingt & treize florins quatre sols six deniers en argent comptant , provenus des Aides du Pays de Faulquemont , levées pour l'année 1653. au profit du Seigneur Roi d'Espagne par le Receveur Massin de l'Abbaie ; & autres quinze cent florins d'amende , lesquels ont tombé entre les mains du Grand Escoutete Groulard ,

Groulard , ensuite d'une Sentence du Magistrat de Maëstricht , renduë le 30. de Decembre 1653. seront restituez par icelui audit Receveur de l'Abbaie : Et en cas qu'il s'y en trouve quelque chose d'égaré ou caché , lescits deniers seront repartis avec les Aides arrierées , que le susdit Seigneur Roi a encore à prétendre sur ledit Pays de Faulquemont , ainsi qu'il est porté ci-bas dans l'Article XVIII.

VIII. Mais on ne pourra demander aucune restitution , ni compensation des dépens de Justice , causez au sujet desdits Procès , & des exécutions en ensuivies , ni aussi des interêts , ou fruits qui auront été tirez , cependant desdits deniers , ou d'autres Biens immeubles.

IX. Les Sentences rendues en matiere civile, tant par les Juges ordinaires dans lescits trois Païs , comme par les autres Conseils & Magistrats des deux côtez en Jugement contradictoire entre quelques Particuliers touchant les affaires privées , seront maintenues des deux côtez , & sortiront leur entier effet.

X. Mais les causes qui pendent à present indecises , soit qu'elles touchent lescits particuliers , ou le Païs en commun

mun devront être poursuivies, transportées & intentées de nouveau devant les Juges de l'un ou de l'autre côté, lesquels seront trouvez être competents après la conclusion du partage des Païs.

XI. Tous transports, adheritences, reliefs & autres Actes exercés de Jurisdiction, ou des condamnations volontaires qui ont été legitimement passez de part & d'autre, depuis le tems devant les respectifs Bancqs de Justice, Cours ou Chambre Feodales, desdits trois Païs; demeureront dans leur pleine force & vigueur, & les Officiers des deux côtés, devant lesquels lesdits Actes auront été passez, seront tenus d'en donner la deue communication, comme aussi de les consigner aux respectifs Officiers & Justices des lieux où il conviendrait que lesdits Actes fussent gardez & enregistrez, bien entendu toutes fois qu'en cas que l'on trouve que l'on auroit passée quelques transports contraires, ou autres Actes comme dessus, devant les Cours ou Justices des deux cotez sur une même chose, qu'en ce cas les Actes qui auront esté passez par devant le lieu & le Juge par devant lequel ils devroient avoir esté passez après l'ajustement du present partage, prevaudront aux autres,

& seront tenus pour valides ; comme aussi en cas que l'on pourroit avoir fait dès deux côtez quelques obligations ou hypotheques , les Actes qui auront été passez par devant le Juge sous lequel le bien demeurera par ce partage , demeureront bons & valides.

XII. Les Fiefs situez tant dans lesdits trois Païs , comme hors d'iceux , lesquels seront aussi partagez en ce partage , releveront absolument des Cours ou Chambres Feodales du Souverain sous lequel ils tomberont sans avoir aucunes ulterieures dépendances des Cours ou Chambres Feodales de l'autre Souverain , desquelles ils pourroient avoir relevé ci-devant.

XIII. Les Sentences Criminelles rendues de part & d'autre , durant la dispute des trois Païs , & exécutées à la charge de tels Delinquans , qui ont été pris & actionnez pour des excès & crimes tant capitaux qu'autres ; ne seront sujettes à aucune recherche ou correction , soit par voye d'appel , revision ou autres benefices de droit , tant au regard du fait au principal comme de l'interêt Civil , que quelque Partie y pourroit avoir.

XIV. Mais en cas que quelqu'un auroit été condamné par absence & inoui ,
il

il se pourra faire relever de ladite Sentence contumacielle par les Cours respectives , & être admis à sa défense , devant le Juge de sa résidence , moyennant la refusion des dépens de Justice en telle forme & façon , que le droit & les circonstances du fait le pourront permettre ; à charge toutesfois qu'il aura à poursuivre ledit relief dans le terme de trois mois après la publication de cette , & à donner dans le mois ensuivant deuë connoissance d'avoir obtenu ledit relief au Juge de ladite Justice , après quoi il sera tenu de poursuivre deuëment sa décharge , ou à défaut de ce , la Sentence renduë aura lieu , & pourra être exécutée à sa charge.

XV. En cas que quelque Delinquant auroit été condamné par Sentence contumacielle de la Justice de l'un des Souverains , pour quelque mesfait commis , & que cependant il pourroit avoir obtenu Lettres de remission ou abolition de l'autre Souverain pour le même mesfait avant la date de ladite Sentence , afin d'éviter tous desordres , & laisser le tout à l'avenir à la disposition du Souverain , comme aussi du Juge qui sera competent après la conclusion du susdit partage : Il se laissera disposer en faveur du tel Delinquant , &

par respect des Lettres de remission ou abolition déjà accordées par l'un des Souverains, en cas qu'il vienne à tomber avec ses Biens, & son Domicile, sous le Ressort de l'autre, à faire expédier des nouvelles Lettres d'abolition & d'approuver ce qui avoit déjà été fait par l'autre Souverain : Bien entendu, que lescdites Lettres de remission ou abolition devront être dûement enregistrées dedans le terme de trois Mois après la date de cettés par devant le Juge competent, sous lequel le Delinquant viendra à ressortir au regard que dessus.

XVI. Comme l'on trouve que durant les disputes desdits trois Païs on a intenté & instruit differents Procès, devant les Justices & Magistrats de deux côtez, même par Appel & Reformation, sur une même chose, & qu'ils ont été decidez par Sentences contraires & diffôrmes, ou annullées par cassation : On declare par cettés, que toutes les Sentences diffôrmes & cassées, seront tenues pour nulles, de nulle valeur, & comme point rendues, & qu'il sera permis à un chacun, tant à l'Acteur, qu'au Defendeur de pouvoir instituer de nouveau leurs actions cruellement, & de les intenter de rechef respectivement

ment devant le Juge, qui sera competent après la conclusion du partage.

XVII. Les Domaines arriérés, que le Seigneur Roi d'Espagne a encor à pretendre de quelques Particuliers au Pais de Faulquemont, montant à la Somme d'environ 5980. florins, en suite des specifications & Memoires en exhibez, pourront être exigez d'iceux, sans aucune charge desdits Seigneurs Etats Generaux, ni du Pais & collectez par les voyes ordinaires, comme il est porté ci-dessus en l'Article V.

XVIII. Les Aydes arriérées que le susmentionné Seigneur Roi a encore à pretendre au Pais de Faulquemont pour les Années 1654. 1655. & 1656. seront reparties sur ledit Pais entier dans les trois Années prochaines, chaque fois par un juste tiers, de ce qui reste encore à paier, sans prendre aucune reflexion sur le partage, qui pourroit être entretemps ajusté touchant ledit Pais, & ce sur le même pied & proportion que lesdites Aydes ont été reparties & levées les Années passées; sous condition toutesfois que pour empêcher tous excès & nouveaux despens d'executions, la collecte se fera chaque Année sans aucun delai ni tergiversation par un Officier que lesdits

N ; Sei-

Seigneurs Etats ordonneront sur la portion qui tombera de sous leur Souveraineté.

XIX. Les charges pretendues des Capitaux negotiez, dont les trois Quartiers respectifs sont chargez d'un côté & d'autre, tant de ceux qui sont fondez sur iceux anciennement, comme des autres qui ont été levez du depuis pour le service des Pais & des deux Souverains, montans & importans au Pais de Faulquemont cent & cinq mille deux cents cinquante florins, & de plus autres soixante quatre mille quatre cent quatre vingt & deux florins douze sols un denier & demi : En celui de Dalem trente trois mille six cent cinquante huit florins douze sols, & en celui de Rolleducd deux cent cinquante florins de capital, selon les états & spécification, qui en ont été dressez par des Officiers des deux côtez, & communiquées de part & d'autre, se recevront provisionnellement de telle façon, que depuis la date de cettes, & le partage des trois Pais étant effectivement accomplis, on ne connoistra, ni recevra d'un côté ni d'autre, aucunes ulterieures, ou nouvelles charges realisées, ou Capitaux negotiez à la charge des deux Souverains ou sur leurs

leurs portions, par qui, ou pour quelconques raisons qu'ils puissent être pretendus, & que ceux qui sont mis & specifiez ci-dessus, seront distribuez & repartis, selon la portion usitée en chacun Païs, de sorte que chaque portion passera & demeurera aux respectifs Souverains avec les charges susdites. Et pour ce qui touche les debtes courantes, & encore ouvertes, lesquelles sont aussi comprises dans lesdits états & specifications, ou qui pourroient encore être demandées ou pretendues en aucune façon: Il est convenu par cettes, & aussi arrêté que l'on n'en fera aucune masse commune ou meslangé, mais qu'elles demeureront séparées des Capitaux ci-dessus specifiez à la charge d'un chacun des Souverains à part, pour les faire examiner & justifier, & en suite repartir & lever sur le partage de son Ressort.

XX. Et ce toutesfois sous cette condition & reserve, qu'il sera permis à un chacun des Souverains, pour ce qui touche son Ressort & son interest, de faire non seulement revoir & examiner le fondement, & les raisons des levées des Sommes susmentionnées dans le precedent Article; mais aussi de faire resumer & recoller les exorbitantes

executions, quartiers, logements, despens de bouche, charges, reparations, & autres frais, qui ont été faits depuis l'An 1648. dans lesdits trois Païs par les Regences & Officiers des deux côtez, comme aussi l'Administration & les comptes qui ont été passez làdessus, avec les raisons & verifications d'iceux, afin d'en disposer après que la recherche en aura été faite, & ce que l'on en aura descouvert, selon que l'on trouvera convenir en Justice ou equité; & après que ledit partage aura été effectivement fait & accompli, les Deputez des deux Souverains, eu égard au commun interest, qu'ils ont en cette affaire, considereront par ensemble s'il ne seroit pas utile & necessaire de faire ladite recherche & recollement, au profit desdits trois Païs de commun concert, & sur un tel pied dont on pourroit convenir unanimement des deux côtés, comme aussi de proposer pour l'avantage desdits trois Païs & arrester quelques termes tolerables d'Années, dans lesquelles on pourroit repartir & collecter, ce qui se trouvera devoir être reparty selon la proportion que dessus.

XXI. Les ventes & engageres de quelques Terres, Seigneuries ou Domaines

nes situez dans lesdits trois Païs, lesquelles pourroient avoir été faites de la part du Seigneur Roi d'Espagne, avant la date du 5. de Decembre de l'An 1644. comme aussi les titres & qualitez donnez avant ledit temps à quelques Cavaliers desdits Païs, soit de Comté, Baronie ou autres, demeureront en leur entier & en vigueur, réservant neantmoins à un chacun le droit de purge des engageres ou retraite, où il sera convenu & conditionné.

XXII. Et comme de la part des Seigneurs Etats Generaux on a supporté des notables despens pour la reparation des Châteaux des trois Païs respectifs, & pour le bâtiment des logemens commodes en iceux : Et qui, en la presente division des Païs, ils inclineroient à les faire aussi entrer dans le partage, lesdits despens sont pris en telle consideration, en cas qu'un ou plus desdits Châteaux vienne à tomber sous la portion du Seigneur Roi d'Espagne; que pour le remboursement des reparations faites à celui de Faulquemont, le Seigneur Roi susmentionné paiera auxdits Seigneurs Etats la Somme de huit mille florins, pour celui de Rolleducd une pareille Somme de

huit mille florins, & huit cent pour celui de Dalem, laquelle Somme devra être satisfaite dans le temps de trois Mois ; après la date de l'Accord au principal.

XXIII. Et finalement en cas qu'après le partage fait desdits trois Païs, il y surviendrait quelques difficultez ou disputes, touchant les appendances & dependances, Jurisdiccions & Districts des parties qui auront été partagées des deux côtez (ce que l'on ne veut pas espérer) la Judicature & connoissance d'icelles sera remise à la Chambre mi-partie, conformément, & en suite du XXI. Article du Traité de Paix, conclu l'An 1648. à Munster, pour y être décidées par les Juges de ladite Chambre.

En foi de quoi nous Ambassadeurs & Deputez susnommez avons signé les présents Articles, Conditions & Points de nos propres seings & y fait apposer les respectifs Cachets de nos Armes. A la Haye le 26. de Decembre 1661.

ET après avoir arrêté lesdits Articles, le partage même desdits trois Pays par le menu, aiant été mis sur le tapis, & ayant procedé tant sur la maniere & forme d'icelui, comme sur les

les ingredients, & parties dudit partage diverses Propositions, & Conventions, après avoir tenu plusieurs Conferences, eschangé de part & d'autre des balances & contre-balances, & étant par après rentrez en Conferences amiables : Nous lesdits Ambassadeurs & Commissaires avons finalement accordé, & convenu mutuellement sur le partage desdits trois Païs par le menu, & piece par piece en la forme & maniere suivante, Sçavoir que ledit Seigneur Roi aura, tiendra & possèdera eternellement & hereditairement pour lui & ses Successeurs en pleine & libre Propriété, Superiorité, & Souveraineté du Païs de Faulquemont les Seigneuries & Villages de Nuth, Vieu-Faulquemont, Schinn sur la Geulle, Strucht, la Maison d'Oost sur la Geulle, Winantsrade, Geleen, Schumen, Spanbeeck, Oirbeeck, Jabeeck, Brounsfen, Schinvelt, Hoensbroeck, Vaesrade & Schasberg, sauf que le Chemin ordinaire qui court d'Herle, par le milieu de la Jurisdiction, & sur le Territoire de ladite Seigneurie de Schasberg, étendu à la largeur d'une verge des deux côtez dudit Chemin (selon qu'il court presentement) demeurera ausdits Seigneurs Etats Gene-

raux sans aucunes réserves, vexation, servitudes, ou charges imaginables avec plein droit de propriété, Supériorité & Souveraineté; bien entendu toutefois que le fond desdits deux verges au côté du susdit chemin demeurera aux Propriétaires & aussi que les Manants & Habitants de ladite Seigneurie de Schasbergh, pourront se servir librement du susdit chemin jusques au País de Rolleducq, & le Territoire de l'Empire, & même jusques au Village d'Herle sans aucunes vexations ni charges, comme ci-dessus est dit, & ce avec tous les Hameaux, Ressorts, Jurisdiction, Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines, & autres Regales ou Revenus y appartenants, de quelque nature qu'ils puissent être, & quel nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes les appendances & dependances desdits Villages & Seigneuries & de plus le Cloistre ou Couvent de St. Gerlach, dans l'enclos, ses murailles avec pleine franchise de tous les Biens, Rentes & Revenus, qui lui appartiennent, presentement en quelque lieu qu'ils puissent être situés, & que des Fiefs relevant du Château de Faulquemont seront detachez, & demeureront au profit dudit Seigneur
 Roi,

Roi, les Fiefs estrangers ci-dessous
 spécifiez, sçavoir la Cense de l'Abbaye
 de Vaudieu situé à Munster Geleen, le
 Village de St. Martin Fouron, la Mai-
 son & Château de Wolfsrade, les Dix-
 mes de Reymerſdael, la Cense de Cœn-
 rade, les Biens Seigneuriaux & Dix-
 mes de Teuven au Duché de Limbourg,
 la Seigneurie & Château de Limbrecht,
 les Moulins de Scheertzeel auprès
 d'Aix, la Cense & Moulins de Su-
 sterzeel, la Chambre Feodale de 17.
 Hommes à Sombref, le Ponton de
 Stockhem sur la Meuze, la Seigneurie de
 Wischersweer, la Cense de Langfelt
 au País de Limbourg, & le Fief de
 Reymerſtock : Que de la même façon
 le susdit Roi aura, tiendra, & posse-
 dera eternellement & hereditairement,
 pour lui & ses Successeurs du País de
 Dalem, les Banqs, Seigneuries & Vil-
 lages de Fouron le Comte, Meer, Nor-
 debay, Warſage, Moulant, St. Mar-
 tin Fouron, Aubel, Cherratte, Neuf-
 Château, Mortier, Houſſe & Richel,
 avec tous les Hameaux, Ressorts, Ju-
 risdictions, Droits, Fiefs, Vassallages,
 Aydes, Domaines & autres Regales ou
 Revenus, y appartenants de quelque
 nature qu'ils puissent être, & quelque
 nom qu'ils puissent avoir, comme aussi
 toutes

toutes leurs appendances & dépendances, & finalement que ledit Seigneur Roi aura tiendra, & possèdera éternellement, & hereditairement pour lui & ses Successeurs, en pleine & libre Propriété, Superiorité & Souveraineté (comme ci-dessus est dit) le Château & la Ville de Rolleducq, & de plus les Bancqs, Seigneuries & Village de Mercxftin, Kirckraedt, Ubach, Simpelvelt, Wels & Roerdorp, avec tous les Hameaux, Ressorts Jurisdiction, Droits, Fiefs, Vassallages; Aydes, Domaines & autres Regales ou Revenus, de quelque nature qu'ils puissent être, & quelque nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes leurs appendances, & dependances, y étant spécialement compris tous les Fiefs estrangers consistants en Seigneuries, Villages, Censés & autres Biens, qui pourroient dependre dudit Château de Rolleducq.

Et que de même les susdits Seigneurs Etats Generaux, auront, tiendront & possèderont éternellement, & hereditairement pour eux, & leurs Successeurs en pleine & libre Propriété, Superiorité & Souveraineté du Pais de Faulquemont, le Château & la Ville de Faulquemont, & de plus les Bancqs, Seigneuries & Villages de Meerffen, Houthem,

Houthem, Haren, Geulle, Velestraten, Bunde, Amby, Itteren, Clinmen, Hulsbergh, Schummert, Eysden, Herckenraedt, Eekelraede, Beeck, Nederbeeck, Bergh, Bemelen, Blijt & Herle; comme aussi le chemin ordinaire qui court d'Herle, par le milieu de la Jurisdiction & Territoire de la Seigneurie de Schasberg, étendu à la largeur d'une verge de Terre des deux côtez dudit chemin (de la même façon qu'il court presentement) sans aucune reserve, & hors de toutes les vexations, servitudes ou charges imaginables, de quelle façon qu'on les puisse nommer, & ce avec tous les Hameaux, Ressort, Jurisdicions, Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines, & autres Regales ou Revenus appartenans ausdits Villages & Seigneuries de quelque nature qu'ils puissent être; & quelque nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes leurs appendances & dépendances. Et que des Fiefs relevans dudit Château de Faulquemont, y demeureront attachez au profit des susdits Seigneurs Etats Generaux les Fiefs Estrangers; sçavoir la Seigneurie de Hurt, la Cense de Mesch, la Seigneurie & Château de Leuth, la Porte Blanche de Steyn, la noble Salle & Cense de Eys, le grand
&

& le petit Blanckenberg à Cadier , les biens Seigneuri-~~aux~~ situez sous Rechem , le Ponton dudit Rechem , & celui de Gueulle sur la Meuze , le Fief de Brui-sterbosch , celui de Blissen , nommé Mangelt , le Fief d'Udick-hoven , & celui de Leyfersbosch situé auprès de Ste. Geertrude : Et que de même les susdits Seigneurs Etats Generaux auront , tiendront , & posséderont éternellement & héréditairement pour eux & pour leurs Successeurs , en pleine & libre Propriété , Superiorité & Souveraineté , la Ville & Château de Dalem , & de plus les Bancqs , Seigneuries & Villages de Trembleur , Olne , Bombay , Feneur , Cadier & Oost , avec tous leurs Hammeaux , Ressorts , Jurisdiccions , Droits , Fiefs , Vassallages , Aydes , Domaines , & autres Regales ou Revenus , y appartenans , de quelque nature qu'ils puissent être , & quelque nom qu'ils puissent avoir , comme aussi toutes leurs appendances & dépendances y compris spécialement tous les Fiefs Etrangers consistans en Seigneuries , Villages , Censés & autres Biens dependans dudit Chateau. Et finalement que les susdits Seigneurs Etats Generaux auront , tiendront , & posséderont éternellement & héréditairement pour eux , & leurs Successeurs

cesseurs en pleine & libre Propriété , Superiorité & Souveraineté du País de Rolleducq , les Bancqs , Seigneuries & Villages de Gulpen , Margraeten , Holset , Vilen & Vaels , avec tous leurs Hameaux , Resforts , Jurisdiccions , Droits , Fiefs , Vassallages , Aydes , Domaines , & autres Regales ou Revenus y appartenants , de quelque qualité qu'ils puissent être , & quelque nom qu'ils puissent avoir , comme aussi toutes leurs appendances & dépendances. Et d'autant que la Seigneurie d'Elfloo du País de Faulquemont , & celle de Bernauwe du País de Dalem , demeurent indivises dans ledit partage , parce qu'il y a Procez pendant & indecis par devant le Conseil de Brabant seant à Bruxelles entre les Estats desdits trois País , & les Seigneurs desdites Seigneuries & que le fond du Ravensbosch situé dans le País de Faulquemont , ressort pour deux tiers , ou environ sous le Bancq de Meerssen , & pour l'autre tiers sous le Village de Chimmert ; partant nous les susdits Ambassadeurs & Commissaires avons accordé & convenu mutuellement sur ce sujet , que l'expédition sera poussée à communs frais avec toute ferveur , & que l'on en attendra le succès , afin d'en convenir ultérieurement

ment selon l'exigence des affaires , au contentement reciproque , & pour ce qui concerne le Ravensbosch , en demeurant la Souveraineté du fond sous le Bancq , & Village ci-devant spécifiés , on mettra premièrement en vente la coupe , & après le fond , par parties commodes , & le tout se vendra au temps convenable sous des conditions raisonnables au profit du susdit Seigneur Roi , & des susdits Seigneurs Estats Généraux moitié par moitié , & afin d'ajuster deüiement ensuite tout le surplus au regard dudit partage , & prévenir toutes les disputes & différends , qui s'y rencontrent encore en quelque façon , ou qui pourroient s'ensuivre : Partant nous lesdits Ambassadeur & Commissaires avons arresté entre nous que les Revenus des Aydes ordinaires ou Domaines , qui ont été levez jusques à présent des deux cotés , sur lesdits trois Païs entiers , se rendront selon le vieil pied ; sçavoir les Aydes au dernier de Decembre prochain , & les Domaines le jour de St. André , ou au dernier de Novembre de cette année , de sorte que les Aydes & Domaines respectifs commenceront à courir séparément au profit des deux Souverains ; sçavoir le premier
de

de Janvier 1662. & le premier de ce mois de Decembre, & comme parmy lesdits Domaines il s'y trouve differents Moulins, dont les fermes viennent à eschoir à la St. Jean, ou au 24. de Juin de l'année prochaine, lesdites Fermes seront divisées par le demy an, escheant le 24. de ce mois; & par conséquent les revenus & despens desdits Moulins demeureront privativement au profit & à la charge des respectives hautes parties sous le ressort desquelles ils seront tombez par ce partage. Que de plus pour la commodité commune & pour prévenir les autres mesintelligences (comme dessus) qui pourroient soudre touchant les limites, entre le Fort de Navagne, & le ressort de la Seigneurie d'Eysden; comme aussi touchant les Seigneuries de Fouron le Comte, moulant & Bombaye, au regard des passages dont le susdit Seigneur Roi pourroit avoir besoin; afin d'avoir un chemin & passage libre dudit Fort par le Pais de Dalem vers celui de Limbourg, & qu'en échange lesdits Seigneurs Estats Généraux pourroient aussi avoir besoin d'un chemin & passage libre de la Ville de Mastricht, & la Jurisdiction d'Eysden, vers Bombaye & Dalem, comme aussi
de

de mêmes afin que la Dame & Religieuses de St. Gerlach , puissent avoir une libre entrée & sortie de leur Cloistre : partant nous ledit Ambassadeur & Commissaires avons convenu reciproquement , quant au premier que l'on fera une séparation des limites entre le Voelle ou le Ruissëau , qui descend de Fouron le Comte dans la Meuze & ledit Fort de Navagne à la distance de deux tiers dudit fond , & ainsi de travers jusques à la Jurisdiction de Moulant , & que celle d'Eysden demeurera retranchée , de sorte que lesdits deux tiers , qui seront hors de ladite Couppure ou separarion vers le Fort de Navagne , & spécialement tout le fond , sur lequel ledit Fort est basti , & ainsi tirant de travers vers le Territoire de Moulant par le plus court & droit chemin demeureront aussi au susdit Seigneur Roi , en la même pleine & libre Propriété , Superiorité & Souveraineté , qu'il a été stipulé des autres parties ci-dessus spécifiées , & quant au second , qu'en cas que l'on rencontre lesdites difficultez des deux côtés , ou de l'un ou de l'autre , & que le susdit Seigneur Roi , ou les susdits Seigneurs Etats Generaux ne puissent pas avoir respectivement les Chemins

ou

ou Passages libres, ainsi que ci-dessus est dit, que les deux hautes Parties auront à se désigner par ensemble, ou bien l'une à l'autre, qui en aura besoin, & le requerra, tels Chemins & Passages commodes par & sur leurs Territoires & Jurisdictions, qui pourroient être nécessaires, lesquels Chemins & Passages ils ne pourront charger d'aucuns Droits de passages, Toulieus, Licentes, ou autres Impositions, quelque nom qu'elles puissent avoir, & quant au dernier lesdits Seigneurs Etats Generaux donneront à la Dame & Religieuses de St. Gerlach, une libre entrée & sortie par les Chemins qui vont dudit Cloistre par Geullem & Bergh, ou par Strabach & Broeckhem vers les Pais dudit Seigneur Roi aux Seigneuries de Vieu-Faulquemont & de Scheinn sur la Geulle, pour y passer, & repasser, & s'en pouvoir servir, tant pour elles mêmes comme pour tous autres de quelque condition qu'ils soient, Domestiques ou Estrangers, Religieux ou Seculiers, sans aucune exception, comme aussi pour toutes les Denrées, Marchandises, Bestiaux, Fruicts, & tout ce que l'on voudra porter audit Gloistre, ou en transporter, sans aucune exeption, & sans au-

cune

cune charge de droits de Passage, Toulieux & Licentes, ou autres Impositions quelque nom qu'elles puissent avoir, & de plus nous lesdits Ambassadeurs & Commissaires avons trouvé bon d'arrêter par cettés, que toutes les injures, offences, & dommages qui peuvent avoir été faits, donnez ou soufferts durant ce respectif Traité jusques à ce jourd'huy datté d'icelluy tant en general qu'en particulier, seront & demeureront hors de recherche & de compensation, & que la mutuelle Correspondance & Amitié sera reestablie par tout dans les trois Païs, afin que par le present Traité, Accord, & Accommodement viennent à cesser entierement toutes les mesintelligences tant en particulier, qu'en general, & que toute la confidence reciproque, y soit confirmée : Et finalement, afin qu'il n'y reste aucune occasion ni moyens par lesquels ce grand & salutaire ouvrage puisse être enervé ou altéré, en tout ou en partie : Nous lesdits Ambassadeurs & Commissaires avons trouvé bon de declarer de bonne foy des deux côtéz, que nous acceptons au nom & au profit du susdit Seigneur Roi, & des susdits Etats Generaux respectivement, & absolument lesdits

lesdits partages en leur entier, & en chaque partie selon qu'ils se trouvent entendus ci-dessus spécifiquement, & par le menu, sans aucune réserve d'abus, erreur de calcul, ou quelconques autres, qui ont été pris en considération touchant la forme de l'évaluation, du partage desdits Païs, ou qui pourroient ou devroient y avoir été pris. Promettans des deux cotez de faire approuver & ratifier tous lesdits Articles, Points & Conditions ci-dessus exprimez, par le susdit Seigneur Roi, & par les susdits Seigneurs Etats Generaux, & d'en faire dépêcher les Actes de Ratification en deüe forme dans le terme de quatre mois.

En foi de quoy nous lesdits Ambassadeurs & Commissaires, lavons signé de nos propres mains, lesdits Articles, Points & Conditions, & y apposé le Cachet de nos Armes. A la Haye le 26. de Decembre 1661.

Etoit signé & cacheté comme s'ensuit.

(L.S.) *Gamarra.* (L.S.) *R. Huygens.*
 (L.S.) *J. de Merode.* (L.S.) *Joan de Witt.*
 (L.S.) *Johan Kieu.* (L.S.) *Johan v Reede.*
 (L.S.) *E. v. Bootsma.* (L.S.) *B. I. Mulert.*
 (L.S.) *I. Isbrandts.* (L.S.) *J. v. Borse le*
vander Haoghe. (L.S.) *H. v. Beverningk.*
[DDDD.]

[D D D D.]

1650. *TRAITÉ de Marine entre la Couronne d'Espagne & Leurs Hautes Puissances , conclu en Decembre 1650.*

Comme depuis la conclusion de la Paix à Munster , entre les Seigneurs Roi d'Espagne, & Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas , quelques disputes & differens seroient survenus , touchant la vraie intelligence de l'Article conclu séparément le 4 du mois de Février de l'an 1648. en ladite Ville , concernant la Navigation , Commerce , seureté , liberté , & facilité d'icelui ; & que lesdits Seigneurs Roi & Etats Généraux aiant jugé à propos d'en donner quelque éclaircissement & explication , afin de prévenir toutes occasions de plaintes & étreindre de plus en plus la correspondance entre eux , & leurs sujets , reciproquement par la sincere & parfaite observation dudit Traité de Paix en tout & un chacun de ses articles , principalement dans ce point de si grande utilité & importance , & que pour cet effet ledit Seigneur Roi auroit commis

mis de sa part Messire Antoine Brun , Chevalier , Conseiller de Sa Majesté en son Conseil d'Etat , & supreme pour les affaires des Pais-Bas & de Bourgogne , près de sa personne , son Plenipotentiaire aux Traitez de la Paix générale , & son Ambassadeur ordinaire auprès desdits Seigneurs Etats Généraux.

Et lesdits Seigneurs Etats , les Sieurs Rutger Huygens , Chevalier ; François Banning Cock , Chevalier, Sieur de Purmerlant & Ilpandam , Bourguemaître & Conseiller de la Ville d'Amsterdam , Corneille Ripperse , Bourguemaître de la Ville de Hoorn en West-Frise ; Jaques Veth , Conseiller & Pensionnaire de la Ville de Middelbourg en Zelande ; Gyfbert de Hoolck , vieil Bourguemaître de la Ville d'Utrecht ; Joachim d'Andrée , vieil Premier Conseiller en la Cour Provinciale de Frise , Chevalier ; Jean de la Beecke , à Doornik & Crytenburg , Bourguemaître de la Ville de Deventer ; Adrian Clant à Stedum , Sieur de Nitterfum , députés du Corps de leur Assemblée.

Lesdits Sieurs Ambassadeur & Députés aiant tenu plusieurs conférences , ont enfin au nom & de la part desdits Seigneurs Roi , & Etats Généraux convenu , accordé & conclu le présent

212 LES INTERETS PRESENTS
Traité aux Articles & Conditions qui
s'ensuivent.

I. Premièrement, les Sujets & Habitans des Provinces-Unies du Païs-Bas, pourront en toute seureté & liberté naviger & trafiquer dans tous les Roiaumes, Etats & Païs, qui sont, ou seront, en paix, amitié & neutralité avec l'Etat desdites Provinces-Unies.

II. Et ne pourront être troublez ou inquietez dans cette liberté par les Navires, ou sujets du Roi d'Espagne à l'occasion des hostilités, qui se rencontrent; ou pourroient se rencontrer ci-après, entre ledit Seigneur & les susdits Royaumes, Païs & Etats ou aucuns d'iceux, qui seront en amitié ou neutralité avec lesdits Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

III. Ce qui s'étendra au regard de la France, à toutes sortes de Marchandises & denrées qui s'y transportoient avant qu'elle fut en Guerre avec l'Espagne.

IV. Bien entendu toutesfois que les sujets des Provinces - Unies s'abstiendront d'y porter Marchandises provenant des Etats dudit Seigneur Roi d'Espagne, telles qu'elles puissent servir contre lui & lesdits Etats.

V.

V. Et quant aux autres Roiaumes , Etats & Païs , étant en Amitié ou neutralité avec lefdites Provinces-Unies , bien qu'elles se trouvent en Guerre , avec ledit Seigneur Roi , n'y pourront être portées , Marchandises de Contrebande ou aucuns biens défendus , & pour d'autant mieux l'empêcher , lefdits Seigneurs Etats en feront défenses bien exprefles par Placarts & Edits.

VI. De plus pour d'autant mieux prévenir les differends qui pourroient naître , touchant la designation des Marchandises defendues & de Contrebande il a été déclaré & convenu , que sous ledit nom feront compris toutes Armes à feu & assortiffemens d'icelles , comme Canons , Mousquets , Mortiers , Petards , Bombes , Grenades , Sauciffes , Cercles poiffez , Affuts , Fourchettes , Bandoulières , Poudres , Meches , Salpêtre , Balles. Pareillement font entendues sous le même nom de Marchandises defendues & de contrebande , toutes autres Armes comme Piques , Epées , Morions , Cafques , Cuiraffes , Halebardes , Javelots , & autres semblables , est encore prohibé sous ledit nom le transport de gens de Guerre , de Chevaux , de harnachemens , fontes de Pistolets , Bau-

214 LES INTERETS PRESENTS
driers & assortissimens façonnez & formés à l'usage de la Guerre.

VII. Pour éviter pareillement toute matiere de dispute & contention , est accordé que sous ledit nom de Marchandises de contrebande & defendues, ne seront compris le froment , bleds & autres grains & legumes , Sel , Vin , Huile , ni generalement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la Vie , mais demeureront libres , comme toutes autres Marchandises non comprises en l'Article précédent , & en sera le transport permis , même aux lieux Ennemis , sauf aux Villes & Places assiegées , bloquées ou investies.

VIII. Et afin d'empêcher que lesdites Marchandises defendues & de contrebande selon qu'elles viennent d'être designées & réglées par les Articles immediatement précédens ne passent auxdits Ennemis du Seigneur Roi d'Espagne , & qu'au prétexte aussi de tel empêchement , la liberté & seureté de la Navigation & commerce ne soient retardées , on est demeuré d'accord , que les Navires avec les Marchandises des sujets & Habitans desdites Provinces-Unies étant entrés en quelque havre dudit Seigneur Roi , & voulant de là passer à ceux des susdits Ennemis , seront

ront obligés seulement de produire & montrer aux Officiers du havre d'Espagne, ou autres Etats dudit Seigneur Roi, d'où ils partiront, leurs Passeports contenant la specification de la charge de leurs Navires, attestée & marquée du Scel & Seing ordinaire, & reconnu des Officiers de l'Amirauté aux quartiers dont ils seront premierement partis, avec declaration du lieu où ils seront destinés, le tout en forme ordinaire & accoutumée; après laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite ils ne pourront être molestés, ni recherchés, detenus ou retardés en leur Voiage, sous quelque prétexte que ce soit.

IX. Même lesdits Navires des sujets & Habitans des Provinces-Unies, étant en pleine Mer, ou même venant dans quelques Rades, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrant, sans toutefois y vouloir débarquer & rompre leurs charges, ne seront obligez de rendre compte de la charge de leurs Navires, sauf en cas qu'ils fussent soupçonnés de porter aux Ennemis dudit Seigneur Roi Marchandises de contrebande, comme il a été dit précédemment.

X. Et audit cas de suspicion apparente, lesdits sujets & Habitans des

Provinces-Unies , seront obligez de montrer dans les havres , leurs Passeports , en la sorte ci-devant spécifiée.

XI. Que s'ils sont entrés en Rades , ou rencontrés en pleine Mer , par quelques Navires dudit Seigneur Roi , ou des Armateurs particuliers , ses sujets, lesdits Navires pour éviter tous desordres , demeurans éloignez de la portée du Canon pourront envoyer leur bateau ou Chaloupe à bord du Navire des sujets & habitans des Provinces-Unies , & faire entrer en icelui deux ou trois hommes seulement , auxquels seront montrez les Passeports par le Maître ou Patron dudit Navire des Provinces-Unies , en la forme spécifiée aux articles antérieurs , & aussi les lettres de Mer , couchées selon le formulaire qui en sera inferé à la fin du present Traité , par où devra conster non seulement de la charge , mais aussi du lieu de sa demeure & résidence aux Provinces-Unies , & du nom tant du Maître ou Patron , que du Navire , afin que par ces deux moiens on puisse reconnoître , s'il y a Marchandises de Contrebande , & qu'il apparaisse suffisamment de la qualité du Navire , comme aussi du Maître ou Patron d'icelui , auxquels Passeports & Lettres de

de Mer , fera donné entiere foi , & creance d'autant plus , que tant de la part dudit Seigneur Roi , que de celle desdits Seigneurs Etats seront données des contremarques , pour mieux reconnoître la validité , & afin qu'elles ne puissent être aucunement falsifiées.

XII. Et au cas que dans lesdits Vaisseaux des sujets des Provinces-Unies , se trouvent par le moien susdit quelques Marchandises de celles , déclarées ci-dessus de Contrebande & défendues , elles seront dechargées & confisquées par devant les Juges de l'Amirauté ou autres competens , sans que pour cela le Navire ou autres biens & Marchandises libres & permises , retrouvées au même Navire puissent être en aucune façon saisies , ni confisquées.

XIII. A été en outre accordé & convenu , que tout ce qui se trouvera chargé par lesdits sujets & habitans des Provinces-Unies en un Navire des Ennemis dudit Seigneur Roi , jaçoit que ce ne fût Marchandises de Contrebande , sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire sans exception ni reserve.

XIV. Mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi , tout ce qui sera dans les Navires , appartenant aux sujets desdits

Seigneurs Etats, encore que la charge, ou partie d'icelle fut aux Ennemis dudit Seigneur Roi, sauf les Marchandises de Contrebandes, au regard desquelles on se reglera selon ce qui a été disposé aux Articles precedens.

XV. Les sujets dudit Seigneur Roi auront reciproquement mêmes droits & liberté en leur Navigation & Trafic au regard desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, que leurs sujets au regard dudit Seigneur Roi d'Espagne; s'entendant que la reciprocité & égalité sera en tout de part & d'autre, même au cas ci-après ledit Seigneur Roi eût amitié & neutralité avec aucuns Rois, Princes ou Etats, qui vinssent à être Ennemis desdites Provinces-Unies, usant reciproquement les deux parties de mêmes conditions & restrictions exprimés aux Articles ci-dessus.

XVI. Que le present Traité servira d'éclaircissement & explication à l'Article particulier conclu à Munster le 4. de Fevrier de l'An 1648. sans y déroger, sauf en ce, où la presente explication se trouvera être au de-là du contenu audit Article.

XVII. Sera le present Traité de même vigueur & durée, que s'il avoit été
inséré

inferé au Traité Original de la Paix entre lesdits Seigneurs Roi & Etats, avec reserve toutes-fois, qu'en cas qu'à la suite du tems on découvre quelques fraudes ou inconveniens au fait dudit Commerce & Navigation, auxquels n'aura été suffisamment pourvû, & remedié, d'y pouvoir apporter telles autres precautions, qu'on estimera convenir d'un ou de l'autre côté, demeurant cependant le present Traité en sa force & vigueur.

XVIII. Finalement que ledit present Traité sera agréé & confirmé par lesdits Seigneur Roi d'Espagne, & Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas, dans quatre mois après la date d'icelui,

S'ensuit le Formulaire de la Lettre de Mer en François.

AUX Serenissimes, Très-Illustres, Illustres, Très-Puissans, Puissans, Très-Nobles Nobles, Honorables & Prudens, Seigneurs Empereurs Rois, Republique, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaîtres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toute
O y bonur

bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquelles ces Patentes verront ou lire orront, nous Bourguemaîtres & Regens de la Ville sçavoir faisons que N. N. . . Maîtres de Navire. . . . Comparant devant nous a déclaré de serment solennel, que le Navire nommé N. . . . grand environ . . . Lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux Inhabitans des Provinces-Unies, Ainsi Dieu le vouloit aider. Et comme volontiers, nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requérons tous en general & en particulier, ou le susdit Maître avec son Navire & denrées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benigne-ment & traiter duement, le souffrant sur les droits accoutumez des peages & frais, dans par & auprès vos Ports, Rivières & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter & negocier là, & où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoîtrons. A remoin de quoi nous y avons fait apposer le Seau de nôtre Ville.

En foi de quoi, nous Ambassadeur & Deputez susdits en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons signé ces presentes de nos Seings ordinaires, & à icel-
les

les fait apposer les cachets de nos Armes.
A la Haye en Hollande ce 17. Decem-
bre, 1650.

(L.S.)A. BRUN.	(L.S.) Huy- GENS.	(L.S.) G. v. HOOECK.
-------------------	----------------------	-------------------------

(L.S.) F. BANNING COCK.	(L.S.) Jo. AN- DRE'E.
-------------------------------	--------------------------

(L.S.) CORN. RIPPERSE.	(L.S.) J. v. BEECK.
---------------------------	------------------------

(L.S.) JACOB VERH.	(L.S.) ADR. CLANT.
-----------------------	-----------------------

[EEEE.]

1648. TRAITÉ d'Osnabruck, entre l'Empire, la Suede & la France, conclu le 24. Octobre 1648. tiré de Heiff. Histoire de l'Empire, &c.

*Au nom de la Sainte & indivisible Trinité.
Ainsi soit-il.*

I.

QU'il soit notoire à tous & un chacun qu'il appartient &c. . . *

Qu'il y ait une Paix Chrétienne universelle & perpetuelle & une amitié vraie & sincere, entre sa sacrée Majesté Imperiale, la Maison d'Autriche, & tous ses alliez & adherans, & les heritiers & successeurs d'un chacun, principalement le Roi Catholique, & les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire d'une part : Et sa sacrée Majesté Roiale, & le Roiaume de Suede, ses adherans & alliez, & les successeurs & heritiers d'un chacun, principalement le

[*] Ce préambule est le même que celui du Traité de Munster.

le Roi très-Chrétien, & respectivement les Electeurs Princes & Etats de l'Empire d'autre part, Et que cette Paix s'observe & se cultive sincerement & serieusement, en sorte que chaque partie procure l'utilité, l'honneur, & l'avantage l'une de l'autre; & qu'ainsi de tous côtés on voye renaître & refleurir les biens de cette Paix & de cette amitié, par l'entretien seur & reciproque d'un bon & fidele voisinage de l'Empire Romain avec le Roiaume de Suede, & du Roiaume de Suede avec l'Empire Romain.

I I.

Qu'il y ait de part & d'autre un oubli & une Amnistie perpetuelle de tout ce qui a été fait depuis le commencement de ces troubles, en quelque lieu ou quelque maniere que les hostilitéz aient été exercées par l'une ou l'autre partie, de sorte que ni pour aucune de ces choses, ni sous aucune autre cause ou pretexte, l'on n'exerce ou fasse exercer, ni ne souffre plus qu'il soit fait ci-après, l'une contre l'autre aucun acte d'hostilité, ou inimitié, vexation, ou empêchement; ni quant aux personnes, ni quant à la condition, ni quant aux
biens

biens ou à la feureté, soit par foi-même ou par d'autres en cachette, ou bien ouvertement, directement ou indirectement, sous espece de droit, ou par voie de fait, ni au dedans ni en quelque autre lieu hors de l'empire, nonobstant tous pactes contraires faits auparavant; mais que toutes les injures, violences, hostilité, dommages, & dépenses qui ont été faites & causées de part & d'autre, tant avant que pendant la guerre de fait, de parole, ou par écrit, sans aucun égard aux personnes ou aux choses, soient entièrement abolies; si bien que tout ce que l'un pourroit demander & pretendre sur l'autre pour ce sujet, soit enseveli dans un perpetuel oubli.

III.

Selon ce fondement d'une Amnistie générale & non limitée, tous & chacun les Electeurs du saint Empire Romain, les Princes, & les Etats, y compris la Noblesse qui relève immédiatement de l'Empire, leurs vassaux, sujets citoyens & habitans, auxquels, à l'occasion des troubles de la Boheme & de l'Allemagne, ou des alliances contractées ça & là, il a été fait de l'une ou de l'autre
part

part quelque prejudice & dommage en quelque maniere , ou sous quelque pre-texte que ce puisse être , tant en leurs domaines, biens feodaux, sous-feodaux, & allodiaux , qu'en leurs dignitez , immunités , droits & privileges , soient pleinement retablis de part & d'autre au même état pour le spirituel & pour le temporel , qu'ils en jouissoient ou pouvoient jouir de droit avant qu'ils y fussent troublez , nonobstant tous changemens faits au contraire lesquels demeureront annullez.

Mais comme telles & semblables restitutions se doivent toutes entendre , sauf les droits quelconques , tant du domaine direct que de l'utile , qui appartiennent dans les biens qui sont à restituer , soit Seculiers ou Ecclesiastiques , à celui qui les restituë , ou à celui à qui on les restituë , ou à quelque tierce personnes ; sauf aussi les droits dont il y a procès pendant en la Cour Imperiale , ou en la chambre Imperiale , ou dans les autres Tribunaux immediats ou mediats de l'Empire ; ainsi cette clause salutaire générale , ou d'autres plus speciales mentionnées ci-après ne pourront en aucune façon empêcher cette restitution. Mais ces competens droits, actions , exceptions ; & procès seront
après

après la restitution faite , examinez , discutez , expediez par devant le Juge competant. Cette reserve ne portera non plus aucun prejudice à ladite Amnistie universelle & illimitée , ni ne s'étendra aux proscriptions , confiscation ; & autres semblables alienations , & moins encore derogera t'elle aux articles qui seront autrement convenus , & particulièrement à l'accommodement des griefs. Car il paroîtra ci-dessous , dans l'article de l'accommodement des griefs Ecclesiastiques , quel droit ceux qui sont ou seront restituez auront dans les biens Ecclesiastiques , qui ont été jusques à present en debat & contestation.

I V.

Or bien qu'on puisse facilement juger par la precedente regle générale , qui sont ceux qui doivent être restituez , & jusques à quel point ; on a pourtant voulu , sur l'instance de quelques-uns , faire mention de quelques causes de la plus grande importance , ainsi qu'il en suit ; en sorte neanmoins que ceux qui expressément , ou ne sont pas nommez , ou sont retranchez , ne soient point pour cela reputez pour obmis , ou pour exclus.

La clause de la Maison Palatine a été avant toutes choses discutée par l'Assemblée d'Osnabruck & de Munster, en sorte que la contestation qui en a été meuë depuis long-tems, a été terminée en la maniere suivante.

§. 1. Pour ce qui regarde la Maison de Baviere, la dignité Electorale que les Electeurs Palatins ont eüe ci-devant avec tous droits regaliens, offices, préseances, ornemens, & droits quelconques appartenans à cette dignité, sans en excepter aucun, comme aussi le haut Palatinat, & le Comté de Cham avec toutes leurs appartenances, droits regaliens, & autres droits, demeureront comme par le passé ainsi qu'à l'avenir, au Seigneur Maximilien Comte Palatin du Rhin Duc de Baviere, à ses enfans, & à toute la branche Guillelmine, tandis qu'il en restera des princes males en vie.

§. 2. Reciproquement l'Electeur de Baviere renoncera entierement pour lui, ses heritiers & successeurs à la dette de treize millions, & à toutes pretentions sur la haute Autriche; & remettra, aussi-tôt après la Paix conclüe, à sa Majesté Imperiale tous les actes obtenus sur cela, pour être cassez & annulez.

§. 3. Et pour ce qui concerne la Mai-
son

son Palatine, l'Empereur avec l'Empire, consentent, par le motif de la tranquillité publique, qu'en vertu de la presente Convention, il soit établi un huitieme Electorat, dont le Seigneur Charles Louis Comte Palatin du Rhin & ses heritiers descendants de la ligne Rodolphine jouiront, suivant l'ordre de succeder exprimé par la Bulle d'Or, sans que le même Seigneur Charles Louis, ni ses successeurs puissent avoir d'autres droits que l'Investiture simultanée, sur ce qui a été ci-devant attribué avec la dignité Electorale à l'Electeur de Baviere, & à toute la branche Guillelmine.

§. 4. Que tout le bas Palatinat avec tous & chacuns les biens Ecclesiastiques & seculiers, droits & appartenances dont les Electeurs & Princes Palatins ont joui avant les troubles de Boheme, comme aussi tous les documens, registres, comptes & autres actes en dependans, lui seront entierement rendus, cassant tout ce qui a été fait au contraire; ce qui sortira son effet d'autorité Imperiale: de sorte que ni le Roi Catholique, ni aucun autre qui en occupe quelque chose ne puisse s'opposer en aucune façon à cette restitution.

§. 5. Or d'autant que certains Bail-
liages

liages ou Bergstras appartenans d'ancienneté à l'Electeur de Maïence, furent engagez en l'an 1463. aux Comtes Palatins pour une certaine somme d'argent, à condition de rachat perpetuel; On est pour cette raison convenu, que ces mêmes Bailliages retourneront & demeureront au Seigneur Electeur de Mayence, qui occupe à present le siege, & à ses successeurs en l'Archevêché de Mayence, pourvû que le prix de l'engagement offert volontairement soit païé argent comptant, dans le terme prefix de l'exécution de la Paix conclüe, & qu'il satisfasse aux autres conditions auxquelles il est obligé par la teneur de l'acte d'engagement.

§. 6. Qu'il soit libre aussi à l'Electeur de Trêves en qualité d'Evêque de Spire, & à l'Evêque de Wormes, de poursuivre par devant des Juges competens les droits qu'ils pretendent sur certains biens Ecclesiastiques, situez dans le territoire dudit Palatinat; si ce n'est que ces Princes s'en accommodent entr'eux à l'amiable.

§. 7. Que s'il arrivoit que la ligne Guillelmine masculine vint à defaillir entierement, la Palatine subsistant encore, non seulement le Haut Palatinat, mais aussi la dignité Electorale dont
les

les Ducs de Baviere sont en possession, retourneront ausdits Comtes Palatins survivans, qui cependant jouiront de l'investiture simultanée : & alors le huitième Electorat demeurera entierement éteint & supprimé : mais le Haut Palatinat retournant en ce cas aux Comtes Palatins survivans, les actions & les bénéfices qui de droit appartiennent aux heritiers allodiaux de l'Electeur de Baviere leur seront conservez.

§. 8. Que les pactes de famille faits entre la Maison Electorale de Heidelberg, & celle de Neubourg confirmez par les Predecesseurs Empereurs touchant la succession Electorale; comme aussi les droits de toute la ligne Rodolphine, entant qu'ils ne sont pas contraires à la presente disposition, soient conservez & maintenus en leur entier.

§. 9. De plus, si l'on justifie par la voie competente de droit, que quelques fiefs du païs de Juliers se trouvent ouverts, qu'ils soient évacuez au profit des Comtes Palatins.

§. 10. Davantage, pour decharger en quelque façon le Seigneur Charles Louis de ce qu'il est obligé de fournir à ses freres pour apanage, sa Majesté Imperiale ordonnera qu'il soit païé à seldits freres quatre cens mille richsdalles,

les, dans le terme de quatre ans, à compter du commencement de l'an prochain 1649. à raison de cent mille rischsdales par an, avec les interêts à cinq pour cent.

En outre, que toute la Maison Palatine avec tous & chacun de ceux qui lui sont ou ont été, en quelque sorte que ce soit attachez, mais principalement les Ministres qui ont été emploiez pour elle en cette Assemblée ou ailleurs, comme aussi ceux qui sont exilez du Palatinat, jouissent de l'Amnistie générale ci-dessus spécifiée, avec pareil droit, & aussi pleinement que les autres qui sont compris dans ladite Amnistie; & dans cette Transaction, particulièrement pour ce qui regarde le point des griefs.

§. 11. Reciproquement le Seigneur Charles Louïs avec ses freres rendra obeissance, & gardera fidelité à sa Majesté Imperiale, de même que les autres Electeurs & Princes de l'Empire, & tant lui que ses freres renonceront pour eux & pour leurs heritiers au haut Palatinat pour tout le tems qu'il restera des heritiers mâles & legitimes de la branche Guillelmine.

§. 12. Or comme il a été proposé de pourvoir à la subsistance de la veuve, mere

mere du susdit Prince , & d'affurer la dote des sœurs du même Prince , sa Majesté Imperiale , pour marque de son affection envers la Maison Palatine , a promis de paier une fois pour toutes vingt mille richsdales pour la subsistance de ladite Dame veuve mere , & dix mille richsdales à chacune des sœurs du susdit Seigneurs Charles Louïs , lorsqu'elles se marieront ; & pour le surplus, le même Prince Charles Louïs sera tenu d'y satisfaire.

§. 13. Que ledit Seigneur Charles Louïs & ses successeurs au bas Palatinat ne troubleront en aucune chose les Comtes de Leiningen & de Daxbourg : mais , les laisseront jouir & user tranquillement & paisiblement de leurs droits obtenus depuis plusieurs siècles , & confirmez par les Empereurs.

Qu'il laissera inviolablement la Noblesse libre de l'Empire , qui est dans la Franconie , la Suabe , & le long du Rhin ensemble les païs qui appartiennent à ladite Noblesse en leur état immédiat.

§. 14. Que les fiefs conferez par l'Empereur au Baron Gerhard de Waldenbourg dit Schenkher , à Nicolas George Reigersberger Chancelier de Maience , & à Henri Brombsen Baron de Rudesheim

desheim ; comme aussi par l'Electeur de Baviere au Baron Jean Adolphe Wolff dit Metermich , leur demeureront en leur entier ; ces vassaux seront pourtant tenus de preter le serment de fidelité au susdit Seigneur Charles Louis comme à leur Seigneur direct & à ses successeurs, & de lui demander le renouvellement de leurs fiefs.

§. 15. Que ceux de la Confession d'Augsbourg qui avoient été en possession des Eglises, & entr'autres les Bourgeois & habitans d'Oppenheim soient conservez dans l'Etat Ecclesiastique de l'année 1624. & qu'il soit libre aux autres qui desireront embrasser l'exercice de la Confession d'Augsbourg, de le pratiquer, tant en public dans les Eglises aux heures arrêtées, qu'en particulier dans leurs propres Maisons ou autres à ce destinées par leurs Ministres de la parole divine, ou par ceux de leurs voisins.

§. 16. Le Prince Louis Philippes Comte Palatin du Rhin recouvrera tous les pais, dignitez & droits, tant aux choses Ecclesiastiques que laïques, qui lui sont échûs de ses Ancêtres avant cette guerre par succession & partage.

Le Prince Frideric Comte Palatin du Rhin recevra & retiendra respectivement

234 LES INTERETS PRESENTS
ment le quart du péage de Wiltsbach ,
comme aussi le Cloître de Hornbach ,
avec les appartenances , & tout le droit
que son pere y avoit & possédoit ci-
devant.

Le Prince Leopold Louïs Comte Pa-
latin du Rhin sera pleinement rétabli
dans le Comté de Veldentz sur la Mo-
selle , au même état pour les choses Ec-
clesiastiques & politiques , que son pere
le possédoit l'an 1624. nonobstant tout
ce qui a été jusques ici attenté au con-
traire.

§. 17. Le differend qui est respective-
ment entre les Evêques de Bamberg &
de Wirtzburg , & les Marquis de Bran-
debourg Culmbach & Anspach , tou-
chant les Château , Ville , Bailliages &
Monastere de Kitzingen sur le Meyn en
Franconie , sera terminé dans l'espace de
deux ans par un accommodement à l'a-
miable , ou par les voies sommaires de
droit , sur peine au refusant de perdre sa
prétention ; cependant la forteresse de
Wiltzburg sera renduë ausdits Sei-
gneurs Marquis , au même état qu'elle
fut decrite , lorsqu'elle fut livrée par ac-
cord & stipulation.

§. 18. La maison de Wirtemberg demeu-
rera paisible dans la possession recou-
vrée des Bailliages de Weinsberg , Neu-
stadt ,

stadt, & Meckmuhle; comme aussi elle sera rétablie en tous les biens & droits qu'elle possédoit en quelque lieu que ce soit avant ces troubles, & entr'autres dans les Bailliages de Baubeuren, Acham & Stauffen avec leurs appartenances, & dans les biens occupez sous prétexte qu'ils en dépendoient, principalement dans la ville & le territoire de Coppingen, & le village de Pflumeren, dont les revenus ont été pieusement fondez pour l'entretien de l'Université de Tubingen; elle recouvrera aussi les Bailliages de Heidenheim, & d'Oberkirch: comme aussi les villes de Balingen, Turlingen, Ebingen, & Ronsfeld, le château & village de Neidlingen, avec ses appartenances. De même que Hohentweil, Hohenasperg Hohenaurach, Hohentubingen, Albeck, Schiltach, avec la ville de Schorndorf. On restituera pareillement les Eglises Collegiales de Stutgard, Tubingen, Hernberg, Goppingen, & Bachnang, comme aussi les Abbaies, Prevôtez, & Monasteres de Bebenhausen, Maulbron, Anhausen, Lorch, Adelberg, Denckendorf, Hirschau, Blaubeuren, Herprechtingen, Murhard, Albersbach, Konigsbrun, Herrenalb, de saint George, Reichenbach, Pfullingen, & Lichtefern ou Ma-

riencon, & semblables avec tous les domaines qui en ont été soustraits; sauf toutefois & réservez tous les droits, actions, exceptions, & les secours & moïens de droit prétendus par la maison d'Autriche & par celle de Wirtemberg, sur les Bailliages de Blaubeuren Achalm & Stauffen.

Les Princes de Wirtemberg de la branche de Montbeliard seront pareillement rétablis en tous leurs domaines situés en Alsace & ailleurs, & notamment au deux fiefs de la haute Bourgogne, Clerval, & Passavant : & seront reintegrez par l'une & l'autre partie dans les mêmes états, droits, prérogatives, & spécialement en leur mouvance immédiate de l'Empire Romain, dont ils ont joui avant le commencement de ces troubles, & dont jouissent ou doivent jouir les autres Princes & Etats de l'Empire.

§. 19. Et pour l'affaire qui regarde la maison de Baden, il en a été convenu comme il s'ensuit, Frideric Marquis de Baden, & de Hochberg, & ses fils & héritiers, avec tous ceux qui leur ont rendu ou rendent service de quelque nom ou condition qu'ils soient, jouiront de l'amnistie spécifiée ci-dessus es articles second & troisième, avec toutes leurs clauses & avantages ; en vertu de ce ils seront pleinement rétablis dans le
même

même état , tant au spirituel qu'au temporel , auquel se trouvoit le Seigneur George Frideric Marquis de Baden & de Hochberg , avant la naissance des mouvemens de Bohême , tant en ce qui regarde le bas Marquisat de Baden, qu'on nomme communement Baden-Dourlach , qu'en ce qui concerne le Marquisat de Hochberg , & les Seigneuries de Rottelen Badenweiler, & Sauffemberg ; nonobstant tous changemens quelconques survenus au contraire , lesquels demeurent pour cet effet nuls & de nulle valeur. Ensuite les Bailliages de Stain & de Renchingen, qui avoient été cedez audit Guillaume Marquis de Baden avec les droits, titres, papiers, & autres appartenances, seront restituez au Marquis Frideric sans aucune charge des dettes contractées pendant ce tems par ledit Marquis Guillaume de Baden à raison des fruits, interêts, & dépens portez par la transaction passée à Etlingen l'an 1629. de sorte que cette action concernant les dépens & les fruits perçûs & à percevoir, avec tous dommages & interêts sera entierement abolie & éteinte, à compter du tems de la premiere occupation. Le subside annuel que le bas Marquisat avoit accoûtumé de paier au haut Marquisat sera entierement

éteint, supprimé & annullé en vertu des présentes, sans que pour ce sujet on en puisse prétendre ou demander de formais aucune chose, soit pour le passé, soit pour l'avenir. Le pas & la préseance seront à l'avenir alternatifs entre ces deux branches de Baden, savoir celle du bas & celle du haut Marquisat, aux Diètes, & assemblées du Cercle de Suabe, & à toutes les assemblées générales ou particulières de l'Empire, ou autres quelconques; toutefois pour le présent la préseance demeurera au Marquis Frideric tandis qu'il vivra.

§. 20. Pour ce qui est de la Baronnie de Hohengerolsack: il a été convenu, que si la Dame Princesse de Baden, prouve suffisamment par pièces & titres authentiques les droits par elle prétendus en ladite Baronnie, la restitution lui en sera faite incontinent après la sentence sur ce renduë, avec toute la cause & tout le droit qui lui appartient en vertu desdits titres; à condition toutefois, que la contestation s'en terminera dans l'espace de deux ans, à compter du jour de la publication de la paix. Et pour ce sujet ne seront alleguées ni admises en aucun tems de part ni d'autre, contre cette convention spéciale aucunes actions, transactions, ou exceptions, clauses générales,

rales , ou speciales , comprises dans ce Traité de paix ; auxquelles on a dérogé expressement & à perpetuité pour ce regard.

§. 21. Le Duc de Croï jouïra de l'effet de l'Amnistie generale ; & la protection du Roi Très-Chrétien ne lui tournera à aucun prejudice pour sa dignité , ses privileges , honneurs , & biens , ni pour aucun autre regard que ce soit. Il possèdera paisiblement aussi la part du domaine Wistingen , laquelle ses ancêtres ont possédée , comme le possède encore à présent à titre de douaire la Dame sa mete ; sauf les droits de l'Empire en l'état qu'ils étoient avant ces troubles à l'égard du domaine de Wistingen.

§. 22. Quant au differend de Nassaw-Siegen , contre Nassaw-Sarbruck , la chose aiant été remise par une commission Imperiale l'année 1643. à un accommodement à l'amiable , on reprendra la même commission , & l'affaire sera entierement decidée à l'amiable , comme dit est , ou par sentence juridique par devant un juge competent ; & le Comte Jean Maurice de Nassaw & freres demeureront sans aucun trouble dans la possession par eux prise pour leurs cotes-parts.

Seront restituez aux Comtes de Nassaw

sauf Sarbruck tous leurs Comtez , Bailliages , territoires , honneurs & biens Ecclesiastiques & seculiers , feodaux & allodiaux , nommement les Comtez de Sarbruck , & de Sarwerden en entier , avec tout ce qui en dépend : comme aussi la forteresse de Hombourg avec les pieces d'artillerie ; & les meubles qu'on y a trouvez ; sauf de part & d'autre respectivement les droits , actions , exceptions , & benefices de droit qui sont à terminer selon les loix de l'Empire , tant à cause des choses adjudgées au reviftoire par sentence de septième Juillet 1629. que pour les dommages soufferts , si mieux les parties n'aiment accommoder l'affaire à l'amiable ; sauf aussi le droit qui peut appartenir aux Comtes de Lainingen Daxbourg , dans le Comté de Sarwerden.

§. 23. La maison de Hanau sera rétablie dans les Bailliages de Baubenhaußen , de Bischofsheim , Amsteeg , & de Wistat.

§. 24. Jean Albert Comte de Solms sera pareillement rétabli dans la quatrième partie de la ville de Butzbac , & dans les quatre villages y joignans.

Seront aussi restituez à la maison de Solmshohenfolms , tous les biens & droits dont elle fut dépouillée l'an 1627. nonobstant la transaction qui en fut fai-

te ensuite avec le Seigneur Landgrave George de Hesse.

§. 25. Les Comtes d'Isembourg jouiront de l'amnistie générale, ci-dessus insérée aux Articles II. & III., sauf les droits que le Landgrave George de Hesse ou quelque autre tiers prétend contre eux, & contre les Comtes de Hohen-solms.

§. 26. Les Rhingraves seront rétablis en leurs Bailliages de Troneck, & de Wildenbourg, & en la Seigneurie de Morchingen avec leurs appartenances, comme aussi en tous leurs autres droits usurpez par leurs voisins.

§. 27. La veuve du Comte Ernest de Sain, sera aussi rétablie en la possession du Château, Ville & Bailliage de Hachembourg avec leurs appartenances, & du village de Bendorf, en laquelle elle étoit avant qu'elle en fut dépossédée, sauf toutefois le droit de qui il appartiendra.

§. 28. Le Château & Comté de Falcenstein sera restitué à qui il appartient de droit. Tout le droit aussi qui appartient aux Comtes de Rasbourg surnommez Lowenhaupt, sur le Bailliage de Bretzenheim, fief de l'Archevêché de Cologne; & sur la Baronie de Reipoltz-Kirch dans le Huntfruck, leur sera maintenu & conservé.

§. 29. La maison de Waldeck sera pareillement rétablie en la possession de tous ses droits en la Seigneurie de Didinghausen, & dans les villages de Norder-naw , Lichtenscheid , Defeld , & Nidernschleiden , comme elle en jouissoit en l'an 1624.

§. 30. Joachim Ernest Comte d'Oettingen sera remis en toutes les choses Ecclesiastiques & seculieres, que son pere Louis Eberhard possédoit avant ces mouvemens.

§. 31. De même la maison de Hohenloë sera rétablie en tout ce qui lui a été soustrait , principalement en la Seigneurie de Weickersheim , & au Cloître de Scheffersheim , sans aucune exception , principalement de la retention.

§. 32. Frideric Louis Comte de Lowenstein & de Wertheim , sera rétabli en tous ses comtez & Seigneuries , lesquelles pendant cette guerre ont été sequestrées & cedées à d'autres , tant au temporel qu'au spirituel.

§. 33. Ferdinand Charles Comte de Lowenstein & de Wertheim , sera pareillement remis en tout ce qui a été sequestré , confisqué , & cédé à ses parens defunts , George Louis & Jean Casimir , & à d'autres , tant au temporel qu'au spirituel ; sauf toutefois les biens & les droits

droits qui apartiennent à Marie Christine, fille dudit George Loüis de Lowenstein, dans l'heritage de ses pere & mere, dans lesquels elle sera rétablie; la veuve de Jean Casimir de Lowenstein sera pareillement remise en ses biens dotaux & hypoteques; à la reserve du droit du Comte Frideric Loüis, s'il lui en appartient quelque'un sur lesdits biens, lequel droit sera poursuivi par voie & composition à l'amiable, ou par voie legitime de Justice.

§. 34. La maison de Erbach, & principalement les heritiers du Comte George Albert, seront rétablis dans le château de Breuberg, & en tous les droits qu'ils ont communs avec le Comte de Lowenstein, tant pour ce qui concerne sa garnison & sa direction, que pour les autres droits civils.

§. 35. La veuve & les heritiers du Comte de Brandenstein rentreront en tous les biens & droits qui leur ont été enlevez au sujet de la guerre.

§. 36. Le Baron Paul Kewenhuller avec ses neveux du côté de son frere: les heritiers du Chevalier Löffler; les enfans & heritiers de Marc Conrad de Rheilingen, comme aussi Hierôme de Rheilingen, & son épouse, & Marc-Antoine de Rheilingen seront rétablis

entièrement chacun pour ce qui le regarde , dans tout ce qui leur a été ôté par confiscation.

§. 37. Les contrats , échanges , transactions , obligations , & promesses illicitement extorquées par violence ou par menace , soit des Etats , soit des sujets , ainsi que spécialement s'en plaignent Spire , Weissenbourg sur le Rhin , Landaw , Reutlingen , Hailbron & autres ; comme aussi les actions rachetées & cédées , seront abolies & annullées : en sorte qu'il ne sera permis à personne d'intenter aucun procès ou action pour ce sujet. Que si les débiteurs ont extorqué des créanciers par force ou par crainte les actes de leurs obligations , tous ces actes seront restituez ; les actions sur ce demeurans en leur entier.

Si les dettes pour cause d'achapt , de vente , de revenus annuels , & autres de quelque nom qu'elles s'appellent , ont été extorquées avec violence en haine des créanciers , par l'une ou l'autre des parties qui sont en guerre , il ne sera décerné aucune exécution contre les débiteurs qui allegueront , & s'offriront de prouver qu'on leur a fait véritablement violence , & qu'ils ont payé réellement & de fait : sinon après que ces excep-
tions

tions auront été décidées en pleine connoissance de cause.

§. 38. Le procès qui sera sur ce intenté sera terminé en l'espace de deux ans, à compter du jour de la publication de la paix, sous peine de silence perpetuel, à imposer aux débiteurs contumaces ; mais les procès intentez pour ce sujet jusques ici contr'eux ensemble les transactions & promesses faites pour la restitution future des créanciers seront suppriméz & abolis ; sauf toutefois les sommes d'argent qui ont été de bonne-foi payées pour d'autres durant la guerre, pour détourner les plus grands dangers & dommages dont ils étoient menacez.

Les Sentences prononcées en tems de guerre touchant les affaires purement séculieres, si le défaut du procès ne paroît évidemment, ou qu'on ne le puisse incontinent faire voir, ne seront pas tout à fait nulles ; mais seront suspendues, & sans effet de la chose jugée, jusques à ce que les pieces (si l'une ou l'autre partie en demande la révision dans six mois après la paix conclue) soient revues & examinées en bonne & due forme, par devant les Juges competans en la maniere ordinaire ou extraordinaire usitée dans l'Empire ; & ainsi les Sentences seront confirmées, ou corrigées, ou en

cas de nullité totalement mises au néant.

§. 39. Et si depuis l'an 1618. quelques fiefs soit roiaux, soit particuliers, n'ont pas été renouvellez, ni cependant l'hommage prêté au nom des véritables propriétaires : cela ne tournera au préjudice de qui que ce soit ; mais le tems pour en demander l'investiture, commencera à être ouvert du jour de la paix faite.

§. 40. Enfin tous & chacun tant les Officiers & Soldats, que Conseillers, Ministres de robe longue, Civils, & Ecclesiastiques, de quelque nom & condition qu'ils soient, qui ont suivi la guerre pour l'un ou l'autre parti, ou pour leurs alliez & adherans, soit avec l'épée, soit avec la plume, depuis le plus grand jusques au plus petit, & depuis le plus petit jusqu'au plus grand sans difference, ou exception aucune avec leurs femmes, enfans, héritiers, successeurs, & serviteurs, seront rétablis de part & d'autre, quant aux personnes & aux biens dans le même état de vie, renommée, honneur, conscience, liberté, droits, & privileges dont ils ont jouï, & ont pû jouir avant lesdits mouvemens ; & pour ce sujet ne sera fait aucun tort à leurs personnes, ni à leurs biens, ni même intenté aucune action ou prétexte d'action

tion, beaucoup moins leur sera-t'il fait aucune peine ou dommage, sous quelque prétexte que ce soit; toutes lesquelles choses sortiront absolument leur plein & entier effet, à l'égard de ceux qui ne sont pas sujets ni vassaux de sa Majesté Imperiale, & de la maison d'Autriche.

Et pour ceux qui sont sujets & vassaux héréditaires de l'Empereur, & de la maison d'Autriche, ils jouiront à la vérité de la même amnistie, quant à leurs personnes, vie, renommée, & honneur, & auront leur retour sûr en leur patrie; mais à condition qu'ils seront tenus de s'accommoder aux loix usitées dans lesdits Roiaumes & Provinces.

§. 41. Pour ce qui concerne leurs biens, s'ils ont été perdus par confiscation ou par quelque autre maniere, avant qu'ils aient passé dans le parti de la couronne de Suede, ou de celle de France, quoi que les Plénipotentiaires Suedois aient fortement & long-tems insisté à ce qu'ils leur fussent rendus, ils demeureront toutefois perdus & confisquez au profit de ceux qui les possèdent à présent, rien n'ayant pû être en cela prescrit à sa Majesté Imperiale, ni être autrement transigé, à cause de la constante contradiction des Imperiaux, les Etats n'ayant pas

pas non plus jugé, qu'il fût du service de l'Empire, de continuer pour cela seul la guerre.

Les biens pourtant qui leurs ont été ôtez après, pour avoir pris les armes pour les Suedois, ou les François contre l'Empereur, & contre la maison d'Autriche leur seront restituez tels qu'ils sont à présent, sans dédommagement toutefois des fruits perçus, ou des depens & dommages causez.

Au reste si des creanciers, ou leurs heritiers professans la Religion d'Augsbourg sujets du Roiaume de Boheme, ou de quelques autres Provinces hereditaires de l'empereur intentent & poursuivent quelques actions pour des pretentions particulieres, s'ils en ont quelques unes, on leur fera droit & justice sans aucune exception, de même qu'aux Catholiques.

§. 42. Toutefois on exceptera de cette restitution generale les choses qu'on ne peut ni restituer ni représenter, telles que sont les meubles, les choses mobilières, les fruits perçus, les choses détruites par l'autorité des parties qui sont en guerre, comme aussi les édifices publics & particuliers, sacrez & profanes, qui sont abatus ou convertis en d'autres usages pour la sûreté publique,

que , de même que les dépôts publics & particuliers , qui en vue d'hostilité ont été confisquez ou vendus legitiment, ou volontairement donnez.

Et d'autant que l'affaire concernant la succession de Juliers pourroit à l'avenir exciter dans l'Empire des grands troubles entre les interressez , si on ne les prévenoit ; on est pour cela convenu , qu'elle sera terminée sans delai après la paix faite , soit par une procedure ordinaire devant sa Majesté Imperiale , soit par un accommodement à l'amiable , ou par quelque autre moyen legitime.

V.

Or comme les griefs qui étoient debatus entre les Electeurs , Princes & Etats de l'Empire de l'une & d'autre religion , ont en partie été cause & donné occasion à la presente guerre ; il en a été convenu & transigé , ainsi qu'il ensuit.

§. Premier. La transaction arrêtée à Passau l'an 1552. & suivie l'an 1553. de la paix de religion selon qu'elle a été confirmée l'an 1556. à Augsboutg & depuis en d'autres diverses Dietes du saint Empire Romain , en tous ses points & Articles accordez & conclus
du

du consentement unanime de l'empereur & des Electeurs Princes & Etats des deux Religions , sera maintenue en sa force & vigueur , & observée saintement & inviolablement. Mais les choses qui ont été ordonnées par le present Traité du consentement des parties , touchant quelques articles qui sont litigieux en ladite transaction seront réputées pour être observées en jugement & ailleurs , comme une déclaration perpetuelle de ladite paix , jusqu'à ce que l'on soit convenu par la grace de Dieu , sur le fait de la Religion ; & ce sans s'arrêter à la contradiction ou protestation faite par qui que ce soit , Ecclesiastique ou séculier , soit au dedans soit au dehors de l'empire , en quelque tems que ce puisse être ; toutes lesquelles oppositions sont déclarées nulles & de nulle effet en vertu des présentes. Et pour toutes les autres choses , qu'il y ait une égalité exacte reciproque entre tous les Electeurs Princes & Etats de l'une & l'autre religion , selon qu'elle est conforme à l'état de la Republique , aux Constitutions de l'empire , & à la presente convention ; En sorte que ce qui est juste à une partie le soit aussi à l'autre ; toute violence & voie de fait , ici comme

me autre part étant pour jamais prohibée entre les deux parties.

§. 2. Que le terme auquel on doit commencer la restitution dans les choses Ecclesiastiques, & en ce qui a été changé à leur égard dans les politiques, soit le premier jour de Janvier 1624. & partant que le rétablissement de tous les Electeurs Princes & Etats de l'une & l'autre Religion, compris la noblesse libre de l'Empire, comme aussi les communautéz & Villages immediats se fasse pleinement & sans restriction, de ce jour-là : Et pour cet effet que tous decrets, sentences, & arrêts rendus, toutes transactions, accords ou capitulations, soit à discretion ou autres passées, & toutes executions faites en ces sortes d'affaires demeureront nuls & surprimez, & le tout reduit en l'état qu'il étoit aux jour & an susdits.

Les Villes d'Augsbourg, de Dunkelpiel, de Biberach, & de Ravensbourg retiendront les biens, les droits, & l'exercice de religion qu'elles avoient auxdits an & jour. Mais à l'égard des dignitez de Senateurs, & des autres offices publics le nombre sera égal & pareil entr'eux de l'une & de l'autre religion. Specialement pour la Ville d'Augsbourg, seront élus des familles Patricien-

Patriciennes sept Senateurs du Conseil secret, & d'entre ceux-ci deux Présidens de la République, qui se nomment communement Statpfleger, dont l'un sera Catholique, & l'autre de la Confession d'Augsbourg, Des autres cinq, trois seront Catholiques, & deux de la susdite confession ; les autres conseillers du moindre Senat, comme ils l'appellent, & les Sindics, les Assesseurs de la justice de la Ville, & tous les autres Officiers seront en nombre égal de l'une & de l'autre religion. Quant aux Receveurs des deniers publics il y en aura trois, dont deux seront d'une même religion, & le troisième de l'autre, en sorte pourtant que la première année deux seront Catholiques, & un de la confession d'Augsbourg ; & l'année suivante deux seront de ladite confession, & le troisième Catholique ; & ainsi alternativement chaque année. Les Intendans de l'Arsenal seront aussi trois, avec pareille alternative annuelle. Il en sera de même de ceux qui ont soin des subsides, des vivres, & des édifices & bâtimens publics, & des autres dont les offices sont commis à trois. En sorte que si une année deux offices, comme sont ceux de Receveur & d'Intendant des vivres ou des bâtimens, étoient

exercez

exercez par deux Catholiques, & par un de la confession d'Augsbourg, la même année deux autres offices, comme l'Interdandance de l'Amiral, & la recepte des subsides soient administrées par deux de ladite Confession, & par un Catholique, & que l'année suivante à l'égard de ces charges, deux de la Confession d'Augsbourg soient subrogez aux deux Catholiques, ou au seul Catholique, un de la susdite Confession.

Les charges qu'on a accoutumé de ne commettre qu'à une seule personne pour une ou plusieurs années selon la qualité de la chose, seront alternativement exercées entre les Bourgeois Catholiques, & ceux de ladite Confession, en la même maniere, que nous venons de dire touchant les charges qui sont commises à trois personnes. Toutesfois à chacun des deux partis sera réservé le soin de leurs Eglises ou Temples, & de leurs écoles. Pour les Catholiques qui se trouvent en ce tems de la présente pacification dans quelque magistrature ou office, au delà du nombre ci-dessus convenu, ils jouiront en tout & par tout de l'honneur & de l'avantage dont ils jouissoient auparavant : Néanmoins jusqu'à ce que leurs
places

places soient vacantes par mort ou par définitement , ou ils se tiendront chez eux , ou s'ils veulent assister au Senat ils n'y auront point de voix.

Aucun des deux partis n'abusera du pouvoir des adherans à sa religion pour détruire l'autre. Il ne s'ingérera non plus directement ni indirectement d'aggraver un plus grand nombre de personnes au dignitez de Présidens & de Senateurs ; ni aux autres charges publiques , mais tout ce qui sera entrepris pour ce regard en quelque tems & maniere que ce soit demeurera nul. C'est pourquoi non seulement la presente disposition sera leue publiquement tous les ans , quand il s'agira de la subrogation de nouveaux Senateurs & Officiers en la place des defunts ; mais même l'élection du President ou Magistrat du Conseil secret , & des autres Senateurs , Préfets , Syndics , Juges & autres Officiers Catholiques , appartiendra à présent & à l'avenir aux Catholiques ; & celle des adherans à la Confession d'Augsbourg aussi à eux-mêmes ; & un Catholique sera subrogé au Catholique defunt , & de même un de la Confession d'Augsbourg au defunt de la même Confession. On ne s'arrêtera nullement à la pluralité des suffrages

frages dans les affaires concernans directement ou indirectement la Religion; & elle ne préjudiciera aux Bourgeois de la Confession d'Augsbourg en cette ville là, non plus qu'aux Electeurs Princes & Etats de la même Confession dans l'Empire Romain. Et si les Catholiques abusent de la pluralité des voix, au prejudice de ceux de la Confession d'Augsbourg, en ces affaires, ou en toutes autres, il sera permis à ceux-ci, en vertu de la presente Transaction, d'avoir recours à l'alternative d'un cinquieme Senateur du Conseil secret, ou à d'autres remedes legitimes.

Au surplus la Paix de Religion, & l'Ordonnance Caroline ou de Charles V. touchant l'élection des Magistrats, comme aussi les Transactions des années 1584. & 1591. demeureront en leur entier & inviolables, entant qu'elles ne repugnent pas directement ou indirectement à la présente disposition.

Qu'il y ait ci-après à Dunkelpiel, à Biberach, & à Ravensbourg, deux Consuls, dits Bourgmestres, l'un Catholique, & l'autre de la Confession d'Augsbourg, quatre Conseillers du Conseil secret, en nombre egal, de l'une & de l'autre Religion. La même
égali-

égalité soit observée aussi en leur Senat, en la Justice civile, & en l'Intendant du tresor ou des deniers publics, aussi bien qu'aux autres offices, dignité, & charges publiques, & pour la charge de Juge Preteur, le Syndicat, les Secretaires du Senat, & de la Justice, & autres semblables charges qui ne sont conferées qu'à une personne seule, que la même alternative y soit perpetuellement observée ; en sorte qu'un de la Confession d'Augsbourg, succede à un Catholique mort ; & un Catholique, à un défaut de la susdite Confession. Quant à la maniere de l'élection, & à la pluralité des suffrages, comme aussi au soin des Eglises & des Ecoles, & à la lecture annuelle de cette disposition, qu'on y observe ce qui a été dit pour la ville d'Augsbourg.

Pour ce qui regarde la ville de Donawert, si dans la Diete generale prochaine, les Etats de l'Empire jugent qu'elle doive être retablie dans son ancienne liberté, qu'elle jouisse du même droit aux choses Ecclesiastiques & seculieres, dont jouissent les autres villes de l'Empire, en vertu de la presente Transaction, sauf toutefois, quant à cette ville, les droits de ceux qui y ont intérêt.

Le

Le terme de l'an 1624. n'apportera aucun prejudice à ceux qui seront rétablis du chef de l'Amnistie, ou d'ailleurs.

§. 3. Quant aux biens Ecclesiastiques immediats, soit Archevêchez, Evêchez, Prélatures, Abbayes, Bailliages, Prévotrez, Commandes, ou libres fondations séculieres ou autres, avec les revenus, rentes & toutes autres choses de quelque nom qu'elles puissent être, situées au dedans, ou au dehors des villes; que les Etats Catholiques, ou ceux de la Confession d'Augsbourg qui les possédoient le premier jour de Janvier de l'année 1624. les possèdent tous sans en excepter aucun, tranquillement & sans trouble, jusques à ce qu'on soit d'accord, (ce que Dieu veuille procurer) sur les contestations qui regardent la Religion; & qu'il ne soit licite à aucune des parties d'inquieter l'autre par les voies de Justice ou autrement, ni lui causer aucun trouble, ou empêchement. Et en cas que l'on ne pût convenir à l'amiable des différends de la Religion, ce que Dieu ne veuille permettre, la présente Convention tiendra lieu de Loy perpetuelle, & la Paix durera à jamais.

Si donc un Catholique, Archevê-
que,

que , Evêque , ou Prélat , ou si un de la Confession d'Augsbourg , élu ou postulé pour Archevêque , Evêque ou Prélat , changeoit à l'avenir de Religion , seul ou conjointement avec ses Chanoines Capitulaires , soit un ou plusieurs , ou tous ensemble & pareillement si d'autres Ecclesiastiques changeoient aussi à l'avenir de Religion , ils seront à l'instant même déchus de leur honneur & de leur renommée , & vuideront leurs mains sans retardement ni opposition quelconque des fruits & des revenus. Et le Chapitre , ou celui à qui il appartiendra , aura droit d'élire , ou de postuler une autre personne de la même Religion , à laquelle ce Bénéfice appartient en vertu de la présente Transaction , sans repetition toutefois des fruits & revenus que l'Archevêque , Evêque , Prélat , &c. changeant de Religion , aura cependant reçûs & consommés. Si donc quelques Etats Catholiques ou de la Confession d'Augsbourg ont été privez par voie de Justice ou autrement de leurs Archevêchez , Evêchez , Bénéfices , ou Prébendes immédiates , ou y ont été en aucune manière troublez depuis le premier jour de Janvier de l'an 1624. ils y seront rétablis , tant aux choses Ecclesiastiques qu'aux

qu'aux séculières en vertu des présentes, avec abolition de toutes nouveautez ; en sorte que tous les biens Ecclesiastiques immediats, qui étoient administrez le premier jour de Janvier de l'an 1624. par un Prélat Catholique, reçoive derechef un Chef Catholique, & reciproquement que les biens que ceux de la Confession d'Augsbourg possédoient lefdits jour & an, soient par eux retenus dorénavant, avec remise de tous les fruits perçûs pendant ce tems, dépens, dommages, & interêts, qu'une partie auroit à prétendre contre l'autre.

§. 4. Dans tous les Archevêchez, Evêchez, & autres fondations, immediates, les droits d'élire & de postuler suivant les coûtumes & les anciens statuts de chaque lieu, demeureront sans aucune alteration, entant qu'ils sont conformes aux constitutions de l'Empire, à la transaction de Passau, à la Paix de Religion, & principalement à la presente Déclaration & Transaction : Et à l'égard des Archevêchez & Evêchez qui demeureront à ceux de la Confession d'Augsbourg, lefdits droits ne contiendront rien qui soit contraire à la même Confession ; comme pareillement dans les Evêchez & dans les Eglises, où les droits mixtes soit admis

entre les Catholiques , & ceux de la dite Confession ; il ne sera rien ajouté de nouveau aux Statuts anciens , qui puisse blesser la conscience ou la cause des Catholiques , ou de ceux de la Confession d'Augsbourg, chacun à leur égard, ou diminuer leurs droits. Mais les postulez , ou les élus promettront en leurs Capitulations qu'ils ne possèdent nullement par droit héréditaire les Principautez Ecclesiastiques , Dignitez , & Benefices qu'ils auront accepté , & ne feront rien qui puisse les rendre héréditaires. De maniere que tant l'élection , & la postulation , que l'administration & la regie des droits Episcopaux , pendant la vacance du Siege , demeureront en tous lieux libres , au Chapitre , & à ceux à qui conjointement avec le Chapitre elles appartiennent selon l'usage établi. On aura soin aussi que les Nobles Patriciens , les Graduez , & autres personnes capables n'en soient point exclus : mais plutôt qu'ils y soient maintenus quand la chose ne sera pas contraire aux fondations.

§. 5. Que dans les lieux où sa Majesté Imperiale a de tout tems exercé le droit de premieres prieres , elle l'exerce de même à l'avenir , pourvû qu'un de la Confession d'Augsbourg venant à deceder

deceder, dans les Evêchez de la même Religion, un de cette Confession qui se trouvera capable selon les Statuts & la discipline, jouisse des prieres; mais que dans les Evêchez ou autres lieux immédiats mixtes de l'une & de l'autre Religion, celui qui sera présenté ne jouisse point des premières prieres; à moins qu'une personne de la même Religion n'ait possédé le Bénéfice vacant.

Si sous le nom d'Annates, de droits de Pallium, de confirmation, de mois du Pape, & de semblables droits & reservez, il étoit pretendu quelque chose par qui que ce soit, en quelque tems & maniere que ce pût être, dans les biens Ecclesiastiques immédiats des Etats de la Confession d'Augsbourg; que la poursuite & l'exécution n'en puisse être appuyée par le bras séculier.

Mais dans les Chapitres qui jouissent de ces biens Ecclesiastiques immédiats, où les Capitulaires & Chanoines de l'une & de l'autre Religion sont admis en vertu du susdit terme en nombre certain de part & d'autre, & où les mois du Pape étoient alors en usage, ils y auront lieu de même, & auront leur exécution quand le cas écherra, si les Capitulaires & Chanoines decedans sont du nombre défini des Catholiques;

pouvû que la provision du Pape soit signifiée & insinuée immédiatement de la part de la Cour de Rome, & dans le tems legitime aux Chapitres.

§. 6. Les élus ou postulez aux Archevêchez Evêchez, où Prelatures de la Confession d'Augsbourg, seront investis par la sacrée Majesté Imperiale, sans aucune exception, après que, dans l'an de leur élection ou postulation, ils auront prêté la foi & l'hommage & les sermens accoutumez pour les fiefs Roiaux, & païé, outre la somme de la taxe ordinaire encore la moitié de la même taxe pour l'inféodation; lesquels ensuite, ou les Chapitres, quand le Siege est vacant, & ceux auxquels conjointement avec eux en appartient l'administration, seront par lettres ordinaires appelez aux Dietes generales, comme aussi aux Assemblées particulieres de deputations, visitations, revisions, & autres, & y jouiront du droit de suffrage, selon que chaque Etat a été participant de ces droits avant les dissensions survenues sur le fait de la Religion. Et pour ce qui est de la qualité & du nombre des personnes qui seront envoyées à ces Assemblées, il sera libre aux Prélats d'en ordonner avec leurs Chapitres & Communautéz. Touchant
les

les titres des Princes Ecclesiastiques de la Confession d'Augsbourg on en est ainsi convenu , qu'ils porteront la qualité d'élus ou de postulez Archevêque , Evêque , Abbez , Prevôts, sans prejudice toutefois de l'état & de la dignité ; mais qu'ils prendront leur seance au banc mis au milieu & en travers entre les Ecclesiastiques & les Seculiers à côté desquels seront assis en l'Assemblée de tous les trois Colleges de l'Empire , le Directeur de la Chancellerie de Mayence , exerçant au nom de l'Archevêque de Mayence la direction generale des actes de la Diete , & après lui les Directeurs du College des Princes ; & la même chose sera observée dans le Senat des Princes collegialement assemblée par les Directeurs seuls des Actes de ce Collège.

§. 7. Il y aura à perpetuité autant de Capitulaires ou Chanoines , soit de la Confession d'Augsbourg , soit Catholiques , qu'il y en avoit de l'une & de l'autre Religion , en quelque lieu que ce fût le premier jour de Janvier 1624. Et à ceux qui viendront à deceder il ne sera subrogé que de ceux de la même Religion ; Que s'il y a en quelque lieu que ce soit plus de Capitulaires ou Chanoines Catholiques , ou de la Confes-

don d'Augsbourg possédans Benefices qu'il n'y en avoit le premier jour de l'an 1624. ces supernumeraires retiendront leurs Bénéfices & Prebendes leur vie durant : mais après leur décès succederont aux Catholiques morts, ceux de la Confession d'Augsbourg, & à ceux-ci les Catholiques, jusqu'à ce que le nombre des Capitulaires ou Chanoines de l'une & de l'autre Religion soit remis au même état où il étoit le premier jour de l'année 1624. Et pour l'exercice de la Religion il sera rétabli & demeurera dans les Evêchez mixtes, ainsi qu'il étoit reçu & permis publiquement l'an 1624. & ne sera derogé en façon quelconque à aucune de ces choses ci-dessus spécifiées, soit en élisant, soit en présentant, ou autrement.

§. 8. Les Archevêchez, Evêchez, & autres fondations & biens Ecclesiastiques, immediats, ou mediats, cedez pour la satisfaction de sa Royale Majesté, & du Royaume de Suede, & pour la compensation & l'indemnité équivalente de ses conféderez, amis & interessez, demeureront en tout & par tout dans les conventions & clauses particulieres ci-après inserées : mais en toutes les autres choses qui n'y sont pas contenuës, & entre autres à l'égard du paragraphe 16.

le

le droit Diocesain , &c. ci-après mentionné , ils demeureront sujets aux Constitutions de l'Empire , & à cette transaction.

§. 9. Les Monasteres , Colleges , Bailliages , Commanderies , Temples , Fondations , Ecoles , Hôpitaux , & autres biens Ecclesiastiques , mediats , ainsi que les revenus & droits , de quelque nom qu'ils soient appelez , lesquels Electeurs , Princes , & Etats de la Confession d'Augsbourg possédoient l'an 1624. le premier Janvier , seront tous & un chacun possédez par les mêmes , soit qu'ils ayent été restituez , ou qu'ils soient encore à restituer en vertu de cette présente transaction , jusqu'à ce que les differends sur la Religion soient terminez par un accommodement général à l'amiable ; & ce nonobstant toutes exceptions ou allegations , que ces biens ont été reformez & occupez avant ou après la transaction de Passau , ou la Paix de Religion , ou qu'ils n'ont point été soustraits du territoire des Etats de la Confession d'Augsbourg , ou obligez à d'autres Etats par droit de suffraganat , diaconat , ou autre raison quelconque , l'unique & le seul fondement de cette transaction , restitution , & reglement pour l'avenir étant la possession en laquelle chacun

aura été le premier jour de Janvier de l'an 1624. annullant entierement toutes exceptions & defenſes qu'on pourroit tirer de l'exercice introduit en quelque lieu par *interim* ; ou de quelques pactes auterieurs ou poſterieurs, de tranſactions générales ou ſpeciales , de procès intentez ou jugez , de mandemens , de reſcrits , de *pareatis* , de lettres reverſales , de cauſes pendantes , ou de tous autres prétextes & raiſons généralement quelconques. Ainſi en quelque lieu que l'on ait alteré ou ſouſtrait quelque choſe touchant leſdits biens, leurs appartenances , & fruits aux Etats de la Confefſion d'Augſbourg depuis ce tems là , en quelque maniere ou ſous quelque prétexte que ce ſoit , par la voie de la Juſtice , le tout ſera pleinement & entierement rétabli en ſon premier état ſans retardement , & ſans diſtinction , & entr'autres ſpecialement les monaſteres , fondations , & biens Eccleſiaſtiques , que le Prince de Wirtemberg poſſedoit réellement , & de fait le premier jour de Janvier l'an 1624. avec leurs revenus , appartenances & dependances en quelque part qu'ils ſoient ſituez ; enſemble tous les titres & documens qui ont été détournés. Enſorte que ceux de la Confefſion d'Augſbourg ne ſeront troublez doreſ-

dorenavant en aucune maniere que ce puisse être dans la possession qu'ils en ont euë ou recouvrée : mais seront à couvert de toute poursuite , de droit & de fait à perpetuité , jusqu'à ce que les contestations sur la Religion aient été terminées.

Les Catholiques possederont aussi tous les monasteres , fondations & Colleges mediats , qu'ils possedoient réellement , & de fait le premier jour de Janvier l'an 1624. quoi que situez dans les territoires & Seigneuries des Etats de la Confession d'Augsbourg ; ces biens toutefois ne passeront nullement à d'autres Ordres de Religieux : mais demeureront à ceux à l'Ordre desquels ils ont été premierement devoüez ; si ce n'est que l'Ordre de tels Religieux ne fût totalement éteint. Car alors il sera libre au Magistrat des Catholiques de substituer de nouveaux Religieux d'un autre Ordre qui ait été en usage dans l'Allemagne avant les dissentions touchant la Religion. Dans toutes les fondations , Eglises , Collégiales , monasteres , hôpitaux mediats , où les Catholiques , & ceux de la Confession d'Augsbourg ont vécu pêle mêle , ils y vivront de même dorenavant au même nombre qui s'y trouva le premier de Janvier 1624. Et

l'exercice de la Religion demeurera aussi de même qu'il étoit , en quelque lieu que ce soit lesdits jours & an , sans trouble ni empêchement de l'une ou de l'autre partie. Dans toutes les fondations mediates , où sa Majesté Imperiale exerçoit le premier jour de Janvier l'an 1624 le droit des premiers prieres , elle l'exercera à l'avenir en la maniere ci-dessus expliquée pour les biens immediats : & à l'égard des mois du Pape , il en sera usé de même qu'il en a été disposé ci-dessus au paragraphe 5. Les Archevêques , & ceux à qui semblable droit appartient , conféreront aussi les Bénéfices des mois extraordinaires ; que si ceux de la Confession d'Augsbourg avoient audit jour & an dans ces sortes de biens Ecclesiastiques mediate , possédez réellement , totalement , ou en partie par les Catholiques , les droits de présentation , de visite , d'inspection , de confirmation , de correction , de protestation , d'ouverture , d'hospitalité , de services , & de corvées , & qu'ils y aient entretenu des Curez & autres Officiers ; ils auront les mêmes droits à l'avenir. Et si les élections pour les prébendes vacantes ne se faisoient dans le tems , & en la maniere dûë en faveur de personnes de la même Religion qu'étoit le mort , la distribution

tion & la collation en appartiendra à ceux de ladite Religion par droit de dévolution; pourvû toutefois que pour cela il ne soit fait dans ces biens Ecclesiastiques mediats aucun préjudice à la coutume de la Religion Catholique, & que les droits appartenans au Magistrat Ecclesiastique des Catholiques par l'institution de l'ordre sur les mêmes Ecclesiastiques lui soient conservez en entier, & sans aucun changement. Ausquels pareillement si les élections & collations des Prébendes vacantes n'étoient pas faites au tems convenable, le droit dévolu demeurera sain & entier.

Quant aux engagements Imperiaux, d'autant qu'on trouve qu'il a été arrêté dans la capitulation Imperiale que l'élu Empereur des Romains est tenu de confirmer ces mêmes engagements aux Electeurs, Princes, & autres Etats immediats de l'Empire, & de leur en assurer & conserver la possession tranquille & paisible; on est convenu que cette disposition sera observée jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné du consentement des Electeurs, Princes & Etats, & que pour ce sujet on restituera aussi-tôt pleinement & entierement à la ville de Lindaw, & à celle de Weissenbourg en Nordgaw les engagements Imperiaux qui leur ont été

Q 6 enlevez

enlevez en rendant le sort principal. Toutefois pour les biens que les Etats de l'Empire ont obligé sous titre d'engagement, depuis un tems immémorial, les uns aux autres; il ne sera autrement donné lieu pour ce regard au dégagement, à moins que les exceptions des possesseurs, & le mérite des causes ne soient suffisamment examinez. Que si de semblables biens ont été occupez pendant cette guerre par quelqu'un; ou sans préalable connoissance de cause, ou sans paier le sort principal, ils seront aussi-tôt entierement restituez avec les titres aux premiers possesseurs; & si la sentence donnoit lieu au degagement, & avoit passé pour chose jugée, enforte que la restitution s'en seroit ensuivie après le paiement du sort principal, il doit être tout à fait libre au Seigneur direct d'introduire publiquement en ces sortes de terres engagées, qui seront retournées à lui, l'exercice de sa Religion. Toutesfois les habitans & les sujets ne seront pas contrainsts d'en sortir; ni de quitter la Religion qu'ils avoient embrassée sous le précédent possesseur de semblables terres engagées: mais il sera transigé entr'eux, & le Seigneur direct qui aura fait le degagement, touchant l'exercice public de leur Religion.

§. 10. A l'égard de la Noblesse libre & immediate de l'Empire, & de tous & chacun ses membres avec leurs sujets & biens feodaux & allodiaux, si ce n'est peut être qu'on trouve qu'ils soient sujets en quelques lieux à d'autres Etats pour raison des biens, & pour leur regard du territoire ou du domicile, ils auront en vertu de la Paix de Religion, & de la présente convention dans les droits concernant la Religion, & dans les bénéfices en provenans, pareil droit que celui qui appartient aux Electeurs, Princes & Etats, & n'y feront non plus qu'eux dans les leurs empêchez ni troublez sous quelque prétexte que ce soit ; & tous ceux qui auront été troublez seront restitués en leur entier.

§. 11. Les Villes libres de l'Empire, selon qu'elles sont toutes & chacune sans contestation contenuës sous le nom d'Etats de l'Empire, non seulement en la Paix de Religion, & en la présente Déclaration, mais aussi par tout ailleurs, de même celles d'entre elles ou une seule Religion étoit en usage l'an 1624. auront en leurs territoires, à l'égard de leurs habitans & de leurs sujets le même droit qu'ont les autres Etats supérieurs de l'Empire, tant à raison du droit de réformer, que des autres cas concernant
la

la Religion ; en sorte que tout ce qui a été réglé & convenu de ceux-là , sera tenu pour dit & entendu de ceux-ci ; nonobstant que dans les Villes où le Magistrat & les Bourgeois n'auroient introduit l'an 1624. autre exercice de Religion que celui de la Confession d'Augsbourg , selon la coûtume & les statuts de chaque lieu , quelques Bourgeois Catholiques y fassent leur domicile ; & même que dans quelques Chapitres , Eglises Collegiales , Monasteres , ou Cloîtres y situez , dependans mediatement ou immediatement de l'Empire , l'exercice de la Religion Catholique soit rétabli en vigueur , & au même état qu'il étoit le premier jour de Janvier 1624. dans lequel entierement , tant activement que passivement , ils seront laissez à l'avenir , avec le Clergé qui n'a point été introduit depuis ledit terme , & avec les Bourgeois Catholiques qui s'y trouvoient alors. Avant toutes choses les villes Imperiales attachées ou à une seule Religion , ou à toutes les deux , & entre elles principalement la ville d'Augsbourg , comme aussi Duncelspiel , Biberach , Ravensbourg , & Kauffbeur , qui dès l'an 1624. ont été molestées par la voie ou hors de la voie de la Justice , en quelque façon que cela se soit fait à

cause

cause de la Religion & à cause des biens Ecclesiastiques qu'elles avoient occupé & reformé , avant , ou après la transaction de Passau , & la Paix de la Religion qui suivit ; ne seront pas moins pleinement rétablis au même état qu'elles étoient le premier jour de l'an 1624. tant au spirituel qu'au temporel , que les autres Etats superieurs de l'Empire , auquel état elles seront conservées sans aucun trouble, comme les autres qui alors les possédoient , ou en ont depuis ce temps là recouvré la possession , & ce jusqu'à l'accommodement à l'amiable des Religions. Il ne sera licite à aucune des parties de se troubler l'une l'autre dans l'exercice de sa Religion , dans les cérémonies & usages de leurs Eglises : mais les Bourgeois demeureront paisiblement ensemble , se conduiront honnêtement les uns envers les autres , & auront en tous lieux l'usage libre de leurs Religions & de leurs biens ; toutes choses jugées & transigées , ou pendantes aux tribunaux de la Justice , & autres exceptions énoncées aux paragraphes 2. & 9, demeurant nulles ; sauf toutesfois les choses qui ont été réglées par le paragraphe 2. touchant les affaires civiles d'Augsbourg , de Duncelspiel , de Beberach , & de Ravensbourg.

§. 12. Quant à ce qui regarde les Comtes , Barons , Nobles , Vassaux , Villes , Fondations , Monasteres , Commanderies , Communautez & Sujets relevant des Etats immediats de l'Empire Ecclesiastiques ou seculiers ; comme il appartient à ces Etats immediats, d'avoir avec le droit de territoire & de superiorité, selon la pratique commune qui a été usitée jusqu'à present par tout l'Empire , le droit aussi de reformer l'exercice de la religion , & qu'ayant autrefois été accordé dans la paix de religion aux Sujets de tels Etats qui ne seroient pas de la religion du Seigneur du territoire, la faculté de changer de demeure , il auroit été de plus ordonné pour conserver une plus parfaite concorde entre les Etats , que personne n'eût à attirer à sa religion les sujets des autres , ni pour cette raison les recevoir en sa sauvegarde ou protection , ou les soutenir en aucune maniere que ce soit , l'on est aussi tombé d'accord que la même chose sera observée par les Etats de l'une & de l'autre religion , & qu'aucun Etat immediat ne sera traversé dans le droit qui lui appartient , à raison du territoire & de la superiorité sur les affaires de la religion. Nonobstant cela toutefois , les Landgraves , vassaux , & sujets des Etats Catho-

liques

liques de quelque naissance qu'ils soient, qui ont eu l'exercice public ou privé de la Confession d'Augsbourg l'an 1624. en quelque partie de l'année que ç'ait été, soit par quelque accord ou privilège, soit par un long usage, soit enfin par la seule observance de ladite année, le retiendront aussi à l'avenir avec les annexes ou dépendances, selon qu'ils l'ont eû ou qu'ils pourront prouver l'avoir pratiqué dans ladite année.

Par telles annexes on entend l'institution des Consistoires & des Ministres, tant des Ecoles que des Eglises, le droit de patronage, & autres pareils droits; & ils n'en demeureront pas moins en possession que de tous les Temples, fondations, Monasteres, Hôpitaux, & de toutes leurs appartenances, revenus & augmentations qui étoient dans ce tems-là en leur pouvoir; toutes lesquelles choses seront toujours & en tous lieux observées, jusqu'à ce qu'on soit autrement convenu sur le fait de la Religion Chrétienne, soit généralement, ou entre les Etats immediats, & leurs sujets d'un consentement mutuel, afin que personne ne soit troublé par qui ce soit, ni par aucune voie ou maniere que ce puisse être; mais qu'au contraire ceux qui ont été troublez, ou en quelque façon destituez

destituez, soient restitués à pur & à plein sans aucune exception en l'état où ils étoient l'an 1624. La même chose sera observée à l'égard des sujets Catholiques, qui sont dans les Etats de la Confession d'Augsbourg, où ils avoient l'an 1624. l'usage & l'exercice public ou privé de la Religion Catholique.

Les pactes, transactions, conventions, ou concessions, qui sont ci-devant intervenues, ou ont été accordées & passées entre tels Etats immediats de l'Empire & leurs Etats Provinciaux & sujets ci-dessus mentionnez, pour introduire, permettre, & conserver l'exercice public ou privé de la religion, demeureront en leur force & vigueur, en tant qu'elles ne sont pas contraires à l'observance de l'an 1624. & il ne sera aucunement permis de s'en éloigner que d'un consentement mutuel, nonobstant toutes Sentences, reversales, accords, & transactions quelconques, contraires à la susdite observance de l'an 1624. lesquelles attendu qu'elle sert comme de règle demeureront nulles; & spécialement ce que l'Evêque de Hildesheim, & les Ducs de Brunswic Lunebourg, ont transigé & stipulé par certains pactes en l'an 1643. touchant la religion des Etats & des sujets de l'Evêché de Hildesheim

desheim & son exercice : mais seront exceptez dudit terme , & reservez aux Catholiques les neuf Monasteres situés dans l'Evêché de Hildesheim , que les Ducs de Brunswic leur avoient cedez la même année à certaines conditions.

Il a été en outre trouvé bon , que ceux de la Confession d'Augsbourg qui sont sujets des Catholiques, & les Catholiques sujets des Etats de la Confession d'Augsbourg , qui n'avoient en l'an 1624. en aucun tems de l'année l'exercice public ou privé de leur religion , & qui après la paix publié professeront & embrasseront une religion différente de celle du Seigneur territorial , seront en conséquence de ladite paix patiemment soufferts & tolerez , sans qu'on les empêche de vaquer à leur dévotion dans leurs maisons & en leur particulier en toute liberté de conscience , & sans inquisition ou trouble , & même d'assister dans leur voisinage toutes les fois qu'ils voudront à l'exercice public de leur religion , ou d'envoier leurs enfans à des Ecoles étrangères de leur Religion , ou de les faire instruire dans la maison par précepteurs particuliers , à la charge toutefois que tels Landsasses , vassaux & sujets feront en toutes autres choses leur devoir ,

devoir , & se tiendront dans l'obéissance & la sujétion dûë , ne donnant occasion à aucun trouble ni remuement. Pareillement les sujets , soit qu'ils soient Catholiques , soit qu'ils soient de la Confession d'Augsbourg ne seront en aucun lieu meprizez à cause de leur religion ; ni ne seront exclus de la communauté des Marchands , des Artisans , & des Tribus , non plus que privez des successions , legs , hôpitaux , leproseries , aumônes , & autres droits ou commerces , & moins encore des cimetières publics , ou de l'honneur de la sépulture ; & il ne sera exigé aucune autre chose pour les frais de leurs funérailles , que les droits qu'on a accoutumé de paier pour les mortuaires aux Eglises Paroissiales ; en sorte qu'en ces choses & autres semblables , ils soient traitez de même que les Concitoiens , & sûrs d'une justice & protection égale.

S'il arrivoit qu'un sujet qui n'a point eû l'an 1624. l'exercice public ou particulier de sa Religion , ou qui après la paix publiée changera de Religion , voudroit de son bon gré changer de demeure , ou qu'il lui fût ordonné par le Seigneur du territoire de la changer , il lui sera libre de le faire , en retenant ou vendant ses biens , & les retenant , de les faire
administrer

administrer par ses propres gens, de les aller visiter en toute liberté, & sans aucunes lettres de passe-port, & de poursuivre les procès, & le paiement de ses dettes, toutes les fois que la raison le requerra.

Il a été aussi convenu, que les Seigneurs des territoires donneront un terme non moindre de cinq ans pour se retirer aux sujets qui n'avoient point en ladite année l'exercice de leur Religion, ni public, ni particulier, & qui toutefois au tems de la publication de cette présente paix seront trouvez demeurans dans les domaines des Etats immediats de l'une ou de l'autre Religion : parmi lesquels seront aussi compris ceux, qui pour éviter les miseres de la guerre, & non par esprit de transferer leur domicile, se sont retirez en quelque part, & prétendent après la Paix faite, retourner en leur pais ; & pour ceux qui changeront de Religion après la Paix publiée, il leur sera donné un terme non moindre de trois ans pour se retirer, s'il n'en peuvent obtenir un plus long ; & on ne leur refusera point aussi, soit qu'ils soient volontairement, ou par contrainte, des certificats de naissance, d'extraction, d'affranchissement, de métier, & de mœurs honnêtes ; ils ne seront non plus surchargez

furchargez d'exactions sous couleur de reversales inusitées , ou de décimations des biens qu'ils emporteront étendus au-delà de l'équité ; & il sera encore moins fait aucun empêchement sous prétexte de servitude ou autre quelconque , à ceux qui se retireront volontairement.

§. 13. Les Princes de Silesie , qui sont de la Confession d'Augsbourg , savoir les Ducs de Brieg , Legnits , Munsterberg , & d'Oels , comme aussi la Ville de Breslaw seront maintenus dans leurs droits & privileges obtenus avant la guerre , aussi-bien que dans le libre exercice de leur Religion , lequel leur a été concédé par grace Imperiale & Roiale ; & pour ce qui touche les Comtes , Barons , Nobles & leurs sujets dans les autres Duchez de Silesie , qui dépendent immédiatement de la Chambre Roiale , comme les Comtes , Barons , & Nobles demeurans présentement dans la basse Autriche , quoi que le droit de reformer l'exercice de la Religion n'appartienne pas moins à sa Majesté Imperiale, qu'aux autres Rois & Princes, elle consent, (non pas toutefois à cause que l'accord fait selon la disposition du précédent article les *Paëtes* , &c. mais en consideration de l'entremise de sa Majesté Roiale de Suede , & en faveur des Etats interce-

dans

dans de la Confession d'Augsbourg) que ces Comtes, Barons, Nobles, & leurs sujets dans lesdits Duchez de Silesie ne soient pas obligez de sortir des lieux où ils demeurent, ni de quitter les biens qu'ils y possèdent, pour cette raison qu'ils professent la Confession d'Augsbourg, ni même qu'ils soient empêchez de frequenter l'exercice de la susdite confession dans les lieux voisins hors du territoire; pourveu que dans les autres choses ils ne troublent point la tranquillité & la paix publique, & se montrent tels qu'ils doivent être à l'égard de leur Prince souverain. Que si cependant quelques-uns s'en retiroient volontairement, & qu'ils ne voulussent pas vendre, ou ne pussent pas commodement donner à ferme leurs biens immeubles, ils auront toute liberté d'aller & de venir pour prendre garde, & avoir inspection sur leursdits biens.

Outre ce qui a été ordonné ci-dessus à l'égard desdits Duchez de Silesie, qui dependent immédiatement du Conseil Aulique, sa Majesté Imperiale promet encore de permettre à ceux qui en ces Duchez font profession de la Confession d'Augsbourg, de bâtir pour l'exercice de cette Confession à leurs propres depens, trois Eglises hors des Villes de

de Schweinitz, Jaur, & Glogaw près des murailles. & dans les lieux à ce commodes, lesquels seront pour cet effet designez par ordre de sa Majesté après la Paix faite. Et d'autant qu'on a tâché divers fois dans la presente negociation de faire accorder dans lesdits Duchez, & dans les autres Royaumes & Provinces de sa Majesté Imperiale, & de la Maison d'Autriche, une plus grande liberté & exercice de Religion, & que toutefois on n'en a pu convenir, à cause de la contradiction des Plenipotentiaires Imperiaux; sa Majesté Roiale de Suede, & les Etats de la Confession d'Augsbourg se reservent chacun en son droit la faculté de s'entremettre à l'amiable, & d'interceder humblement pour ce sujet envers sa Majesté Imperiale en la Diete prochaine & ailleurs, la Paix toutefois subsistant toujours, & toutes violences & voies de fait demeurant interdites.

§. 14. Le droit de reformer ne dependra pas de la seule qualité feodale ou sous feodale, soit qu'elle procede du Roiaume de Bohême, ou des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, ou d'ailleurs. Mais ces fiefs & arriere-fiefs; vassaux, sujets, & les biens Ecclesiastiques dans les causes de Religion,

&

& tout ce que le Seigneur de fief y peut pretendre, ou y auroit introduit & se feroit arrogé de droit, seront à perpétuité confiderez suivant l'état du premier jour de Janvier de l'année 1624. & ce qui aura été innové au contraire, soit par la voie ou hors de la voie de la justice, sera supprimé, & retabli en son premier état.

Que si on avoit été en contestation pour le droit de territoire avant ou après le terme de l'an 1624. ce droit demeurera à celui qui en étoit possesseur cette année-là, jusqu'à ce que l'on ait connu de l'affaire, & que l'on ait prononcé sur le possesseur & le petitoire, ce qui s'entend quant à l'exercice public. Mais on ne pourra à cause du changement de Religion qui sera cependant arrivé, contraindre les sujets de sortir du pais pendant la durée du procès touchant le territoire, Dans les lieux où les Etats Catholiques, & ceux de la Confession d'Augsbourg jouissent également du droit de superiorité, le même droit demeurera tant à l'égard de l'exercice public que des autres choses concernant la Religion au même état qu'il étoit le jour & l'an susdit. La seule juridiction criminelle, & le seul droit de glaive, de retention de

Tempe VIII. R causes

causes, de Patronage, de filialité, ne donneront ni conjointement, ni séparément le droit de reformer; c'est pourquoi les reformatiions qui se sont introduites sous cette couleur, ou par quelques pactes seront cassées, les lezees seront restituez, & on s'abstiendra tout à fait à l'avenir d'en faire de semblables.

§. 15. A l'égard de toutes sortes de revenus appartenans aux biens Ecclesiastiques, & à leurs possesseurs: On observera avant toutes choses ce qui se trouve avoir été ordonné dans la Paix de Religion au paragraphe, *Pareillement les Etats de la Confession d'Augsbourg, &c.* Et au paragraphe, *comme aussi aux Etats qui sont de l'ancienne, &c.* Mais les revenus, cens, dixmes, rentes, qui en vertu de la dite Paix de Religion sont dûs aux Etats de la Confession d'Augsbourg à cause des fondations Ecclesiastiques immediates ou mediates acquises avant ou après la Paix de Religion, des Provinces des Catholiques, & lesquels ceux de ladite Confession ont été en possession ou quasi possession de percevoir le premier Janvier 1624. leur seront paieez sans aucune exception.

De même, si les Etats de la Confession

sion d'Augsbourg ont possédé par usage ou concession legitime quelques droits de protection, d'avocatie, d'ouverture, d'hospitation, de corvées ou autres dans les domaines & biens des Ecclesiastiques Catholiques situez soit au dedans ou au dehors des territoires, & pareillement s'il appartient aux Etats Catholiques quelque droit semblable au dedans ou au dehors des biens Ecclesiastiques aquis par les Etats de la Confession d'Augsbourg, tous retiendront de bonne foi les droits dont ils ont joui. En sorte toutefois que les revenus des biens Ecclesiastiques ne soient par l'usage, ou la jouissance de semblables droits, ni trop chargez ni épuisez.

Les revenus, dixmes, cens, & rentes; qui sont dûs par d'autres territoires aux Etats de la Confession d'Augsbourg pour les fondations qui se trouveront presentement ruinées & démolies, seront paiezs aussi à ceux qui le premier Janvier 1624. étoient en possession ou quasi possession de les percevoir.

Et pour les fondations, qui depuis l'année 1624. ont été détruites, ou tomberont à l'avenir en ruine, les revenus en seront paiezs, même dans les autres territoires, au Seigneur du Monastere

R. 2 détruit,

détruit, ou du lieu où ce Monastere étoit situé.

De même les fondations qui étoient le premier jour de Janvier 1624. en possession ou quasi possession du droit de decimer sur les terres novalles dans un autre territoire, le seront aussi à l'avenir; mais qu'il ne soit demandé aucun nouveau droit. Entre les autres Etats & sujets de l'Empire, le droit touchant les Dixmes des terres novalles sera tel que le droit commun, ou la coutume, ou l'usage de chaque lieu en ordonnent, ou ainsi qu'il a été convenu par stipulations volontaires.

§. 16. Le droit Diocesain, & toute juridiction Ecclesiastique de quelque espece qu'elle puisse être demeurera suspendue jusqu'à l'accommodement final du differend de la Religion, contre les Electeurs, Princes & Etats de la Confession d'Augsbourg, y compris la Noblesse libre de l'Empire, & contre leurs sujets, tant entre les Catholiques, & ceux de la Confession d'Augsbourg, qu'entre les Etats seuls de la Confession d'Augsbourg; & le droit Diocesain, & juridiction Ecclesiastique se renfermeront dans les bornes de chaque territoire: Pour obtenir toutefois le paiement des revenus, cens, dixmes & rentes: que
les

les Catholiques auront à recevoir dans les domaines des Etats de la Confession d'Augsbourg, où les Catholiques étoient en l'année 1624. notoirement en possession, ou quasi possession de l'exercice de la juridiction Ecclesiastique, lesdits Catholiques jouiront aussi dorenavant de ladite juridiction, mais ce ne sera seulement qu'en exigeant ces mêmes revenus; & il ne sera procédé à aucune excommunication, sinon après la troisième sommation. Les Etats provinciaux & sujets de la Confession d'Augsbourg, qui en l'an 1624. reconnoissoient la juridiction Ecclesiastique des Catholiques, demeureront pareillement sujets à la susdite juridiction dans les cas qui ne concernent point la Confession d'Augsbourg, & pourvu qu'on ne leur enjoigne à l'occasion de procès aucune chose contraire à ladite Confession d'Augsbourg, & à la Conscience. Les Magistrats de la Confession d'Augsbourg auront aussi le même droit sur les sujets Catholiques, qui avoient en l'année 1624. l'exercice public de la Religion Catholique, sauf le droit Diocésain, tel que les Evêques l'ont exercé paisiblement sur eux en l'année 1624. mais dans les Villes de l'Empire, où est en usage l'exercice de la Religion

R ; mixte ,

mixte, les Evêques n'auront aucune juridiction sur les Bourgeois de la Confession d'Augsbourg, toutefois les Catholiques se pourvoiront en justice pour leur droits selon l'usage de ladite année 1624.

§. 17. Les Magistrats de l'une & de l'autre Religion, defendront severement & rigoureusement, que personne n'impugne en aucun endroit, en public ou en particulier, en prêchant, enseignant, disputant, écrivant, ou consultant la Transaction de Passau, la Paix de Religion; & sur tout la presente Declaration ou Transaction, ni les rende douteuses, ou tâche d'en tirer des conséquences ou propositions contraires. Sera aussi nul, tout ce qui a été jusqu'à present produit & publié au contraire, mais s'il s'élevoit quelque doute de là ou d'ailleurs, ou qu'il en résultât quelque un des causes concernant la Paix de Religion, ou cette presente Transaction, le tout sera réglé par voie amiable dans les Diètes ou autes Assemblées de l'Empire, par les Principaux de l'une & de l'autre Religion.

§. 18. Dans les Assemblées ordinaires des Deputez de l'Empire, le nombre des Chefs de l'une & de l'autre Religion sera égal; & pour les personnes,

ou

ou pour les Etats de l'Empire qui leur devront être adjoints, il en sera ordonné en la Diete prochaine. Si dans ces assemblées de Deputez, aussi-bien que dans les Dietes generales il y vient des Deputez, soit d'un ou de deux ou de trois Colleges de l'Empire, pour quelque occasion ou affaire que ce soit le nombre des Deputez des Chefs de l'un & de l'autre Religion sera égal. Et cù il se rencontrera des Officiers à expedier dans l'Empire par commissions extraordinaires; si l'affaire n'est qu'entre les Etats de la Confession d'Augsbourg, on ne deputera que de ceux de cette Religion; que si l'affaire ne regarde que les Catholiques, on ne deputera que des Catholiques; & si la chose concerne les Etats Catholiques, & ceux de la Confession d'Augsbourg, on nommera & ordonnera des Commissaires en nombre égal; de l'une & de l'autre Religion. Il a été trouvé bon aussi, que les Commissaires fassent leur rapport des affaires par eux faites, & qu'ils y ajoutent leurs suffrages, mais qu'ils ne finissent rien par forme de Sentence.

§. 19. Dans les causes de Religion, & en toutes les autres affaires où les Etats ne peuvent être considerez comme un corps, de même aussi les Etats Ca-

tholiques & ceux de la Confession d'Augsbourg se divisans en deux partis, la seule voie à l'amiable decidera les differends, sans s'arrêter à la pluralité des suffrages. Pour ce qui regarde pourtant la pluralité des voix dans la matiere des impositions, cette affaire n'ayant pû être decidée en l'Assemblée presente, elle est renvoïée à la Diete prochaine.

§. 20. En outre, comme à cause des changemens arrivez par la presente Guerre, & autres raisons, il a été allegué plusieurs choses, pour faire transférer le Tribunal de la Chambre Imperiale en quelque autre lieu plus commode à tous les Etats de l'Empire, & aussi pour presenter le Juge, les Presidens, les Assesseurs, & autres Officiers de Justice, en nombre égal de l'une & de l'autre Religion, & pour regler pareillement d'autres affaires appartenant à ladite chambre Imperiale, lesquelles ne peuvent pas être entierement expedïées en la presente assemblée, à cause de l'importance du fait; on est convenu qu'on en traitera dans la Diete prochaine, & que les deliberations touchant la reformation de la Justice agitées en l'Assemblée des Deputez à Francfort auront leur effet; & que s'il sembloit y
manquer

manquer quelque chose, on le suppléera & corrigera. Cependant afin que cette affaire ne demeure pas tout à fait dans l'incertitude, on est demeuré d'accord, qu'outre le Juge, & les quatre Présidens, dont deux de ceux qui doivent être de la Confession d'Augsbourg seront établis par sa Majesté Imperiale seule, le nombre des Assesseurs de la Chambre sera augmenté jusqu'à cinquante en tout; en sorte que les Catholiques puissent & soient tenus de présenter vingt-six Assesseurs, y compris les deux Assesseurs dont la présentation est réservée à l'Empereur; & les Etats de la Confession d'Augsbourg, vingt-quatre; & qu'il soit loisible de prendre & élire de chaque Cercle de Religion mixte deux Catholiques, & deux qui soient de la Confession d'Augsbourg, les autres choses qui regardent la Chambre aiant été renvoyées, comme il a été dit, à la prochaine Diète. Et partant les Cercles seront exhortez de présenter à tems les nouveaux Assesseurs qui seront à substituer en la susdite Chambre à la place des morts, suivant la table insérée à la fin de ce paragraphe. Les Catholiques conviendront aussi en leur tems de l'ordre de présenter; & sa Majesté Imperiale ordonnera non seulement

R s qu'en

qu'en cette Justice de la Chambre les causes Ecclesiastiques & politiques, débattuës entre les Catholiques & les Etats de la Confession d'Augsbourg, ou entre ceux-ci seulement, ou aussi quand des Catholiques plaidans contre des Etats Catholiques - un tiers intervenant sera de la Confession d'augsbourg; & reciproquement quand ceux de la Confession d'Augsbourg plaidans contre d'autres de la même Confession, un Etat Catholique interviendra, seront discutées & jugées par des Assesseurs choisis en nombre égal, de l'une & de l'autre Religion; mais que la même chose sera aussi observée en la Chambre Aulique; & à cette fin sadite Majesté tirera des Cercles où la Confession d'Augsbourg est seule, ou conjointement avec la Religion Catholique en vigueur, quelques sujets de la Confession d'Augsbourg, doctes & versez dans les affaires de l'Empire, en tel nombre toutefois que le cas échéant il puisse y avoir égalité de Juges de l'une & de l'autre Religion. La même chose sera aussi observée à l'égard de l'égalité des Assesseurs, toutes les fois qu'un Etat immédiat de la Confession d'Augsbourg sera cité ensuite par un Etat mediat Catholique, ou qu'un Etat Catholique imme-

immédiat le fera par un Etat médiat de la Confession d'Augsbourg.

Quant à la procédure judiciaire, le règlement de la Chambre Imperiale sera pareillement observé dans le Conseil Aulique, en tout & par tout. Alors afin que les parties en plaidant ne soient pas déstituées de tout secours suspensif, au lieu de la révision usitée en ladite Chambre, il sera licite à la partie lésée d'appeller à sa Majesté Imperiale de la Sentence donnée par le Conseil, afin que le procès soit revû de nouveau par d'autres Conseillers en nombre égal de l'une & de l'autre Religion, capables du poids de l'affaire, non alliez des parties, & qui n'aient pas assisté à dresser, ou à prononcer la première Sentence, ou du moins qui n'aient pas été Raporteurs ou Corraporteurs du procès, & il sera loisible à sa Majesté Imperiale dans les causes de conséquence, & d'où on pourroit craindre qu'il n'arrivât quelque désordre dans l'Empire, de demander sur ce l'avis & les suffrages de quelques Electeurs & Princes de l'une & de l'autre Religion. La visite du Conseil Aulique, se fera autant de fois qu'il sera nécessaire par l'Electeur de Mayence, observant ce

qui dans la prochaine Diete sera, du consentement commun des Etats, jugé à propos d'être observé. Mais s'il se rencontre quelques doutes touchant l'interpretation des Constitutions Imperiales, & des recez publics, ou que dans les jugemens des causes Ecclesiastiques ou politiques, debatues entre les parties ci-dessus nommées, après même qu'en plein Senat elles auroient été examinées par un nombre de Juges toujours égal de part & d'autre, il naisse de la parité des Assesseurs de l'une & de l'autre Religion des opinions contraires, les Assesseurs Catholiques tenans pour l'une, & ceux de la Confession d'Augsbourg pour l'autre, alors qu'ils soient renvoiez à une Diete generale : Mais si deux ou plusieurs Catholiques avec un ou deux Assesseurs de la Confession d'Augsbourg, & reciproquement, embrassoient une opinion, & que les autres en nombre égal, quoiqu'inégaux de Religion en maintinssent un autre, & que de là il naisse une contrariété, en ce cas elle sera terminée par l'Ordonnance de la Chambre, & le renvoi n'en sera point fait à la Diete. Toutes lesquelles choses seront observées dans les causes, où procès des

Etats,

Etats, y compris la Noblesse immédiate de l'Empire, soit que lesdits Etats soient demandeurs, soit qu'ils soient défendeurs, ou intervenans. Mais si entre les Etats mediats, le demandeur ou le défendeur ou le tiers intervenant est de la Confession d'Augsbourg, & qu'il ait demandé une parité de Juges d'entre les Assesseurs de l'une & de l'autre Religion, cette parité lui sera accordée; & s'il arrive alors égalité de voix, le renvoi n'en sera point fait à la Diete, & le procès sera terminé selon l'Ordonnance de la Chambre. Au reste, tant dans le Conseil Aulique qu'en la Chambre Imperiale, seront laissés en leur entier aux Etats de l'Empire le privilege de premiere Instance, celui d'Austreges, & les droits & privileges de ne point appeller; & ils n'y seront point troublés, ni par mandemens, ni par commissions ou évocations, ni par aucune autre voie. Enfin comme il a été aussi fait mention d'abolir la Cour Imperiale de Rotweil, & les Sieges Provinciaux de Justice de Suabe, & autres établis en plusieurs lieux dans l'Empire, la chose aiant été jugée de grande importance, la deliberation en a aussi été renvoyée à la Diete prochaine.

Les Aſſeſſeurs de la Confeſſion
d'Augſbourg ſeront preſentez :

Par l'Electeur de Saxe ,	}	6.
Par l'Electeur de Bran-		
debourg ,		
Par l'Electeur Palatin.	}	

Par le haut Cercle de	}	1. <i>En alter-</i>
Saxe 4.		
Par le bas Cercle de	}	<i>nant par ces</i>
Saxe 4.		
		<i>deux Cercles</i>

Par les Etats du Cercle	}	
de Franconie de la		
Confeſſion d'Augſ-	}	
bourg. 2.		
Par ceux du Cercle de	}	1. <i>En alter-</i>
Suabe 2.		
Par les Etats du Cercle	}	<i>nant par ces</i>
du haut Rhin. 2.		
Par le Cercle de Weſt-	}	<i>quatre Cer-</i>
phalie. 2.		
		<i>cles.</i>

Et quoiqu'on ne faſſe en cette Table
aucune mention des Etats de l'Empire
de la Confeſſion d'Augſbourg, qui ſont
compris ſous le Cercle de Baviere, ce-
la ne leur tournera à aucun prejudice;
mais leurs droits, libertez, & privile-
ges demeureront en leur entier.

V I.

Et comme sa Majesté Imperiale, sur les plaintes faites en présence de ses Plenipotentiaires Deputez en la presente Assemblée, au nom de la ville de Basle, & de toute la Suisse, touchant quelques procédures & mandemens executaires émanez de la Chambre Imperiale contre ladite Ville, & les autres Cantons unis des Suisses, & leurs citoyens & sujets aiant demandé l'avis & le conseil des Etats de l'Empire, auroit par un Decret particulier du 14. Mai de l'année dernière, déclaré ladite ville de Basle, & les autres Cantons Suisses, être en possession d'une quasi pleine liberté, exemption de l'Empire, & ainsi n'être aucunement sujets aux Tribunaux & Jugemens du même Empire; il a été résolu que ce même Decret soit tenu pour compris en ce Traité de Paix, qu'il demeure ferme & constant, & partant que toutes ces procédures & Arrêts donnez sur ce sujet, en quelque forme que ç'ait été, doivent être de nulle valeur & effet.

V I I.

Du consentement aussi unanime de sa
Majesté

Majesté Imperiale , & de tous les Etats de l'Empire , il a été trouvé bon , que le même droit ou avantage que toutes les autres Constitutions Imperiales , la Paix de Religion , cette présente Transac-tion publique , & la decision y contenuë des griefs , accordent aux Etats & sujets Catholiques , & à ceux de la Confeſſion d'Augſbourg , doit auſſi être accordé à ceux qui s'appellent entr'eux les Reformez ; ſauf toutefois à jamais les Pactes , Privileges , Reverſales , & autres diſpoſitions que les Etats qui ſe nomment Proteſtans ont ſtipulé entr'eux & avec leurs ſujets , par leſquels il a été pourvû juſqu'à preſent aux Etats & ſujets de chaque lieu , touchant la Religion & ſon exercice , & les choſes qui en dépendent , ſauf auſſi la liberté de conſcience d'un chacun. Et d'autant que les differends de Religion qui ſont entre les Proteſtans , n'ont pas été terminez juſqu'à preſent , étant reſervez à un accommodement futur , & que pour cette raiſon ils forment deux partis , il a été pour ces cauſes convenu entre l'un & l'autre parti touchant le droit de Reformation , que ſi quelque Prince ou autre Seigneur de territoire , ou Patron de quelque Eglise paſſoit ci-après à la Religion d'un autre parti , ou ſ'il avoit acquis

acquis ou recouvré par droit de succession , ou en vertu de la présente Transaction , ou par quelque autre titre une Principauté , ou une Seigneurie où la Religion d'un autre parti s'exerce à présent publiquement , il lui sera sans contredit permis d'avoir près de lui , & en sa résidence des Predicateurs particuliers de sa Confession pour sa Cour ; sans néanmoins que cela puisse être à la charge & au préjudice de ses sujets ; mais il ne lui sera pas loisible de changer l'exercice de la Religion , ni les Loix ou Constitutions Ecclesiastiques qui auront été reçues ci-devant , non plus que d'ôter aux premiers les Temples , Ecoles , Hôpitaux , ou les revenus , pensions & salaires y appartenans , & les appliquer aux gens de sa Religion : moins encore d'obliger ses sujets , sous prétexte de droit de territoire , de droit Episcopal , & de Patronage , ou autre , de recevoir pour Ministres ceux d'une autre Religion , ou donner directement ou indirectement à la Religion des autres aucun autre trouble ou empêchement. Et afin que cette Convention soit observée plus exactement , il sera permis , en cas de tel changement , aux Communautés mêmes , de présenter , ou si elles n'ont pas le droit de présenter , de nommer des Ministres capables.

pables, tant pour les Ecoles que pour l'Eglise, lesquels seront par le Consistoire & les Ministres publics du lieu examinez & ordonnez, si tant est, qu'ils soient de même Religion que les Communautéz qui les présenteront ou nommeront; ou au défaut de ce ils seront examinez & ordonnez dans le lieu que les mêmes Communautéz auront choisi, lesquels seront ensuite confirmez par le Prince, ou par le Seigneur sans aucun refus. Si pourtant quelque Communauté, le cas de changement arrivant aiant embrassé la Religion de son Seigneur, demandoit à ses depens le même exercice que celui qu'auroit le Prince ou Seigneur, il sera loisible audit Prince ou Seigneur de le lui accorder, sans prejudice des autres, & aussi sans que ses successeurs le lui puissent ôter. Mais pour les Consistoriaux, les Visiteurs pour les choses sacrées, les Professeurs des Ecoles & des Universitez de Theologie & de Philosophie, ils ne seront d'autre Religion que de celle qui en ce tems-là sera professée publiquement dans chaque lieu. Et d'autant que toutes choses se doivent entendre des changemens qui pourront arriver à l'avenir, elles n'apporteront aucun prejudice aux droits qui appartiennent

nent pour ce regard aux Princes d'Anhalt, & autres Princes. Mais à l'exception des Religions ci-dessus mentionnées, il n'en sera reçu ni toléré aucun autre dans le saint Empire Romain.

V I I I

Et afin de pourvoir à ce que dorenavant il ne laisse plus de differends dans l'Etat politique; Que tous & chacun les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire Romain soient tellement établis & confirmez en leurs anciens droits, prerogatives, libertez, privileges, libre exercice du droit territorial, tant au spirituel qu'au temporel, Seigneuries, droits regaliens, & dans la possession de toutes ces choses en vertu de la presente Transaction, qu'ils ne puissent jamais y être troublez de fait par quique ce soit, sous aucun pretexte que ce puisse être.

Qu'ils jouissent sans contradiction du droit de suffrage dans toutes les deliberations touchant les affaires de l'Empire, sur tout où il s'agira de faire ou interpreter des Loix, résoudre une Guerre, imposer un Tribut, d'ordonner des levées & logemens de soldats, construire au nom du public des forteresses nouvelles dans les terres des Etats, ou
renforcer

renforcer les anciennes de garnisons, & où aussi il faudra faire une Paix, ou des alliances, & traiter d'autres semblables affaires, qu'aucune de ces choses ou de semblables ne soit faite ou reçûë ci-après sans l'avis & le consentement d'une Assemblée libre de tous les Etats de l'Empire; Que sur tout chacun des Etats de l'Empire jouissent librement & à perpetuité du droit de faire entr'eux, & avec les Etrangers des alliances, pour la conservation & sûreté d'un chacun, pourvû néanmoins que ces sortes d'alliances ne soient ni contre l'Empereur & l'Empire, ni contre la Paix publique, ni principalement contre cette Transaction, & qu'elles se fassent sans prejudice en toute choses, du serment dont chacun est lié à l'Empereur, & à l'Empire.

Que les Etats de l'Empire s'assemblent dans l'espace de six mois, à compter de la date des ratifications de la Paix, & de là en avant toutes les fois que l'utilité ou la nécessité publique le requerra; Que dans la premiere Diete on corrige sur tout les defauts des precedentes Assemblées; & de plus que l'on y traite, & ordonne de l'élection des Rois des Romains, de la capitulation Imperiale qui doit être redigée en termes qui ne
 puissent

puissent être changez, de la maniere & de l'ordre qui doit être observé pour mettre un ou plusieurs Etats au ban de l'Empire, outre celui qui a été autrefois expliqué dans les Constitutions Imperiales; Que l'on y traite aussi du retablissement des Cercles, du renouvellement de la Matricule, & des moïens d'y remettre ceux qui en ont été ôtez, de la moderation & remise des taxes de l'Empire, de la reformation de la Police, & de la Justice, de la taxe des Epices qui se paient à la Chambre Imperiale, de la maniere de bien former & instruire les Deputez ordinaires selon le besoin & l'utilité de la Republique, du vrai devoir des Directeurs dans les Colleges de l'Empire, & d'autres semblables affaires qui n'ont pû être ici vuïdées.

Que les Villes libres de l'Empire aient voix decisive dans les Dietes générales & particulieres, comme les autres Etats de l'Empire; & qu'il ne soit point touché à leurs droits regaliens, revenus annuels, libertez, privileges de confisquer & lever des impots, ni à ce qui en dépend, non plus qu'aux autres droits qu'ils ont legitimement obtenus de l'Empereur & de l'Empire, ou qu'ils ont possédez & exercez par un long usage

avant

avant ces troubles , avec une entière juridiction dans l'enclos de leurs murailles , & dans leur territoire ; demeurant à cet effet cassées , annullées , & à l'avenir défenduës toutes les choses qui par reprefailles , Arrêts , empêchemens de passages , & autres actes préjudiciales , ont été faites & attentées au contraire jusques ici par une autorité privée durant la Guerre , sous quelque pretexte que puisse être , ou qui dorénavant pourroient être faites & executées sans aucune prétenduë formalité legitime de droit ; qu'au restetoutes les loiiables Coutumes , Constitutions & Loix fondamentales de l'Empire Romain , soient à l'avenir étroitement gardées, toutes les confusions qui se sont introduites pendant la Guerre étant ôtées.

Quant à la recherche d'un moien équitable & convenable , par lequel la poursuite des actions contre les debiteurs ruinez par les calamitez de la Guerre , ou chargez d'un trop grand amas d'interêts puisse être terminée avec moderation , pour obvier à de plus grands inconveniens qui en pourroient naître , & qui seroient nuisibles à la tranquillité publique ; sa Majesté Imperiale aura soin de faire prendre & recueillir les avis & sentimens , tant du Conseil Aulique ,
que

que de la Chambre Imperiale , afin que dans la Diete prochaine ils puissent être propofez , & qu'il en foit formé une constitution certaine. Que cependant dans les clauses de cette nature , qui feront portées aux Tribunaux fuperieurs de l'Empire , ou aux Tribunaux particuliers des Etats , les raifons & les circonftances qui feront alleguées par les parties foient bien pefées , & que perfonne ne foit lézé par des executions immoderées : mais tout cela fauf & fans préjudice de la constitution de Holstein.

I X.

Et d'autant qu'il importe au public que la Paix étant faite le commerce reffleuriffe de toutes parts ; on eft convenu à cette fin , que les tributs & peages , comme auffi les abus de la Bulle Brabantine , & les reprefailles & arrêts qui s'en feront enfuivis , avec les certifications étrangères , les exactions , les detentions & de même les frais exceffifs des postes , & toutes autres charges & empêchemens inufitez du commerce & de la navigation qui ont été nouvellement introduits à fon prejudice , & contre l'utilité public çà & là dans l'Empire , à l'occafion de la Guerre ,

re , par une autorité privée contre tous droits & privileges , fans le consentement de l'Empereur & des Electeurs de l'Empire , seront tout à fait ôtez ; en sorte que l'ancienne sûreté , la juridiction , & l'usage tels qu'ils ont été long-tems avant ces Guerres , y soient retablis & inviolablement conservez aux Provinces , aux ports , & aux rivières.

Les droits & privileges des territoires arrosez des rivières ou autrement , comme aussi les péages concedez par l'Empereur du consentement des Electeurs , entr'autres au Comte d'Oldenbourg sur le Vêser , ou établis par un long usage demeureront en leur pleine vigueur & execution , il y aura une entière liberté de commerce , & un passage libre & assuré par toutes sortes de lieux sur mer & sur terre , & partant qu'à tous & chacun des vassaux , sujets , habitans , & serviteurs des allies de part & d'autre , la permission d'aller & venir , de négocier , & de s'en retourner , soit donnée & soit entendüe leur être concedée en vertu de ces presentes , ainsi qu'il étoit libre à un chacun d'en user de tous côtez avant les troubles d'Allemagne ; & que les Magistrats de part & d'autre soient tenus de les proteger & defendre contre
toute

toute sorte d'oppreſſions & de violences, de même que les propres ſujets des lieux, ſans prejudice des autres articles de cette Convention, & des loix & droits particuliers de chaque lieu.

X.

Enſuite la Sereniſſime Reine de Sue-
de aiant demandé qu'on lui donnât ſa-
tisfaction pour la reſtitution qu'elle eſt
obligée de faire des places par elle oc-
cupées pendant cette Guerre, & que l'on
pouvût par des moiens légitimes au
rétaſſement de la Paix publique dans
l'Empire ; ſa Majeſté Imperiale, pour
ce ſujet, du conſentement des Electeurs,
Princes & Etats de l'Empire, & particu-
lièrement des Intereſſez, cede à ladite
Sereniſſime Reine, ſes futurs heritiers
& ſucceſſeurs, en vertu de la preſente
Tranſaction, les Provinces ſuivantes de
plein droit en fief perpetuel & imme-
diat de l'Empire.

1. Toute la Pomeranie Citerieure,
communément dite *vor-Pomern*, enſem-
ble l'Iſle de Rugen, contenuës dans les
limites qu'elles avoient ſous les derniers
Ducs de Pomeranie ; de plus dans la
Pomeranie Ulterieure, les villes de Ste-
tin, Grats, Dam, Golnau, & l'Iſle de
Tom. VIII. S Wolin

Wolin, avec la riviere d'Oder & le bras de mer qu'on appelle communément le Frichchaff, *Item*, les trois embouchures de Peine, de Swine, de Dievenow, & la terre de l'un & de l'autre côté adjacente, depuis le commencement du territoire Roial, jusques à la mer Baltique, en telle largeur du rivage oriental, dont on conviendra amiablement entre les Commissaires Roiaux & Electoraux, qui seront nommez pour le reglement plus exact des limites & autres particularitez.

Sa Majesté & le Roiaume de Suede tiendra & possedera dès cejour d'hui à perpetuité, en fief hereditaire, ce Duché de Pomeranie & la Principauté de Rugen, & en jouïra & usera librement & inviolablement, ensemble des Domaines & lieux annexes, & de tous les Territoires, Bailliages, Villes, Châteaux, Bourgs, Bourgades, Villages, Hommes, Fiefs, Rivières, Isles, Etangs, Rivages, Ports, Rades, anciens Peages & revenus, & de tous autres biens quelconques, Ecclesiastiques & Seculiers, comme aussi des titres, dignitez, prééminences, immunitéz & prérogatives, & de tous & chacuns les autres droits & privileges Ecclesiastiques & Séculiers, ainsi que les Predecesseurs Ducs de Pomeranie

meranie les avoient , possédoient , & gouvernoient.

Sa Majesté Roiale & le Roiaume de Suede aura aussi à l'avenir , à perpétuité , tout le droit que les Ducs de la Pomeranie Citerieure ont eu en la Collation des Dignitez & des Prebendes du Chapitre de Camin , avec pouvoir de les éteindre , & de les incorporer au Domaine Ducal après la mort des Chanoines d'à présent : mais pour tout ce qui en avoit appartenu aux Ducs de la Pomeranie Ulterieure , cela demeurera à l'Electeur de Brandebourg , avec l'entier Evêché de Camin , ses terres , droits & dignitez , comme il sera plus amplement expliqué ci-après.

La Maison Roiale de Suede , & la Maison Electorale de Brandebourg se serviront des titres , qualitez , & armes de Pomeranie , sans difference l'une comme l'autre , de même que les precedens Ducs de Pomeranie en ont usé ; la Roiale à perpétuité , & celle de Brandebourg tandis qu'il en restera des descendans de la branche masculine ; sans toutefois que celle de Brandebourg puisse pretendre aucune chose à la Principauté de Rugen , ni à aucun autre droit sur les lieux dedez à la Couronne de Suede.

S 2 Mais

Mais la ligne masculine de la Maison de Brandebourg venant à manquer, tous autres, hormis la Suede, s'abstiendront de prendre les titres & armes de Pomeranie, & alors aussi toute la Pomeranie Ulterieure avec la Pomeranie Citerieure, & tout l'Evêché & chapitre entier de Camin, ensemble tous les droits & expectances des predecesseurs qui y seront réunis, appartiendront à perpetuité aux seuls Rois, & couronne de Suede, qui cependant jouiront de l'esperance de la succession, & de l'investiture simultanée; en sorte même qu'ils soient obligez de donner l'assurance accoutumée aux Etats & sujets desdits lieux pour la prestation de l'hommage. L'Electeur de Brandebourg & tous les autres interessez déchargent les Etats, Officiers, & Sujets de tous lesdits lieux des liens & sermens par lesquels ils avoient été jusqu'à present engagez à lui; & ceux de sa maison, & les renvoient pour rendre doresnavant en la maniere accoutumée leur hommage & leurs services à sa Majesté & Couronne de Suede; & ainsi ils constituent pour cet effet la Suede en pleine & legitime possession des choses susdites, renonçant dès à present pour toujours à toutes les pretentions qu'ils y ont;

ce qu'ils confirmeront ici pour eux & leurs descendans par un acte particulier.

2. L'Empereur du consentement de tout l'Empire, cede aussi à la Reine Serenissime, & à ses heritiers & Successeurs Rois, & au Roiaume de Suede, en fief perpetuel & immediat de l'Empire, la ville & le port de Wismar, avec le Fort de Walfisch; comme aussi le Bailliage de Poël (excepté les villages de Schedorf, Weidendorf, Brandehusen, & Wangern, appartenant aux Hôpitaux du saint Esprit de la ville de Lubeck) & celui de Newencloster, avec tous les droits & appartenances, ainsi que les Ducs de Mecklembourg les ont possédez jusqu'à present; en sorte que tous lescits lieux, le port entier, & les terres de l'un & l'autre côté, depuis la ville jusqu'à la mer Baltique, demeurent à la libre disposition de sa Majesté, pour les pouvoir fortifier & munir de garnison selon son bon plaisir, & l'exigence des circonstances, toutefois à ses propres frais & dépens, & pouvoir y avoir toujours une retraite & une demeure sûre pour ses navires, & pour sa flotte; & au surplus en jouir & user avec le même droit qui lui appartient

sur ses autres fiefs de l'Empire; sauf pourtant les privileges & le commerce de la ville de Wismar, lesquels même seront de plus en plus avantegez par la protection & la faveur, Roiale des Rois de Suede.

3. L'Empereur, du consentement de tout l'Empire, cede aussi en vertu de la presente Transaction à la Serenissime Reine, à ses heritiers, & Successeurs Rois, & à la Couronne de Suede, en fief perpetuel & immediat de l'Empire, l'Archevêché de Brêmen, & l'Evêché de Werden, avec la ville & Bailliage de Wilshusen, & tout le droit qui avoit appartenu aux derniers Archevêques de Bremen sur le Chapitre & le Diocèse de Hambourg; sauf toutefois à la Maison de Holstein, comme à la ville & au Chapitre de Hambourg, chacun respectivement leurs droits, privileges, liberté, pactes, possessions, & état present en toutes choses; en sorte que les quatorze villages des Bailliages de Trittau & de Rheinbeck en Holstein, demeureront à perpetuité au Duc Frideric de Holstein-Gottorp, & à sa posterité, pour lui tenir lieu d'un certain revenu annuel, pour être lesdits Archevêché, Evêché, & Bailliage possédez à perpetuité par
ladite

ladite Couronne, avec tous les biens & droits Ecclesiastiques & Seculiers y appartenans quelque nom qu'ils aient, en quelque part qu'ils soient situez; en mer & en terre, avec les armoiries accoutumées sous le titre neanmoins de Duché; les Chapitres & autres Colleges Ecclesiastiques demeurant privez à l'avenir de tout droit d'élire & de postuler, & de tout autre droit, administration, ou gouvernement des terres appartenantes à ces Duchez.

Bien entendu cependant qu'on laissera sans trouble & empêchement quelconque à la ville de Brême, à son territoire, & à ses sujets leur present état, liberté, droits, & privileges, es choses tant Ecclesiastiques que politiques. Et s'il arrivoit qu'ils eussent quelque contestations avec l'Evêché ou le Duché, ou avec les Chapitres, elles seront terminées à l'amiable, ou décidées par la voie de la Justice; sauf cependant à chacune des parties la possession dont elle se trouve revêtuë.

4. L'Empereur avec l'Empire, pour raison de toutes lescites Provinces & fiefs, reçoit pour état immediat de l'Empire la Reine Serenissime, & ses successeurs au Roiaume de Suede, en sorte que la susdite Reine, & lescits Rois

S 4 feront

seront deormais appelez aux Dietes Imperiales avec les autres Etats de l'Empire, sous le titre de Ducs de Brêmen, de Verden, & de Pomeranie, comme aussi sous celui de Princes de Rugen, & de Seigneurs de Wismar, & qu'il leur sera assigné une seance dans les Assemblées Imperiales au College des Princes, sur le banc des seculiers en la cinquième place; sçavoir pour la voix de Brêmen; en ce même lieu & ordre: mais pour celles de Werden & de Pomeranie, elles seront réglées selon l'ordre d'ancienneté des précédens possesseurs. De plus dans le Cercle de la haute Saxe, immédiatement avant les Ducs de la Pomeranie Ulterieure; & dans les Cercles de Westphalie & de la basse Saxe, en la place & maniere ordinaire; en sorte toutefois que le Directoire du Cercle de la basse Saxe, s'exercera alternativement par les Ducs ou Archevêques de Magdebourg & de Brêmen, sans prejudice neanmoins du droit de condirectoire des Ducs de Brunswic & de Lunebourg. Pour les assemblées des Deputez de l'Empire, sa Majesté de Suede, & son Altesse Electorale de Brandebourg y auront en la maniere accoutumée leurs Deputez: mais parce qu'il n'appartient dans ces Assemblées qu'une
seule

seule voix aux deux Pomeranies, elle sera toujours portée par sa Majesté, après en avoir préalablement communiqué avec l'Electeur de Brandebourg. Enfin l'Empereur & l'Empire cedent & accordent à ladite Reine & Couronne de Suede en tous & chacuns lesdits fiefs, le privilege de ne point appeller : mais à condition qu'elle établira en un lieu commode en Allemagne un Tribunal, ou instance d'appellation, où elle mettra des personnes capables pour administrer à un chacun le droit & la justice selon les constitutions de l'Empire, & les Statuts de chaque lieu, sans autre appel ou évocation des causes. Et au contraire, s'il arrivoit que les Rois de Suede comme Ducs de Brême, de Werden, & de Pomeranie, & comme Princes de Rugen, ou Seigneurs de Wismar, fussent legitime-ment appelez en Justice par quelqu'un, pour cause concernant ces Provinces, sa Majesté Imperiale leur laisse la liberté de choisir à volonté tel Tribunal qu'ils voudront, soit la Cour Aulique, soit la Chambre Imperiale, pour y évoquer l'action intentée. Ils seront pourtant tenus de declarer dans trois mois, à compter du jour de la declaration du differend, en quelle

Justice ils veulent se pourvoir. Elle transporte aussi à sa Majesté de Suede le droit d'ériger Academie ou Université, où & quand il lui sera commode; comme aussi elle lui accorde à droit perpetuel les peages modernes, vulgairement nommez les licences, sur les côtes & ports de Pomeranie, & de Mecklembourg; à la charge toutefois qu'ils seront reduits à une taxe si modique, que le commerce n'en soit point interrompu en ces lieux-là. Elle decharge finalement les Etats, Magistrats, Officiers & sujets desdites Provinces respectivement de tous liens & sermens, dont ils étoient obligez jusqu'à cette heure aux Seigneurs & possesseurs precedens ou pretendans, & les renvoie & oblige à prêter sujettion, obéissance, & fidelité à sa Majesté & à la Couronne de Suede, comme étant dès ce jour leur Seigneur hereditaire : & constituë ainsi la Suede en la pleine & legitime possession de toutes ces choses; promettant en foi & parole Imperiale de prêter & donner non seulement à la Reine à present regnante, mais aussi à tous les Rois futurs, & à la Couronne de Suede, toute seureté pour raison desdites Provinces, biens & droits cedez,

&

& accordez , & de les conserver & maintenir inviolablement contre qui que ce puisse être, comme les autres États de l'Empire, en la possession paisible de ces Provinces , & de confirmer le tout en la meilleure forme , par lettres particulieres d'investitures.

Reciproquement la Serenissime Reine & les Rois futurs, & la Couronne de Suede, reconnoîtront tenir tous & chacuns les susdits fiefs de sa Majesté Imperiale & de l'Empire ; & en ce nom demanderont dûëment, toutes les fois que le cas arrivera, le renouvellement des investitures, en prêtant comme les précédens possesseurs & semblables vassaux de l'Empire, le serment de fidelité, & tout ce qui y est annexé.

Au reste ils confirmeront en la maniere accoûtumée , lors du renouvellement & de la prestation de l'hommage , aux États & sujets desdites Provinces & lieux, nommement à ceux de Stralsond , leur liberté, biens , droits, & privilèges communs & particuliers legitiment obtenus ou acquis par un long usage , avec l'exercice libre de la Religion Evangelique , pour en jouir à perpetuité , selon la pure & veritable Confession d'Augsbourg. Ils conserve-

ront aussi aux villes Anseatiques , qui sont dans ces Provinces , la même liberté de navigation & de commerce , qu'elles ont eüe jusqu'à la presente guerre , tant dans les Royaumes , Republiques & Provinces étrangères , que dans l'Empire.

X L.

§. 1. Pour donner une compensation équivalente au Seigneur Frideric Guillaume Electeur de Brandebourg , qui , pour avancer la Paix universelle , a cédé les droits qu'il avoit sur la Pomeranie citerieure , sur Rugen , & sur les Provinces & lieux y annexe ; que l'Evêché d'Halberstat avec tous ses droits , privileges , droits regaliens , territoires ; & biens seculiers Ecclesiastiques , de quelque nom qu'ils soient appelez , sans en excepter aucun , soit cédé en fief perpétuel & immediat de l'Empire par Sa Majesté Imperiale du consentement des Etats de l'Empire , & principalement des interessez , après que la Paix sera concluë & ratifiée entre les deux Couronnes & les Etats de l'Empire , audit Electeur , & à ses successeurs héritiers & confins mâles du côté paternel , entr'autres aux Marquis Christian Guillaume , autrefois Administrateur de l'Archevêché

chevêché de Magdebourg, Christian de Culmbach, & Albert d'Anspach, & à leurs successeurs & héritiers mâles, & que le fufdit Electeur foit auffi-tôt mis & constitué en la poffeffion paisible & réelle de cet Evêché, & ait en ce nom féance & voix aux Dietes Imperiales, & au Cercle de la baffe Saxe. Mais qu'il laiffe la Religion & les biens Ecclefiaftiques en l'état qu'ils ont été reglez par l'Archiduc Leopold Guillaume, dans la convention faite avec le Chapitre de la Cathedrale. En forte toutefois que nonobftant cela l'Evêché demeure héréditaire à l'Electeur, & à toute fa maifon & à fes parens paternels mâles ci-deffus nommez, leurs fuccesseurs & héritiers mâles, en l'ordre qu'ils doivent fucceder les uns aux autres, fans qu'il refté au Chapitre aucun droit à l'élection & postulation; ou au gouvernement de l'Evêché, & aux chofes qui y appartiennent : mais que ledit Electeur & les autres, felon l'ordre fuccessif ci-deffus nommez, jouiffent dans cet Evêché du même droit, & de la même puiſſance dont jouiffent les autres Princes de l'Empire en leurs territoires, & qu'il leur foit pareillement loiffible d'éteindre la quatrième partie des Canoncats (excepté la Prévôté, qui ne fera pas comprise dans

dans ce nombre) à mesure que ceux de la Confession d'Augsbourg, qui les possèdent à présent, viendront à mourir, & d'en incorporer les revenus à la menſe Episcopale ; que s'il n'y avoit pas assez de Chanoines de la Confession d'Augsbourg, pour faire la quatrième partie de tout le corps, la Prévôté en étant exceptée, il y ſera ſuppléé du nombre des Catholiques qui viendront à déce-
der.

§. 2. Comme auffi d'autant que le Comté de Hohenſtein pour la partie dont il eſt fief de l'Evêché de Halberſtat, conſiſtant aux deux Bailliages de Lora & de Klettenberg, & en quelques Bourgs, avec les biens & droits y appartenans, a été réuni après la mort du dernier Comte de cette famille à cet Evêché, & poſſédé juſqu'à préſent par l'Archiduc Leopold Guillaume, comme Evêque d'Halberſtat, ledit Comté demeurera auffi irrevocablement uni à cet Evêché avec libre faculté audit Eleſteur d'en diſpoſer comme poſſeſſeur héréditaire de l'Evêché de Halberſtat, nonobſtant toute conteſtation de quelque force & autorité qu'elle ſoit, ou par qui que ce ſoit qu'elle puiſſe être formée.

Sera auſſi le même Eleſteur tenu de maintenir le Comte de Tartembach en
la

la possession du Comté de Rheinstein , & de renouveler la même investiture , que l'Archiduc lui avoit conférée du consentement du chapitre.

§. 3. Sera aussi cédé par Sa Majesté Imperiale , du consentement des Etats de l'Empire , au susdit Electeur , pour lui & pour ses Successeurs ci-dessus mentionnez , en fief perpetuel , & en la même maniere que l'Evêché de Halberstat l'a été , l'Evêché de Minden avec tous ses droits & appartenances , pour en être le susdit Electeur , pour lui & ses successeurs mis en une possession paisible & réelle , aussi-tôt après la présente pacification conclue & ratifiée ; & en ce nom ledit Electeur aura séance & voix dans les Dietes générales & particulieres de l'Empire , aussi-bien qu'en celles du cercle de Westphalie ; sauf à la ville de Minden ses immunitéz & droits aux choses sacrées & profanes , & sa juridiction entiere & mixte aux causes criminelles & civiles , principalement le droit de Banlieuë , & l'exercice de cette juridiction accordé , & pour le présent accepté : comme aussi les autres Us , immunitéz , & privileges qui lui appartiennent legitiment , touchant les anciens droits : à condition toutefois que les villages , hameaux , & maisons appartenant

nant aux Prince, Chapitre, & à tout le Clergé, & Ordre des Chevaliers, qui sont respectivement situez dans le territoire, & dans les murailles de la ville, en seront exceptez, & d'ailleurs le droit du Prince & Chapitre demeurera inviolable.

Sera pareillement cedé & delaiissé par l'Empereur & l'Empire au susdit Electeur & à ses Successeurs l'Evêché de Cammin en fief perpetuel au même droit, & en la même maniere dont on a disposé ci-dessus des Evêchés de Halberstat, & de Minden; avec cette difference néanmoins, que dans l'Evêché de Cammin il sera libre au susdit Electeur d'éteindre tous les Canonicats, après la mort des Chanoines d'à présent, & ajouter ainsi, & incorporer avec le tems tout l'Evêché à la Pomeranie Ulterieure.

Jouïra pareillement le susdit Electeur de l'expectance sur l'Archevêché de Magdebourg; en telle maniere toutefois, que quand il viendra à vaquer, soit par la mort de l'Administrateur d'à présent le Duc Auguste de Saxe, soit que l'Administrateur vint à succéder à l'Electorat, soit enfin par quelque autre moien, tout l'Archevêché avec tous les territoires y appartenans, droits regaliens, & autres droits, selon qu'il a été
disposé

disposé ci-dessus , de l'Evêché d'Halberstat , sera cédé & donné en fief perpetuel au susdit Electeur, & à ses Successeurs héritiers & parens paternels mâles ; nonobstant toute élection ou postulation qui se pourroit faire secrettement ou publiquement pendant ce tems-là ; & auroit lui , ou eux , droit d'en prendre de leur propre autorité la possession vacante.

Le Chapitre cependant avec les Etats & sujets du susdit Archevêché , aussitôt après la Paix conclüe , seront tenus de s'obliger pour l'avenir par serment , à garder fidelité & sujétion au susdit Electeur , à toute sa maison Electorale , & à tous ses Successeurs , héritiers , & parens paternels mâles.

§. 4. Sa Majesté Imperiale renouvelera à la ville de Magdebourg , à l'instance qui lui en fera par elle très-humblement faite , son ancienne liberté , & le privilege à elle accordé par Othon premier , en date du 7. Juin 940. encore qu'il soit péri par l'injure des tems, comme aussi le privilege de munir & fortifier , à elle accordé par l'Empereur Ferdinand II. lequel privilege s'étend jusqu'à un quart de lieuë d'Allemagne , avec toute sorte de juridiction & de propriété : de même demeureront ses autres privileges en leur entier & inviolables

lables , tant aux choses Ecclesiastiques que politiques , avec la clause inferée , qu'on ne rebatira point de fauxbourgs au préjudice de la ville.

Pour ce qui regarde au surplus les quatre Bailliages ou Prefectures de Querfurt , Juterbock , Dam , & Borck , puisqu'ils ont déjà été cedez à l'Electeur de Saxe, ils demeureront aussi en son pouvoir avec cette reserve toutefois , que l'Electeur de Saxe contribuera à l'avenir aux Collectes de l'Empire & du cercle ; la quote part qui a été jusqu'à présent contribué pour raison de ces Bailliages ; & l'Archevêché en sera déchargé , & de cela il en sera fait mention expresse en la Matricule de l'Empire & du cercle. Et pour reparer en quelque façon la diminution qui en resulte des revenus appartenant à la Chambre & à la Menſe Archiepiscopale , on donne & delaisse à l'Electeur de Brandebourg , & à ſes Successeurs , non seulement la Prefecture d'Eglen , qui autrefois appartenoit au chapitre , pour la posséder & en jouir de plein droit aussi-tôt après la Paix conclüe ; (le procès que les Comtes de Barby en avoient intenté depuis quelques années , demeurant pour ce sujet éteint & supprimé :) mais aussi la faculté , quand il aura obtenu la possession de l'Archevêché ,
d'éteindre

d'éteindre la quatrième partie des Canoncats de la Cathédrale , quand ils viendront à vaquer par mort , & d'en appliquer les revenus à la Chambre Archiepiscopale.

Les dettes contractées ci-devant par le présent Administrateur le Duc Auguste de Saxe , ne seront point acquittées des revenus de l'Archevêché , le cas avenant qu'il soit vacant ou devolu , en la maniere qu'il a été dit , à l'Electeur de Brandebourg , & à ses Successeurs ; & il ne sera permis non plus à l'Administrateur de charger à l'avenir le susdit Archevêché de nouvelles dettes, alienations, engagements , au préjudice de l'Electeur , & de ses Successeurs & parens mâles.

Seront aussi conservés aux Etats & sujets des susdits Archevêché & Evêché appartenant audit Seigneur Electeur , leurs droits & privileges competans, principalement l'exercice de la Confession d'Augsbourg , tel qu'ils l'ont à présent ; & les choses qui ont été transigées & accordées dans le point des griefs entre les Etats de l'Empire de l'une & de l'autre Religion , n'auront pas moins lieu , (entant qu'elles ne seront point contraires à la disposition qui est contenuë ci-dessus en l'article V. des griefs , §. 8. qui commence : *Archevêchez , Evêchez , & autres*

tres fondations & biens Ecclesiastiques, &c. & qui finit par ces mots, & à cette *Transaction*) que si elles étoient inserées ici de mot à mot ; & les susdits Archevêchez & Evêchez , appartiendront à l'Electeur , & à la maison de Brandebourg , & à tous ses Successeurs héritiers & parens paternels à perpetuité avec droit héréditaire , & immuable , de la même maniere qu'ils ont droit sur leurs autres terres héréditaires ; & pour ce qui concerne le titre ou la qualité, il a été convenu , que le susdit Electeur avec toute la maison de Brandebourg , & tous & chacuns les Marquis de Brandebourg , soient appelez & qualifiez Ducs de Magdebourg , & Princes de Halberstat & de Minden.

§. 5. Sa Majesté de Suede restituera aussi au susdit Seigneur Electeur pour lui , ses Successeurs , héritiers & parens paternels mâles ; en premier lieu , le reste de la Pomeranie Ulterieure , avec toutes ses appartenances , biens , droits Ecclesiastiques & seculiers de plein droit , tant pour le domaine utile , que pour le domaine direct.

En second lieu , la ville de Colberg , avec tout l'Evêché de Camin , & tout le droit que les Ducs de la Pomeranie Ulterieure ont ci-devant eu en la collation

tion des dignitez & prebendes du chapitre de Camin ; en sorte toutefois que lesdits droits ci-dessus cedez à Sa Majesté de Suede lui demeurent en leur entier ; & que ledit Electeur confirme & conserve , en la meilleure maniere que faire se pourra , aux Etats & sujets dans la partie restituée de la Pomeranie Ulterieure , & dans l'Evêché de Camin, lors du renouvellement & de la prestation de l'hommage , leur competence liberté , & leurs biens , droits & privileges , pour en jouir perpetuellement sans aucun trouble , selon la teneur des lettres reversalles (dont aussi les Etats & sujets dudit Evêché doivent jouir comme si elles leur avoient été directement accordées) avec l'exercice libre de la Confession d'Augsbourg , sçavoir de celle qui n'a point été changée.

En troisième lieu , toutes les places qui sont présentement occupées par les garnisons Suedoises en la marche de Brandebourg.

En quatrième lieu , toutes les Commanderies & biens appartenans à l'Ordre des Chevaliers de saint Jean , situez hors des territoires qui ont été cedez à Sa Majesté , & à la Couronne de Suede , ensemble les actes , registres , & autres documens , & papiers originaux qui concernent

cernent ces lieux & ces droits , qui doivent être restituez. Et pour les papiers communs qui touchent l'une & l'autre Pomeranie Citerieure & Ulterieure , & qui se trouvent ou dans les Archives & Cartulaires de la Cour de Stetin , ou ailleurs , hors ou dans la Pomeranie , il en sera donné des copies en bonne & dûë forme.

XII.

§. 1. Pour ce que l'on prend au Seigneur Adolphe Frideric Duc de Mecklembourg Schwerin , à cause de l'alienation de la ville & du Port de Wismar , il a été convenu qu'il aura pour lui & pour ses héritiers mâles en fief perpetuel & immediat , les Evêchez de Schwerin , & de Ratzbourg , (sauf toutefois à la Maison de Saxe Lawembourg ; (& à d'autres voisins, comme aussi audit Diocèse , le droit qui les regarde de part & d'autre) avec tous les droits , documens , titres , archives , registres , & autres appartenances , & même la faculté d'éteindre les Canonicats des deux Chapitres , après le décès des Chanoines qui y sont à présent , pour en appliquer tous les revenus à la Menſe Ducale ; & qu'il aura en ce nom ſéance aux Aſſemblées
de

de l'Empire , & du cercle de la basse Saxe , avec double titre & double voix de Prince. Or quoi que le Seigneur Gustave Adolphe Duc de Mecklembourg Gustrow son neveu, fils de son frere , ait été ci-devant designé Administrateur de Ratzebourg ; parce que toutefois le bénéfice de la restitution en leurs Duchez ne le regarde pas moins que son oncle, il a été trouvé équitable, que l'oncle ayant cédé Wismar, le neveu à son tour lui cede cet Evêché. Mais il sera conféré pour ce sujet audit Duc Gustave Adolphe, par forme de recompense, deux bénéfices ou Canoncats de ceux qui, selon le présent accommodement des griefs, sont affectez à ceux qui professent la Confession d'Augsbourg, l'un dans l'Eglise Cathedrale de Magdebourg, & l'autre dans celle de Halberstat, des premiers qui viendront à vaquer.

§. 2. Pour ce qui regarde ensuite les deux Canoncats que l'on prétend en l'Eglise Cathedrale de Strasbourg, si de cette part il écheoit quelque chose aux Etats de la Confession d'Augsbourg, en vertu de cette présente Transaction, on donnera sur ces sortes de revenus à la famille des Ducs de Mecklembourg le revenu des deux Canoncats, sans préjudice

judice pourtant des Catholiques. Et s'il arrivoit que la branche des mâles de Schwerin vint à manquer, celle de Gustraw subsistant, alors celle-ci succedera derechef à celle-là.

§. 3. Pour plus grande satisfaction de ladite maison de Mecklembourg, on lui cede à perpetuité les deux Commanderies de l'Ordre de Chevalerie de saint Jean de Jerusalem, Mirow; & Nemeraw, situez dans ce Duché, en vertu de la disposition exprimée ci-dessus en l'article V. paragraphe 9. en attendant que l'on soit demeuré d'accord sur les contestations de la Religion dans l'Empire; savoir Mirow, à la ligne de Schwerin; & Nemeraw, à celle de Gustraw, sous cette condition qu'elles seront tenues d'obtenir elles-mêmes le consentement dudit Ordre, & de lui rendre aussi dorénavant de même qu'à l'Electeur de Brandebourg, comme Patron d'icelui, toutes les fois que le cas y écherra, les devoirs accoutumez jusques ici de lui être rendus. Sa Majesté Imperiale confirmera aussi à ladite Maison les peages sur l'Elbe, ci-devant obtenus à perpetuité, avec l'exemption des contributions, qui seront à l'avenir levées dans l'Empire; à l'exception de ce qui re-
garde

garde la satisfaction de la milice Suédoise, jusqu'à ce que la somme de deux cens mille richsdals ait été compensée. La dette prétendue de Wingerschin demeurera aussi éteinte, comme contractée à cause des guerres, avec les procès & les decrets qui en sont émanez; en sorte que les Ducs de Mecklembourg, & la ville de Hambourg ne puissent plus dorénavant pour ce sujet être recherchez ou inquiétez.

XIII.

§. 1. La Maison Ducale de Brunswic & de Lunebourg aiant, pour faciliter & établir d'autant mieux la Paix publique cédé les Coadjutoreries qu'elle avoit obtenues des Archevêchez de Magdebourg, & de Brême, & des Evêchez de Halberstat & de Ratzebourg, à cette condition qu'entre autres choses on lui accorderoit la succession alternative avec les Catholiques en l'Evêché d'Osnabruck : sa Majesté Imperiale qui ne trouve pas convenable, dans l'état présent des affaires de l'Empire, de retarder plus long-tems pour ce sujet la Paix publique, consent & permet que cette succession alternative en l'Evêché d'Osnabruck

ait lieu dorefnavant entre les Evêques Catholiques, & ceux de la Confession d'Augfbourg, qui feront pourtant pofitulez & la famille des Ducs de Brunfwic & de Lunebourg, tant qu'elle fubfiftera, & ce en la maniere & aux conditions fuivantes.

§. 2. D'autant que le Comte Guftave Guftavefon Comte de Waffebourg, Senateur du Royaume de Suede, renonce à tout le droit qu'il avoit obtenu, à l'occafion de la prefente guerre, fur l'Evêché d'Osnabruck, & qu'il remet aux Etats & fujets de cet Evêché le ferment qu'ils lui avoient prêté; à ces caufes l'Evêque François-Guillaume de Wartemberg & fes Succelfeurs, comme auffi le Chapitre, les Etats & les fujets de cet Evêché, feront obligez en vertu des prefentes de paier & compter audit fleur Comte, ou à fon ordre dans Hambourg, pendant le cours de quatre années, à commencer du jour de la publication de la Paix, la fomme de quatre vingt mille Rîchdales; en forte qu'ils foient tenus de lui paier & compter ou à fon ordre dans Hambourg chacun an vingt mille Richfdales; pour l'execution de quoi la Loi publique de cette pacification donnera toute autorité à tous
actes

actes faits contre les défailans.

Ledit Evêché d'Osnabruck sera restitué tout entier, & avec toutes ses appartenances, tant seculieres qu'Ecclesiastiques, au susdit Evêque François-Guillaume, qui le possèdera de plein droit, ainsi qu'il sera stipulé par les clauses de la capitulation invariable & perpetuelle, qui sera faite sur ce sujet, du consentement commun, tant dudit Prince François Guillaume, que des Princes de la Maison de Brunswic-Lunebourg, & des Capitulaires de l'Evêché d'Osnabruck.

§. 3 Pour ce qui est de l'état de la Religion, & des Ecclesiastiques, comme aussi de tout le Clergé de l'une & de l'autre Religion, tant en la même ville d'Osnabruck, que dans les autres pais, villes, bourgs, villages, & autres lieux appartenans à cet Evêché, il demeurera & sera retabli au même état qu'il étoit le premier Janvier 1624 Et il sera fait auparavant une designation particuliere de tout ce qui se trouvera avoir été changé depuis ladite année 1624 tant à l'égard des Ministres de la parole de Dieu, que du culte Divin, laquelle sera inserée en la susdite Capitulation. Et l'Evêque promettra par reversales; ou autres let-

T 2 tres,

tres, à ses Etats & à ses sujets, après avoir reçu leur hommage, selon la forme ancienne, de leur conserver leurs droits, & leurs privilèges; & en outre toutes les autres choses qui seront trouvées nécessaires pour l'administration future de l'Evêché, & la sécurité des Etats, & des sujets de part & d'autre.

§. 4. Ledit Evêque venant à déceder, le Duc Ernest Auguste de Brunswic & de Lunebourg, lui succedera en l'Evêché d'Osnabruck, & sera même dès à present designé son successeur, en vertu de la présente Paix publique; en sorte que le Chapitre Cathedral d'Osnabruck, comme aussi les Etats & sujets de l'Evêché, soient tenus incontinent après la mort, ou la resignation de l'Evêque d'à present, de recevoir pour Evêque ledit Duc Ernest Auguste, & les susdits Etats & sujets obligez à cette fin de lui prêter, dans trois mois, à compter du jour de la conclusion de la Paix, l'hommage accoutumé, ainsi qu'il a été dit ci-dessus: aux conditions qui seront inserées dans la Capitulation perpetuelle, qui est à faire avec le Chapitre; & si le Duc Ernest Auguste ne survivoit pas l'Evêque d'à present le Chapitre sera tenu, après la
mort

mort de l'Evêque à présent vivant, de postuler un autre Prince de la famille du Duc George de Brunſwic & de Lunebourg, aux conditions qui ſeront convenuës en la Capitulation invariable qui aura été requë, lesquelles ſeront obſervées à perpetuité & reciproquement. Que ſi celui-ci vient à mourir, ou à reſigner volontairement, le Chapitre ſera tenu d'élire ou de postuler un Prélat Catholique; & ſ'il arrivoit en cela quelque negligence parmi les Chanoines, l'Ordonnance du Droit Canonique, & la coûtume d'Allemagne auront lieu pour ce regard; ſauf pourtant la Capitulation perpetuelle, & la preſente Tranſaction. Et partant ſera à jamais admise la ſucceſſion alternative entre les Evêques Catholiques, choiſis du Chapitre ou postuler d'ailleurs, & entre ceux de la Confeſſion d'Augſbourg, leſquels ne ſeront autres que les deſcendans de la famille dudit Duc George. Et ſ'il y a pluſieurs Princes de cette famille, on élira ou postulera un des cadets pour Evêque; & ſi les cadets manquent, un des Princes regens ſera élu, & ceux-ci manquant auſſi, la poſterité du Duc Auguſte enfin ſuccedera avec l'alternative perpetuelle, comme il a été dit,

entre cette famille , & les Catholiques.

§. 5. Non-seulement ledit Duc Ernest Auguste ; mais aussi tous & un chacun les Princes de la famille des Ducs de Brunswic & de Lunebourg de la Confession d'Augsbourg , qui succederont alternativement en cet Evêché , seront tenus de conserver & défendre , comme il a été disposé ci-dessus en l'article troisième , & comme il le fera en la Capitulation perpetuelle , l'état de la Religion & des Ecclesiastiques , ensemble de tout le Clergé , tant en la ville d'Osna-bruck , que dans les autres pais , bourgs , bourgades , villes , villages , & tous les autres lieux appartenans à cet Evêché.

§. 6. Et afin que dans l'administration & regime des Evêques de la Confession d'Augsbourg , il n'arrive aucune difficulté ni confusion , au regard de la Censure des Ecclesiastiques Catholiques ni au regard de l'usage & de l'administration des Sacremens , selon la maniere de l'Eglise Romaine , comme aussi des autres choses qui sont de l'ordre , la disposition de tout ce que dessus sera réservée à l'Archevêque de Cologne , comme au Metropolitain , à l'exclusion de ceux de la Confession d'Augsbourg , toutes les fois que la succession alternative tombera sur un Prince de cette
Confes-

Confession ; mais cela excepté , les autres droits de souveraineté & de regime , tant au civil qu'au criminel , demeureront inviolables à l'Evêque de la susdite Confession , selon les loix de la future Capitulation ; & reciproquement toutes les fois qu'un Evêque Catholique gouvernera l'Evêché d'Osnabruck , il ne prétendra , ni n'aura aucun droit sur les choses Ecclesiastiques , qui regardent la Confession d'Augsbourg.

§. 7. Que le Monastere ou Prevôté de Walckenried , dont le Duc Christian Louis de Brunswic & de Lunebourg , est presentement Administrateur , soit conféré par l'Empereur & l'Empire , avec la terre de Schauven à droit perpetuel de fief aux Ducs de Brunswic & Lunebourg , ensemble toutes leurs appartenances & droits , pour y succeder entre les familles de Brunswic Lunebourg , au même ordre ci-dessus dit ; le droit d'avocatie ou protection , & toutes les prétentions de l'Evêché de Halberstat , & du Comte d'Hohenstein demeurant entierement éteintes & annullées.

§. 8. Que le Monastere de Groeningen ci-devant acquis à l'Evêché de Halberstat , soit aussi restitué ausdits Ducs de Brunswic Lunebourg , avec la reserve des droits qui appartiennent ausdits

Ducs , sur le Château de Westerbours , comme aussi l'inféodation faite par les mêmes Ducs au Comte de Tettembach ; & les Conventions faites pour ce sujet , demeureront en leur entier , aussi-bien que les droits de créance & d'engagement appartenant sur Westerbours à Frideric Schenken de Winterstet Lieutenant du Duc Christian Louïs.

§. 9. Quant à la dette contractée par le Duc Frideric Ulric de Brunswic Lunebourg avec le Roi de Dannemarc , & cédée par celui-ci à sa Majesté Imperiale , dans un Traité de Paix conclu à Lubeck , & de laquelle ensuite il a été fait don au Comte de Tilli Général de l'Armée Imperiale ; les Ducs d'à present de Brunswic-Lunebourg , aiant représenté , que pour plusieurs raisons ils ne sont pas tenus de cette dette , & les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de la Couronne de Suede , aiant aussi de leur part fortement agi pour cette affaire , il a été convenu pour le bien de la Paix , que cette dette demeurera éteinte , & que l'obligation en sera remise ausdits Ducs , à leurs heritiers & à leurs Etats.

§. 10. Les Ducs de Brunswic-Lunebourg de la branche de Zell , aiant païé jusqu'à present l'interêt annuel de la somme de vingt mille Florins , au Chapitre

pitre de Ratzebourg , il a été dit , que comme l'alternative cesse présentement , lesdits intérêts annuels cesseront aussi , avec suppression entière de la dette , & de toute autre obligation pour ce regard.

§. 11. Aux deux Ducs Antoine Ulric , & Ferdinand Albert , fils cadets du Duc Auguste de Brunswic-Lunebourg , seront aussi conférées deux Prébendes dans l'Evêché de Strasbourg , de celles qui vacqueront les premières , à cette condition néanmoins que le Duc Auguste renoncera aux prétentions qu'il avoit ou pouvoit avoir ci-devant sur l'un ou l'autre Canoniat.

§. 12. Et en échange lesdits Ducs renonceront aux postulations , & Coadjutoreries sur les Archevêchez de Magdebourg & de Bremen , comme aussi sur les Evêchez de Halberstat & de Ratzbourg ; en sorte que tout ce qui a été ci-dessus réglé en ce Traité de Paix , touchant ces Archevêchez & Evêchez , aura son plein & entier effet , sans aucune contradiction de leur part ; les Chapitres demeurans en tout & par tout en l'état , dont il a été ci-dessus convenu.

X I V.

Touchant la somme de douze mille richsdales , qui doit être payée tous les ans au Marquis Christian Guillaume de Brandebourg , par l'Archevêché de Magdebourg , il a été convenu , que le Cloître & les Bailliages de Zina , & de Lobourg , seront incessamment cedez & transportez audit Marquis de Brandebourg , avec toutes leurs appartenances , & pleine & entiere jurisdiction , excepté le seul droit de territoire , & que le susdit Marquis jouïra de ces Bailliages pendant sa vie , sans être obligé d'en rendre aucun compte ; à condition toutefois qu'aucun préjudice ne sera fait aux sujets desdits Bailliages , tant au temporel qu'au spirituel. Et comme ledit Cloître , & lesdits Bailliages , ainsi que tout l'Archevêché ont été fort ruinez par l'injure des tems , le présent Seigneur Administrateur paiera sans délai pour ce sujet audit Marquis , des deniers qui seront imposez à cet effet sur ledit Archevêché , la somme de trois mille Richsdales , desquelles ledit Marquis & ses heritiers ne seront tenus de faire aucune restitution. Il a été en outre accordé , qu'après le décès du susdit Marquis , il sera pour
raison

raison & à l'occasion des alimens qui n'auront pas été fournis, libre & permis à ses héritiers & successeurs de retenir cinq ans durant lesdits Cloître & Bailliages, & toutes leurs appartenances & dépendances & droits, & d'en jouir & user, sans être obligez d'en rendre aucun compte. Mais après l'expiration des cinq années, lesdits Bailliages avec leur juridiction, rentes & revenus, retourneront, sauf aucun retardement à l'Archevêché, & rien ne pourra être demandé ni prétendu aucune chose pour raison de ladite somme; & tout cela aura lieu, lors même que ledit Archevêché de Magdebourg sera possédé par l'Electeur de Brandebourg, pour sa récompense équivalente & deuë, par ses héritiers & successeurs.

X V.

Touchant l'affaire de Hesse-Cassel, on est demeuré d'accord de ce qui s'ensuit.

§. 1 La Maison de Hesse-Cassel, & tous ses Princes, sur tout Madame Amelie Elizabeth Landgrave de Hesse, & le Prince Guillaume son fils, & leurs héritiers, leurs Ministres, Officiers, vassaux, sujets, Soldats, & au-

tres qui sont attachez à leur services , en quelque façon que ce soit , sans exception aucune , nonobstant tous contracts , procès , prescription , declarations , sentences , executions , & transactions contraires , qui tous , de même que les actions ou prétentions , pour cause de dommage & injures , tant des neutres , que de ceux qui portoient les armes , demeureront annullez , seront pleinement participans de l'Amnistie generale ci-devant établie , avec une entiere restitution , à avoir lieu du commencement de la guerre de Bohême , excepté les vassaux & sujets héréditaires de sa Majesté Imperiale , & de la Maison d'Autriche , ainsi qu'il en est ordonné par le paragraphe , *Enfin tous , &c.* comme aussi de tous les avantages provenans de cette Amnistie , & religieuse Paix , avec pareil droit dont jouissent les autres Etats , ainsi qu'il est ordonné dans l'Article qui commence ; *Du consentement aussi unanime , &c.*

§ 2. La Maison de Hesse-Cassel & ses Successeurs retiendront l'Abbaye de Hirsfeld , avec toutes ses appartenances seculieres & Ecclesiastiques , situées dedans ou dehors son territoire (comme la Prévôté de Gelingen ,) sauf toutefois les droits que la Maison de Saxe

y possède de tems immemorial; & à cette fin ils en demanderont l'investiture de sa Majesté Imperiale, toutes les fois que le cas y écherra, & en prêteront serment de fidélité.

§. 3. Le droit de Seigneurie directe & utile sur les Bailliages de Scaumbourg, Buckenbourg, Saxenhagen, & Statthagen attribué ci-devant & adjugé à l'Evêché de Minden, appartiendra dorenavant au Seigneur Guillaume Landgrave de Hesse, & à ses Successeurs, pleinement & à perpétuité, sans que ledit Evêché ni aucun autre le lui puisse disputer, ni l'y troubler; sauf néanmoins la transaction passée entre Christian Louis Duc de Brunswic Lunebourg, le Landgrave de Hesse, & Philippe Comte de Lippe; la convention aussi passée entre ladite Landgrave, & ledit Comte demeurant pareillement en sa force & vertu.

§. 4. De plus, on est demeuré d'accord, que pour la restitution des Places occupées pendant cette guerre, & par forme d'indemnité, il soit païé à Madame la Landgrave de Hesse, tutrice, & à son fils, ou à ses Successeurs Princes de Hesse, par les Archevêchez de Mayence, & de Cologne, les Evêchez de Paderborn, & de Munster, l'Abbaye

l'Abbaye de Fulde, dans la ville de Cassel, aux frais & perils des payeurs, la somme de six cens mille Richsdales, de valeur & bonté réglée par les dernières Constitutions Imperiales, pendant l'espace de neuf mois, à compter du temps de la ratification de la Paix; sans qu'il puisse être admis aucune exception, ou aucun pretexte pour empêcher le paiement promis; & encore moins qu'il puisse être fait aucun arrêt ou saisie sur la somme convenüe.

§. 5. Et afin que Madame la Landgrave soit d'autant plus assurée du paiement, elle retiendra aux conditions suivantes, Nuys, Coesfeld, & Newhauff, & aura en ces lieux là des garnisons qui ne dépendront que d'elle; mais à cette condition, qu'outre les Officiers & les autres personnes nécessaires aux garnisons; celles des trois lieux susnommez ensemble n'excederont pas le nombre de douze cens hommes de pied, & de cent chevaux; laissant à Madame la Landgrave la disposition du nombre de Cavalerie & d'Infanterie qu'il lui plaira de mettre en chacune de ces places, & des Gouverneurs qu'elle voudra y établir.

§. 6. Les garnisons seront entretenues selon l'ordre qui a accoûtumé jusques

ques ici d'être gardé pour l'entretien des Officiers & Soldats de Hesse; & les choses qui sont nécessaires pour la conservation des forteresses, seront fournies par les Archevêchez & Evêchez, dans lesquels lesdites forteresses & villes sont situées, sans diminution de la somme ci-dessus mentionnée. Il sera permis aux mêmes garnisons d'exécuter les refusans & les negligens, non toutefois au delà de la somme due. Cependant les droits de Souveraineté, & la juridiction tant Ecclesiastique que séculière, comme aussi les revenus desdites forteresses & villes, seront conservés au Seigneur Archevêque de Cologne.

§. 7. Mais aussi-tôt qu'après la ratification de la Paix on aura payé trois cens mille richsdales à Madame la Landgrave, elle rendra Nuys, & retiendra seulement Cœsfeld, & Newhauff, en sorte néanmoins qu'elle ne mettra point la garnison qui sortira de Nuys dans Cœsfeld & Newhauff, qui ne demandera rien pour cela; & la garnison de Cœsfel ne passera pas le nombre de six cens hommes de pied, & de cinquante chevaux, ni celle de Newhauff le nombre de cent hommes de pied. Que si dans le tems de neuf mois tou-

te

te la somme n'étoit pas payée à Madame la Landgrave, non seulement Cœs-feld & Newhauff lui demeureront jusqu'à l'entier paiement; mais aussi pour le reste de la somme on lui en payera l'interêt, à raison de cinq pour cent, jusques à ce que ce reste de somme, lui ait été payé: & les Tresoriers & Receveurs des Bailliages appartenans ausdits Archevêchez, Duchez, Abbaye, & contigus à la Principauté de Hesse, qui suffiront pour satisfaire au paiement desdits interêts, s'obligeront par serment à Madame la Landgrave de lui payer des deniers de leurs recettes les interêts annuels de la somme restante, nonobstant les defenses de leurs maîtres. Que si les Tresoriers & Receveurs different de payer, ou emploient les revenus ailleurs Madame la Landgrave pourra les contraindre au paiement par toutes sortes de voies; au surplus les autres droits du Seigneur propriétaire demeurans en leur entier. Mais aussi-tôt que Madame la Landgrave aura reçu toute la somme, avec les arrerages du tems de la demeure, elle restituera les lieux susnommez par elle retenus par forme d'assurance; les interêts cesseront; & les Tresoriers & Receveurs dont il a été parlé, seront

quittes

quittes de leur serment. Quant aux Bailliages , du revenu desquels l'on aura à payer les intérêts en cas de retardement , l'on en conviendra provisionnellement avant la ratification de la Paix , laquelle Convention ne fera pas de moindre force que ce présent Traité de Paix.

§. 8. Outre les lieux qui seront laïsez à Madame la Landgrave par forme d'assurance , comme il a été dit , & qui seront par elles rendus après le paiement ; elle restituera cependant aussi-tôt après la ratification de la paix toutes les Provinces & les Evêchez , comme aussi leurs villes , bailliages , bourgs , forteresses , forts , & enfin tous les biens immeubles , & les droits par elle occupez pendant ces guerres ; en sorte toutefois que tant des trois lieux qu'elle retiendra par forme de gage , que de tous les autres à restituer , non seulement Madame la Landgrave & lesdits successeurs feront remporter par leurs sujets toutes les provisions de guerre & de bouche qu'elle y aura fait mettre : (car quant à celles qu'elle n'y aura point apportées , & qu'elle y aura trouvées en prenant les places , & qui y sont encore , elles y resteront :) mais aussi les fortifications & remparts qui ont été élevez durant qu'elle

qu'elle a occupé ces places seront détruits & démolis ; en sorte toutefois que les villes , bourgs , châteaux , & forteresses , ne soient pas exposez aux invasions & pillages.

§. 9. Et bien que Madame la Landgrave n'ait exigé aucune chose de personne pour lui tenir lieu de restitution & d'indemnité , sinon des Archevêchez de Maïence & de Cologne , des Evêchez de Paderbon & de Munster , & de l'Abbaie de Fulde , & n'ait point voulu absolument qu'il lui fût rien païé par aucun autre pour ce sujet , toutefois , eu égard à l'équité & à l'état des affaires , l'Assemblée a trouvé bon , que sans préjudice de la disposition du précédent paragraphe qui commence , *de plus on est demeuré d'accord , &c.* les autres Etats , quels qu'ils soient , qui sont au deçà & au-delà du Rhin , & qui depuis le premier de Mars de l'année courante ont païé contribution aux Hessiens , fourniront au *pro rata* de la contribution par eux païée pendant tout ce tems , leur cote part ausdits Archevêchez , Evêchez & Abbaie , pour faire la somme ci-dessus mentionnée , & pour l'entretenement des garnisons ; que si quelques uns souffroient du dommage par le retardement du paiement des autres , les retardans

dans seront obligez de le reparer , & les Officiers ou Soldats de Sa Majesté Imperiale , du Roi Très-Chrétien , & de la Landgrave de Hesse n'empêcheront point qu'on ne les y contraigne. Il ne sera non plus permis aux Hessiens d'exempter personne au préjudice de cette déclaration : mais ceux qui auront dûement païé leur cotte part , seront deslà exempts de toutes charges.

§. 10. Quand à ce qui regarde les differends mûs entre les maisons de Hesse-Cassel , & de Darnistad touchant la succession de Marbourg , vû que le 14. d'Avril dernier , ils ont été entierement accommodez à Cassel , du consentement unanime des parties interessées , il a été trouvé bon que cette Transaction avec toutes ses clauses , appartenances & dépendances , telle qu'elle a été faite & signée à Cassel par les parties , & insinuée dans cette Assemblée , ait en vertu du présent traité la même force que si elle y étoit inserée de mot à mot , & qu'elle ne puisse être jamais enfreinte par les parties contractantes , ni par qui que ce soit , sous aucun prétexte , soit de contrat , soit de serment , soit d'autre chose : mais bien plus , qu'elle doit être exactement observée par tous , encore que peut-être quelqu'un des inter-

tressés

350 LES INTERETS PRESENTS
teressez refuse de la confirmer.

§. 11. Pareillement la Transaction entre feu Monsieur Guillaume Landgrave de Hesse , & Messieurs Christian & Wolrard Comtes de Waldeck , faite le 11. Avril 1635. & ratifiée par Monsieur le Landgrave George de Hesse le 14. Avril. 1648. aura une pleine & perpetuelle force en vertu de cette pacification , & n'obligera pas moins tous les Princes de Hesse que tous les Comtes de Waldeck.

§. 12. Que le droit d'aînesse introduit dans la maison de Hesse-Cassel , & en celle de Darmstadt , & confirmé par sa Majesté Imperiale demeure ferme , & soit inviolablement gardé.

X V I.

Aussi-tôt que le Traité de Paix aura été souscrit & signé par les Plénipotentiaires & Ambassadeurs, tout acte d'hostilité cessera , & les choses qui ont été accordées ci-dessus , seront de part & d'autre en même tems mises à exécution.

§. 1. L'Empereur fera lui-même publier des Edits par tout l'Empire , & mandera précisément à ceux qui sont obligez par ces conventions & par cette présente pacification , à restituer ou à accom-

accomplir quelque chose , qu'ils aient sans y manquer & sans remise , à exécuter entre le tems de la conclusion de la Paix , & celui de sa ratification , les choses qui ont été transigées ; enjoignant tant aux Princes directeurs , qu'aux Colonels des cercles , de procurer & faire exécuter la restitution de chacun selon l'ordre d'exécution , & selon ces pactions à la requisition de ceux qui doivent être restitués. Sera pareillement inserée dans lesdits Edits cette clause , que parce que les Directeurs d'un cercle ou le Colonel de la milice sont censés moins propres à faire cette exécution en leur propre cause & restitution ; en ce cas , & s'il arrivoit même que les Directeurs ou le Colonel de la milice circulaire en refusassent la commission , les Princes Directeurs ou le Colonels du cercle voisin , s'acquitteront de la même commission d'exécutions à l'égard aussi des autres cercles , à la requisition de ceux qui sont à restituer.

§. 2. S'il arrivoit aussi que quelqu'un qui doit être restitué , eût besoin des Commissaires de l'Empereur pour appuier l'acte de quelque restitution , paiement , ou exécution (ce qui sera à son choix ,) ils lui feront incessamment donner ; & en ce cas , & pour d'autant moins

moins retarder l'accomplissement des choses ici accordées, il sera permis tant à ceux qui restitueront qu'à ceux qui doivent être restitués, aussi-tôt après la Paix conclue & signée, de nommer de part & d'autre, deux ou trois Commissaires, desquels Sa Majesté Imperiale choisira un d'entre ceux que celui qui doit être restitué aura nommé, & un d'entre ceux que celui qui doit restituer aura aussi nommé, en nombre toutes-fois égal de l'une & de l'autre Religion, auxquels elle ordonnera d'exécuter sans délai tout ce qui doit être effectué en vertu de la présente transaction. Que si ceux qui doivent restituer négligeoient de nommer des Commissaires; alors Sa Majesté Imperiale choisira un de ceux que la partie qui est à restituer aura nommez, & en ajoutera un autre à sa volonté, en nombre toujours égal de l'une & de l'autre Religion, auxquels elle ordonnera d'exécuter la commission, nonobstant l'opposition & contradiction de la partie adverse; comme aussi ceux qui seront à restituer feront sçavoir incontinent après la paix conclue aux intéressés qui devront restituer la teneur des choses transigées.

§. 3. Enfin tous & chacuns ou Etats, ou Communautés, ou particuliers

liers, soit Ecclesiastiques, ou seculiers, qui en vertu de la presente transaction, & de ses regles generales, ou de quelque disposition particuliere & expresse, sont obligez de restituer, ceder, donner, faire, ou accomplir quelque chose, seront aussi tot après la publication des Edits Imperiaux, & après la signification faite de ce qui doit être restitué, tenus de restituer, ceder, donner, faire & accomplir tout ce à quoi ils sont obligez, sans resistance, opposition, ou alienation de la defense ou clause salutaire generale ou speciale inserée ci-dessus en l'Amnistie, & sans aucune autre exception, comme aussi sans apporter aucun dommage à personne; & pour cet effet nul état ou homme de guerre des garnisons ou autre quelconque ne s'opposera à l'execution des Directeurs ou des Colonels de la milice des Cercles, ou des Commissaires; mais donnera au contraire assistance aux executeurs, contre ceux qui tâcheroient d'empêcher en quelque maniere que ce soit l'execution. Il leur sera permis aussi de se servir pour cela de leurs propres forces, ou des forces de ceux qu'ils doivent mettre en possession.

§. 4. Tous les prisonniers de part & d'autre d'épée, ou de robe, sans distinction

stinction aucune, seront ci-après-mis en liberté, en la maniere dont les Generaux seront convenus ou conviendront du consentement de sa Majesté Imperiale.

§. 5. Finalement pour ce qui regarde le licentiaement de la Soldatesque Suedoise, tous les Electeurs, Princes, & autres Etats, y compris la Noblesse immediate de l'Empire des sept Cercles suivans de l'Empire, savoir du Cercle des 4. Electeurs du Rhin, de celui de la haute Saxe, de celui de Franconie, du Cercle de Suabe, de celui du haut Rhin, du Cercle de Westphalie, & de celui de la basse Saxe (sauf toutefois leur requisition usitée jusqu'à present en pareils cas, & leur liberté & exemption à l'avenir) seront tenus de contribuer la somme de cinq millions de Richsdales en espee de bon aloi, aiant cours dans l'Empire en trois termes, au premier terme celle de 1800000. Richsdales, laquelle les Etats payeront chacun selon sa cotte-part; savoir les Etats du Cercle des Electeurs du Rhin, & ceux du Cercle du haut Rhin, à Francfort sur le Mein; ceux du Cercle de la haute Saxe, à Leipfich, ou à Brunfwic; ceux du Cercle de Franconie à Nuremberg;

remberg; ceux du Cercle de Suabe, à Ulm; ceux du Cercle de Westphalie, à Brême, ou à Munster; & ceux du Cercle de la basse Saxe, à Hambourg. Et pour parvenir plus facilement au payement de cette somme, il sera permis à ceux qui devront être restituez suivant l'Amnistie, c'est-à-dire aux véritables Seigneurs, & non pas aux possesseurs d'à présent, d'imposer & de lever sur leurs sujets la cote part qu'ils auront à payer incontinent après la Paix conclüe, & même avant que la restitution ait été faite; & les possesseurs d'à présent ne donneront aucun empêchement quand on exigera ces contributions. Sera aussi payé audit premier terme la somme de douze cens mille Richsdales en assignation sur certains Etats, & ce à des conditions raisonnables, & dont chaque Etat conviendra de bonne foi, dans le tems d'entre la conclusion & la ratification de la Paix, avec l'Officier de guerre assigné sur lui. Après laquelle Convention & l'échange des ratifications du present Traité, on achevera aussi-tôt d'un pas égal le payement desdits dix-huit cens mille Richsdales, le licentement de sa milice; & l'évacuation des places, sans qu'il puisse y être ap-

porté de retardement pour quelque cause que ce soit. Cesseront cependant aussi-tôt après la Paix conclüe les contributions de toutes sortes d'exactions ; sauf toutefois la subsistance des garnisons & des autres troupes, de laquelle on conviendra à des conditions raisonnables ; sauf aussi aux Etats qui auront payé leur part, ou qui s'en feront accommoder amiablement avec les Officiers assignez, à repeter par eux les dommages qu'ils auront soufferts par le retardement que leurs co-Etats auront apporté à payer leur cote-part.

Et pour le second & le troisième terme, les susdits Etats des sept Cercles, payeront de bonne foi dans les villes ci-dessus marquées aux Ministres à ce deputez, & aiant pouvoir de sa Majesté de Suede, la premiere moitié des deux millions à la fin de l'année ensuivante ; le tout en Richdaldres ou autres monnoies aiant cours dans l'Empire. Et comme lesdits sept Cercles sont uniquement affectez au paiement de la milice Suedoise, sans prétention d'aucun autre ; aussi tous les Electurs, Princes & Etats de ces Cercles, ne paieront chacun leur part & portion, que conformément à la matricule, & à l'usage
reçu

reçu dans chaque lieu , & aux termes de la désignation qui en a été délivrée.

§. 6. Aucun Etat ne sera exempt de paier ; mais aussi il ne sera point chargé d'un plus grand nombre de mois Romains , que ceux qu'il doit porter. Il ne sera tenu non plus de rien paier davantage pour son co-Etat , ou pour d'autres Soldats des parties qui sont en guerre ; beaucoup moins sera-t-il inquiété pour ce sujet par represailles ou saisies. De plus , aucun Etat ne sera empêché , dans la repartition qu'il aura à faire sur ses sujets de sa cote-part , par les gens de guerre , ou par un co-Etat , ou par quelque autre , sous quelque pretexte que ce soit.

§. 7. Quant au Cercle d'Autriche , & à celui de Baviere ; comme attendu la promesse que les Etats de l'Empire ont faite à sa Majesté Imperiale en cette présente Assemblée , qu'ils lui donneroient dans la premiere Diete de l'Empire , un secours sur les impositions de l'Empire pour les frais de la guerre qu'elle a souffert jusqu'à present ; le Cercle d'Autriche a été excepté des autres & réservé pour le paiement de l'armée immédiate de l'Empereur ; & celui de Baviere pour sa milice. L'imposition & la levée des deniers dans le Cercle d'Autriche , de-

meurera à la disposition de sa Majesté Imperiale. Mais dans celui de Baviere, on observera la même maniere d'imposer & de paier qui se doit observer dans les autres Cercles ; & l'exécution de même s'y fera comme dans les autres Cercles, suivant les constitutions de l'Empire.

§. 8. Et afin que sa Majesté Roiale de Suede, soit d'autant plus assurée du paiement certain de la somme convenüe aux termes préfix, les Electeurs, Princes & Etats des susdits sept Cercles, s'obligent volontairement, en vertu du présent accord, de paier chacun sa cote-part de bonne foi, au tems & au lieu prescrits ; & ce, sous l'engagement & hypoteque de tous leurs biens ; en sorte que s'il arrivoit quelque negligence de quelqu'un des Etats de l'Empire, & nommément des Princes Directeurs & Colonels de chaque Cercle, ils seront tenus, en conséquence de l'article de la sûreté de la Paix, d'exécuter leurs promesses comme chose jugée, sans aucune autre procedure ou exception de droit.

§. 9. La restitution aiant été faite selon l'article de l'Amnistie & des griefs ; les prisonniers étans relâchez, les ratifications échangées & ce qui vient d'être
accordé

accordé à l'égard du terme du premier paiement aiant été effectué ; toutes les Garnisons , tant de l'Empereur & de ses alliez & adherans , que de la Reine & du Roiaume de Suede , de la Landgrave de Hesse , de leurs alliez & adherans , sortiront en même tems & d'un pas égal, des villes de l'Empire & de tous les autres lieux qui seront restituez , & ce sans exceptions , retardement , dommage & faute quelconque. Les lieux , les villes , les bourgs , les châteaux , les forts & forteresses qui ont été occupez , cedez , ou retenus à l'occasion de quelque Treve ou autrement dans le Roiaume de Bohême & dans les autres païs héréditaires de l'Empereur & de la Maison d'Autriche , comme aussi dans les autres Cercles de l'Empire , par les gens de guerre , de l'un ou de l'autre parti , seront incessamment restituez & laissez à leurs premiers possesseurs & Seigneurs, Etats médiats ou immédiats de l'Empire , y compris la noblesse libre immédiate , tant Ecclesiastiques que Seculiers , pour en disposer librement , de droit ou de coutume , ou en vertu de la presente Convention , nonobstant toutes donations , inféodations , concessions (si ce n'est qu'elles aient été faites par un Etat à l'autre volontairement,)

ment,) obligations faites pour racheter des prisonniers, ou pour détourner des ruines & des embrasemens, ou tous autres titres quelconques, acquis au préjudice des premiers Seigneurs & possesseurs légitimes.

§. 10. En vûë dequoi toutes les Conventions, Confédérations ou autres défenses & exceptions contraires à cette restitution cesseront aussi & seront réputées nulles & de nul effet; sauf toutefois les choses dont il a été spécialement disposé dans les articles précédens en faveur de la Reine & du Roiaume de Suede & pour la satisfaction & compensation équivalente de quelques Electeurs & Princes de l'Empire, ou autres choses spécialement exceptées; & cette restitution des lieux occupez, tant par sa Majesté Imperiale, que par sa Majesté de Suede & par leurs Confederez & adherans, se fera reciproquement & de bonne foi.

Que les archives, titres & documens, & les autres meubles, comme aussi les canons qui ont été trouvez dans lesdites places lors de leur prise, & qui s'y trouvent encore en nature, soient aussi restitués: mais qu'il soit permis d'en emporter avec soi, ou faire emporter ce qui après la prise des places y a été conduit, soit,

soit, ce qui a été pris en guerre, soit, ce qui y a été porté & mis pour la garde des places & l'entretien des garnisons, avec tout l'attirail de guerre & ce qui en dépend.

Que les sujets de chaque place soient tenus, lorsque les Soldats & garnisons en sortiront, de leur fournir gratuitement les chariots, chevaux & bateaux, avec les vivres nécessaires pour en pouvoir emporter toutes les choses nécessaires aux lieux désignez dans l'Empire; lesquels chariots, chevaux & bateaux, les Commandans de ces garnisons qui sortiront, seront tenus de rendre de bonne foi. Que les Sujets & Etats se chargent les uns après les autres de cette voiture d'un territoire à l'autre, jusques à ce qu'ils soient parvenus ausdits lieux désignez dans l'Empire, & qu'il ne soit nullement permis aux Commandans des garnisons ou autres Officiers des Troupes, d'emmener avec eux lesdits sujets, & leurs chariots, chevaux & bateaux, ni aucune autre chose prêtée à cet usage, hors des terres de leurs Seigneurs & moins encore hors de celles de l'Empire; pour assurance de quoi les Officiers seront tenus de donner des ôtages.

Que les places qui auront été rendues, soit, maritimes & frontieres, soit,

mediterrannées, soient dorenavant & à perpetuité libres de toutes garnisons introduites pendant ces dernieres guerres & soient laissées en la libre disposition de leurs Seigneurs; sauf au reste le droit d'un chacun.

Qu'il ne tourne à dommage ni à préjudice maintenant ni pour l'avenir à aucune ville d'avoir été prise & occupée par l'une ou par l'autre des parties qui sont en guerre: mais que toutes & chacune des villes, avec tous & chacun de leurs Citoiens & habitans, jouissent sans du bénéfice de l'Amnistie generale, que des autres avantages de cette pacification; & qu'au reste tous leurs droits & privileges en ce qui regarde le spirituel & le temporel, dont ils ont joui avant ces troubles leur soient conservez; sauf toutefois les Droits de Souveraineté avec ce qui en dépend, pour chacun de ceux qui en sont les Seigneurs.

Qu'enfin les troupes & les armées de toutes les parties qui sont en guerre dans l'Empire, soient licentiées & congédiées; chacun n'en laissant passer dans ses propres Etats, qu'autant seulement qu'il jugera nécessaire pour sa sûreté. Et que le licentierement des troupes, & la restitution des places se fasse au tems préfix, suivant l'ordre & la
maniere

DES PUISSANCES DE L'EUROPE. 363
maniere dont les Généraux d'armée
conviendront; observant toutefois ce
qui a été accordé touchant cela même
en l'article de la satisfaction militaire.

XVII.

§. 1. Les Ambassadeurs & Plenipotentiaires Imperiaux & Royaux, & ceux des Etats de l'Empire, promettent chacun à son égard de faire ratifier par l'Empereur, par la Reine de Suede; & par les Electeurs Princes, & Etats du saint Empire, cette Paix ainsi conclüe selon sa forme & teneur; & qu'ils feront en sorte qu'infailiblement les actes solennels des ratifications seront dans l'espace de huit semaines, à compter du jour de la signature, representez ici à Osnabruck, & reciproquement & dûement échangez.

§. 2. Que pour plus grande force & sûreté de tous & chacun de ces articles, cette presente Transaction soit desormais une loi perpetuelle, & une Pragmatique Sanction de l'Empire, ainsi que les autres loix & constitutions fondamentales de l'Empire, laquelle sera inserée dans ce prochain Recès de l'Empire, & même dans la capitulation
Impe-

Imperiale, n'obligeant pas moins les absens que les presens, les Ecclesiastiques que les Seculiers, soit qu'ils soient Etats de l'Empire ou non; si bien que ce sera une regle prescrite, que devront suivre perpetuellement tant les Conseillers & Officiers Imperiaux, que ceux des autres Seigneurs, comme aussi les Juges & Allessours de toutes les Cours de Justice. Qu'en ne puisse jamais alleguer, entendre, ni admettre contre cette Transaction, ou aucun de ces articles & clauses, aucun droit Canonique ou Civil, ni aucuns decrets communs ou speciaux des Conciles, Privileges, Indults, Edits, commissions, Inhibitions, Mandemens, Decrets, Rescrits, Litispendances, Sentences renduës en quelque tems que ce soit, choses jugées, capitulations Imperiales, & autres regles, ou exemptions d'Ordres Religieux, protestations précédentes, ou futures, contradictions, appellations, investitures, Transactions, & sermens, renonciations, toutes sortes de pactes, moins encore l'Edit de 1629. ou la Transaction de Prague avec ses dependances, ou les Concordats avec les Papes, ou *l'Interim* de l'an 1548. ou aucuns autres Statuts politiques, ou

Decrets

Decrets Ecclesiastiques; Dispenses, Absolutions, ou aucunes autres exceptions qui pourroient être imaginées sous quelque nom ou pretexte que ce soit; & qu'il ne soit intenté en quelque lieu que ce soit aucuns procès ni actions, soit inhibitoires, ou autres au petitoire, & au possessoire contre cette Transaction.

§. 3. Que celui qui aura contrevenu par aide ou par conseil à cette Transaction & Paix publique; ou qui aura résisté à son execution, & à la restitution susdite, ou qui après que la restitution aura été faite légitimement & sans excès en la maniere dont il a été ci-dessus convenu, aura tâché sans une légitime connoissance de cause, & hors de l'execution ordinaire de la Justice, de molester de nouveau ceux qui auront été rétablis, soit Ecclesiastique ou Seculier, qu'il encoure de droit & de fait la peine deuë aux infraçteurs de Paix; & que selon les constitutions de l'Empire, il soit decreté contre lui, afin que la restitution & reparation du tort ait son plein effet.

§. 4. Que néanmoins la Paix conclüe demeure en sa force & vigueur, & que tous ceux qui ont part à cette Transaction

366 LES INTERETS PRESENTS
saction soient obligez de defendre &
protéger toutes & chacunes les loix ou
conditions de cette Paix, contre qui
que ce soit, sans distinction de Reli-
gion; & s'il arrive que quelque point
en soit violé, l'offensé tâchera premie-
rement de détourner l'offensant de la
voie de fait, en soumettant la cause à
une composition amiable, ou aux pro-
cedures ordinaires de la Justice; & si
dans l'espace de trois ans le différend
ne peut être terminé par l'un ou l'au-
tre de ces moyens, que tous & chacun
des interessez en cette Transaction
soient tenus de se joindre à la partie
lézée, & de l'aider de leur conseil &
de leur forces à repousser l'injure, après
que l'offensé leur aura fait entendre
que les voyes de douceur & de Justice
n'ont servi de rien : sans préjudice tou-
tefois au reste de la juridiction d'un
chacun, & de l'administration compe-
tente de la Justice, suivant les voix &
constitutions de chaque Prince & Etats,
& qu'il ne soit permis à aucun Etat de
l'Empire de poursuivre son droit par
force & par armes. S'il est arrivé, ou
s'il arrive ci-après quelque démêlé, que
chacun tente les voyes ordinaires de la
Justice; & quiconque fera autrement,
qu'il

qu'il soit tenu pour infracteur de la Paix. Mais que ce qui aura été défini par Sentence du Juge soit mis à execution sans distinction d'état, comme le portent les loix de l'Empire sur l'exécution des Arrêts & Sentences.

§. 5. Et afin aussi de mieux affermir le Paix publique; que les Cercles soient remis en l'état qu'ils doivent être; & dès qu'on verra, de quelque côté que ce soit, quelque commencement de troubles & de mouvemens, que l'on observe ce qui a été arrêté dans les Constitutions de l'Empire touchant l'exécution & la conservation de la Paix publique.

§. 6. Toutes les fois que quelqu'un voudra, pour quelque occasion ou en quelque tems que ce soit, faire passer des Soldats par les terres ou les frontieres des autres, le passage s'en fera aux dépens de celui à qui les Soldats appartiendront, & cela sans causer aucun dégât, dommage, ni incommodité à ceux par les terres desquels ils passeront. Enfin l'on observera étroitement ce que les constitutions Imperiales déterminent & ordonnent, touchant la conservation de la Paix publique.

§. 7. En cette pacification seront compris

pris de la part du Serenissime Empereur, tous les alliez & adhérens de sa Majesté, principalement le Roi Catholique, la Maison d'Autriche, les Electeurs du Saint Empire Romain, les Princes, & entre ceux-ci, le Duc de Savoye, & les autres Etats, compris la noblesse libre & immédiate dudit Empire, & les villes Anseatiques; comme aussi le Roi d'Angleterre, le Roi & les Royaumes de Dannemarck, & de Norwege, avec les Provinces annexes, ensemble le Duché de Sleswic, le Roi de Pologne, le Duc de Lorraine, & tous les Princes & Républiques d'Italie, les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas, les Cantons Suisses, les Grisons, & le Prince de Transilvanie.

De la part de la Reine & Royaume de Suede tous ses alliez & adhérens, principalement le Roi Très-Chrétien, les Electeurs, Princes, & Etats, compris la noblesse libre & immédiate de l'Empire, & les villes Anseatiques; comme aussi le Roi d'Angleterre, le Roi & les Royaumes de Dannemarck, & de Norwege, & Provinces annexées, ensemble le Duché de Sleswic, le Roi de Pologne, le Roi & Royaume de Portugal, le grand Duc de Moscovie,

vie, & la Republique de Venise : les Provinces-Unies des Païs-Bas, les Suisses, & Grisons, & le Prince de Transilvanie.

Les Ambassadeurs Plenipotentiaires de l'Empereur déclarent qu'ils demeurent en leur protestation & déclaration plusieurs fois ci-devant réitérée de bouche & par écrit, comme ils protestent & déclarent de nouveau, qu'encore que le Roi de Portugal ait été compris de la part de la Serenissime Reine de Suede dans le Traité de Paix, qui fut lu & approuvé le 6 Août nouveau stile, & consigné en dépôt, du consentement commun des parties au Directoire de Maïence; ils ne reconnoissent néanmoins point d'autre Roi de Portugal que Philippe IV. de ce nom Roi des Espagnes, ce qu'ils ont bien voulu déclarer avant que signer le susdit Traité de Paix, & qu'aujourd'hui ils ne le signeront qu'avec cette protestation faite à Munster le 24. Octobre 1648.

§. 8. En foi de tout ce que dessus, & pour une plus grande assurance des présentes, tant les Ambassadeurs de sa Majesté Imperiale, que ceux de sa Majesté Royale de Suede; & au nom de tous les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empi-

370 LES INTERETS PRESENTS
l'Empire, les Ambassadeurs par eux spécialement députez à cet effet, lesquels ont été admis à signer en vertu de ce qui fut conclu le 23. ou 13. Octobre de la presente année, & dont l'acte fut expédié le même jour sous le sceau de la Chancellerie de Maience, & mis ès mains des Ambassadeurs de Suede.

Fin du huitieme Tome







